

150

THE UNIVERSITY OF

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9862

44 PAGES

SAMEDI 9 OCTOBRE 1976

Après le coup d'État en Thaïlande

## Plusieurs milliers d'arrestations à Bangkok

LIBRE PAGE 10

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 40 r. ; Italie, 200 L. ; Liban, 120 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 60 c. ; Yougoslavie, 10 d. din. Tarif des abonnements page 34

3, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 6297-23 Paris  
Tél. Paris 20 80 00  
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## LES LIMITES DU MARCHÉ IRANIEN

Comme s'ils étaient accomplis sur un tapis magique, les voyages en Iran grèvent toujours les dirigeants français. L'évocation des contrats que les entreprises nationales signent, signent sans doute, signent peut-être, continue dans une valise de chiffres. Le parfum des milliards de francs est agréable à une diplomatie marchande, qui s'embarrasse peu de considérations morales.

L'adjectif « fatidique » employé en son temps par M. Fournier, alors ministre de l'économie et des finances, a été banni du vocabulaire officiel, même si le chah a qualifié de « vraiment grandiose » les projets franco-iraniens. Plus habile que M. Chirac durant sa visite à Téhéran en 1974, M. Giscard d'Estaing a pris soin de distinguer trois types d'engagements. Un amalgame a toutefois été effectué entre le « sûr » et le « probable », ce qui a pour effet de gonfler l'addition aux yeux de l'opinion publique.

L'ancien premier ministre français avait évalué à environ 50 milliards le montant des accords qu'il venait de négocier. Le président de la République abaisse à un total de 60 milliards (dont 10 milliards de francs) le montant des accords. En fait, il ne s'agit que de réviser et d'ajuster les promesses de M. Chirac. Les contrats fermes cités par M. Giscard d'Estaing, qui restent d'ailleurs à signer, sont précisément ceux dont la négociation avait été entreprise il y a deux ans.

Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac.

Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac.

Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac.

Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac.

Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac. Les négociations franco-iraniennes, qui ont été relancées par la visite de M. Chirac, ont été relancées par la visite de M. Chirac.

(Lire nos informations page 2.)

## Le plan Barre devant le Parlement et l'opinion

- Plusieurs élus de la majorité réclament l'imposition de la fortune
- Les manifestations de jeudi ont été les plus importantes depuis 1968

LA JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE DU 7 OCTOBRE a revêtu une ampleur plus importante que les précédentes journées organisées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. depuis mai 1968. Les manifestations ont été plus nombreuses et mieux suivies tant à Paris qu'en province.

Si l'activité des entreprises nationalisées et publiques a été plus perturbée que celle des entreprises privées, le nombre de grévistes, dans les deux secteurs, a été supérieur, selon les administrations et le patronat, à celui observé dans le passé.

35 % au lieu de 30 % en novembre 1974 à la S.N.C.F. ; 72 % des instituteurs au lieu

de 61 % ; 20 à 30 % des salariés du privé au lieu de 5 à 15 %, lors des précédentes journées d'action.

A l'issue de la grève, les trois syndicats ont émis avec insistance que la lutte continuerait, et la F.E.N. a annoncé qu'elle s'associerait à la journée nationale d'action sur l'emploi des jeunes que la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent, sous la forme de manifestations régionales, le 23 octobre.

AU TERME DU DÉBAT SUR LA POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT, jeudi après-midi, M. Barre a répondu à deux sortes de préoccupations exprimées par les

orateurs de la majorité. A ceux qui s'inquiètent de la pollution de l'action syndicale, il a déclaré que la politique du gouvernement se déterminait « indépendamment de la longueur des cortèges ». Vis-à-vis de ceux qui réclamaient plus de réformes et plus de justice sociale — M. Chaban-Delmas, notamment — le premier ministre s'est engagé à promouvoir des changements de structures mais il n'a pas donné satisfaction aux orateurs. MM. Lajoux, Chaban-Delmas, Debré, qui réclamaient l'imposition du capital.

Ce vendredi 8 octobre, le président de la République a reçu à déjeuner le premier ministre.

## La confiance en suspens

par ANDRÉ LAURENS

Le pays est-il en majorité derrière M. Giscard d'Estaing et son nouveau premier ministre ? Adhère-t-il au plan de lutte contre l'inflation de M. Barre ? Nul ne le sait car personne n'a les moyens objectifs de le savoir. À moins de se contenter des sondages, il faudrait des élections pour obtenir la bonne réponse.

En attendant, le gouvernement n'a pas éprouvé le besoin de solliciter la confiance des représentants élus de la Nation sur la politique générale, et il refuse les manifestations de défiance des organisations politiques et syndicales de la gauche. S'il engage sa responsabilité, la semaine prochaine, lors de l'examen des propositions de loi relatives à la dévaluation, il ne pourra mesurer le degré de confiance que pour l'avenir de la majorité.

à se déchaîner en bloc. Quant aux grèves, elles sont ignorées par le pouvoir politique pour la bonne raison qu'elles sont politiques. On savait depuis le général de Gaulle que la politique de la France ne se faisait pas à la corbeille de la Bourse. M. Barre nous a appris que celle du gouvernement « se détermine indépendamment de la longueur des cortèges ». Encore qu'il ne s'agisse là que de formules contestables, car, que l'on sache, certains délégués de mai 1968 ont certaines chutes de franc ne sont pas restées sans conséquences, — celle du premier ministre illustre, une fois de plus, le décalage qui existe entre le fonctionnement des institutions et la vie du pays.

(Lire la suite page 17.)

## LA NOUVELLE « LOI D'AIRAIN »

par PIERRE DROUIN

Avec un peu de recul, il est passionnant de tirer la leçon des réactions suscitées par le plan Barre. Le grand trison politique qui devait aboutir à la journée de grève et aux importants cortèges de jeudi n'a pas secoué de la même façon organisations et partis de l'opposition.

L'appréhension progressive des effets — jamais agréables de la médécine proposée, le désir de tirer un profit électoral du nouvel aveu d'échec de la politique sur le registre économique, ont fait passer pour saisir les esprits cette flamme des mécontentements à la fois que la « base » a été délaissée plus qu'à l'ordinaire, à l'occasion de plans de redressement pour donner une telle ampleur à la campagne contre les textes gouvernementaux.

Ce n'est pas dans les mesures mêmes du plan Barre qu'il faut aller chercher l'explication. Elles sont classiques, certes, mais cohérentes et assez balisées. Elles n'ont pas créé le choc qui aurait pu focaliser l'attention, mais la majorité laissait peu de champ à des initiatives hardies : il est plus facile pour M. Chirac, dépourvu de ses responsabilités gouvernementales, de prôner l'impôt sur le capital qu'il ne le lui était de défendre la loi sur les plus-values lorsqu'il était à Matignon.

Non, si l'opinion dans ses profondeurs n'a pas répondu à l'appel du premier ministre, c'est parce qu'elle a senti combien elle était peu associée au fond à la lutte contre l'inflation.

(Lire la suite page 14.)

## Mesures de crise à Londres pour défendre la livre

Après le relèvement de 15 % du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, la livre sterling s'est redressée sur les marchés des changes : elle valait vendredi matin un peu moins de 1,60 dollar (contre un peu plus de 1,55 mercredi). Le franc, au contraire, a tendance à s'affaiblir, tandis qu'à Francfort le dollar reste stationnaire. Les mesures de plus en plus draconiennes que les autorités monétaires des pays à monnaie faible sont amenées les unes après les autres à prendre, pour- raient bien compromettre la reprise en Europe occidentale.

## Risque d'une nouvelle récession ?

Les décisions draconiennes que les autorités monétaires britanniques ont prises jeudi pour essayer d'éviter un nouvel effondrement de la livre posent de graves problèmes, non seulement au Royaume-Uni, mais à l'ensemble des nations industrialisées.

C'est à un niveau encore jamais atteint dans son histoire que la Banque d'Angleterre a porté ce qu'on continue d'appeler par habitude son taux d'escompte, mais qu'on devrait désormais officiellement appeler « minimum lending rate » (M.L.R.) ou « taux de prêt minimum ». Elle l'a fixé à 15 %. La précédente hausse avait eu lieu il y a moins d'un mois. La vieille dame de Threadneedle Street avait alors relevé le M.L.R. de 11,5 % à 13 %, taux qui constituait déjà un record. Cette mesure n'avait pas empêché la livre de connaître de nouvelles difficultés, ni de brusquement chuter à nouveau le 23 septembre. Le « taux minimum » est celui que la Banque d'Angleterre exige des « discount houses », banques qui jouent un rôle déterminant dans le fonctionnement complexe de la City. La Grande-Bretagne n'est pas la seule à pratiquer un loyer de l'argent qu'en d'autres temps on aurait qualifié d'« usuraire » ou de « sud-américain », selon les circonstances. La Banque d'Italie a, vendredi dernier, également porté à 15 % son taux d'escompte.

PAUL FABRA.  
(Lire la suite page 4.)

## AU JOUR LE JOUR

### LE GRAND ÉCART

La fourchette entre les estimations de la police et celles des organisateurs d'une manifestation sur l'Algérie a été large. Il n'est pas besoin que personne mente vraiment. L'accumulation des coups de pouce suffit à faire le grand écart.

Cette fois pourtant, entre les cinq cent mille des organisateurs et les soixante-dix mille de la police, la différence n'est plus de dimension mais d'ordre. Y avait-il, comme d'habitude, des manifestants lourds et des manifestants légers, et quelqu'un s'est-il trompé d'un zéro ?

Ce qui est certain, c'est que, et la police a raison, compte tenu de la distance à parcourir et de la durée du défilé, il faut que les participants aient marché en file indienne comme les Sioux des bandes dessinées. Peut-être nos shérifs ont-ils trop vu de westerns ?

ROBERT ESCARPIT.

## Les hésitations de l'Église catholique du Québec

### I. — Le poids du passé

De notre envoyé spécial HENRI FESQUET

Montréal. — Plus constantes que les hommes, « les pierres orientées » (3), partout au Québec, la permanence de l'Église. En ville comme à la campagne, les églises, les chapelles, les écoles restent surmontées d'un croix. A Montréal, le prestigieux oratoire Saint-Joseph domine la cité tel le Sacré-Cœur de Montmartre ; une centaine de clochers pointent vers le ciel. Mais la plupart d'entre eux, enserrés par des gratte-ciel toujours plus nombreux et plus élevés, sont engloutis. Le cathédrale — copie réduite de Saint-Pierre de Rome — apparaît dérisoire au même titre que Saint-Patrick à New-York.

Cette haute futaie de béton porte le témoignage irrécusable du virage à angle aigu pris par le Québec. Que les maisons de Dieu disparaissent entre les temples de l'argent et des

affaires, cela est banal en Amérique, mais revêt ici une signification particulière : depuis 1960, à la faveur de la « révolution tranquille », l'Église a été délogée, en un temps record, des positions exceptionnelles qu'elle occupait. Elle reste cependant, d'une certaine manière, omniprésente.

Pour exprimer cette toute-puissance révolue, il faudrait presque inventer un néologisme : l'« ecclésiocratie ». Le réseau scolaire tout entier, l'ensemble des hôpitaux et des services sociaux étaient entre les mains de l'Église. Ce n'est qu'en 1964 qu'a été créé un ministère de l'Éducation. À l'apogée, l'épiscopat y jouissait.

Les parousies tenaient tout en haut, les municipalités n'apparaissant que comme des satellites. Les curés s'occupaient des questions les plus matérielles, jusqu'à la voirie. Un évêque était plus important qu'un ministre.

« Dans les rues de Montréal, on se croirait au paradis », écrivait un automobiliste, venant signaler par là que la plupart des rues portent des noms de saints. Un peu comme à Rome le vocabulaire courant trahissait l'empreinte religieuse. Telle caisse bancaire s'appelait Notre-Dame-de-Neiges. Dans les milieux sportifs, on pouvait entendre : « L'équipe Notre-Dame-de-Fatima a battu Notre-Dame-de-Lourdes », ou encore : « Pie XII a gagné contre le Saint-Esprit ». Il n'y a

pas si longtemps que les pilotes des avions locaux se signaient avant de décoller, comme les Bretonnes d'autan quand elles entraient dans la couche conjugale. En 1960, toutes les « scènes de lit » étaient censurées dans le film *Hiroshima mon amour*, au risque de rendre le scénario incompréhensible.

(Lire la suite page 26.)

## UN GRAND LINGUISTE

### Emile Benveniste est mort

Emile Benveniste, linguiste de réputation mondiale, est mort, dans la nuit du dimanche 3 octobre, à Paris, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quatre ans. La nouvelle de son décès n'a été annoncée qu'après ses obsèques, célébrées mercredi dernier dans la plus stricte intimité.

### L'héritier de Saussure

Emile Benveniste était sans conteste l'un des plus grands savants de ce siècle, l'un de ces rares esprits capables d'embrasser pratiquement tout un domaine du savoir, et aussi d'en modifier la physionomie. Car son inépuisable érudition demeurait au service d'une réflexion qui ne perdait jamais de vue les problèmes d'ensemble.

Son œuvre — et, à plusieurs titres, immense. Par son volume d'abord : dix-huit ouvrages, près de trois cents articles et autant de comptes rendus, dispersés dans de multiples revues spécialisées, ont été récemment recensés par M. Moirand, son bibliographe et ami, sous le titre de tous les manuscrits et les projets interrompus, depuis 1969, par la maladie. Par sa diversité ensuite : les études consacrées au domaine hittite ou au domaine iranien (vieux perse, avestien, assète, textes de l'Avesta, livres sacrés des zoroastriens), à l'arménien, au latin, au grec, au slave et jusqu'aux langues amérindiennes, voisinaient avec les essais

ROGER-POL DROIT.  
(Lire la suite page 30.)

LE MONDE  
diplomatique

du mois d'octobre

EST PARU


(Le numéro : 5 F)  
EN VENTE PARTOUT

ROBERT LAFFONT

## PIERRE DAIX

### J'ai cru au matin

L'itinéraire d'un intellectuel communiste du stalinisme à la défense de Soljenitsyne.



Au cours du second débat télévisé

M. CARTER A EXPLOITÉ LA FAIBLESSE DU PRÉSIDENT FORD

(Lire page 9.)

# PROCHE-ORIENT

## LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN IRAN

Le président Giscard d'Estaing, venant de Téhéran, est rentré à Paris jeudi 7 octobre en fin d'après-midi. Son appareil a atterri à Orléans et le président de la République a rejoint la capitale en hélicoptère.

Le président de la République qui s'était rendu mercredi à Chiraz et Persépolis, a eu dans l'après-midi et jeudi matin deux entretiens avec le chah. Il a également tenu une conférence de presse.

Notre envoyé spécial, Thomas Ferenzi, note

qu'« au-delà des fastueux décors d'Iran, au nom de sa fidélité à l'histoire a déployé pour son hôte, M. Giscard d'Estaing, un avant tout en homme d'affaires. » Des marques d'attention particulière lui ont été prodiguées — qu'il a en sorte payées de retour en se rendant successivement sur le tombeau de Reza chah le Grand, fondateur de la dynastie Pahlavi au début du siècle et sur celui de Cyrus le Grand, fondateur de l'empire perse au sixième siècle avant Jésus-Christ, — mais

le voyage ne va pas jusqu'à l'exaltation. Le même exemple est peut-être l'évolution des relations culturelles. M. Giscard d'Estaing a dit sa volonté de voir le lycée Razi de Téhéran continuer de s'ouvrir aux Iraniens. Il a insisté sur la coopération entre les deux pays dans l'enseignement supérieur. M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, de son côté, a pu à bon droit se féliciter que les entretiens élargis entre les deux délégations se déroulent en français. Mais, surtout, les nouvelles générations

apprennent surtout l'anglais. L'effort envisagé par la France pour la coopération culturelle, cette tendance à long terme. « Je serai le dernier premier ministre francophone », confiait mercredi soir avec une pointe d'amer-tume M. Hoveyda, premier ministre. Certes, M. Giscard d'Estaing a fait un geste d'encouragement spectaculaire en allant dîner mercredi soir chez un Français de Téhéran. L'influence de la France n'en est pas moins, semble-t-il, en sur-sis.

### M. Giscard d'Estaing : ce qui nous intéresse ce sont les réalités concrètes de la coopération

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi matin 7 octobre à Téhéran, M. Valéry Giscard d'Estaing a indiqué qu'il y aurait désormais « une rencontre régulière annuelle (franco-iranienne) au niveau des hauts fonctionnaires » des ministères des affaires étrangères. Les ministres eux-mêmes se rencontreraient également une fois par an, soit à l'occasion de rencontres internationales, soit à l'occasion de visites particulières, si celles-ci s'avèrent nécessaires.

Dans le domaine de la coopération économique, M. Giscard d'Estaing a cité parmi les com-mandes :

— La construction de la centrale électrique de Tabriz (un milliard de francs, dont 800 millions pour

l'industrie française, plus particulièrement Alstom) ;

— La construction, en deux phases, du chemin de fer Téhé-ran-Bandar Shahrpour (12 mil-liards, dont 8 pour l'industrie française, notamment Spic-Beti-gnolle) ;

— La construction d'une auto-route du Sud par un consortium franco-américain (3 milliards, dont 850 millions pour la part dont 850 millions pour la part française, Jean Lefebvre étant concerné) ;

— La construction de deux cen-trales électronucléaires (13 mil-liards, dont 7 pour l'industrie française, dont 7 milliards pour Fran-comat) ;

— La construction de quinze mille logements, première tranche d'un programme plus important (1 milliard). Au total, cette première tranche porte sur vingt-neuf milliards de francs, dont dix-sept pour l'industrie française.

Parmi les accords de principe, le président de la République a cité « trois opérations impor-tantes » :

— La construction de six cen-trales électronucléaires (30 à 35 milliards, dont 20 à 23 pour l'industrie française) ;

— La construction d'automobiles Peugeot par Iran national (le démarrage devait se faire en 1978 avec un nouveau modèle et la production passer de 18 000 véhi-cules la première année à 100 000 véhicules en 1983) ;

— L'établissement d'une coopé-ration entre les Instituts Pasteur de Paris et de Téhéran.

Enfin, le chef de l'Etat a évoqué des projets d'étude : la four-niture éventuelle d'airbus à Iran-Air, la contribution au dévelop-pement de l'équipement télépho-nique de l'Iran, en particulier par l'installation d'une usine de con-struction de matériel téléphonique, « s'accompagnant d'une d'un transfert de technologie ».

L'ensemble des deux premières rubriques (décisions prises et accords de principe) porte sur un ordre de grandeur de 60 milliards

de francs (dont 40 milliards pour l'industrie française). « Je sou-haite, a dit M. Giscard d'Estaing, qu'on n'emploie pas le qualificatif, qui a été utilisé dans le passé, de « fabuleux ». Il ne s'agit pas de choses fabuleuses, mais de choses concrètes. »

Le président de la République a ensuite répondu à plusieurs ques-tions, notamment à propos du Liban (lire page ci-contre).

Sur l'indépendance des prix des matières premières, le chef de l'Etat a dit : « Nous sommes favo-rables à ce que l'on trouve des solutions appropriées concernant la protection du pouvoir d'achat des pays exportateurs de matières premières et notamment de pétrole, sans prendre position sur la nature de ces solutions. (...) Tout ceci doit être l'objet d'une réflexion plus attentive, plus approfondie. »

A propos des achats de pétrole à l'Iran, M. Giscard d'Estaing a précisé : « Nous sommes prêts à examiner la manière dont, à l'intérieur de notre coopération éco-nomique, des garanties pourraient être données à l'Iran concernant l'importance des enlèvements de pétrole. »

Interrogé sur le problème du retraitement du combustible nu-cléaire, le chef de l'Etat a indiqué que cette question n'avait pas été évoquée. « Nous avons parlé, a-t-il dit, du problème général de la non-prolifération et du risque nucléaire. (...) Je réitérerai la se-conde fois que l'objet d'un conseil de politique extérieure nucléaire. » M. Giscard d'Estaing a précisé qu'il « n'est pas prévu » de vendre à l'Iran une usine de retraitement. « La France a signé un accord avec le Pakistan, a-t-il déclaré d'autre part, et cet accord sera exécuté dans les conditions convenues de part et d'autre. »

A propos de ventes d'armes, le chef de l'Etat a dit : « Il n'en a pas été question. Les projets dont nous avons discuté sont tous des projets industriels, pacifiques. (...) Nous n'avons pas été assés, à l'heure actuelle, de demander particu-lièrement de vente d'armement. »

## LE COMMUNIQUÉ FRANCO-IRANNIEN

### « Les deux pays ont une conception similaire des relations internationales »

Le communiqué publié le 7 octobre à Téhéran, à l'issue de la visite officielle du président de la République, déclare notamment :

« (...) Au moment où l'Iran fête le jubilé de la dynastie ré-gnante, le président de la Répu-blique française et Mme Valéry Giscard d'Estaing se sont plu à observer, tant dans la capitale qu'en province, les témoignages de la splendeur de la civilisation iranienne, du remarquable essor du pays et du succès des efforts accomplis pour doter la nation d'une économie moderne, apte à satisfaire ses aspirations au bien-être. (...) »

Le communiqué distingue qua-tre chapitres dans les conversa-tions du président de la Répu-blique et du chah.

#### I. — PROBLÈMES D'ACTUALITÉ

« En ce qui concerne le conflit du Proche-Orient, les deux chefs d'Etat ont souligné l'importance de la nécessité et l'urgence d'un règlement global. Pour être juste et durable, celui-ci devrait être fondé sur l'évacuation par Israël des terri-toires occupés en juin 1967 et sur le droit de tous les Etats de la région à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues et garanties, conformément aux dispositions des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que sur le droit du peuple palestinien à l'expression de son identité nationale. (...) »

« En ce qui concerne la crise libanaise, les deux chefs d'Etat ont vivement déploré le drame d'une nation amie et constaté que son règlement doit être le résultat d'un accord entre les libanais, indépendamment de l'intervention d'une tierce partie et de propriété dans la région. Attu-chés au maintien de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Liban, ils ont tombés d'accord pour soutenir les

efforts visant à la reprise du pro-cès politique entre les diverses composantes de la communauté libanaise et se sont déclarés prêts à contribuer à l'entreprise de ré-construction du pays. (...) »

Les deux chefs d'Etat « se sont félicités de constater que leurs pays ont une conception similaire des relations internationales (...) »

#### II. — QUESTIONS MULTILATÉRALES ÉCONOMIQUES

« (...) Le président de la Répu-blique a indiqué à Sa Majesté impériale que le gouvernement français est disposé à accepter les propositions de la Commission (de Bruxelles) concernant la conclusion de l'accord-cadre de coopération économique et com-merciale entre la Communauté et l'Iran. (...) »

« (...) Ils ont réaffirmé leur volonté de contribuer à l'établis-sement d'un nouvel ordre éco-nomique qui tienne compte davan-tage des besoins et des désirs légi-times de progrès des pays en dé-veloppement. (...) »

#### III. — COOPÉRATION ÉCONOMIQUE FRANCO-IRANNIENNE

« En ce qui concerne les hydro-carbures, les deux chefs d'Etat ont procédé à un large échange de vues. Ils se sont félicités de la part que prennent les sociétés françaises dans les enlèvements de pétrole iranien et ils ont exprimé le souhait que se développent les relations dans ce domaine. (...) »

« En ce qui concerne le gaz, ils ont noté avec satisfaction les ré-sultats obtenus par les sociétés françaises, notamment dans leur activité de prospection. (...) Ils ont évoqué les perspectives offertes qui leur paraissent pro-pices à de nouveaux développe-ments, notamment dans le trans-port du gaz destiné à l'Europe. (...) »

de poursuite et d'approfondir leur coopération nucléaire, afin d'assurer un développement équi-libré de leurs relations commer-ciales, industrielles et technolo-giques en ce domaine, dans l'intérêt mutuel des deux pays, le communiqué énumère les contrats dont M. Giscard d'Estaing avait parlé dans sa conférence de presse (voir ci-contre). Il signale d'autres projets d'achats iraniens ou de coopération dans les domaines ferroviaire, hydro-élec-trique, hydraulique, métallurgique, chimique, électrique, téléphonique, maritime, agricole ; dans les do-maines de l'informatique, de la télévision en couleurs, de l'énergie solaire, ainsi que la mise à l'étude d'une société commune d'investis-sements.

#### IV. — COOPÉRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Le communiqué poursuit : « (...) Les rapports séculaires exis-tant en ce domaine entre la France et l'Iran se sont récem-ment développés sur de nombreux plans. Leur renforcement est as-suré par la mise en œuvre d'im-portantes par les deux parties. L'ac-cent principal est mis sur la coopération scientifique et tech-nique, comme en témoignent : la création d'une école de gestion franco-iranienne à Téhéran (...), l'ouverture de l'université Esmat-Ali-Sina, université de type ori-ginal qui, implantée à Hamadan, doit servir à la formation des cadres et au développement du pays (...). Le projet d'accord entre les Instituts Pasteur de Téhéran et de Paris ; la création (...) d'un centre de documentation univer-sitaire (...). Les deux parties ont également pris note des bon fonctionnements du lycée Razi de Téhéran. Elles se sont félicitées du succès qu'il connaît et elles ont manifesté l'intention d'accroître ses possibilités dans le domaine de l'enseignement. (...) »

### DES COMMANDES « FABULEUSES » ?

C'est M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances, aujourd'hui mi-nistre de l'équipement (il accom-pagnait à ce titre M. Giscard d'Estaing dans son voyage), qui avait utilisé publiquement le mot de « fabuleux » — dénoncé par le chef de l'Etat au cours de sa conférence de presse, — pour qualifier les commandes passées par l'Iran à la France. Il avait déclaré, en juin 1974, après la visite à Paris du chah :

« Les projets arrêtés repré-sentent des sommes fabuleuses pour notre industrie » (le Monde du 28 juin 1974). Pour sa part, M. Jacques Chirac, à l'issue de son voyage en décembre 1974, avait indiqué : « La France deviendra, en 1975, le premier fournisseur de l'Iran. » Elle n'en a été, en définitive, que le cin-quième. Enfin, M. Giscard d'Estaing avait jugé « très pos-sible » le voyage de M. Chirac.

# ARMES EGALES

Chez Avis vous avez la possibilité de râler.

Avis fait tout pour que vous n'avez jamais à râler.

## CARTE D'APPRECIATION

1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement ? Oui ☐ Non ☐
2. Le service a-t-il été simple et efficace ? Oui ☐ Non ☐
3. Votre voiture était-elle propre ? Oui ☐ Non ☐
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique ? Oui ☐ Non ☐
5. Avez-vous des suggestions à nous faire ?

NOM :   
ADRESSE :   
CITY :

1. L'importance de notre flotte vous permet d'être livré rapidement.

2. Nous renvoyons chaque année nos hommes en stage. Nous nous levons la nuit pour vous livrer votre voiture à la gare ou à l'aéroport.

3. Chez Avis, une voiture propre, c'est la moindre des choses.

4. Pour être sûrs d'avoir des voitures en bon état, la plupart sont remplacées avant un an.

Nul n'est parfait. Néanmoins, chez Avis, nous sommes perfectibles. Ainsi, si vous nous trouvez un défaut, signalez-le nous avec la carte d'appréciation. Nous y remédierons.

Cependant nous pensons tout faire pour que vous profitiez au maximum de nous, nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation.

Ce qui est encore le meilleur des stimulants.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

**Avis.**  
**Profitez de nous.**

سازمان هواپیمایی



150

# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

### La France a une attitude de disponibilité

déclare M. Giscard d'Estaing

An cours de la conférence de presse qu'il a tenue jeudi matin à l'Élysée, M. Giscard d'Estaing a déclaré à propos du Liban :

« Il n'y a pas eu, il n'y aura pas, il n'y a pas lieu d'avoir une attitude française (...). À l'heure actuelle, la France a regu la visite d'un certain nombre de personnalités intéressées à la solution de la crise libanaise (...). Nous sommes attachés à l'unité, à l'intégrité et à l'indépendance du Liban. Nous estimons que la solution du problème libanais est la définition de l'équilibre interne de ce pays appartenant aux Libanais eux-mêmes et notamment aux autorités constitutionnelles de ce pays. L'attitude de la France est une attitude de disponibilité face aux suggestions et aux propositions qui pourraient faciliter la recherche d'un nouvel équilibre du Liban. Le sentiment

### Les deux camps en présence s'attendent à une nouvelle offensive syrienne

Beyrouth. — Bien que l'émis-saire de la Ligue arabe, M. Kholl, ait affirmé, jeudi 7 octobre, un réel optimisme, les informations en provenance des deux camps en présence au Liban font état d'une impasse diplomatique et d'une relance imminente de l'offensive syrienne.

M. Kholl, qui se rendait le samedi 9 octobre à Damas, a annoncé sa « certitude » que le comité quadripartite (Syrie-Liban-O.L.P.-Ligue arabe) se réunirait dans les quarante-huit heures. « On n'attend plus que la réponse de Damas », a-t-il ajouté.

Selon le quotidien *Al-Safir*, la réponse affirmative de Damas aurait été communiquée tard dans la soirée du jeudi 7 octobre à M. Kholl.

Il est vrai qu'un obstacle majeur sur la voie de la réunion de ce comité quadripartite a été éliminé avec l'accession à la tête de l'État libanais du président Sarkis. Prévu par les accords (mar-nés) syro-palestiniens du 29 juillet dernier, cette commission n'a jamais vu le jour car il avait été impossible de se mettre d'accord sur la représentation libanaise. Ce problème n'existe plus, mais, entre-temps, beaucoup de choses sont apparues entre la Syrie et les Palestiniens. Un émissaire de M. Arafat à Damas, M. Hani El Hassan, qui s'y était rendu pour sonder le terrain, a fait à son retour à Beyrouth une déclaration plutôt pessimiste : « Nous devons, à-t-il dit, passer du stade de la défense à celui de l'offensive, en nous préparant à purer à toute éventualité. Nous devons également élaborer un plan d'action politique qui permettra de mettre fin à la crise par le dialogue, à l'écart de toute intervention étrangère. Il n'y aura pas de rencontre Assad-Arafat aussi longtemps que des résultats positifs ne seront pas garantis ».

De notre correspondant

Les dirigeants phalangistes — dont certains reviennent de Damas — indiquent que les Syriens attendent cette fois mener seuls leur action militaire pour ne pas être accusés de collusion avec la droite chrétienne, et qu'ils n'ont nullement l'intention de restituer à celle-ci les villages qu'ils ont occupés la semaine dernière en dégageant les Palestino-progressistes. Cela semble confirmer l'existence de tiraillements au sein de l'alliance syro-conservatrice. Il ne faut pas s'y tromper toutefois : à une rupture entre des alliés dont les objectifs — la mise au pas de la résistance palestiniennne — sont trop convergents. On a noté avec intérêt à ce propos qu'une délégation phalangiste a été conduite sur le front sud à Jezzine, occupée par l'armée de Damas.

Les Syriens opèrent séparément, surtout dans la montagne druze où les massacres perpétrés par les miliciens de droite leur permettent maintenant de se présenter en protecteurs et non en forces d'occupation.

L'armée du président Assad pourrait également intervenir à Tripoli, dans le nord du pays, assiégée depuis plusieurs mois. En revanche, Beyrouth serait, dans une première phase, épargnée. Toutefois, l'occupation de la région d'Aleppo ou de Saida, a fortiori des deux, équivalendrait au blocus de la capitale.

La méthode syrienne, dite des « petits pas », consiste à frapper l'adversaire, puis à lui proposer l'ouverture de négociations, avant de lancer une nouvelle offensive. Le blocus de Beyrouth serait sans doute accompagné de combats de harcèlement dans la ville même, de la part de la droite chrétienne.

Seul indice d'espoir dans ce sombre tableau : le point de passage du musée, entre les deux secteurs de Beyrouth, hermétiquement fermé mercredi 6 octobre, s'est légèrement entrouvert jeudi. Mais le bruit de fond de la bataille s'est intensifié à Beyrouth, et l'on signale un réajustement de comptes entre Palestiniens du Front de libération et de la résistance.

Des sévères accrochages ont opposé les deux ailes du F.P.L.P. — Commandement général, dont le chef, Ahmed Jibril, était accusé par son lieutenant Abou Abbas d'avoir été « récupéré » par la Syrie. Les dirigeants de la résistance sont très soucieux d'éviter tout nouage de leurs organisations par des éléments pro-syriens après l'élimination de la sarka en juin dernier.

LUCIEN GEORGE.

### A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

#### M. Allon (Israël) condamne l'intervention des troupes arabes

Nations unies (New-York). — Intervenant jeudi 7 octobre dans le débat général de la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Y. ALLON, a exhorté les Nations unies à « revenir à leur charte » et à « mettre fin à une attitude de confrontation qui domine leur délibération ». L'Organisation mondiale des Nations unies, a-t-il dit, doit abandonner la voie dangereuse de la politisation.

Pour le ministre israélien, le terrorisme international est le type de la question qui a été abordée aux Nations unies par « des États qui ont cru, à tort, que, parce le terrorisme servait leurs intérêts, ils n'en subiraient jamais les effets ». M. Allon a appuyé la proposition du ministre des affaires étrangères de la R.P.A. sur la prise d'otages.

M. Allon a indiqué, d'autre part, que le commerce extérieur de l'ARJOUR du Sud dépassait les 12 milliards de dollars en 1974. Dans ce volume énorme, Israël n'intervient que pour 4 %.

Parlant ensuite du conflit libanais, le ministre israélien a déclaré que le silence de l'Organisation mondiale face à cette tragédie représente pour les petits États un « comportement effrayant ». Condamnant l'intervention massive des troupes arabes au Liban, notamment syriennes, irakiennes et libyennes, il a déclaré qu'il n'était plus possible de prétendre qu'il s'agit d'une guerre civile, échappant à la compétence du Conseil de sécurité.

Sont également intervenus mercredi et jeudi 7 octobre, dans le débat général de l'Assemblée :

M. H. CHATTI, ministre des affaires étrangères de la Tunisie, qui a déploré l'insuffisance des progrès enregistrés dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

M. AHMED LARAKI, ministre des affaires étrangères du Maroc, qui a affirmé que « toute discussion de la question du Sahara, qui viendrait activer des événements, risquerait d'être dangereuse, présente à la région sauparée ». Selon lui, le vrai problème auquel les Nations unies devraient consacrer leurs efforts est celui posé par le Sahara, qui est une question de paix et de sécurité, et non pas une question de territoire.

#### La Syrie offrira toute l'assistance nécessaire à M. Sarkis

M. MOUAFFAK ALLAF, représentant permanent de la Syrie à l'ONU, a fait une déclaration au vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères de Syrie, M. ABDEL HALIM KHADAM, affirmant que la diplomatie des Nations unies a « petite part » au Proche-Orient et a fait faillite. M. Khadam a dénoncé, d'autre part, les « forces hostiles à la nation arabe » qui ont provoqué la crise au Liban et ont tenté de transformer la situation de paix et de détournement l'attention des Arabes de la question palestinienne. Il a affirmé que la Syrie offrira toute l'assistance nécessaire pour restaurer la stabilité dans le pays, sauvegarder son intégrité territoriale et son unité.

M. J.M. DES MENDRERES FERREIRA, ministre portugais des affaires étrangères, a déclaré que le Portugal ne reconnaît pas la légalité de l'annexion de son ancienne colonie de l'Est-Orientale par l'Indonésie, mais qu'il était disposé à accepter un consensus des Nations unies à ce sujet.

M. ADAM MALIK, ministre des affaires étrangères d'Égypte, a affirmé que la population de Timor a librement choisi, après son autodétermination, de s'intégrer à l'Indonésie. « Nous respectons ce choix », a-t-il ajouté, « nous attendons de la communauté internationale qu'elle en fasse autant ».

### Israël

#### Les incidents de Hébron sont exploités par les adversaires du gouvernement Rabin

Jérusalem. — Le très rigoureux contrôle imposé à Hébron après les incidents de dimanche 3 octobre dans le cas des patriarches accablés l'impression de tristesse et de dégoût, même en temps normal, de cette ville oubliée par le progrès et l'urbanisme. Dans les rues sans trottoirs qui suivent un parcours dessiné au hasard, il n'y avait, mercredi 8 octobre, que des militaires. Postés sur les toits, à tous les croisements de ruelles, en tous les coins de rue, ils surveillaient de près les déplacements de l'appareil de transmission, ils semblaient avoir été amenés là pour mater un soulèvement.

Dès le milieu de la matinée, suivant un chemin jalonné par les soldats, des civils hébraïques ont commencé à pénétrer dans la ville pour se rassembler devant l'imposante mosquée ocre qui dresse sa silhouette massive sur la crypte où sont enterrés Abraham, Isaac et Jacob. Dans le haut du large escalier qui donne accès à la mosquée, un podium avait été improvisé avec l'habituée batterie de microphones.

Vers 12 h. 30, sous un soleil de plomb, près de cinq mille personnes attendaient le début de la cérémonie précédant l'inhumation, comme le veut la tradition juive, des débris des rouleaux de la Loi (la Thora) détruits par des musulmans le dimanche 3 octobre, lors du sac de la synagogue aménagée près des tombes.

Dans la foule, plusieurs civils barbus portaient le fusil ou la mitrailleuse en bandoulière, comme si l'imposant déploiement militaire n'était pas suffisant pour leur protection. Puis les officiels ont fait leur apparition sur le podium : quatre ministres, les deux grands rabbins, le chef de l'état-major général et d'autres officiers supérieurs. Et parmi eux, en bonne place, le rabbi Moshe Levinger, chef de file des fanatiques du Bloc de la foi en rébellion ouverte contre les autorités du pays.

Les discours prononcés par les deux grands rabbins étaient visiblement inspirés par le souci d'apaiser les esprits. Les deux chefs religieux, après avoir souligné « l'importance douloureuse » de l'événement, ont lancé des appels à la cohabitation. « Nous ne devons pas oublier », a dit le grand rabbin Goren, que juifs et musulmans sommes les uns du même père, et nous devons prouver aux musulmans que nous voulons vivre en paix avec eux... »

Le rabbin Levinger, qui n'était pas prévu dans la liste des orateurs, s'est brusquement approché des micros, et n'a pu faire entendre que quelques mots contre « le Livre blanc du gouvernement israélien » (le gouvernement israélien est accusé par le Bloc de la foi de perpétuer l'apostasie du Livre blanc du mandat britannique qui restreignait l'implantation juive).

Le reste de ses propos n'a pu être entendu, tous les haut-parleurs ayant été débranchés. C'est dans des véhicules de l'armée que les parchemins profanés, placés dans des jarres de terre cuite, ont été transportés jusqu'aux vieux cimetières juifs d'Hébron. Le cortège et la foule ont parcouru l'arrière central d'Hébron, la partie la plus pauvre de la ville, où se trouvent les tombes de saints et de rabbins illustres, mais où il n'y a pas eu d'habitat permanent du culte.

Appels musulmans à la modération

Aux voix nombreuses qui s'élevaient du côté israélien pour condamner les excès fanatiques des juifs comme des musulmans, se joignent de nombreuses voix musulmanes. Jeudi 7 octobre, le quotidien nationaliste proche de l'O.L.P., *Al Shaab*, paraissant à Jérusalem, a publié un éditorial dans lequel il condamne sans équivoque l'action des musulmans qui ont assailli la synagogue de la Macpela. Le même journal avait publié la veille un article où il citait le prophète Mahomet appelant à la tolérance, et mettait ses lecteurs en garde contre les dangers du fanatisme. Le journal arabe modéré *Al Quds* s'est, lui aussi, élevé contre les excès du fanatisme religieux en général.

Parmi les dirigeants politiques israéliens, l'affaire est aussi, c'est incontestable, abondamment exploitée à des fins de politique intérieure. Ceux qui, dans la galerie réservée à la presse, affirmaient, pendant l'orageux débat de jeudi à la Knesset, que M. Rabin ne paraissait pas mécontent des entrées de son ministre de la défense ont vu confirmation de ce qu'ils avançaient à la lecture du journal *Haaretz* du lendemain. Dans une interview, le premier ministre s'en est pris vigoureusement à ceux qui ont permis que la situation se détériore en Cisjordanie tant au cas qui concerne la population arabe que les extrémistes du Bloc de la foi.

M. Shimon Peres, qui est implicitement visé, se prépare, rappelle-t-on, à disparaître à M. Rabin le poste de premier ministre dans la prochaine législature. La bataille électorale est bien engagée. Pour l'instant, elle se limite encore à l'intérieur des parcs, où doivent être désignés les candidats. L'affrontement Rabin-Peres se jouera sans doute le parti travailliste, mais au parti national religieux on ne paraît pas devoir non plus se ménager mutuellement : le directeur général du ministère des cultes, ministre affecté à ce parti, vient d'accuser des membres du P.N.R. de vouloir lui nuire en propagant la rumeur selon laquelle il a été vu dans un club de jeu à Londres.

Après tout, dit-il, je ne suis pas un ministre des cultes au titre de pontif religieux... »

ANDRÉ SCÉMANA.

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

LE CARDINAL GUILLERMO BOLATTI, archevêque de Rosario (250 km au nord de Buenos-Aires), a lancé, jeudi 7 octobre, un appel à ses fidèles « sur la nécessité d'un succès du processus argentin entamé il y a six mois pour faire le pas de la démocratie et de la liberté ».

Dans un sermon très politique, l'archevêque a dénoncé l'infiltration idéologique et condamné l'indifférence et le manque de solidarité dans la lutte contre le terrorisme et le relâchement des mœurs. Le cardinal Bolatti a affirmé que les peuples qu'il conquiert à une main de fer et leur impose une discipline où « n'est-ce pas la liberté, mais pas non plus la liberté ». — (A.F.P.)

### Chine

L'AGENCE CHINE NOUVELLE a diffusé, lundi 8 octobre, le texte du message con-

lant que le président du Soviet suprême et le gouvernement soviétique avaient adressé, jeudi 30 septembre, à Pékin à l'occasion de la fête nationale chinoise. — (A.F.P.)

### Colombie

M. ALFONSO LOPEZ, président de la Colombie, a rétabli jeudi 7 octobre l'état de siège à la suite d'une vague d'attentats, d'enlèvements et de désordres. Mme Maria Elena Ciro, ministre du travail, a donné sa démission. Les employés de la sécurité sociale colombienne, qui dépendent du ministère du travail, sont en grève depuis un mois. L'état de siège imposé à plusieurs reprises les années précédentes avait été levé en juillet 1976.

### Inde

M. INDRA GANDEI, PREMIER MINISTRE INDIEN, devait entreprendre à partir de vendredi 8 octobre une tournée de dix jours en Zambie,

en Tanzanie et à l'île Maurice. — (Reuter.)

### Sénégal

M. ROBERT GALLEY, ministre de la coopération, a été reçu jeudi 7 octobre à Dakar par M. Léopold Sédar Senghor. M. Galley, dont c'est la première prise de contact avec les autorités sénégalaises depuis sa nomination, devait participer aux fêtes du cinquantième anniversaire du chef de l'État. Il devait assister notamment samedi à la séance de clôture du colloque « Culture et développement ». — (A.F.P.)

### Union soviétique

LE MINISTRE SOVIÉTIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, M. Patolchev, ne se rendra pas, comme prévu, en novembre à Tokyo, en raison de la tension provoquée entre l'URSS et le Japon par l'affaire du Mig-25. — (A.F.P.)

## Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Étude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

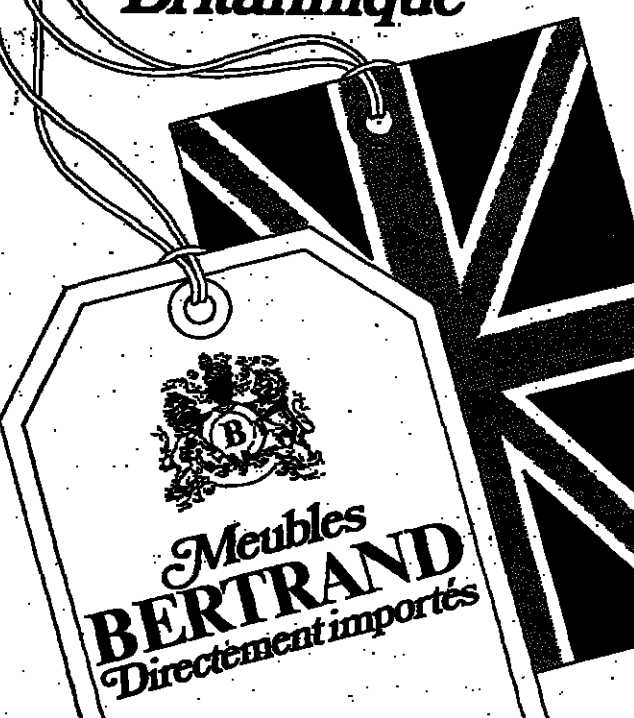
Commerce International. Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2<sup>e</sup> année. Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Études Commerciales Supérieures), organisée par un établissement affilié.

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT  
**EAD**  
Enseignement supérieur privé  
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 742.86.61

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom	Prénom
Adresse	
Niveau d'études	

**Du 2 au 17 Octobre**  
**Prestige de la Tradition**  
**Britannique**



**Meubles BERTRAND**  
 Directement importés

**Salon du Mobilier et de la Décoration**  
 STANDS 3 K 21 et 3 K 25

**BERTRAND**  
 Spécialiste du Meuble Anglais

65, rue Guy-Moquet et 7, rue Lacaille 75017 Paris  
 Parking - 1200 m<sup>2</sup> d'exposition - Tél. 229.25.36

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES  
 PAR ADJUDICATION

ADJ. Tribunal de Commerce de Paris  
 Jeudi 14 octobre 1976, à 14 h. 30, 248, rue  
 A. PARIÉ (9<sup>e</sup>)  
**RESTAURANT** 35, rue des  
 s'ins. « LA VERLAINE » RAIL, comp.  
 1 bout, dépt, ruse, local, 8 caves.  
 M. à P. : 20.000 F. Cons. : 40.000 F.  
 S'ad. M<sup>re</sup> Demotroux, not. à Paris, 67,  
 bd St-Germain, et M<sup>re</sup> Mison, synd.  
 à Paris, 60, bd de Sébastopol.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS  
 le JEUDI 21 OCTOBRE 1976, à 14 heures  
**UN TERRAIN sis à CHAMPIGNY-s-MARNE**  
 (VAL-DE-MARNE)  
**SENTIER DU MOULIN N° 4**  
 Cadast. section BE n° 285 pour une contenance de 1.273 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX : 120.000 F**  
 S'adresser à M<sup>re</sup> Jacques SCHMIDT, avocat, 183, bd Pasteur, 75017 Paris.  
 Tél. : 624-14-15.

ADJ. TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS le Jeudi 14 Octobre 1976 à 14 h. 30  
 d'un Fonds de Commerce de  
**BRASSERIE - CAFÉ - RESTAURANT**  
 à PARIS (6<sup>e</sup>) - 38, boulevard de Sébastopol  
 DROIT au BAIL, comp. not. 1 bout. 76 m<sup>2</sup> env. - Se-soi amén. 100 m<sup>2</sup> env.  
 M. à P. (M. p. a. l.) 300.000 F. Cons. 100.000 F. S'ad. M<sup>re</sup> Durand et Jourdain,  
 not. à Paris, 10, r. D.-Cassanov et M<sup>re</sup> Meille, synd. à Paris, 78, r. du Temple.

Vente sur saisie imm. Pal. Justice Bobigny, mardi 26 oct. 1976 - 13 h. 30  
**IMMEUBLE Contenance 894 m<sup>2</sup> et d'habitation**  
**BOBIGNY (93)**  
 28-29, avenue Henri-Barbousse  
 et 37-38, rue de la République  
**MISE A PRIX : 180.000 F**  
 S'adresser S.C.P.A. Deschamps - Héry - Meugnotte, avocats,  
 Paris (7<sup>e</sup>), 7, boulevard Raspail, tél. 548-72-95 ; au Greffe du Tribunal  
 de Grande Instance de BOBIGNY. Et pour visiter sur les lieux.

VENTE JUDICIAIRE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES  
 par suite de R.J. de la STE PÉRIOL, le Mardi 12 Oct. 76 à 9 h. 15 et 14 h.  
 DANS UNE  
**USINE A TRAPPES (YVELINES), VAILLANT- COUTURIER**  
**DE MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE**  
 18 Cardiotrons Thomson-CSF - 350 appareils de mesures électroniques -  
 4.000 palmarès (Chauvin-Arnoux, Métrol, Brion-Leroux, Jager) - 1.500  
 transform. - 300 condens. variables - Env. 950.000 composants électro-  
 niques et semi-conduct. - Transform. - Résistances - Résist. bobines -  
 Condens. - Diodes - Thermistances - Circuits intégrés - 3.500 potentiom.  
 ENVIRON 3.200.000 PIÈCES DÉTACHÉES comprenant notamment :  
 Moteurs - Ventilateurs - Radiateurs - Contacts - Rotateurs - Boulons -  
 Plaqueaux - Profils - Colliers - Cise. impr. - Collets et têtes - Cores -  
 Connexions - Atténuateurs - Ressorts - Prises - Embouts laton.  
 12.000 TUBES - TRES IMPORTANT LOT DE VISSERIE  
 ACHETÉ ET LAYONNÉ EN CAISSES - 1.500 kg DE FIL CUIVRE -  
 300.000 m. de CABLES - FILS GAÏNES - IMPORT. Lots d'art. en cours  
 de fabricat. Marchandises dép. et visibles le vend. 8 oct. 76 et le lundi  
 11 Octobre 76 de 9 h. 30 à 11 h. 30 et de 14 h. à 17 h. 30 à l'adresse indiquée  
 ci-dessus. FRAIS EN SUS 10 %. Pour tous renseignements s'adresser à  
 M<sup>re</sup> VENTISSE, courtier de marchandises, assermenté au Tribunal de  
 Commerce de Paris, 12, rue Gît-le-Cœur, 75006 PARIS - Tél. : 633-13-47.

Vente au Palais de Justice de PARIS, Jeudi 21 octobre 1976, à 14 heures  
**UN IMMEUBLE à PARIS (11<sup>e</sup>)**  
 15, passage Saint-Sébastien  
**MISE A PRIX : 300.000 F**  
 S'adr. M<sup>re</sup> Philippe BROUSMICHÉ PARIS (8<sup>e</sup>) - Tél. : 387-48-08

## EUROPE

Belgique

### Les élections municipales du 10 octobre pourraient avoir des conséquences politiques

La Belgique va connaître, le 10 octobre, une consultation électorale, aux objec- tifs apparemment limités, mais qui peut avoir de grandes conséquences pour le cabinet Tindemans. Elle a pour but de

designer les 596 conseils municipaux des communes nouvelles issues, en 1978, de la fusion des 2.585 anciennes communes. Le scrutin aura une signifi- cation politique marquée.

Entre 8 et 13 heures, plus de six mil- lions d'électeurs — six Belges sur dix — se rendront aux urnes. Le vote est obli- gatoire. Il y a 53 % d'électorales et 47 % d'électeurs.

De notre correspondant

Bruxelles. — La fusion des communes scellée par le scrutin de dimanche bouleversera profondément le visage politique du pays. Nées au Moyen Âge, les communes belges s'étaient sans cesse multipliées et morcelées. Chacune constituait une entité ou une chapelle. C'était le triomphe d'un individualisme commu- nautaire dépassé par le monde mo- derne.

Ces dernières années, plus on écrivait le besoin de décentrali- ser et de régionaliser la Belgique, plus on sentait la nécessité de réformer le système communal, de créer des entités plus vastes capables de gérer plus efficace- ment les localités. Les incommu- nables communes de moins de cent habitants — 70.000 en tout — près de Fumes n'en comptait que vingt-neuf — n'étaient plus diri- gées. Leur administration ne pou- vait résoudre les innombrables problèmes de la seconde moitié de siècle, qui vont de l'état civil à la politique de l'environnement.

Les pouvoirs autonomes et totale- ment décentralisés des commu- nes sont extrêmement larges : vote des impôts locaux, des budgets, gestion du patrimoine communal, police, enseignement, activités culturelles et sportives, archées, consultations pour nourrissons, troisième âge, infrastructure, distribution du gaz et de l'électricité, traitement des ordures et amé- nagement du territoire.

#### Hara-kiri des bourgmestres

Les fusions n'ont pu se faire qu'au prix d'une longue lutte et de harcèsses négociations. Plus que tout autre peuple d'Europe, les Belges ont l'esprit de clocher et se méfient du voisin qui ferait la loi dans un système commu- nal réformé. La fusion, c'était l'invitation à quatre bourgmestres sur cinq de se faire hara-kiri. Dans une société très comparable à la France, où chacun veut être

« Monsieur le président », et où le maire reste la première notabilité, c'était exiger un maximum de civisme.

Les communes regroupées au- ront des budgets bouleversés poli- tiquement. Namur, par exemple, passera de 30.000 à 180.000 habi- tants en englobant 25 communes alentour. Le « vieux Namur », tra- ditionnellement conservateur, sera probablement dirigé demain par un collège socialiste imposé par la population d'une cité plus pro- gressiste. Désormais, la Wal- lonie comptera neuf villes de plus de 50.000 habitants et la Flandre, treize.

La réforme devrait provoquer une politisation des conseils com- munaux. Jusqu'à présent, dans les localités moins importantes, le scrutin communal était souvent personnel. Nombreux étaient les listes dites « du bourgmestre ». Or, votait pour le médecin ou le notaire, pour le plus gros fermier de l'endroit ou pour l'industriel, sans qu'ils représentent, aux yeux des électeurs, un parti politique bien défini. Dans le nouveau sys- tème, on assiste presque toujours à la disparition de ces notabi- lités, dont la réputation ne fran- chissait pas les limites de la paroisse.

Les grandes formations politi- ques représentent la barre au scru- tin de 1978, les partis pourront mieux interpréter les résultats du 10 octobre et les extrapoler au plan national, chose pratique- ment impossible lors des scrutins précédents. C'est d'autant plus important que les élections interviennent à un moment où il est question d'élargir aux socialistes la coali- tion gouvernementale.

Le cabinet Tindemans, composé de chrétiens, de libéraux et de représentants du « Rassem- blement wallon » traverse une phase difficile. Et puis, il veut la régio- nalisation définitive du pays, mais ne peut la réaliser qu'avec le concours des socialistes, l'adop- tion d'une législation nécessitant une majorité des deux-tiers au Parlement.

Si le 10 octobre on constatait un ras de marée socialiste, surtout au détriment du Rassemblement wallon, M. Tindemans pourrait difficilement ignorer le verdict populaire et prolonger l'existence de son cabinet jusqu'aux élections législatives de 1978. Ou bien on scrutin serait avancé d'un an, ou bien une nouvelle coalition avec participation socialiste serait mise sur pied assez rapidement.

C'est pourquoi les stratégies des partis se montrent fébriles. Ils paraissent d'accord pour prévoir un progrès des socialistes en Wallonie et des chrétiens du C.V.P. en Flandre. Et président le scrutin, les libéraux et

les socialistes du pays flamand, le recul des libéraux et du Ras- semblement wallon, du professeur Perin, dans le Sud, et du parti extrême-droite flamand Volksunie dans le Nord, le maintien diffi- cile du Parti social chrétien en Wallonie. Ces prévisions sont for- mulées avec beaucoup de pruden- ce, car les inconnues du nouveau découpage restent nom- breuses.

Les pronostics sont plus auda- cieux pour Anvers et Bruxelles. Les deux plus grandes villes du pays ont échappé à l'opération de fusion. Le scrutin du 10 octo- bre, à première vue, ressemblera davantage à celui du 11 octobre 1970. A Anvers, tout en mainte- nant leur position, les socialistes pourraient cependant perdre l'écharpe du bourgmestre. A la suite d'une alliance envisagée entre chrétiens libéraux et man- dataires de la Volksunie.

Dans la capitale et dans les six communes bilingues voisines, dites « à facilités », puisque les habitants peuvent y être admi- nistrés dans la langue de leur choix, le renversement de plu- sieurs alliances communique le travail des analystes. C'est chez les libéraux et surtout chez les so- ciaux-chrétiens francophones que règne le plus grand désarroi. A Bruxelles-ville, ces derniers sont allés aux Flamands du C.V.P. sous la bannière de l'ancien premier ministre, M. Paul Vanden Boeynants, mais dans d'autres communes ils se sont joints au parti des francophones, le P.D.F. pour combattre ce même C.V.P.

Dans plusieurs municipalités, les francophones de diverses tenan- ces se sont unis sur les listes uni- ques pour faire front contre la « vague flamande » ; ailleurs, les néerlandophones de droite et de gauche se retrouvent sur une même liste pour barrer la route à la « marée francophone ». En régit générale, on prévoit néan- moins un progrès socialiste, un recul social-chrétien et libéral, un statu quo du P.D.F. franco- phone et des partis flamands. Dans la capitale, les Flamands représentent moins de 20 % de la population.

#### Moins de folklore

La campagne électorale s'achève dans l'indifférence générale. Seuls les débats politiques s'y intéressent. Les débats télévisés ont été nombreux mais courts.

Les affiches sont plus rares que d'habitude, et tout aussi médiocres. La photo du candidat, beau ou laid, y figure, toujours accom- pagnée de slogans d'une très grande banalité : « Votez X... un bout pour votre ville », « Y... lutte pour votre liberté ». Même les plus folkloriques slogans bruxellois du passé ont disparu des murs. On est le temps des : « Pour de bons trams, votez Mergam » ou « Votez grand, votez Klein » ? Seul le P.D.F., qui a la liste

#### « WALLONIE TERRE ROMANE »

Le supplément consacré à « La Wallonie, terre romane », dans « Le Monde » daté 3-4 octobre, a suscité en Belgique, dans un climat électoral, dans un lan- guage, une polémique qui nous paraît excessive. M. A. Coels, président du parti socialiste belge, a déploré, dans une « lettre ouverte à M. Jacques Favret, que « les socialistes aient été oubliés », alors qu'ils constituent la « principale force politique de la Wallonie ».

Rappelons que ce supplément était exclusivement consacré aux problèmes économiques et so- ciaux et se plaçait délibérément au-delà et au-dessus de la campagne électorale. Un article sur le syndicalisme faisait cepen- dant une large place aux forces de gauche.

Pour sa part, M. Jean Gol, secrétaire d'Etat à l'économie régionale wallonne, a répondu à M. Coels que, dans le cadre des deux pages publicitaires du secrétaire d'Etat, il avait dé- mandé une article sur la coali- tion sociale à M. Delourme, personnalité socialiste et pré- sident du Conseil économique wallon. Après avoir accepté, celui-ci se refusait pour ne pas « provoquer de confusion », étant donné sans autre qualité de secrétaire général adjoint de la F.G.R.W. (centrale syndicale socialiste).

« Le Monde estime que, pour sa part, cette mise au point est une polémique qui engage essentiellement des adversaires politiques belges.

#### LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sèvres  
 5 rue du Louvre  
 81 rue de Valenciennes  
 53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort toutes les finitions et sh. longueurs du 35 au 48.

Catalogue gratuit - SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>.

**les boutiques Griffsolde**  
 Griffsolde dégriffe les grands du prêt à porter  
 BOUTIQUES POUR ELLE  
 1, rue de la Plaine/Nation  
 2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
 3, rue de Lagry/Nation  
 BOUTIQUES POUR LUI  
 3, rue de la Plaine/Nation  
 3, bd Montmartre/Montmartre

**les collections automne/hiver**

**CAPEL**  
 n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL habille très-très-bien les très-très-grands

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.  
 « Capel Rive Gauche » centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.  
 « Capel Madeleine » 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 268.34.21.

**ALEXANDRE**  
 « Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré »

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.  
 « Capel Rive Gauche » centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.  
 « Capel Madeleine » 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 268.34.21.

ESSAI DU NOUVEAU COUPE 633 "CSI"  
**BMW:GAP**  
 CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF  
 25, R. CARDINET PARIS 17<sup>e</sup> 267-31-00



سكس في الشهر

## EUROPE

### UN COLLOQUE A PARIS

## Les causes et les conséquences des crises de 1956 dans les pays de l'Est

Pour célébrer le vingtième anniversaire de l'octobre polonais qui amena M. Gomulka au pouvoir, et de l'insurrection hongroise réprimée par les chars soviétiques, des scientifiques hongrois et polonais, maintenant installés en Occident, ont tenu, récemment, à Paris, le « colloque 56 ». Ils y ont convié des collègues soviétiques, tchécoslovaques et français pour examiner les causes des événements, leurs conséquences durables et l'avenir des sociétés communistes.

Ce colloque a été organisé sans l'aide ni le patronage de quiconque, par l'historien polonais Krzysztof Pomian et l'économiste hongrois Pierre Kende, maîtres de conférences au C.N.R.S. à Paris. Une trentaine de rapporteurs y ont pris part. Il ne s'agissait pas

de tirer des conclusions définitives ou d'établir des programmes d'action — l'assistance était trop hétéroclite — mais de débattre des problèmes posés dans un esprit de tolérance.

Il est impossible de rendre complètement compte de la richesse et de la diversité de ce colloque (1). En voici quelques thèmes :

L'historien Branko Lazitch estime qu'il faut, pour démontrer les mécanismes de la domination soviétique en Europe de l'Est, non pas évoquer Mura et Pierre le Grand, mais savoir que Staline n'avait appliqué que ce que lui et Lénine avaient imaginé : avant tout, la présence de l'armée soviétique. Le philosophe Leszek Kolakowski considère, lui, que ni les gouvernants ni les gouvernés ne croient plus aujourd'hui à

l'idéologie. Aussi les dirigeants, pour avoir l'adhésion de la population, doivent-ils faire appel au nationalisme ou au chauvinisme, qu'ils exacerbent d'ailleurs chez leurs adversaires opprimés.

M. François Fejto, analysant les diverses tentatives d'effacement du régime communiste dans les trois cas (Pologne, Hongrie en 1956 et Tchécoslovaquie en 1968) « le sort du mouvement a été décidé par la puissance soviétique, sans la moindre opposition des puissances occidentales. Ce sont les populations qui ont tiré la conclusion que leurs pays ne sont libérables et libérables pacifiquement ou par la force, que si volontairement l'U.R.S.S. renonce à les considérer comme sa chasse gardée et à contrôler leur destin ».

André Amalrik (qui se présente, non pas comme historien, mais comme écrivain) évoque « la politique étrange des Etats-Unis qui ont obéi à de tenter d'empêcher le communisme là où les peuples veulent le communisme (comme au Vietnam) et de ne pas tenter de l'empêcher là où les peuples n'en veulent pas (comme dans les pays de l'Est) ». Ainsi, « la cécité américaine est-elle payée à la fois par les Vietnamiens et les peuples de l'Est européen ». Il apporte aussi une note pessimiste : la situation en Europe de l'Est ne changera pas tant qu'elle ne changera pas en U.R.S.S. et tant que les Etats-Unis persisteront à croire qu'il en est ainsi et se refusent à intervenir. Il croit aussi qu'il est impossible d'édifier une société plus équitable ou un socialisme à visage humain, car il y a autant de bien que de mal dans l'homme. Et qu'un démantèlement d'une société complétement capitaliste « serait voué à l'échec et à l'échappatoire à tout progrès ».

M. Pierre Dalix remarque que l'on « ne tient pas assez compte des Russes de l'appareil du parti ». Il affirme que, au début de 1957, Maurice Thorez, tout en autorisant le P.C. à parler du rapport M. K. sur sa gauche pour préparer la relève de ce « brouillon » par quelqu'un de « sérieux », quant à la peur visée, elle pas dans les reproches faits à M. Dubcek par M. Waldeck Rochet, à Prague en juillet 1958, lorsque ce dernier s'écroula de voir le dirigeant tchécoslovaque et tolérer une union des victimes du stalinisme ou « une renouveau de la social-démocratie » ?

A propos des implications à long terme de l'octobre polonais, l'économiste Włodzisław Brda, évoque les quelques changements opérés ont ouvert la brèche à une forme de pression incommensurable avant 1956 : la possibilité, surtout pour les ouvriers d'obtenir des concessions du pouvoir sur des points précis. La nécessité de venir compte des revendications a créé une nouvelle conscience chez les dirigeants dans l'élaboration de la politique économique, puisque la satisfaction des besoins matériels croissants est l'une des conditions du maintien en place du pouvoir.

Et l'avenir ? M. Pelikan, ancien directeur de la télévision tchécoslovaque, estime que, dans le contexte international et dans le cadre politique de l'Europe de l'Est, c'est par la « réforme du système, dans le sens de la démocratisation, poussée par la pression des masses, orientée par une opposition socialiste active, couvrant de l'opposition à l'intérieur du parti communiste et des institutions existantes que des changements profonds pourront être réalisés ». La poétesse soviétique Natalia Gorbanevskaya a expliqué comment le Staline est devenu une « école de la liberté » en U.R.S.S.

M. Pomian, sur le thème de « l'ouvrier et le secrétaire », constate qu'à l'Est la Pologne est le seul pays où, depuis 1970, il y ait une dynamique sociale ouverte. Si le conflit entre l'ouvrier et le « secrétaire » (de la cellule du parti) est constant, c'est que « toute nationalisation sans auto-

gestion est aussi anti-capitaliste qu'anti-ouvrière ». M. Kende essaie d'imaginer comment pourraient évoluer les sociétés communistes. Quatre schémas s'imposent : la poursuite de la lente évolution des régimes qui ne débouche pas forcément sur une mutation du régime ; le remplacement de la dictature du parti par des dictatures personnelles ; la saisie du pouvoir par un groupe militaire ou paramilitaire qui peut se saisir de la doctrine légaliste tout en écartant l'appareil du parti ou faire appel à un système de valeurs différent (nation, démocratie, développement plus rapide, etc.) ; une rupture démocratique à la suite d'un soulèvement populaire (à condition qu'aucune puissance étrangère : U.R.S.S., Chine) ne puisse intervenir militairement.

L'exposé le plus brillant fut sans doute celui sur « le nouveau socialisme » du jeune historien polonais Adam Michnik, venu de Varsovie. Pour lui « l'opposition démocratique ne doit pas placer trop d'espoir dans le « dérivé intelligent » du parti (...) ou « succomber à la crainte d'en connaître de pires ». Elle doit formuler clairement ses objectifs politiques et s'envisager de compromis que sur cette base. « Quand le pouvoir répond à la révolte des ouvriers en affirmant qu'il entend « consulter la classe ouvrière » plutôt qu'en organisant une répression sanglante, l'opposition démocratique ne doit considérer cela ni comme une concession suffisante ni comme une fiction dénuée de sens. Son devoir est de participer continuellement et systématiquement à la vie publique, de créer des faits politiques sous forme d'actions collectives, de proposer des alternatives. Tout le reste n'est que littérature. (...) Aspirer à la vérité ou vivre dans la dignité, c'est lutter contre le pouvoir pour en finir meilleur, mais aussi pour aujourd'hui. Chaque acte de résistance sauve une parcelle de liberté, préserve les valeurs sans lesquelles une civilisation ne peut exister. Chaque acte de résistance est un pas vers un socialisme démocratique qui, plus qu'une structure institutionnelle et juridique, doit être une communauté d'hommes libres, une communauté réelle et chaque jour recréée à nouveau ».

AMBER BOUSOGLOU.

(1) Le compte rendu général sera publié aux Editions du Seuil.

## Vienne?

AUSTRIAN AIRLINES

Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris-Téléphone 724344

DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

## FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

De l'Himalaya au Hant-Atlas, 2 000 pièces de qualité à des prix très accessibles.

à la place clichy

36, rue de Léningrad - Paris - spécialiste agréé par le CLUB DÉCOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT

Prairial 133 100F

pour un 4 pièces sans le terrain.



Nouveau modèle de plain-pied exist. en 4, 5 et 6 pièces.

Maisons Balceny

## Je désire recevoir le nouveau catalogue gratuit

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Je possède un terrain oui ☐ non ☐

à retourner : Maisons Balceny  
68, bd Malesherbes 75008 Paris.  
Tél. 522.19.69

Maisons Balceny

## Galerie de Lorient

1, Avenue Gustave V de Sube - Rueil-Nice

vous invite dans le nouvel Hôtel Japonais de Paris pour vous présenter ses nouvelles collections d'objets d'art d'Orient et d'Extrême-Orient, pierres dures sculptées, papilles, coques, turquoises, malachites, etc., et sa magnifique collection

d'Ivoire Japonais

dans les salons de l'Hôtel Nikko du Jeudi 7 au Dimanche 17 Octobre 1976.

Ouvert de 11 à 22 heures - 61, quai de Grenelle - 75015 Paris.

EXPERTISE GRATUITE

Fructidor 137 600 F

pour un 4 pièces sans le terrain.



Nouveau modèle, style contemporain, 4, 5 et 6 pièces.

Maisons Balceny

YASHICA, ZEISS et PORSCHE vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".

## Utoring : votre résidence vacances en vraie propriété.

Utoring, c'est une formule conçue spécialement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'un nom de location, on ne doit pas vendre - et acheter - n'importe quoi.

Utoring : la vraie propriété. Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété. Pas de loyer, pas de taxes.

Utoring : des sites exceptionnels. Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs.

Utoring : la qualité. Le valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement.

Utoring : l'origine. C'est pour cette raison que nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères,

avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent.

Utoring : les services. En devenant propriétaire Utoring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intermédiaires dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoring : le cœur et la raison.

<b>Val d'Isère</b> "Le Villard". Au pied de la célèbre piste OK.	<b>Val Thorens</b> "L'Olympic". Le ski total toutes saisons.	<b>Les Orres</b> "Le Belvédère". Le ski plein soleil.	<b>Les Menuires</b> "Les Orignes" et "Les Salmouilles". Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
<b>Serre Chevalier</b> Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.	<b>La Mongie</b> "Phébus". Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.	<b>Saint-Tropez</b> "La Caravelle". A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	<b>Cannes</b> "Le Florentin". Au calme et dans la verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
<b>Cap d'Agde</b> "La Voile d'Or". Sur le port, dans un cadre unique, avec accès direct à la plage.	<b>Arcachon</b> "Agropolis". En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.	Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cocher les cases d'intérêt) :	
<b>La Baule</b> "Béatrice". Au cœur de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	<b>La Bretesche</b> "Pis La Baule". "Les Hamours du Chateau". Un ensemble de confort dans le parc du château.	<b>Utoring</b> MÉTAYRIE S.A. 35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.52.51-4	

# EUROPE

## Espagne

### DURCISSEMENT AUX CORTÈS APRÈS L'ATTENTAT DE SAINT-SEBASTIEN La droite dénonce la faiblesse « suicidaire » du gouvernement face au terrorisme

La droite espagnole accuse le gouvernement de mollesse après l'assassinat, le 4 octobre à Saint-Sébastien, de M. de Arana, conseiller du royaume, victime avec quatre autres personnes, d'un attentat revendiqué par une des branches de l'organisation basque ETA. A Madrid et à Saint-Sébastien, des commandos d'extrême droite ont provoqué des incidents, le 5 octobre, obligeant notamment certains commerçants à fermer boutique. Plusieurs personnes ont été blessées à Saint-Sébastien.

A Madrid, le gouvernement a rendu une note de protestation à l'ambassadeur de France, M. Deniau, au sujet de la tenue en France d'une conférence de presse de l'ETA au cours de laquelle aurait été revendiquée la responsabilité de l'attentat. En fait, il semble que cette conférence de presse, annoncée par erreur par une agence de presse espagnole, n'ait pas eu lieu. Un simple communiqué avait été diffusé à Bayonne après l'assassinat de M. de Arana. En revanche, c'est bien en France qu'avait eu lieu la semaine dernière une conférence de presse où trois membres de l'ETA, rendant compte de la dernière assemblée

du mouvement qui pendant dix jours avait réuni une centaine de délégués, avaient annoncé leur intention de renouer à la lutte armée.

La presse d'extrême droite, dénonçant l'impunité dont jouissent en France les « bandits » de l'ETA, demande au roi Juan Carlos d'annuler le voyage qu'il doit faire à Paris le 27 octobre. Aux Cortès, les élus ont durci leur position à l'égard du gouvernement de M. Suarez, qui doit présenter ce vendredi son programme de réformes.

D'autre part, un attentat manqué a été commis le 7 octobre contre des gardes civils à Saint-Sébastien. A Badajoz, près de Barcelone, un journaliste d'El Correo Catalán, M. Enrique Gilab, a été arrêté après avoir dénoncé des tortures policières, qualifiées de « fausses informations » par les autorités. A Barcelone, cinq membres du parti communiste, arrêtés le 26 septembre après une manifestation pour l'amnistie, ont été incarcérés. Des incidents ont également eu lieu le 7 octobre dans la soirée à Barcelone, des ouvriers grévistes qui tentaient de tenir une assemblée et la police chargée de les en empêcher.

De notre correspondant

Madrid. — Plusieurs milliers de personnes se sont réunies le 6 octobre, place de la Puerta-del-Sol, à Madrid, pour les obsèques de deux policiers assassinés l'avant-veille à Saint-Sébastien par l'organisation séparatiste basque ETA. La manifestation qui suivit le cortège funéraire n'a pas donné lieu aux actes de vandalisme commis le 5 octobre à Saint-Sébastien par les éléments d'extrême droite.

La manifestation madrilène a commencé devant le siège de la direction générale de la sûreté où une messe, initialement prévue à la cathédrale de Madrid, fut célébrée pour les deux policiers assassinés, dont les cercueils avaient été transportés à Saint-Sébastien à Madrid pour y être enterrés.

Lorsque les cercueils sortirent de l'église, une partie de la foule, bras levés, scandant l'hymne national, s'organisa avec, à sa tête, le gouverneur civil de Madrid et le directeur général de la sûreté, suivis par un millier de policiers en civil. Comme des éléments d'extrême droite qui suivaient le cortège tentaient de politiser celui-ci en criant des slogans hostiles au gouvernement et demandant que l'armée prenne le pouvoir, les policiers leur imposèrent silence. Après une brève absence, les cercueils furent rendus aux pompes funèbres et la manifestation se dispersa.

La presse espagnole condamne unanimement les assassinats et insiste sur la modération de la déclaration gouvernementale, à

l'exception de l'organe de la confédération nationale des anciens combattants, El Alcazar, qui affirme que « les franc-maçons français protègent les activités des terroristes en Espagne » et attaque « la complicité tacite à l'égard des terroristes de la part de la France, qui autorise ou ignore leurs réunions publiques sur son territoire ».

Mardi soir, l'ambassadeur de France à Madrid, M. Jean-François Deniau, a été convoqué par le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, qui lui a rendu une protestation contre la conférence de presse tenue ce même jour à Bayonne par des représentants de l'ETA qui revendiquaient formellement les assassinats commis lundi à Saint-Sébastien.

El Alcazar demande que le roi Juan Carlos annule son voyage officiel à Paris, prévu du 27 au 29 octobre, à l'occasion d'un voyage aux camps d'entraînement dont l'ETA disposerait en France, exige « que le président Giscard d'Estaing mette fin à ces camps d'entraînement à l'étranger » et affirme que « les dirigeants politiques français qui se masquent derrière de soi-disant idées politiques. Alors il pourra recevoir l'honneur de la visite de notre monarque ».

Aux Cortès, la droite franquiste a profité des assassinats de lundi pour attaquer, le 6 octobre, le gouvernement. M. José-Luis Zamalloa, vice-président de l'Union

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

## Grande-Bretagne

### DEVANT LE CONGRÈS CONSERVATEUR

### M. Edward Heath fait une rentrée politique fracassante

Brighton. — Dans ce que beaucoup d'observateurs considèrent comme le plus grand discours de sa carrière, M. Edward Heath a averti le congrès conservateur de Brighton et l'ensemble de la nation que la Grande-Bretagne était arrivée « au bout de la route ». Bien que l'ancien premier ministre ait fait par ailleurs un geste de réconciliation à l'égard de Mme Thatcher, qui lui a succédé à la tête des Tories, le ton de son intervention suggère qu'il se met « en réserve du royaume » pour le jour, très prochain, où la crise économique et financière aboutira à un effondrement.

De notre envoyé spécial

d'une façon très dure beaucoup de citoyens innocents.

Au-delà du congrès de Brighton, l'ancien premier ministre s'adressait manifestement à la nation. « J'espère, dit-il, que le pays comprendra qu'une fois de plus je lui dis la vérité. Cette phrase, vivement acclamée, a naturellement attiré l'attention sur la vertu de dire la vérité. M. Heath ne l'attribue pas au parti conservateur, mais à lui-même. Le Guardian n'est pas seul à affirmer qu'une telle « arrogance » serait « proprement gaullienne ».

S'il n'a jamais fait allusion à son thème de 1974, lorsqu'il prôna l'union nationale, l'ancien premier ministre n'en a sans doute pas que la gravité de la crise exige une coalition politique. Cela explique que, à la très grande surprise de ses auditeurs, il ait rendu hommage à la sagesse des chefs syndicaux, qui ont récemment fait preuve de modération, après avoir provoqué la chute du gouvernement conservateur il y a bientôt trois ans. Pour l'instant, en tout cas, il est peu probable que l'ancien premier ministre accepte une place dans le cabinet fantôme de Mme Thatcher. Ses amis disent qu'il est « un peu trop grand pour devenir une ombre ».

Les autres débats de Brighton ont suivi un cours plus ordinaire. La discussion sur la politique européenne a révélé que, même chez les conservateurs, certaines réserves persistent. Toujours est-il qu'il est clair que les travaillistes à Blackpool ont à contrecœur dénoncé les bureaucraties de Bruxelles, qui s'amusent à inventer sans cesse les plus absurdes réglementations. La majorité, toutefois, s'est prononcée très nettement pour les élections directes au Parlement européen, projet que le Labour Party vient de repousser.

Sur la politique étrangère, M. Maudling, qui détient ce portefeuille dans le cabinet fantôme, s'est livré à un délicat jeu d'équilibre. Il n'est guère douteux que la plupart des conservateurs sont prêts à critiquer en termes virulents tout ce qui touche de près ou de loin au communisme et à

la menace soviétique. Ils y ont d'ailleurs été encouragés par Mme Thatcher elle-même, qui, diverses reprises, a dénoncé les intentions du Kremlin, ce qui lui a valu d'être appelée la « lady de fer » par la Pravda.

En fin de compte, toutefois, M. Maudling a indiqué qu'un gouvernement conservateur ne songerait nullement à abandonner l'idée de la détente, même si jusqu'ici les résultats de la rencontre d'Helsinki lui paraissent décevants. Dans une formule lapidaire, il a indiqué aux congressistes, dont beaucoup lui reprochaient de n'être pas assez agressif, qu'il n'y avait jamais lieu de « danser sur les cendres de la détente ».

JEAN WETZ.

## Roumanie

### L'ÉCRIVAIN BENEDICT CORLACIU A CESSÉ SA GRÈVE DE LA FAIM

### Son épouse et ses enfants ont été autorisés à le rejoindre en France

L'écrivain roumain Benedict Corlaci a cessé sa grève de la faim, après avoir reçu des autorités de son pays l'assurance que sa femme et ses deux enfants pourraient le rejoindre en France, à condition, jeudi 7 octobre, de cesser la grève de la faim qu'il observait depuis vingt-sept jours à Paris. La nouvelle a été annoncée par le comité de soutien qui s'était constitué pour venir en aide à l'écrivain et qui avait effectué plusieurs démarches en sa faveur.

De source roumaine, on indique que M. Corlaci ayant réglé une dette de 122 000 lei (environ 50 000 francs) à l'Union des écrivains roumains, il n'y avait plus de raison de refuser son passeport à son épouse. On ajoute que le seul motif qui avait empêché Mme Corlaci de rejoindre son mari en France était en effet le non-paiement des dettes contractées par l'écrivain et pour lesquelles sa femme était solidairement responsable.

## Suède

### Le nouveau gouvernement constitué par M. Falldin est dominé par les centristes et les libéraux

Stockholm. — Le nouveau premier ministre suédois, M. Thorbjörn Fälldin, a présenté son gouvernement, qui compte vingt ministres, soit deux de plus que le précédent : huit centristes, cinq libéraux, six conservateurs et un non-inscrit. Les portefeuilles importants, tels que les affaires étrangères, le budget, l'industrie, le marché du travail, les affaires sociales et l'éducation nationale, sont attribués à des personnalités centristes et libérales, on peut donc dire que le politique du nouveau gouvernement repose sur les options définites par ces deux parties pendant la campagne électorale. Le fait que M. Fälldin devienne vice-premier ministre — une fonction nouvelle pour la Suède — renforce cette impression.

De notre correspondant

elle aussi centriste, ministre du logement.

La déclaration gouvernementale faite ce vendredi matin à 9 heures par le premier ministre montre que si les trois partis de la majorité ont finalement réussi à se mettre d'accord sur la politique familiale et sur une réforme progressive de la fiscalité pour 1977, la question de l'énergie nucléaire reste un problème épineux qui divise centristes, conservateurs et libéraux. Sur ce point, M. Fälldin a dû renoncer à ses déclarations

et ses engagements antérieurs, et faire un certain nombre de concessions à ses partenaires du gouvernement.

Ainsi, le deuxième réacteur de la centrale de Barsebäck sera-t-il chargé de la construction en cours dans les autres usines projetées, continueront comme prévu. Toutefois, les réacteurs ne seront mis en service en 1977, 1978 et 1979 que si le problème de la gestion des déchets radioactifs est résolu d'une façon satisfaisante.

ALAIN PÉROUX.

## LE CABINET

Premier ministre : M. Thorbjörn Fälldin (centriste).  
Vice-premier ministre et ministre du travail : M. Per Ahlmark (libéral).  
Affaires étrangères : Mme Karin Söder (centriste).  
Justice : M. Sven Romanus (non inscrit).  
Développement international : M. Olof Ullsten (libéral).  
Défense : M. Eric Krönmarm (conservateur).  
Affaires sociales : M. Rune Gustavsson (centriste); adjoint : M. Ingemar Truedsson (conservateur).  
Communications : M. Bo Turesson (conservateur).  
Budget : M. Ingemar Mundebo (libéral).  
Economie : M. Gösta Bohman (conservateur).  
Éducation : M. Jan Erik Wikström (libéral); adjoint : Mme Britt Mogård (conservateur).  
Agriculture : M. Anders Dehlgren (centriste).  
Commerce : M. Staffan Burenstam Linder (conservateur).  
Logement : M. Erny Olsson (centriste); adjoint : Mme Birgit Friggebo (libéral).  
Industrie : M. Nils G. Assling (centriste).  
Énergie : M. Olof Johansson (centriste).  
Communes : M. Johannes Antonsson (centriste).  
Ministre sans portefeuille : M. Kerstin Andrén (libéral).

### Parmi les nouveaux ministres

**M. PER AHLMARK**  
vice-premier ministre

M. Per Ahlmark est un pur produit du parti libéral. Il n'a pas encore le droit de vote lorsque, en 1960, il est élu président des jeunes libéraux. Deux ans plus tard, il entre au comité directeur du parti. Il a écrit de nombreux livres controversés. Il estime que la Suède doit se doter d'armes nucléaires, réclame un système électoral plus juste et la « gauche sage » et la « gauche folle », s'est quelque peu apaisée au fil des années. Il reconnaît aujourd'hui que ses prises de position en faveur de l'armement nucléaire de l'Union soviétique ont été une erreur. Son engagement personnel pour la cause d'Israël et les juifs d'Union soviétique est, par contre, profond. Il a plusieurs fois critiqué sur ce point le manque de netteté, voire la mollesse, des sociaux-démocrates.

M. Per Ahlmark a donné un nouvel élan au parti libéral. « Débiter » redonne un regain, on dit souvent de lui qu'il est le seul homme politique suédois capable de tenir la dragée haute à Olaf Palme. Sa jeunesse — il n'a que trente-sept ans — habillamment séduisant les nouveaux électeurs.

**M. GÖSTA BOHMAN**  
ministre de l'économie

On ne lui donnerait pas soixante-cinq ans. C'est une réflexion que l'on entend souvent à propos de Gösta Bohman. Grand, mince, distingué, très « vieille Suède », dans le bon sens du terme, le leader conservateur sait aussi se montrer populaire. Pendant la campagne électorale, en la nuit du 14 au 15 septembre dernier, il a été élu ministre de l'économie.

On ne lui donnerait pas soixante-cinq ans. C'est une réflexion que l'on entend souvent à propos de Gösta Bohman. Grand, mince, distingué, très « vieille Suède », dans le bon sens du terme, le leader conservateur sait aussi se montrer populaire. Pendant la campagne électorale, en la nuit du 14 au 15 septembre dernier, il a été élu ministre de l'économie.

## Portugal

### Des affrontements raciaux ont fait deux morts et une dizaine de blessés dans les mines de Panasqueira

Lisbonne (A.F.P., Reuters). — Des violents affrontements entre ouvriers portugais et cap-verdiens ont fait mercredi 6 octobre deux morts et plus de dix blessés dans les mines de tungstène de Panasqueira, près de Covilhã (centre du Portugal), a annoncé jeudi 7 octobre la garde nationale républicaine. L'un des ouvriers tués serait cap-verdien et l'autre portugais, selon l'agence portugaise Anop. La garde républicaine a précisé pour sa part que le nombre des blessés atteints par des tirs de fusil de chasse ou des coups de couteau se situait entre dix et vingt, dont plusieurs dans un état grave.

Ces incidents sont l'aboutissement d'un climat d'hostilité qui régnait depuis quelque temps entre les ouvriers portugais et leurs collègues africains. La garde républicaine est intervenue pour rétablir le calme, puis a transporté en camion vers Lisbonne les cent cinquante ouvriers cap-verdiens qui travaillaient dans les mines, a-t-on appris de source officielle.

Parmi les Blancs qui se sont battus se trouvent des « retournés », les rapatriés d'Angola. L'un d'eux a déclaré : « Maintenant, c'est notre tour. Nous allons leur faire aujourd'hui la même chose que nous avons subie ».

Il semble que les incidents aient eu pour origine des jels de brigue par les Cap-Verdiens dans les dortoirs des Blancs. Pour se venger, ces derniers, qui sont six fois plus nombreux que les Noirs, ont attaqué pendant la nuit le dortoir des Cap-Verdiens.

Il y a plus de vingt mille Cap-Verdiens au Portugal, ancienne colonie portugaise. L'archipel du Cap-Vert a accédé à l'indépendance le 6 juillet 1975.

## Allemagne fédérale

### LA RÉCLUSION CRIMINELLE À PERPÉTUITÉ EST REQUISE CONTRE LE GROUPE BAADER-MEINHOF

(De notre correspondant.)

Bonn. — A l'issue d'un réquisitoire de trois jours, le procureur fédéral a demandé, le jeudi 7 octobre, la réclusion criminelle à perpétuité contre Andreas Baader, Gudrun Baader et Carl Raupach. C'est la peine la plus forte existant en République fédérale. Selon le parquet, les débats du procès de Stuttgart, qui durent

depuis le mois de mai 1975, ont largement prouvé que Baader, Baader et Raupach étaient responsables des attentats commis en 1972 à Francfort et à Heidelberg contre les quatre sénateurs des forces armées, qui ont coûté la vie à quatre personnes, et des attentats à l'explosif, qui ont blessé une quarantaine d'autres dans plusieurs villes de la R.F.A. — D. V.

● **HELMUT KOHL** a finalement décidé d'abandonner son poste de ministre-président de l'Etat de Rhénanie-Palatinat pour devenir chef de l'opposition C.D.U.-C.S.U. au Parlement. M. Franz-Josef Strauss, ancien ministre de l'Intérieur, a pressé le chancelier de le faire. M. Strauss, d'autre part, n'a pas renoncé à son intention de créer éventuellement un quatrième parti en élargissant l'influence de la C.D.U. à l'ensemble de la République fédérale. — (Corresp.)

Jeudi 10/10/76



سكن في باريس

# 7 RUE CURIAL DES IMMEUBLES QUI FONT REFERENCE.

7 rue Curial Paris 19 <sup>e</sup>		Les concurrents
<b>L'environnement.</b>	Marché Riquet (le plus grand marché couvert de Paris). RHV Flandres: Euromarché. Le périphérique à 900 m. Ecoles et lycées à proximité. Métro: station Riquet à 500 m.	
<b>L'architecture.</b>	Facades revêtues de quartz (inaltérable et autolavable), allèges habillées en glassal de couleur. Garde-corps en aluminium anodisé et glaces fumées vitroplex.	
<b>Les espaces verts.</b>	1 hectare environ, avec pelouses, arbres, massifs floraux déjà plantés dans les parties achevées.	
<b>Aire de jeux.</b>	400 m <sup>2</sup> environ. Avec bacs à sable, toboggans. Déjà installés.	
<b>Les équipements.</b>	Moquettes. Papiers peints sur les murs. Cuisines équipées dans les studios et les 2 pièces. Placards aménagés. Faïence et toilettes dans cuisines et salles d'eau. Ventilation contrôlée. Baies coulissantes en aluminium anodisé.	
<b>Les prix.</b>	<b>Le 2 pièces:</b> 222 000 F. 46 m <sup>2</sup> + 5 m <sup>2</sup> balcon. Prix ferme et définitif. Parking compris.	
	<b>Le 3 pièces:</b> 298 000 F. 70 m <sup>2</sup> + 5 m <sup>2</sup> balcon. Prix ferme et définitif. Parking compris.	
	<b>Le 4 pièces:</b> 319 000 F. 86 m <sup>2</sup> + 4 m <sup>2</sup> balcon. Prix ferme et définitif. Parking compris.	

Réalisation



SGMI CONSTRUCTEUR

Renseignements et ventes



GEFIC, 52 Champs-Élysées,  
75008 Paris - Tél. ALM. 98-98.

Bureau de vente et appartement modèle  
ouverts sur place, 7 rue Curial, tous les jours  
de 14 à 19 heures, samedi  
et dimanche de 10 à 19 heures.

**Des parisiens y vivent déjà.  
Avant toute décision venez voir.  
7 rue Curial Paris 19<sup>e</sup>**

هكذا عن الامم



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### LE DÉBAT TÉLÉVISÉ ENTRE M. FORD ET M. CARTER SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

## Le challenger a exploité habilement les maladresses du chef d'État en exercice

De notre correspondant

M. Jimmy Carter est vraisemblablement le vainqueur - du second débat télévisé qui a opposé mercredi 6 octobre, à San-Francisco, à M. Gerald Ford et qui était consacré aux problèmes de politique étrangère et de défense. Incidemment, manifestant une assurance qui lui avait manqué lors du premier débat du 23 septembre, le candidat démocrate prit l'offensive dès le début de la discussion et ne cessa d'attaquer M. Ford sur sa capacité à diriger le pays, sur sa connaissance des dossiers et sur les concessions faites aux Soviétiques.

Malgré la violence des propos de M. Carter, le débat n'a pas fait apparaître de divergences fondamentales entre les deux hommes sur les grandes options de la politique étrangère américaine. Les différences ont surtout porté sur le style et les moyens de cette politique. M. Carter ne manqua pas de dénoncer les

indulgences de M. Kissinger envers le régime du général Pinochet au Chili et rappela les exigences de la morale.

La tâche n'était pas facile pour le candidat démocrate, obligé de tenir compte de la diversité des opinions de son parti. Il y a les partisans d'une ligne dure, comme le sénateur Jackson et les syndicats, recommandant une attitude très ferme à l'égard des Soviétiques, et les libéraux, partisans de la détente, adversaires des ventes d'armes à l'étranger, demandant une plus grande fermeté envers les régimes militaires du type chilien. De justesse, M. Carter évita de rallier la ligne des durs, dont les thèses sont proches de celles des amis de M. Reagan, qui inspirèrent le programme officiel républicain. Elevant le débat, le can-

didat démocrate souligna que la position internationale des États-Unis dépendait de sa force, mais aussi de son intégrité morale. Il regretta qu'elle ait été affectée, ces dernières années, par la pratique du « secret ».

M. Carter doit une grande partie de son succès aux fautes de son adversaire. M. Ford manqua de conviction, fut souvent hésitant et confus, et finit par commettre une faute majeure. Ne faisant aucune distinction entre les Yougoslaves, les Roumains et les Polonais pour ce qui est de leurs relations avec Moscou, il affirma qu'il n'existait pas de domination soviétique en Europe orientale et qu'il n'y avait pas tant qu'il serait au gouvernement. Il ajouta que ces peuples auxquels il avait rendu visite ne se sentaient pas dominés.

M. Carter bondit sur l'occasion facile que lui offrait son maladroît adversaire. Il est évident que la « gaffe », qualifiée plus tard de « hon-teuse » et de « ridicule » par M. Carter, sera maintenant exploitée à fond dans la campagne contre le président Ford. Elle risque d'avoir pour conséquence des conséquences ambigües dans des États comme l'Ukraine, le Michigan, l'Ohio et la Pennsylvanie, où les minorités ethniques d'Europe orientale sont nombreuses.

Il faut sans doute tenir compte de la chaleur du débat qui a entraîné quelques propos excessifs. M. Ford a aussi suggéré que son adversaire démocrate, un baptiste, était en désaccord avec le pape, tandis que M. Carter a laissé entendre que le président s'inspirait de Karl Marx.

HENRI PIERRE.

Nous publions ci-dessous des extraits du débat télévisé qui a opposé MM. Ford et Carter, mercredi 6 octobre, à San-Francisco.

M. Max Frankel, du New York Times, demande à M. Carter quels reproches il veut faire à la politique étrangère américaine depuis que les républicains sont au pouvoir (1968).

M. CARTER : « En matière de politique étrangère, c'est M. Kissinger qui a été le président des États-Unis. M. Ford a témoigné d'une complète absence de leadership et d'une incompréhension totale de ce qu'est réellement notre pays et de ce qu'il devrait être. Il faut que cela change, et c'est l'un des principaux enjeux de cette campagne de 1976. »

M. FORD : « En novembre 1975, le gouverneur Carter a indiqué qu'il souhaitait réduire le budget de la défense de 15 milliards de dollars. Quelques mois plus tard, il déclarait vouloir alléger ce budget de 8 à 9 milliards, et, plus récemment encore, il a parlé de la diminuer de 17 milliards. Il est évident qu'il n'a pas la volonté de maintenir une puissance militaire forte en amputant de la sorte les crédits correspondants. (...) Si nous étions fables nous négocier avec M. Brejnev. (...) »

### Les communistes dans les pays de l'OTAN

M. Henry Trehwitt, correspondant diplomatique du Baltimore Sun, demande à M. Ford comment il envisage le rôle de l'OTAN et si il croit un retour à la guerre froide avec l'U.R.S.S. Le président répond : « Je crois que les États-Unis ont enregistré de nombreux succès des dernières années et des récents mois. En ce qui concerne le mouvement communiste, nous avons remporté un succès au Portugal, où, après une guerre civile, nous avons vu la possibilité de voir les communistes prendre le pouvoir. Cela ne s'est pas produit, et le Portugal a un gouvernement démocratique aujourd'hui. »

« Il y a quelques mois, on plait à y a quelques deux ans, on aurait pu croire que l'U.R.S.S. continuait de renforcer sa position au Proche-Orient : aujourd'hui, si j'en crois le premier ministre israélien, Rabin, les Soviétiques sont plus faibles dans cette partie du monde qu'ils ne l'ont été depuis bien des années. Le fait est que les relations de l'U.R.S.S. avec l'Égypte ne sont pas brillantes, les relations avec la Syrie sont au plus bas. »

« Toujours selon M. Rabin, l'influence et la puissance des États-Unis sont actuellement à leur zénith dans cette région. »

« Considérons un instant les opérations qui se déroulent actuellement en Afrique centrale. Les États-Unis ont pris l'initiative dans cette partie du monde (...) et, aujourd'hui, les États-Unis ont été le premier pays à de même que toute l'Afrique noire, ont confiance dans les États-Unis. Les autres éléments présents en Afrique ont confiance dans les États-Unis. »

« La politique étrangère des États-Unis, menée par l'ancien gouverneur, s'est montrée positive et a permis d'ouvrir de nouvelles voies. J'estime qu'il n'y a pas de progrès soviétiques, il serait bien fondé de parler des succès américains. »

« J'aimerais faire une remarque à propos d'une des parties de

notre question, monsieur Trehwitt : je ne pense pas qu'il soit de l'intérêt des États-Unis et des pays signataires du traité de l'Atlantique nord de voir un gouvernement soviétique siéger à l'OTAN. M. Carter a déclaré qu'il verrait d'un œil favorable un gouvernement communiste prenant place au sein de l'OTAN. A mon avis, cela aurait pour effet de détruire l'intégrité et la force de cet organisme, et j'y suis, pour ma part, entièrement opposé. »

M. Carter conteste les propos que lui attribue M. Ford sur une éventuelle arrivée des communistes au gouvernement en Italie, ainsi que sur une réduction du budget américain de la défense, et déclare : « Quant à l'Afrique du Sud, nous y sommes venus tard, après que la Grande-Bretagne, la Rhodésie, les nations noires eurent tenté pendant de très longues années de résoudre ce problème. Nous ne nous sommes pas mêlés avant que les élections ne soient en vue, ce qui rappelle fort ce qui s'est passé en 1972 lorsque M. Kissinger annonçait « la paix » à portée de la main », puis avait les élections de cette année. »

« Nous avons affirmé notre position au sein de l'OTAN du fait que les autres pays d'Europe ont soutenu les forces démocratiques du Portugal bien avant nous. Nous avons soutenu les dictateurs portugais beaucoup plus longtemps qu'aucune autre démocratie dans le monde. »

« Il n'existe pas de domination soviétique en Europe de l'Est »

M. Richard Valeriani, correspondant diplomatique du « Journal télévisé » de la chaîne N.B.C., demande à M. Carter comment il compte faire participer le peuple américain à l'élaboration des décisions en matière de politique étrangère. Le candidat démocrate répond : « Tout d'abord, je cesserais d'entourer de secrets l'élaboration des décisions, ce qui a été l'attitude caractéristique de M. Kissinger et de M. Ford. Dans de nombreux cas, nous avons consulté le peuple, comme au Vietnam, qui ont été résolus par la suite, ce qui n'a pas manqué d'être embarrassant. (...) »

« Pour ma part, j'ai l'intention de rendre au concept de « consensus au sein du feu », qui fut soit partie de nos institutions sous le gouvernement de Franklin Roosevelt ; je rétablirais également la participation du Congrès. »

M. Ford défend sa politique étrangère, notamment l'accord de décembre 1974 à Vladivostok avec l'U.R.S.S. sur la limitation du nombre de missiles balistiques, et poursuit : « J'estime que, depuis mon accession à la présidence, nous avons bénéficié d'une position de force dans nos négociations avec l'Union soviétique. Laissez-moi vous citer plusieurs exemples (...) »

« Quel est le résultat concret de l'accord d'Helsinki ? Tout d'abord, nous disposons d'un texte grâce auquel les Soviétiques doivent nous prévenir, à charge de revanche par nous-mêmes, de toutes futures manœuvres militaires. Ils se sont conformés à ces dispositions les deux fois où ils ont procédé à des manœuvres. Il n'existe pas de domination soviétique en Europe de l'Est et il n'y en aura jamais sous un gouvernement Ford (...) »

« Je ne crois pas que les Yougoslaves, les Roumains ou les Polonais se tiennent dominés par l'Union soviétique. Chacun de ces pays est indépendant, autonome, et jouit de son intégrité territoriale. Les États-Unis ne reconnaissent donc pas que ces pays soient placés sous la domination de l'Union soviétique. »

« De fait, j'ai visité la Pologne, la Yougoslavie et la Roumanie afin que ces pays soient bien convaincus que le président des États-Unis et le peuple américain tiennent à voir préserver leur indépendance, leur autonomie et leur liberté. »

M. CARTER : « Les décisions prises par l'administration Ford ont été entourées de secrets. Dans le cas de l'accord d'Helsinki, il se peut que les premières en soient de bonnes, mais nous n'avons pas réussi à faire appliquer ce que l'on appelle la clause à triple volet, qui assure le droit des travailleurs à la liberté d'association, à rejoindre leur famille, à être libres et à exprimer leurs opinions. L'Union soviétique continue à brouiller les émissions de Radio Free Europe. C'est un fait (...) »

« Il s'est également posé un très grand problème lors de la publication de ce que l'on a appelé le « livre blanc » sur le Moyen-Orient, auquel M. Ford était juste apparemment de souscrire, et selon lequel il existe un lien organique entre les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique. J'aimerais assez voir M. Ford persuader les Américains d'origine polonaise, tchèque et hongroise que ces pays ne sont pas des satellites de la Russie et le contrôle de l'Union soviétique, derrière le rideau de fer (...) »

« Il a également montré qu'il était incapable de faire face à l'Union soviétique, par exemple, à exercer des pressions sur M. Ford, et celui-ci a refusé de recevoir un symbole de la liberté humaine remis par le monde entier, Alexandre Soljenitsyne. »

« Les Arabes ont exercé des pressions sur M. Ford, et il a refusé de reconnaître les sociétés commerciales américaines qui traitent des affaires avec Israël ou qui comptent des juifs amé-

ricains parmi leurs actionnaires ou leurs dirigeants. »

« Si les États arabes décidaient de nous imposer un nouvel embargo pétrolier, le lendemain cela nous entraînerait une déclaration de guerre non pas sur le plan militaire, mais sur le plan économique, et je répliquerais par des mesures correspondantes du même ordre. Je n'enverrais plus rien à un pays arabe : ni armes, ni pièces de rechange pour armements, ni équipements de forage pétrolier, ni condamnations de pièces, rien, mais je ne ferais pas un sort spécial aux produits alimentaires (...) »

« Nous sommes devenus les vendeurs d'armes du monde entier. Quand le gouvernement républicain a pris le pouvoir, nous expéditions pour 1 milliard de dollars à l'étranger. Ce montant a été multiplié par dix ou douze, et les destinations utilisent bien souvent nos fournitures pour se battre. »

« Cette évolution me préoccupe beaucoup, surtout en ce qui concerne le Proche-Orient. Sous le dernier gouvernement démocrate, les ventes d'armes à Israël à cette région du monde étaient envoyées à Israël — je veux dire 75 %. Aujourd'hui, 60 % sont aux pays arabes, sans compter l'Iran. Si l'on inclut les ventes de missiles à l'étranger, ce montant a été multiplié par dix. Nos expéditions d'armes au Proche-Orient sont destinées à Israël. »

« C'est là s'écarter de notre idéalisme. C'est s'écarter d'un engagement envers Israël, notre principal allié au Proche-Orient. C'est s'écarter devant la pression économique exercée par les Arabes en matière pétrolière. C'est une déviation de la ligne que nous avons suivie depuis la création de l'État d'Israël. »

« Nos priorités doivent être, en premier lieu, de faire face à nos besoins militaires, ensuite de satisfaire nos besoins de nos alliés et amis ; c'est après seulement que nous devrions envoyer des armes à d'autres pays. »

M. FORD : « Apparemment, le gouverneur Carter ne se fonde pas sur ce compte, depuis mon accession à la présidence, nous avons vendu aux Israéliens pour plus de 2 milliards de dollars d'armes militaires et que nous leur avons fourni plus de 45 % de l'aide économique et militaire totale accordée à l'État d'Israël depuis sa création. Il y a vingt-sept ans. Le gouvernement Ford a donc apporté une aide efficace à l'État d'Israël qu'est l'aide militaire et économique. Les Israéliens ont été très attachés à sa survie et à sa sécurité. (...) »

M. Ford rappelle la normalisation des relations des États-Unis avec la Chine, fondées sur le communiqué de Shanghai de 1972, et poursuit : « L'administration Ford n'abandonnera pas la position de l'Amérique en Chine, mais les obligations que nous avons envers le peuple de Taiwan. Nous estimons que nous continuerons à avoir des obligations envers le peuple de Taiwan, qui vit sous la domination de la Chine populaire. (...) »

M. CARTER : « Il faudrait qu'un engagement net, inébranlable et sans équivoque soit pris envers Israël. (...) »

« En Extrême-Orient, je pense qu'il nous faut continuer à être forts, et je poursuivrai certainement la normalisation de nos rapports avec la République populaire de Chine. En 1973, nous avons ouvert une voie qui faisait entrevoir de grandes possibilités, mais ces chances ont été presque entièrement réduites à néant sous le gouvernement de M. Ford. Il faut que notre politique soit toujours orientée vers un renforcement de l'amitié entre nos deux pays. Mais je ne permettrais jamais que cette amitié avec la République populaire de Chine empêche que soient préservées l'indépendance et la liberté du peuple de Taiwan. (...) »

« Nous ne sommes plus respectés. Lors d'un vote décisif aux Nations unies, un autre organisme international, nous avons la chance quand nous pouvons persuader 20 % des

autres nations de voter comme nous. (...) »

« J'aimerais aussi attirer l'attention sur le fait que, dans notre pays, nous avons connu la pire inflation qu'ait connue les États-Unis depuis la grande crise et un taux de chômage plus élevé que celui de n'importe quelle nation industrialisée du monde. Ce taux est plus élevé qu'en Grande-Bretagne ou qu'en Allemagne de l'Ouest, il est deux fois supérieur à celui de l'Italie, trois ou quatre fois supérieur à celui du Japon. Et cette situation dramatique pour notre pays est exportée hors de nos frontières. (...) »

« Nous représentons environ 30 % du pouvoir économique et commercial dans le monde. Lorsque nous sommes faibles sur le plan intérieur, plus faibles que tous nos alliés, cette faiblesse affaiblit l'ensemble du monde libre. (...) »

« Il est donc extrêmement important que notre économie soit puissante. (...) »

« Il est une autre chose qu'il importe de garder : nous devons réduire les tensions entre les États-Unis et nos amis et alliés naturels. Ceux-ci se sont sentis négligés. (...) »

M. Carter affirme que M. Ford ne s'est pas engagé sur le fondement de l'idéalisme, de l'honnêteté, de la stabilité, de la sagesse, de l'intégrité de notre propre pays ; c'est là que nous devons nous engager. (...) »

« M. Carter affirme que M. Ford ne s'est pas engagé sur le fondement de l'idéalisme, de l'honnêteté, de la stabilité, de la sagesse, de l'intégrité de notre propre pays ; c'est là que nous devons nous engager. (...) »

« Au mois de mai dernier, dans un discours aux Nations unies, j'ai conseillé que notre pays, en tant qu'état, prenne des initiatives en vue de dédier un territoire immédiat sur tous les essais nucléaires, tant pacifiques que militaires, de cesser d'expérimenter des armes nucléaires à tout pays qui refuse de se plier à un contrôle strict sur les déchets qui peuvent être réutilisés pour servir à la fabrication d'explosifs. J'ai pris une mesure dans ce domaine. (...) »

M. FORD : « La politique étrangère des États-Unis est conforme aux plus hauts critères de moralité. Qu'y a-t-il de plus moral que la paix ? Or, les États-Unis ont aujourd'hui en paix. (...) »

Les initiatives que nous avons prises en Afrique australe sont les meilleurs exemples du travail de ce gouvernement et de ce qu'il continuera à faire au cours des quatre prochaines années. (...) »

M. CARTER : « J'ai remarqué que M. Ford n'a pas fait de commentaires au sujet des prisons chinoises, qui sont des camps de concentration, peut-être représentatifs de bien d'autres cas, où l'administration en place a renversé un

gouvernement élu et a contribué à instaurer une dictature militaire. Il ne s'agit pas là d'histoire ancienne. (...) »

« L'an dernier, sous la présidence de M. Ford, 35 % de toutes les libérations effectuées en Amérique du Sud dans le cadre du programme « Du pain pour la paix » ont été accordées à la dictature militaire du Chili. (...) »

« C'est enfin M. Ford ainsi que M. Kissinger et d'autres qui ont tenté de faire de l'Angola un nouveau Vietnam. (...) »

### Le contrôle de Panama

MM. Ford et Carter abordent la question du contrôle américain sur la zone du canal de Panama.

M. CARTER : « Je n'abandonnerais jamais complètement tout contrôle, ou tout droit de regard, dans la pratique, sur la zone du canal de Panama. Mais je continuerais à négocier avec les Panaméens. Lorsque le traité original fut signé au début du siècle, sous la présidence de Theodore Roosevelt, Panama gardait sa souveraineté sur la zone du canal de Panama, mais nous en avons gardé le contrôle comme si nous avions la souveraineté. (...) »

« Je serais disposé à continuer à enseigner les monnaies des droits de passage pour les marchandises à travers la zone du canal de Panama. J'accepterais peut-être même de réduire, jusqu'à un certain point, notre dispositif militaire dans la zone du canal de Panama. Mais je ne renoncerais pas à exercer dans la pratique un droit de contrôle sur cette zone, à aucun moment dans un futur prévisible. (...) »

M. FORD : « Les États-Unis doivent assurer le libre accès au canal de Panama et à la zone qui l'entoure. (...) »

« Je serais disposé à continuer à enseigner les monnaies des droits de passage pour les marchandises à travers la zone du canal de Panama. J'accepterais peut-être même de réduire, jusqu'à un certain point, notre dispositif militaire dans la zone du canal de Panama. Mais je ne renoncerais pas à exercer dans la pratique un droit de contrôle sur cette zone, à aucun moment dans un futur prévisible. (...) »

M. CARTER : « Il y a plusieurs mois, le gouvernement du Vietnam a dit qu'il était prêt à s'engager à une table de conférences pour négocier la communication de renseignements sur les soldats disparus. M. Ford n'a pas encore réagi. (...) »

« Pour ma part, je ne normaliserais jamais nos relations avec le Vietnam, je ne le laisserais jamais entrer aux Nations unies tant qu'il n'aura pas fourni cette liste, mais c'est insuffisant. L'Amérique a besoin que son président, quel qu'il soit, dirige le pays, prenne des mesures énergiques et effectives afin d'explorer toutes les voies permettant d'obtenir ces renseignements dont l'absence prolonge les familles des disparus dans le désespoir et le doute. Or, M. Ford ne l'a même pas fait. (...) »

DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

## FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

De l'Himalaya au Haut-Atlas, 2 000 pièces aux origines et aux personnalités très différentes.

### à la place Clichy

36, rue de Léningrad - Paris spécialiste agréé par le CLUB DÉCOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT

## Moscou?

Austrian Airlines Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Auber, Paris - Téléphone 266-34-88





صكنا في المرحلي

actuellement

# FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE



à **L'HOTEL GEORGE V**

SALONS VENDÔME  
31 Av. George V (Champs Elysées)

organisée par les

**FOURRURES DU NORD**  
**TOUTE LA MODE**  
**FOURRURE 76-77**  
**plus de 5000 manteaux**  
**en provenance du monde entier**

Créations des plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine : (vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwarz, Astrakan Swakara, etc.)

Parmi les plus prestigieux modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, entre autres des créations de **PIERRE BALMAIN, LOUIS FERAUD, GIVENCHY V, GUY LAROCHE...**

De nombreuses collections de "Modèles Diffusion" sont également présentes... toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles tous les prix vous sont proposés  
**de 1.250 F à 127.500 F**

## COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX	
Zibeline	75 000 f à 127 500 f
Chinchilla	47 500 f à 60 000 f
Pekan	36 000 f
Vison Black diamond	32 500 f
Vison Emba	32 500 f
Vison Lunaraine	28 750 f
Vison Black glama	25 750 f
Vison pearl	18 250 f
Vison Ko-hi-noor	9 250 f à 12 250 f
Vison saphir	11 750 f
Vison pastel	8 750 f à 9 250 f
Vison ranch	7 850 f
Castor du Canada	9 250 f à 10 850 f
Astrakan Swakara	5 750 f à 9 450 f

## COLLECTION BOUTIQUE

MANTEAUX	
Astrakan pleines peaux	3 850 f à 4 850 f
Rat d'Amérique	4 850 f
Queues de Vison	4 650 f
Weasel	4 250 f
Ragondin	4 250 f
Opposum	2 850 f
Pattes Astrakan	2 150 f
Yemen	1 750 f
Mouton doré	1 650 f
Lapin fantaisie	1 650 f
Lapin diffusion	1 250 f

**ENTREE LIBRE**  
tous les jours de 10 h à 20 h  
dimanche 10 oct. compris

## SHOW COLLECTION

chaque jour même le dimanche à 15 h  
présenté par les animateurs vedettes de la Radio

Chorégraphie Jean Guélis, assistante de production Francine Robineau, robes du soir Loris Azzaro, tenues masculine Francesco Smalto, chaussures Charles Jourdan, coiffures Jacques Dessange (George V), maquillage Hélène Rubinstein.

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot, tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.



ne remplace pas le travail et que le crédit ne remplace pas le capital », M. Debré invite M. Barre à aller au fond des choses : une politique des monnaies et une politique des monnaies.

Sur le premier point, il voit dans la croissance trop rapide et trop forte des rémunérations, l'élément le plus important de la hausse des coûts, avec l'augmentation





# POLITIQUE

## LA JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE

### Une participation plus importante que lors des précédentes journées d'action

Comme prévu, c'est dans le secteur public que les consignes syndicales ont été le mieux observées, le point fort de cette grève se situant dans les transports, notamment aériens, et le point faible à la Régie Renault, sur l'usine de Maure.

● A LA S.N.C.F. : le trafic de banlieue n'était assuré, selon la direction, que de 30 % à 80 %, et celui des grandes lignes qu'environ 30 %. Globalement, le nombre des grévistes était estimé à 35 %, toujours selon la S.N.C.F.

● A LA R.A.T.P. : 70 % des rames de métro n'ont pas fonctionné dans la matinée, ainsi que 50 % des autobus.

● DANS LES TRANSPORTS AÉRIENS : de source administrative, la grève a été suivie à Orly par 43 % au moins des employés et par 74 % au plus dans d'autres services d'Air France (80 % des agents de douane, 75 % du personnel des P.T.T. et 68 % des spécialistes de la météo). Le personnel de l'Aéroport de Paris a débrayé à 25 %, les manutentionnaires à 30 %. Une partie des vols d'Air France (dix-neuf départs et arrivées sur cinquante-deux prévus) ont été annulés, ainsi que la totalité des vols d'Air Inter, les cinq cent cinquante commandants de bord et pilotes de cette compagnie ayant cessé le travail. A Roissy-en-France, on notait une réduction du trafic d'environ 35 %, Air France annulant notamment une cinquantaine de départs.

● DANS LES CHARBONNAGES, on a compté de 60 % à 90 % de grévistes parmi les mineurs.

● A L'E.G.P. : malgré les 30 % de débrayages prévus par la direction, les couloirs de courant, très rares, sont passés pratiquement inaperçus du fait que de nombreux chefs d'entreprises — comme chez Peugeot et Citroën, n'obéissant pas aux recommandations du C.N.P.F. — ont fermé les portes des usines.

### Secteur privé : un gréviste sur trois salariés, selon le C.N.P.F.

Dans le secteur privé, la C.G.T. fait état d'un nombre important d'arrêts de travail et d'une participation variée mais souvent massive des salariés, les cégétistes admettant que dans certaines entreprises — Renault à Boulogne-Billancourt, Peugeot à Saint-Etienne — les situations locales les ont amenés soit à préconiser un débrayage de quelques heures, soit à renoncer à tout mot d'ordre de grève.

Selon nos correspondants, là où des appels à la grève ont été lancés, le nombre des grévistes a été relativement important et en tout cas supérieur à celui observé lors des journées d'action précédentes. A Toulouse, on annonçait près de 90 % de grévistes dans la métallurgie ; 70 à 100 % dans le bâtiment ; 98 % dans l'imprimerie ; 50 % dans les transports parisiens ; 100 % à Toulouse ; à Dijon, les salariés de nombreuses petites et moyennes entreprises se sont associés au mouvement, fait inhabituel, d'après les organisations syndicales.

Dans l'Est, le mouvement a été sensiblement plus suivi en Moselle et Moselle qu'en Moselle, notamment dans la sidérurgie et la métallurgie ; en Moselle, des sources patronales, on annonce 12 % de grévistes sur l'effectif total des usines sidérurgiques (50 à 70 % du personnel ouvrier de production, selon la C.G.T. et la C.F.D.T.) et 12 à 17,5 % dans la transformation des métaux. En revanche, en Moselle-et-Moselle on compte, de sources patronales, qu'environ un sidérurgiste sur quatre a débrayé, le mouvement ayant été surtout suivi dans le bassin de Longwy (laminoirs de Villerupt, 80 % ; Usinor Longwy, 55 % ; transformation des métaux, 45 %). Dans les mines de fer, la grève a été observée par 57 % de l'effectif total, et entre 70 et 95 % par le personnel travaillant au fond. Dans les houillères du bassin de Lorraine, où le syndicat F.O. avait également appelé à la grève, la participation a été de 45 % de l'ensemble du personnel et de 70 % chez les mineurs de fond.

Selon le C.N.P.F., environ le tiers des salariés (15 à 25 %, voire 30 % selon les régions) ont suivi les consignes des syndicats, alors que les précédentes journées d'action n'avaient été suivies que par 5 à 14 % des travailleurs.

Le C.N.P.F. estime que les branches industrielles les plus touchées (50 % de grévistes) ont été la verrerie, la chimie et la sidérurgie ; alors que le bâtiment, le commerce et le secteur tertiaire ont été relativement épargnés (moins de 10 %). Toujours selon le C.N.P.F., les points chauds, en province, ont été constatés à Nantes-Saint-Nazaire. La Rochelle, Lyon et, dans une moindre mesure, le Nord alors que le climat social a été plutôt calme en Bretagne, dans le Sud-Ouest, le Midi, l'Alsace et la Franche-Comté.

Le patronat reconnaît ainsi que la

● A LA REGIE RENAULT, au Mans, la direction faisait état de 60 % de grévistes (50 % selon la C.G.T.). Cependant, la participation à la grève était plus faible que d'habitude pour l'ensemble des usines : 25 % selon la direction à Billancourt, 4,86 % à Flins, 13 % à Sandouville, 22 % à Cléon, 10 % à Douai et 60 % à Orléans.

● DANS LES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ : à Paris, Lille et Lyon notamment, le pourcentage des grévistes a varié généralement, selon la C.G.T., de 60 % à 100 %, un nombre important de maires ayant été fermés ainsi que des hôpitaux, où était cependant assuré un service d'urgence.

● DANS LES P.T.T., on comptait 45 % de grévistes en moyenne sur le plan national, pour la journée de jeudi, selon les statistiques administratives. A Paris, où le syndicat F.O. s'était rallié à la grève, on comptait 51 % de grévistes, la plus forte participation au mouvement se situant dans les bureaux-gares et les centres de tri (55 % de grévistes pour l'ensemble du pays). Il n'y a pas eu de distribution de courrier dans la plupart des villes. Des techniciens des télécommunications ont débrayé dans une proportion de 48 %, toujours selon les sources officielles.

● DANS L'ENSEIGNEMENT. — La grève a été suivie à 85 % en moyenne, indique la FEN. Le ministère de l'Éducation, pour sa part, fait état de 68 % seulement de grévistes parmi les enseignants du premier degré, de 58 % chez ceux du second degré et de 42 % chez les non-enseignants. M. René Haby avait déclaré, jeudi, au micro de Radio-Montecarlo, que « cette grève n'a pas apporté plus d'adhésion que les grèves précédentes, toujours un petit peu ritualisées dans l'éducation, et usées à force d'être répétées ».

M. André Henry, secrétaire général de la FEN, l'a accusé de « manœuvre grossière ».

participation à la journée du 7 octobre a été plus importante que lors des précédentes journées d'action, mais il considère qu'un tiers de 20 à 30 % de grévistes ne permet pas aux syndicats de parler de mouvement de vaste ampleur.

### Succès relatif et dialogue de sourds

Quelles que soient les appréciations, très différentes selon les sources, sur le nombre de grévistes et le mouvement qui a Paris et en province ont participé à près de deux cent quarante défilés, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN peuvent affirmer, sans crainte de démenti, que le mouvement a été le plus important de ces dernières années. Les journées exceptionnelles de la majorité, le patronat, mais aussi F.O. et la C.F.C.T., ont reproché aux trois organisations (C.G.T., C.F.D.T. et FEN) d'avoir quitté le terrain syndical et de s'être lancées dans une opération politique. Comme les querelles de chiffres, l'accusation n'est pas nouvelle, mais elle n'a jamais été entendue. L'opération, qui n'est pas inutile à rappeler que le reproche de politisation revient toujours des milieux de droite — en tout cas conservateurs — qui à la moindre déviation, contestation ou maladresse, patient en termes de « politique » et en termes de « stratégie ».

C'est pourquoi, ce n'est pas le terrain syndical, ne fût-ce qu'en consultant les confédérations, et que le plan Barre, événement politique, concerné, en premier lieu les salariés et leurs représentants ? Il serait plus réaliste d'admettre qu'une nouvelle fois le syndicalisme a été relégué à la politique, tout pour obtenir que l'échec du plan gouvernemental ait des répercussions inévitables sur les résultats des élections à venir, que la C.G.T. comme la C.F.D.T. ne cachent pas leur désir d'un changement de majorité, tout comme le C.N.P.F. souhaite l'ordre et le silence et approuve le plan gouvernemental.

La grande question qui se pose désormais aux trois alliés syndicaux du 7 octobre est de savoir comment ils pourront, dans l'unité, défendre au jour le jour les intérêts des salariés et faciliter la tâche de la victoire de la gauche. Chacune à leur manière, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN ont affirmé que le 7 octobre n'était qu'un point de départ. Toutes trois affirment aussi qu'elles se battront dans les entreprises et les salons de négociations sur leurs revendications.

En cas de refus persistant du patronat et du gouvernement, la C.G.T. a déclaré : « Rarement une politique gouvernementale aura vu aussi vite se dresser contre elle l'opposition d'un tel mouvement populaire. (...) L'unité d'action inter-syndicale C.G.T.-C.F.D.T.-FEN a montré son efficacité. Elle doit maintenant se consolider et s'élargir. »

Le 7 octobre ne sera pas sans lendemain.

Le 7 octobre, c'est très bien que la lutte contre le plan Barre se joue pas tout au long de l'année 1977, mais dans les trois à cinq mois ; ensuite, l'heure viendra pour les seuls partis d'engagement vraiment la campagne électorale. Et les cégétistes ne craignent pas de répéter des journées nationales où se côtoient syndicalistes et hommes politiques. En revanche, la C.F.D.T. et la FEN réfléchiront deux fois plutôt qu'une avant de se lancer dans de telles opérations.

Après la démonstration imposante du 7 octobre, les syndicats doivent désormais choisir entre la répétition d'opérations coup de poing ne pouvant déboucher que sur l'ouverture, peu vraisemblable, de négociations « au sommet » et une guerre d'usure plus épuisante, plus difficile et moins prestigieuse mais peut-être plus efficace par secteurs, par branches et par entreprises. Car les trois syndicats sont condamnés à la

lutte en avant, puisque le premier ministre a d'ores et déjà déclaré qu'il ne céderait pas aux pressions de la rue, quelle que soit la longueur des défilés. Le refus du dialogue avec ceux qui optent pour l'action de rue n'empêche pas, il est vrai — par voie d'amendement au plan anti-inflation, — une réponse aux syndicats F.O., C.G.C. et C.F.T.C. qui ont choisi l'appel aux parlementaires. Un refus total de compromis risquerait d'entraîner les adhérents des centrales F.O., C.G.C. et C.F.T.C. à rejoindre les trois autres organisations dans la guerre d'usure dans les entreprises et les administrations. Les prochains débats au Parlement sur le collectif budgétaire et l'attitude que prendront ici et là les patrons — et non plus le patronat — permettront de savoir si le front unitaire du 7 octobre défilera ou au contraire s'élargira à l'occasion de conflits locaux.

JEAN-PIERRE DUMONT.

### DANS LES MILIEUX SYNDICAUX...

● La C.G.T. : une réponse cinglante au gouvernement et un tremplin pour une résistance active.

La journée du 7 octobre constitue « un événement social d'une très grande portée dans le gouvernement et le patronat doivent tenir compte », déclare dans un très long communiqué le bureau confédéral de la C.G.T.

« La puissance et l'ampleur exceptionnelles de la grève et des manifestations unitaires dans toute la France constituent une réponse cinglante à l'agression gouvernementale et patronale visant les intérêts vitaux de tous les salariés. (...)

« C'est un précieux encouragement et un tremplin sans égal pour l'organisation d'une résistance massive et efficace à la politique d'austérité renforcée par la coalition de la droite au pouvoir. (...) Il est possible d'imposer la négociation. (...) Si toutes les mesures prises immédiatement pour permettre à la combativité des travailleurs, qui s'est manifestée avec une telle puissance le 7 octobre, de trouver dans les jours et les semaines à venir toutes les formes d'expression, qu'exige la poursuite de l'action engagée.

« Ces circonstances exceptionnelles doivent être saisies partout et avant tout au niveau des entreprises pour porter à un stade supérieur dans les formes appropriées la lutte pour toutes les revendications. »

Et la C.G.T. « réitère son appel fraternel à l'union : la place de tous les travailleurs et de toutes les organisations syndicales est dans cette bataille qui ne fait que commencer ».

● La C.F.D.T. : l'unité d'action doit maintenant se consolider et s'élargir.

Le Bureau national de la C.F.D.T. a déclaré : « Rarement une politique gouvernementale aura vu aussi vite se dresser contre elle l'opposition d'un tel mouvement populaire. (...)

« L'unité d'action inter-syndicale C.G.T.-C.F.D.T.-FEN a montré son efficacité. Elle doit maintenant se consolider et s'élargir. »

Le 7 octobre ne sera pas sans lendemain.

### ...ET POLITIQUES

● M. YVES GUENEA, secrétaire général de l'U.D.R. : « Je dois faire observer que l'exercice du droit de grève, pour constitutionnel qu'il soit, ne peut prendre le pas sur le libre et démocratique débat parlementaire. »

« Quant à prétendre que les instituteurs de cette manifestation qu'ils ont ébranlée au même moment, elle l'opposition d'un tel mouvement populaire. (...) L'unité d'action inter-syndicale C.G.T.-C.F.D.T.-FEN a montré son efficacité. Elle doit maintenant se consolider et s'élargir. »

● M. LIONEL STOLERU, secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, a déclaré, à Poitiers, que la grève du 7 octobre est une grève d'« état-major politique parisien, qui ne correspond pas aux objectifs des travailleurs. »

● M. CLAUDE ESTIER, secrétaire national du parti socialiste, a exprimé l'avis que la journée de grève est « une opération d'exceptionnelle, dépassant de loin les prévisions les plus optimistes des organisations syndicales. »

« Cette journée, a-t-il conclu, devait fournir une indication de ce que pensent les salariés d'une politique qui laisse subsister dans tous les domaines de crâtes défilés et la démonstration a été faite et il sera difficile au gouver-

nement de ne pas en tenir compte. »

● Le P.S.U. se félicite de « l'immense succès des actions entreprises en cette journée du 7 octobre et notamment de celui de la manifestation organisée à Paris, en l'honneur de laquelle ont eu lieu les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● REVOLUTION ET LA GAUCHE OUVRIÈRE ET POPULAIRE (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

● L'UNION DES TRAVAILLEURS (proches du courant maoïste) : « La grève nationale et les manifestations de rue, les plus puissantes depuis mai 1968 (...). Cette journée démontre qu'une mobilisation des travailleurs contre le plan d'austérité est possible. C'est pourquoi elle doit être poursuivie dans les jours et les semaines qui viennent pour faire échec à la politique de Giscard et Barre et préparer leur défaite. »

## La nouvelle « loi d'airain »

(Suite de la première page.)

Depuis des années, elle assiste aux phases de ce travail de Sisyphe contre la hausse des prix, elle voit périodiquement les hommes de cabinets s'agiter en extrayant des tiroirs pour le ministre de l'économie et des finances des recettes qui, au bout du compte, se révèlent peu opérantes. Tout se passe en haut, au dehors, au loin, le professeur sûr de ses décrets ne demandant que la loi Celle-ci peut certes renverser les montagnes, mais qui s'est occupée de la cheville au corps des citoyens ?

La nouvelle « loi d'airain » (1), c'est bien celle du rétrécissement de la démocratie, disait récemment le sociologue Albert Reiss. Ce n'est pas seulement de la peau de chagrin mondiale qu'il s'agit, de cette petite portion du globe (une vingtaine d'Etats) où vit encore ce qu'il est convenu d'appeler la démocratie libérale. Dans chacune de nos démocraties, qui ne voit que le port réservé au vrai pouvoir du peuple tend vers la dérive ?

La décision tourne et retourne aujourd'hui dans la gigantesque moulin des techno-structures, représentées par l'Etat, les grandes firmes et les organisations professionnelles et syndicales. Des options aussi sérieuses et qui engagent l'avenir que le développement de l'énergie nucléaire, par exemple, restent confinées, en France, aux cercles d'initiés et, du coup, provoquent spontanément la naissance d'associations de défense du cadre de vie, sans riposte à la science injuste des « décideurs ».

La grande lenteur avec laquelle le pouvoir se préoccupe de faire sortir de son cocon la réforme de l'entreprise prouve assez que les forces de résistance à la démocratie sont puissantes. A quelque niveau que ce soit, arracher des bribes d'autorité toujours été beaucoup plus difficile, on le sait, que de décrocher, de fortes augmentations de salaires. Lorsque la firme prend les dimensions d'une multinationale et que le centre de décision se trouve à 5 000 kilomètres de distance, quelle peut bien être pour un cadre la chance de participer à l'élaboration du programme pluriannuel de l'unité de production où il travaille ? Big Brother, le héros d'Orwell, veille à tout.

L'Université hérite de moins en moins entre dispenser une culture gratuite et donc gratifiante pour

l'individu, dont elle développe les facultés d'épanouissement, et fournir aux étudiants les moyens de leur éducation d'être immédiatement opérationnels dans la vie active. Or marcher trop tôt et d'un pas décidé vers la spécialisation, c'est aussi réduire l'appât démocratique.

Le Plan dont les commissions de travail ouvrent une possibilité de dialogue irremplaçable au moment où s'élaborent les grandes options pour cinq ans de la vie du pays, se trouve aujourd'hui court-circuité par le conseil de planification, instance élyséenne où les vraies décisions sont prises bien à l'abri.

C'est évidemment dans les régions et les départements — le fait n'a même plus besoin d'être souligné — que les institutions représentatives ont été plus ou moins vidées de leur contenu par l'administration, directement liée à la capitale. Là aussi, l'éclosion d'associations multiples essaie par des voies détournées de faire revivre la démocratie, déçue par le pouvoir central. Signe réconfortant mais précaire.

### D'autres rigidités

Les rigidités dont, après bien d'autres, M. Raymond Barre voudrait dériver la France ne sont pas seulement celles qui affectent certaines professions, la concurrence, ou qui permettent la survie de rentes de situation. Les rigidités sont aussi celles du pouvoir, placé face aux citoyens comme un père dispensateur d'avantages parfois commentant la rigueur d'un refus momentané d'être obéi plus que d'être compris. Quand, après plusieurs cures de rétablissement les Français se retrouvent au même point, comment s'étonner qu'ils expriment quelques doutes face aux arguments d'autorité qui leur sont servis ?

M. Raymond Barre a et le sentiment que quelque chose clochait de ce côté-là en ouvrant sa porte aux organisations syndicales et professionnelles avant de dévoiler ses barrières. Mais on en est resté au monologue. En proposant une déontologie du secret administratif, le premier ministre va dans le bon sens, car il est inadmissible que des institutions au service de la nation échappent au public, sous de mauvaises prétextes, des documents qui n'intéressent pas la défense, la diplomatie, les déclarations du gouvernement ou des informations concernant les personnes.

Dans la foule, pourquoi ne pas organiser une manifestation de la publicité des déclarations de revenus ? (2). N'est-ce pas là un préalable de toute réforme fiscale digne de ce nom, une marque de confiance dans l'arrivée à l'âge adulte des Français ?

Tant que la sève démocratique ne coulera pas mieux dans la nation, l'appel à l'effort sera dicté sous un vaste édifice. Le France est, certes, coupée entre majorité et opposition, plus brutalement qu'ailleurs, à cause de l'importance du parti communiste. Elle est aussi plus divisée que ses voisins entre Etat et nation.

PIERRE DROUIN.

(1) La « loi d'airain » est le nom donné par Lassalle à la loi qui, dans le système capitaliste, réduit le salaire de l'ouvrier au minimum vital.

Un texte de 1946 avait prévu que l'administration pouvait en prescrire l'affichage dans les entreprises, mais ce texte n'a jamais été appliqué.

« C'est une grève politique », affirmait-on par la bouche des élus de la majorité. Cette grève est un mauvais coup porté à l'économie française », déclarait le C.N.P.F. sortant de sa réserve traditionnelle.

Une condamnation, qui prend une tournure politique, d'une grève accusée de l'être, dirigée contre un plan capitaliste, réduit le droit de grève à une simple question d'économie. S'opposer à une grève serait donc un acte politique autorisé et lutter contre un plan économique serait une mesure politique repoussable.

Il est vrai que les députés et les employeurs ne font pas grève, alors ils se réservent le droit de faire de la politique et de condamner les « mauvaises grèves, oubliant de leur les autres, au nom d'une « bonne » politique dont ils démentiraient le monopole. A l'heure où, selon M. Debré, la politique s'élève au-dessus de la grève.

Peut-être faudrait-il savoir de quelle politique et de quelle grève on parle ?

ALAIN GENESTAR.

### Grèves et politiques

« C'est une grève politique », affirmait-on par la bouche des élus de la majorité. Cette grève est un mauvais coup porté à l'économie française », déclarait le C.N.P.F. sortant de sa réserve traditionnelle.

Une condamnation, qui prend une tournure politique, d'une grève accusée de l'être, dirigée contre un plan capitaliste, réduit le droit de grève à une simple question d'économie. S'opposer à une grève serait donc un acte politique autorisé et lutter contre un plan économique serait une mesure politique repoussable.

Il est vrai que les députés et les employeurs ne font pas grève, alors ils se réservent le droit de faire de la politique et de condamner les « mauvaises grèves, oubliant de leur les autres, au nom d'une « bonne » politique dont ils démentiraient le monopole. A l'heure où, selon M. Debré, la politique s'élève au-dessus de la grève.

Peut-être faudrait-il savoir de quelle politique et de quelle grève on parle ?

ALAIN GENESTAR.

100-100-100



150

POLITIQUE

DU JEUDI 7 OCTOBRE

A Paris : une manifestation imposante et sans incident

« La belle manif » ? Place de la République, jeudi 7 octobre à 17 heures, alors qu'arrivaient les derniers participants d'une manifestation commencée à 10 heures du matin, place de la Nation, il n'était besoin que d'écouter les réflexions, que de noter les sourires sur les visages des responsables du service d'ordre C.G.T. pour croire en effet que cela avait été une belle manifestation, la plus importante en tout cas à Paris depuis des années. Combien furent-ils exactes à décrire ? Soixante-dix mille, affirmait dans la soirée la préfecture de police. Cinq cent mille devait répondre la C.G.T.

En fait, trois cortèges différents effectués par trois personnes différentes en trois endroits différents ont permis d'établir un chiffre un peu au-delà des estimations de la police et bien en-deça des évaluations de la C.G.T. Entre le moment du départ et celui de l'arrivée, entre la place de

comme il est de coutume, se trouvaient les dirigeants des syndicats ayant appelé à la journée de grève et à la manifestation : M. Georges Séguy et les membres du bureau confédéral de la C.G.T., M. Edmond Martin, le bureau national de la C.F.D.T., M. André Henry entouré par les responsables de la FEN.

A une cinquantaine de mètres suivaient les responsables des partis de gauche, venus apporter leur soutien : une très forte délégation du P.C. avec MM. Georges Marchais, secrétaire général ; Paul Laurent, Étienne Fajon, Mlle Madeleine Vincent, MM. Jean Knapa, Charles Piterman, membres du bureau politique ; Michel Rocard, Claude Estier, Gilles Martin, membres du secrétariat national du P.S. ; Francis Londe et Georges Lucet, pour le mouvement des radicaux de gauche.

Puis s'engageait le premier des gros bataillons de la manifestation, celui des « hospitaliers », infirmières en tenue, personnel soignant ou aide-soignant, venus en masse de tous les établissements de Paris et de la région parisienne. Déjà les premiers slogans généraux : « Une seule solu-

pression, toutes représentées, des imprimeries de la région. Tous les journaux sont à l'arrêt, mais aussi les imprimeries en lutte, les ouvriers de Chaux, occupés depuis le 6 décembre 1975, scandant « La liberté, c'est le droit au travail » ; ceux d'Éditions Clichy, défilant derrière un bateau en carton baptisé « la Résistance » et doté de cinq hublots dénommés : « Répression, vie chère, chômage, inflation ». Les policiers, un millier, vivement applaudis, qui ont répondu à l'appel de la Fédération C.G.T. du syndicat C.F.D.T. de la police, de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police et du Syndicat national autonome des policiers en civil.

Secteurs public et privé

Derrière encore, les enseignants de la F.E.N., véritable manifestation dans la manifestation, avec une participation massive des instituteurs, des syndiqués du S.N.E. et du S.N.E.-Sup. scandant : « Des sous pour l'école, pas pour les monopoles ! », réclamaient la titularisation des auxiliaires. Avec aussi une participation forte des lycéens de l'UNICAL « Union, action, programme commun » et des étudiants moins nombreux derrière l'UNEPF « Barre, l'ère joubert, nous devons au resto U ! ». Pendant des heures, les délégations se succèdent. Secteur public : Sécurité sociale, fonctionnaires des services de la ville, douanes, secteur privé : banques, assurances, Bourse, couture, alimentation, voyageurs de commerce, bâtiment et métallurgie, fortement représentés, pétrole, aéronautique, grandes entreprises, Renault, Dassault, Rhône-Poulenc, etc. Par milliers aussi sont venus les employés communaux. Chaque ville de la banlieue et même de la grande banlieue sont représentées. Le spectacle, la télévision, l'audiovisuel, sont là aussi. Dans cette masse, deux délégations ont été éliminées : le syndicat P.O. des impôts et le syndicat P.O. des gaz de France. Enfin, ferment la marche les gros bataillons de la fonction publique, R.A.T.P., E.G.P., G.D.P., S.N.C.F. et autres.

— Les observateurs sont dotés d'un compteur-totaleur à main leur permettant d'enregistrer les résultats sans risque de fausse de mémoire.

— La photographie est employée comme moyen de recensement, malgré les imperfections qu'elle présente. Pris du sol ou d'un point insuffisamment élevé, le cliché déstabilise la foule, provoque une succession de photographies prises de l'arrière, ce qui empêche de rendre compte véritablement de la fréquentation.

— L'observation aérienne par hélicoptère donne une vue globale du cortège et permet d'en déterminer les dimensions. La surface occupée et la densité de l'affluence se permettent une approximation. On a pu ainsi constater que le coefficient d'erreur est considérablement réduit, conclut Lialson, qui ne précise pas si les chiffres des services publics sont plus ou moins exacts que ceux de ceux qui reçoivent les dispositifs de comptage.

« La manifestation est bien engagée, le succès évident, les délégations vont se suivre pendant des heures, témoignant de la présence effective d'un peu près tout les corps sociaux. Des pompes funèbres (« Enterrons le plan Barre ! ») aux services de nettoyage de la ville de Paris (« Giscard-Barre, du balai ! »), des services du premier ministre (« Barre, ça trompe énormément ! », « Barre, c'est fou, des services sont dans la rue ! »), aux fonctionnaires du secrétariat d'État aux DOM-TOM (« La Soufrière, elle est dans le ministère ! »), des slogans généralistes et presque sectoriels alternant avec les slogans plus classiques : « Union, action, programme commun », « Les militants de la C.G.T., nettement majoritaires », « Union, action, autogestion », « Union, action, révolution », « Des « dédétectés », les slogans de la C.G.T. », « Plan Barre à droite ! », « C'est tout ensemble qu'il faut frapper ! », « Plan Barre-Giscard, sur le boulevard ! », succèdent aux slogans plus strictement syndicaux : « À l'ère joubert, à la C.G.T. ».

Faute de pouvoir tout citer de ce long cortège, on en retient les temps forts : le défilé des ouvriers du Livre et des imprimeries de

En province : plus de deux cents cortèges

En province, plus de deux cents manifestations (deux cent quarante selon la C.G.T.) ont eu lieu, non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les villes de moyenne importance. Ces manifestations ont, en général, eu une ampleur inégale depuis mai 1968.

● A LILLE, 45 000 manifestants selon les syndicats, 15 000 selon les officiels.

● A STRASBOURG, 5 000 manifestants, selon les syndicats.

● A NANCY, 10 000 personnes, selon les organisateurs, derrière une croix de Lorraine indiquant : « En Lorraine, avec Giscard le chômage ». Avant la dislocation, les participants ont observé une minute de silence à la mémoire des mineurs tués à Maréchal.

● A BESANCON et dans les principales villes de Franche-Comté, les syndicats se déclarent satisfaits de l'ampleur des manifestations. On a vu à Besancon les horlogers du Haut-Doubs, généralement peu sensibles aux conseils syndicaux.

● A DIJON, 10 000 manifestants selon les syndicats, pour la première fois depuis 1968.

● A LYON, 20 000 personnes — 80 000 selon les syndicats — ont bloqué la circulation pendant plus d'une heure.

● A MARSEILLE, un cortège de 12 000 manifestants — 75 000 selon les organisateurs — comprenant beaucoup de femmes et de jeunes.

● A NICE, M. Virgile Barel, député communiste et doyen de l'Assemblée nationale, avait pris la tête d'un cortège de 1 200 personnes, selon les organisateurs, appartenant surtout au secteur public.

● A TOULON, 10 000 à 12 000 manifestants, selon les syndicats, auxquels étaient joints, venus à pied de la localité de La Garde, les 500 salariés Heuchel de Sudair.

● A TOULOUSE, de 7 000 à 8 000 personnes, selon les officiels, environ 30 000, selon les organisateurs, y compris des syndicats P.O.

● A BORDEAUX, plus de 10 000 personnes, de source officielle, 20 000 selon les syndicats, la plus importante manifestation depuis mai 1968.

● A NANTES, 10 000 manifestants, de source syndicale.

● A BREST, de 9 000 à 15 000 personnes, selon les estimations, un meeting avait précédé le cortège d'un moment, mais les slogans : « Le plan Barre, c'est la misère ! », « Le plan Barre, c'est la chute des salaires ! ».

● A ROUEN, de 15 000 à 25 000 manifestants, selon les estimations, 20 000 selon les syndicats, de nombreuses banderoles d'entreprises ainsi que des pancartes inhabituelles comme celles des mutilés du travail ou des travailleurs familiaux. A Duclair, petite localité voisine on comptait 1 000 manifestants.

● AU MANS, de 5 000 à 8 000 personnes, selon les diverses estimations, mais aussi 200 manifestants à La Flèche.

De nos correspondants

300 à Mammers, 250 à Sablé, 400 à L. Perté-Bernard et 700 à Châteauneuf, où se pose un grave problème d'emploi.

● A TOULON, les estimations varient de 8 000 à 15 000 participants, mais le cortège, qui a paralysé le centre de la ville pendant une heure, n'était, selon notre correspondant, le qualificatif d'« exceptionnel » et même de « jamaïs vu ».

● A LIMOGES, environ 6 000 personnes, d'après les organisateurs, se sont rassemblées. La F.E.R.A. a, dans un communiqué, affirmé sa solidarité avec les manifestants.

● A CLERMONT-FERRAND, 10 000 participants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

teurs se sont rassemblés. La F.E.R.A. a, dans un communiqué, affirmé sa solidarité avec les manifestants.

● A CLERMONT-FERRAND, 10 000 participants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndicats, alors que les salariés de Peugeot ne participaient pas au cortège. La C.G.T. de l'usine, en raison du lancement de nouvelles fabrications, n'avait pas appelé à la grève.

● A SAINT-ETIENNE, 18 000 manifestants, selon les syndic



LES MAGASINS  
**MINVIELLE**

## Le contemporain qui aime l'ancien.



Lampe d'époque de Louis XV.

Sous Louis XIII on se meublait avec du Louis XIII sans pour autant jeter son mobilier Henri II. Sous Louis XIV, sous la Régence, sous Louis XV, sous Louis XVI même, on mélangeait les styles, les genres. On adaptait, on changeait les tissus, mais on vivait avec son temps tout autant qu'avec celui de ses pères. Jamais on n'avait le sentiment d'être démodé. La mode n'existait pas. Seul comptait le confort personnel, le goût du jour, l'affection qui s'attache aux objets.

Mais le XIX<sup>e</sup> siècle a tout changé. Les valeurs petites-bourgeoises n'ont admis aucun compromis; il fallait être retour d'Egypte, puis Empire, puis Charles X puis... et, d'un style à l'autre, la France qui créait le mobilier le plus merveilleux du monde a failli ne plus rien produire. Aujourd'hui, rien n'oblige à être systématique.



Service à thé en argent de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

On peut vivre dans du moderne avec des objets modernes, on peut mélanger du mobilier ancien avec du moderne. Il suffit de ne pas avoir d'œillères, de vivre au milieu des objets qu'on aime, et de trouver dans le mobilier contemporain celui qui se marie aussi, de par son style, de par sa fabrication, à celui du passé.

Témoin cette salle à manger. Tout est en bois. Des bois solides, aux essences nobles, ceux dont on fait la belle ébénisterie. Comme autrefois. La table ronde est en acajou mahagoni, ou en noyer. On encadre tout en tête-à-tête ou qu'on reçoit beaucoup, choisit cette table avec ou sans allonge. Les sièges sont l'œuvre d'un maître chaiseur et sont des mêmes bois massifs que la table. Les meubles "Sheraton" sont en acajou de placage traité ébénisterie. La façade de l'armoire peut être modifiée à volonté. Selon ses goûts.

Avec des portes vitrées. Avec des portes-miroir. Ou même des portes tendues de tissu. L'armoire peut aussi être sans portes. Avec seulement des rayonnages. Les éléments suspendus sont à compartiments. Avec étagères. Avec 2 ou 3 tiroirs. Ou encore avec un abattant. Ils peuvent aussi s'utiliser à la verticale, en rayonnage. Ou même se poser au sol sur des socles. Sheraton, c'est aussi des vaisseliers, des bahuts, des secrétaires et tout un mobilier pour la chambre.



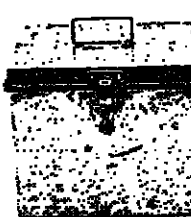
Luminaire d'époque de Louis XV.

Avec Minvielle, les matériaux, les formes, les lignes, la conception des meubles, tout est réuni aujourd'hui pour que le mobilier contemporain puisse s'accorder, s'harmoniser avec les styles du passé.

Notre philosophie nous a amenés à concevoir nos magasins comme des "centres de conseil" touchant non seulement le mobilier mais aussi tous les détails d'aménagement de votre appartement.

Voici la liste des magasins Minvielle:

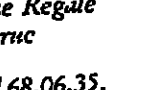
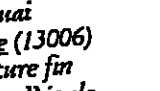
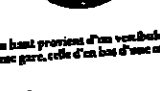
Paris et région parisienne  
Paris (75007) 50, rue de l'Université 544.18.20 et 544.17.71. St-Germain-en-Laye (78100) 4-6, rue des Coches 963.07.30. Suresnes (92310) 1-3, av. de l'Europe 626.02.92 (ouverture fin octobre).



Bureau à Minvielle de Suresnes.

Province:  
Ajaccio (20000) 77, cours Napoléon 21.00.25. Annecy (74000) 4, rue Vaugelas "Le Grand Passage" 51.02.45. Antibes (06600) 39, bd Wilson 34.66.05. Bar-le-Duc (55000) 18, rue Bar-la-Ville 79.15.60. Bordeaux (33000) 42, rue Henri-IV 91.44.64. Boulogne/Mer (62200) 93-95, Grande Rue 31.30.51.

Bourg-en-Bresse (01000) 10, rue Gambetta 21.31.23. Brest (29200) 91, rue Jean-Jaurès 44.32.87. Caen (14000) Place du 36<sup>e</sup> R.I. - Quai de Juillet 81.74.81. Cannes (06400) 85, av. du Maréchal Juin 38.29.74. Châlons-sur-Marne (51000) 90, rue de la Marne 68.01.84. Clermont-Ferrand (63000) 18, avenue des Etats-Unis 37.33.36. Grenoble (38000) 1, rue Jean-François Hache 44.02.47. Laon (02000) 67, bd de Lyon 23.04.67. Liège (62800) 175, rue J.-B.-Deferme 28.36.41. Lons-le-Saunier (39003) 2, av. de la Marseillaise 24.13.49. Lyon (69002) 24, rue de la Charité 42.40.21. Mâcon (71000) 30, quai Lamartine 38.04.15. Marseille (13006) 33, bd Baille 47.75.70 (ouverture fin octobre). Nîmes (30000) 12, rue Régale 67.39.33. Provins (77160) 14, rue Edmond-Nocart 400.02.03. Rodez (12000) 1-3, rue Raynal 68.06.35. Saint-Etienne (42000) 7, rue Pierre Bérard 32.36.89. Strasbourg (67000) 53-55, Grand-Rue 32.19.04. Toulouse (31000) 7 bis, Place du Capitole 23.21.05. Tours (37000) 13, rue Nationale 05.41.76.



Merci de m'adresser votre documentation.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

A adresser au magasin Minvielle le plus proche de votre résidence.

# Minvielle.

100% de l'ISO



(Suite de la première page.)

Il y a au moins un homme nouveau en la personne de M. Barre

« Il suffirait que vous exprimiez en quelques mots votre volonté de mettre un terme à l'impotisme de la trahison du vainqueur de Verdun pour que les aides que vous sollicitez vous viennent de toutes parts et de tous les milieux. La justice du juge n'est-elle pas un élément essentiel de la société de justice que vous réclamez aujourd'hui ? Si vous doutez, faites l'expérience. »

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste estime dans *L'Unité* du 8 octobre : « La rentrée troublante de l'ancien chef du gouvernement constitue un événement d'importance car les conséquences n'ont pas fini de se faire sentir. Il est probable que la Jacquot Christine va devoir à l'assaut un certain nombre d'obstacles, en premier par tempérament, de méthodes plus subtiles. Il est certain aussi que ces différences de conception accentueront le hiatus qui existe entre la gauche et la droite, essentielle à l'entrée, d'une part, l'U.D.R. toute frémissante d'avoir retrouvé un chef et, d'autre, les gauchistes et les communistes, les deux camps dissimulant mal leur méfiance. »

Un lecteur corrézien, M. Dominique Grador, nous écrit :

Me trouvant par hasard à proximité du gymnase où se trouvaient dimanche, à Egletons, les assises départementales de l'U.D.R., quelle ne fut pas ma surprise de voir arriver sur les lieux trois cars immatriculés 94. J'allais m'enquérir aussitôt de leurs occupants, mais l'un d'eux déclara que l'objet de leur venue était... Celui-ci, sans complexes, me répondit qu'il venait participer aux assises départementales de l'U.D.R. Au 94 succédèrent les 32, 31, 24...

A défaut de votes, les déclarations de ses porte-parole monteraient à la tribune, et il se diviserait sur l'action politique à mener jusqu'aux élections.

M. Chirac n'est pas le seul à se désoliser de M. Giscard d'Estaing. Les socialistes et les réformateurs font de réelles lamentations de moins en moins timides et M. Chaban-Delmas relance le gaullisme social fondé sur la planification et la participation. La justice, la moralité, le respect des libertés, tout cela n'est que le besoin de retrouver une assise populaire qu'elle sent fondre.

MM. Hector Roland, Chirac, Delmotte, Chaban-Delmas et Edgar Pisani ont tous des raisons de se plaindre de ce que M. Giscard d'Estaing ne soit pas les mêmes et les a concurrence entre les socialistes et les hommes. Si, par exemple, M. Chaban-Delmas renvoie le gaullisme à l'arrière-plan, il se met en selle en développant des thèses réformatrices et par conséquent, M. Giscard d'Estaing n'a pas réalisé tous les changements promis.

Mais c'est surtout, parce qu'il n'a pas voulu se laisser aller à jouer le rôle de rassembleur des gaullistes dans un « travailisme à la française », qui reste à définir. Il rappelle donc ses états de service et son rôle de rassembleur.

Il faut que la société soit pas assise à changer de société.

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, interrogé le 7 octobre à Europe 1 par Yvan Leval, a déclaré : « Je confirme ce que j'ai dit il y a deux ans, et je crois que Jacques Chirac est un candidat potentiel à la présidence de la République. Ce qui est très utile pour l'O.D.R. et ce qui explique d'ailleurs le succès de Jacques Chirac auprès des militants O.D.R., par exemple. (...) »

» Depuis deux ans, il est certain qu'il y a eu une espèce de difficulté naturelle, psychologique, dans les rapports entre le président de la République et l'U.D.R. Disons que le président de la République irritait en quelque sorte beaucoup de militants de l'U.D.R. et même un certain nombre de parlementaires du mouvement. »

M. Messamer a ajouté : « Je crois que cette irritation est en train de s'atténuer. Mais dans le même temps, il est certain que cette irritation, qui faisait que le président de la République était très présent dans l'U.D.R., même pour être critiqué, le fait que cette irritation se calme, fait que le président de la République est moins présent dans l'esprit de l'U.D.R. que dans les années passées. Et il est certain que, désormais, les rapports du président de la République et de l'U.D.R. semblent plus distendus. »

gique en proposant un plan de lutte contre l'inflation qui repose sur la confiance des entrepreneurs plutôt que sur celle des travailleurs, neuchant pas le soutien de l'argent du public, que l'admission populaire il suffit d'attendre. A terme, M. Mitterrand pense que la réponse à la question de confiance posée implicitement sera inélastiquement négative tandis que M. Giscard d'Estaing n'a pas eu le temps de répondre (M. Barre) et les moyens de renverser le courant en sa faveur et de bénéficier de nouveau des « pesanteurs sociologiques ».

« J'ai lu et relu votre livre... Une analyse brillante... Il est bon que de temps à autre un livre comme le vôtre remette en question les idées reçues et ouvre des voies nouvelles à la réflexion. » **RAYMOND BARRE**

**LE MONDE ROMPU**

PIERRE MAYER

FAYARD

**Voici le nouveau copieur sur papier ordinaire Océ 17000.**  
**Maintenant vous pouvez**  
**calculer facilement le coût de vos copies.**

Comme tous les autres journaux, le *Journal* est financé par ses abonnés. Mais, contrairement à la plupart des journaux, nous ne faisons aucune publicité. Nous ne sommes financés que par nos lecteurs. C'est pourquoi nous sommes obligés de vous proposer des tarifs très élevés. Mais nous sommes convaincus que vous pouvez croire que nous sommes très honnêtes et que nous sommes très intéressés à vous servir.

Or, si vous trouvez que presque toujours les documents reproduits dans le *Journal* ne dessinent que quelques images par original, vous pouvez très facilement le vérifier.

C'est ainsi que, cette fois-ci, nous vous avons communiqué réellement adaptés à vos besoins.

C'est aussi la raison pour laquelle nous sommes obligés de procéder à des calculs complexes pour connaître le prix de revient de notre journal.

Ainsi, avec nous, il suffit de savoir combien vous avez de copies par mois à réaliser par appareil pour connaître exactement votre prix de revient.

**Océ 1700**  
**un choix raisonnable.**

Minerals are  
present in forms  
that you can  
understand. But  
the real question

Montreal 44-374 P-62

[illegible]





Journal de 150

# Le Monde

## DES LIVRES

### DEUX VOIX DE MÈRES

Françoise Xenakis

#### Comment vivre sans les béquilles familiales

★ LE TEMPS USÉ, de Françoise Xenakis, Belfond, 186 pages, 29 F.

« DIRE une femme vraie, nue. Et pour être sûre d'atteindre la vérité, dire celle que je connais le mieux : moi-même. » C'est ainsi que Françoise Xenakis présente le Temps usé, son neuvième livre déjà, qui ne porte sur la couverture aucune mention de genre, ni roman, ni récit, ni poème, et qui participe pourtant des trois, apte par sa réussite à l'imposer comme écrivain, si ce n'est fait déjà.

On dirait que, là, elle se rassemble, entrecroisant dans un heureux contrepoint les deux inspirations qui nourrissent son œuvre. L'une, personnelle, où elle raconte avec humour ses déboires avec la vie, les autres, elle-même. On doit à cette veine un de ses livres les plus tragiques : Moi l'aimais pas la mer (Belfond 1972) et sa récente explosion contre les attachées de presse dans la collection « Idée fixe » : L'écritain ou la sixième roue du chariot (Julliard 1975), qui l'a fait faire ranger parmi les contestataires de l'édition et de ses mœurs.

#### Une terrienne solognote

L'autre inspiration, plus vaste, plus grave, elle la puise dans l'horreur des guerres fratricides, des révolutions écrasées de notre temps. C'est elle qu'on trouve dans le roman porté à l'écran Elle lui dirait d'être là et dans les deux courts récits : Écoute, Et les morts pleureront, qu'elle a publiés chez Gallimard. Dans ces beaux laments synodaux, Françoise Xenakis se souvient qu'elle est la femme d'un révolutionnaire grec qui s'évada naguère d'un camp de concentration pour devenir un des premiers musiciens français. Elle-même, terrienne Solognote, proche de Colette par sa gourmandise des odeurs, des couleurs, de la nature, ne doit à la Grèce que ce mari qu'elle admire et qui traverse son œuvre, tantôt à ses dépens, cloué au pilori pour la vie à la dure qu'il lui fait mener, tantôt auréolé de la gloire du héros.

Le Temps usé est écrit, comme une musique, sur trois portées que la typographie distingue. Et il fait curieusement le portrait de deux femmes. La première, c'est Françoise Xenakis elle-même, qui croit être, aux prises avec les premières atteintes de l'âge : femme et mère hors d'usage. D'un jour à l'autre, la fille bien-aimée va quitter la maison, s'en aller vers d'autres amours ; le « maître » toujours présent s'évade de moins en moins de ses travaux de composition. « Il va falloir apprendre à vivre sans les béquilles familiales. »

Restent, évidemment, pour celle qui écrit, les mots à débrouiller, à attraper au vol, à noter sur l'impression, qu'il n'importe où, dans la baignoire, au bureau. Marat n'écrit-il pas dans son bain quand il fut assassiné ? Restent les mots « secs » et « nets » pour « dire au jour le jour les petits riens, qui font ce que je suis ». Et c'est tantôt une image quotidienne, tantôt un souvenir, tantôt une dénonciation véhémement — on la connaît Xenakis — tantôt une note algébrique et nostalgique sur le temps destructeur. Tout cela vit, rythmé, cocasse et triste, féroce et tendre, d'une merveilleuse simplicité. Un mélange doux-amer qui met en goût tout de suite.

A elle seule, Françoise Xenakis occupe deux portées sur trois : sur l'une, la plus discrète, le drame de l'écriture ; sur l'autre, ce qu'à travers ce corps à corps haletant elle attrape : la vie, dans une saisie étonnamment directe. Mais quelle est cette autre silhouette de femme qui par bribes se dresse à travers les pages ? Éloignée de l'auteur par le « elle » qui la désigne, l'impression qu'elle a la conscience des séquences qui la concernent, tout en haut du village, où, « depuis quelques temps, elle entendait sans cesse la mer ». Une captive que les contre-révolutionnaires, il y a longtemps, ont assignée à résidence, après lui avoir tué son mari, pris son enfant tout petit.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 21.)

Claire Gallois

#### Le choc du malheur

★ JÉRÉMIE LA NUIT, de Claire Gallois, Belfond, 128 p., 34,95 F.

DES son premier roman, A moi seul désolé, Claire Gallois avait su faire entendre une voix singulière : quelque chose d'algue, de sensible, de précis, et d'une élégance éphémère, comme le son du clavecin. Deux autres livres suivirent, dont l'un, Une fille cousue de fil blanc, sera très prochainement porté à l'écran. Après un silence de sept années, Claire Gallois publie Jérémie la nuit, qui est sans doute sa meilleure réussite.

Les premières pages troubles et inquiètes : qui monologue là, de cette façon « bizarrement désaccordée » ? On dirait que la narratrice a perdu son identité. Pourtant, elle introduit le lecteur à un monde apparemment paisible jusqu'à la banalité : « Nous habitons le bord de la ville, une colline plantée de maisons blanches, de gazons, de pelouses. » Dans le décor conventionnel de cette résidence qui ressemble à beaucoup d'autres, le bonheur est fait de gestes quotidiens, peuplés de visages indifférents et familiers : voisins et voisines dont on connaît toutes les habitudes. Mais voilà que ces choses simples rendent un son gênant, comme une cloche fêlée. La jeune femme qui parle est blessée : « Ne me touchez pas. » Son secret est aussi celui de son mari : « Quand on sonne à notre portail, nous prenons l'air banal, et c'est Frédéric qui y va. » Est-ce leur petit garçon, Jérémie, qui est au cœur de ce profond malaise ?

Les grandes peines sont vécues par ceux qui en sont frappés comme des hontes, comme des fautes qu'il faut cacher. La peur des questions, la peur de cette gentillesse condescendante des indifférents, c'est ce qui verrouille tout besoin d'expression : « Il ne faut pas parler, il ne faut pas penser. » Mais nulle peine, nulle peur, n'est le pouvoir de faire taire une petite voix intérieure qui tourne en rond dans son être et se rappelle le passé dans un déchirant ressassement.

JOSANE DURANTEAU.

(Lire la suite page 21.)

### Le double visage de Yannis Ritsos poète grec

S I Yannis Ritsos a été connu par le public français, à l'origine, ce fut par les malheurs de la Grèce moderne : poète incarcéré, communiste, on saluait en lui un martyr avant de bien comprendre qu'il s'agissait de l'un des plus grands poètes de notre siècle. Dès que parurent les premières traductions (et « la Sonate au clair de lune » a le mérite de regrouper ces premiers textes, devenus depuis introuvables en librairie), il se produisit, à son propos, une confusion parfois dommageable. On s'était forgé une certaine vision de l'emprisonné, et quelques-uns s'efforcèrent de faire coïncider ses vers avec ce visage qu'on lui supposait. Or, s'il existe une « position politique » de Yannis Ritsos, et qui est indiscutable et claire, il n'existe pas, à proprement parler, un « message » de Yannis Ritsos : son engagement ne se traduit pas, et ne se traduit pas, par des proclamations immédiatement perceptibles en tant que telles, ni le moins du monde tonitruantes.

On certains attendaient une ap-

et à des textes courts. Les trois nouveaux recueils proposés au public français (dans d'excellentes traductions) rassemblent, dans un même espace de lecture, ces deux « modes », ce qui donne une image

du jeu qu'il mène la famille à la ruine. Cet événement sera ressenti par le poète comme la répétition d'un drame antique : sa maison natale deviendra, à ses yeux et dans son verbe, la maison des Atrides.

#### « AU CAMP »

Le coup de sifflet, le cri, ceux qui rampent, le bruit de chute ; l'eau à l'envers, la fumée, la pierre, la scie, un arbre abattu parmi les bues, quand les gardiens les déshabillent on entendit tomber un à un de leurs poches les fétus de téléphone, la petite paire de ciseaux, le coupe-ongles, le miroir de poche, et la longue perruque vide du héros chauve piquée de jétus de paille, d'éclats de verre et d'épines, avec encore le mégot caché derrière l'oreille.

Athènes, 11 avril 1972.

★ Extrait de En sourdine (traduction de Dominique Grandmont).

« exacte » du « métier » de Yannis Ritsos.

Né en 1909 dans un village méditerranéen, Yannis Ritsos, qui, perché sur un roc, domine le golfe de Lezandria, Yannis Ritsos, enfant, vécut un drame dont les résonances se sont en lui très profondes : son père, qui est un important propriétaire terrien, a une telle passion

Dès lors, les longs monologues dramatiques qu'il écrit, les poèmes dialogues qu'il publie, et qui donneront à la littérature néo-hellène une dimension nouvelle et inédite, s'inscrivent dans un échange permanent entre la mythologie et le quotidien moderne.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 23.)

### Suzanne Lilar Une enfance Gantoise



« Cet écrivain qui est ma mère, cet écrivain "voleur d'étoiles", me dérobe une partie des rassurantes murailles de l'enfance et en bâtit un édifice qui n'est qu'à elle, et qu'il me faudra dorénavant admirer, comme les autres, de l'extérieur. »

Françoise Mallet-Joris de l'Académie Goncourt

### FAUT-IL METTRE LES ÉCRIVAINS EN CABANE ?

#### « La Maison de l'écriture », de Rafaël Pividal

PAUVRE écrivain ! Le dix-neuvième siècle l'avait sacré dépositaire de l'Humanité, de toute Réalité, et, face à la technologie illettrée qui règne sur huit cent millions d'analphabètes, le vingtième siècle ne voit plus en lui qu'une variété risible d'animalité paranoïaque, pas même consentant de conforter, quoi qu'il fasse, l'ordre établi. A propos de cette dégringolade du Panthéon à Font-aux-Dames, la Maison de l'écriture ressuscite avec éclat une tradition philosophico-esthétique un peu délaissée, qui va de Voltaire au Valéry de Monsieur Teste, au Gide du Prométhée mal enchaîné, et au Michaux d'Un certain Pimpe.

De Michaux, Pividal rappelle la puissance d'étonnement. Il commence par nous promener dans le Mécanisme des caractères d'imprimerie avec la même ingénuité farouche et méticuleuse que Michaux en Charabagne ou au cœur d'une pomme. On savait par Lewis Carroll que les lettres ont un « dos », par Beauzamy que les signes ont « deux faces » : on soupçonne maintenant que les lignes, ces tiges pleines de billes huileuses, cachent une façade nord, des petits animaux à fourrure logés dans le marbre, des oléons de sautelles, tout un fouillis d'herbes ou de mûches couchées, comme en cachent les blanches, et les caquettes de canotiers. Autre rappel ayant force de révélation : la littérature, celle où se plongent et s'isolent encore quelques vieilles filles ou veufs, n'est que la face intime, le ventre blanc de l'écriture telle qu'elle nous attend et nous régentent tous dans la vie, avec les papiers du bureau, les ordonnances de médecins ou de juges.

ET ceux qui produisent encore de l'écrit à déguiser en secret, et qui espèrent toujours éclairer le peuple avec la graisse de leur intimité, qu'en faire, par les temps qui courent ? Pividal suggère qu'une bonne fois on leur réserve une « maison » ; non plus seulement des chalets de mécaniciens genre Rougemont ou Cerdas, mais un ghetto bien officiel, une espèce de Beaubourg pour gratouilleurs,

lever à six heures coucher à dix, avec ping-pong et surveillance médicale. Sans aller jusqu'à réduire la manie d'écrire à la manie d'être « écrivain », ainsi que le soutient une consubstantielle obsessionnelle de l'établissement, l'auteur suppose en effet que les écrivains sont tous coupés de la réalité — hormis celle d'un appartement ou d'une maison de campagne — et rendus fous par la consanguinité occidentale de l'art. Notre idéal de la beauté cumule les tares de son origine royale qui en fait un vain défi à la mort, un appareil d'appareil, et les mesquineries de la bourgeoisie qui a projeté sur elle ses rêves malades d'accumulation.

Les artistes qui croient encore à l'autonomie de leur plume ne peuvent être que de vieux enfants drôles sentant le lait caillé et le pipi. Seules les machines à écrire et les typographes, qui transcrivent leur langue à elle en la déguisant, elles appréhendent l'instinct qu'il capitalise et exploite ses émotions, qu'il remplit à sa manière la même fonction reproductrice.

C AR l'écrivain ne fait rien d'autre que de commenter la transmission de la vie parmi les classes au pouvoir. C'est une sorte de notaire, d'once grandeur qui veille sur l'éducation des enfants des autres.

Se tâche est facilitée du fait qu'on apprend dès l'école à la trouver grandiose, à ne la concevoir que glorifiée, c'est-à-dire à réaction idéologique. Les moindres boîtes de sa biographie s'en trouvent sanctifiées et deviennent questions de cours. Parce qu'il parle gourné, on le prend pour sorcier, on le croit au-dessus des classes ; il est le parlementaire de l'ancien Régime qui transmet les suppliques au roi, et le fou intouchable.

Crée-t-il seulement ? Du tout, pense Pividal. L'écriture ne résonne pas directement. Elle résonne les germes, les élans, ordonne, peigne la nature, en horticulture bégéme. Ses plus célèbres histoires d'amour racontent toujours le même enlacement, sous prétexte de fatalité sociale ou médicale. Née du divorce entre la réalité et le désir, elle n'a de cesse de canaliser ce désir vers les conventions sociales en place, d'aller voir chez le voisin si on a bien changé les draps.

Il y a les cocktails, où viennent jactancer les duchesses au bras tavelés, les fêtes de patronage où chacun lit son texte chéri. Et la fugue reste possible. Celle où le narrateur nous entraîne à la suite d'un certain « Ploum-Ploum », à de quoi réconcilier avec les orléans de l'écriture. Les chantiers éternels de Paris et le Figaro des sex-shops apparaissent dans leur chaos schizophrène. Une nuit chez des prolétaires au cœur sans phrase remet la réalité sur ses pieds, au point que le lendemain les hangars rouillés prennent, sous le soleil noir, le vernis d'une preuve.

M AIS il faut rentrer à la Maison de l'écriture, et y reprendre la stupide drogue du nulla dies sine linea. Les amours ne s'y vivent qu'en rêves, de même que les révoltes. La grève du syndicat arrange plus de gens qu'elle n'en dérange. On le constate au cours d'événements qui rappellent bougrement mal 68 chez les gens de plume. Les C.R.S. n'auront pas plus de mal à rétablir l'ordre au dispensaire de Pividal que naguère à l'hôtel de Massa, et les débats prendront le tour embourbé qu'on leur voit régulièrement dans les réunions d'intellectuels, quand les reprend leur vieux chagrin d'être coupés du peuple.

Barre lui-même n'y peut rien, dans sa drôle de cabane. Dénoncer le sys-

port aux pays où la culture a ses palais — ou à ce château proche de Varsovie où les écrivains marxistes ont disposé, pour faire bon poids de certitude, une statue de Lénine ! Mais on joue au volley avec Flaubert, qui a un service flamant, et Nerval, qui a un smatch assassin. Les doutes mêmes du directeur sont attendrissants, lorsqu'ils le tiennent éveillé des nuits entières dans un transat du jardin, suspendu dans le noir au point rouge de sa cigarette.

Si le sâpin du cerneil est prévu, si la gosse a fini ses devoirs. Et cela, même quand elle joue les échafaudés. La querelle des anciens et des modernes, qui rebondit régulièrement, fait partie du cérémoniel : l'universelisation et la sacralisation de la rupture entre le père et l'enfant, peigne les valeurs et le regard sur la vie. A la rigueur, l'écrivain avait quelque chose à dire quand il faisait découvrir la ville à sa famille couchée dans la paille, mais maintenant que pépé est employé de bureau comme lui et reçoit les trois chaînes, Les Abris-cains de La Commune ne connaissent pas leur chance, question renouveau de l'inspiration !

VOICI donc le pauvre écrivain à la française, ce déchu, recroûté à la Fondation Pividal ! Il n'est pas à plaindre. On y manque bien un peu de confort intellectuel, par rap-

port aux pays où la culture a ses palais — ou à ce château proche de Varsovie où les écrivains marxistes ont disposé, pour faire bon poids de certitude, une statue de Lénine ! Mais on joue au volley avec Flaubert, qui a un service flamant, et Nerval, qui a un smatch assassin. Les doutes mêmes du directeur sont attendrissants, lorsqu'ils le tiennent éveillé des nuits entières dans un transat du jardin, suspendu dans le noir au point rouge de sa cigarette.

LES digressions finales sur le cinéma et Kant accentuent inutilement ce que l'essai-farce de Pividal a d'un peu fourre-tout et de canular pour litiés. La gratuité de certains fragments et la facilité de quelques potacherie apparaissent d'autant plus que l'ensemble tend à une logique et à une économie puissantes, sous les airs de promenade saugrenue entre le traité par aphorismes, le conte pour enfants, la science-fiction et la pure poésie.

Sur la perte de prestige et de confiance qu'ont subie ensemble l'écrivain et son art, Pividal ouvre plus de réflexions essentielles que des dizaines de thèses compactes, comme ça, en sifflant, sans un mot savant, sans une fausse aide. On songe évidemment au Prométhée raconté par Gide, mais aussi à une famille récente d'humoristes plus-sans-rire, comme Queneau, Vian, Perce, bricoleurs en sophismes diagonaux. Ajoutez-y Michaux pour l'échappée rêveuse vers les objets, quand les concepts ou les sensations refusent de se laisser prendre au filot des mots.

Mais Pividal porte à son meilleur l'espèce de candeur ténue qui faisait déjà la singularité d'Emily et une nuit on du Capitaine Nemo et la science. Alors que le compliqué règne et terrorise, il y a un véritable charme à s'élever ainsi au plus subtil d'une pensée philosophique tout en restant dans l'à-piat tout bête d'une lettre d'enfant à sa marraine.

Kant vu par Keaton : il faut le faire !

★ La Maison de l'écriture, de Rafaël Pividal, collection « Fiction et Cie », Le Seuil, 122 pages, 32 F.

**PARU**

cette semaine

CM. Institut. CDS n° 233  
signes et expressions de  
**LA DIVERSITÉ**  
DES ANTICORPS  
Marsellin 24-28 mai 1976  
De nouveaux éléments sur le mé-  
canisme de production des anti-  
corps par les lymphocytes B  
permettent de préciser le rôle de  
la diversité de la diversité des  
anticorps (et communications en  
anglais).  
12 x 25, 380 p., broché  
ISBN 2-222-01931-5 85 F  
catalogue en gratuit sur demande

**Editions du CNRS**

75 rue de la Harpe - 75005 Paris

**Vient de paraître :**

**Anne Loesch**  
**Le vent est un méchant**  
"La vie à neuf ans... une des meilleures œuvres de la rentrée"  
Pierre Servat (Marie-Claire)

**Danièle Héran**  
**La peau nue**  
"Les coulisses des cabarets de Pigalle... un récit plein de vérité et de drôlerie"  
Gilles Lambert (Le Figaro)

**Albert Bensoussan**  
**Frimaldjezar**  
"Un très beau livre que j'aime de tendresse et d'amitié, un livre qui me restera cher"  
Albert Cohen

**Josane Duranteau**  
**Les petits carnets de M. Billon**  
"Une façon de nous faire vivre un très fort lien d'amour"  
Jacqueline Piatier (Le Monde)

**Guy Rohou**  
**La prairie dans la ville**  
"Ce livre devrait être lu par tous les amis de la nature."  
Pierre Sigiprot (Le Figaro)

**Suzanne Prou**  
**Miroirs d'Edmée**  
"Avec une intelligente précision, une parfaite netteté, Suzanne Prou a réussi ce portrait de femme galante d'hier et d'aujourd'hui."  
Robert Kanters (Le Figaro)

**Michèle Truchan**  
**La femmille**  
"Michèle Truchan possède cette chose qui, hélas, devient de plus en plus rare : le talent."  
Jean Chaloin (Le Figaro)

**CALMANN-LÉVY**

# ÉDITION

## VIENT DE PARAÎTRE

**Romans français**

**RAPHAËLE BILLETDOUX** : *Projet*. — Le troisième roman de ce jeune homme écritain de vingt-cinq ans, dont l'ouverture des bras de l'homme, en 1973, avait reçu le prix Louise de Villemorin et le prix Contrepoint. (Le Seuil, 190 p., 29 F.)

**LUCETTE FINAS** : *Donna*. — L'attente, l'essence et l'émotion, met en scène dans ce troisième roman, dont le titre est un prénom féminin, un homme du pourcentage et du don. (Le Seuil, « Fiction et compagnie », 250 p., 45 F.)

**RAFAËL FIVIDAL** : *La Maison de l'écrivain*. — Pour son cinquième roman, l'auteur d'*Une fois bien introduits* (prix Héraud 1964), évoque le temps où la littérature est nationalisée. (Le Seuil, « Fiction et compagnie », 190 p., 32 F.)

**PATRICK BESSON** : *Félicité des absents*. — Un roman de politique-fiction, par l'auteur des *Petits Maîtres d'homme*. (Le Seuil, 190 p., 29 F.)

**CHRISTIAN GUICHARD** : *Les Inconnus*. — Journalisme, homme de lettres, l'auteur évoque, dans ce quatrième roman, des Robinsons sans Vendredi. (Le Seuil, 190 p., 32 F.)

**Littérature**

**CARLO CECILI** : *Mémoires de roi David*. — À la manière de Marguerite Yourcenar pour les *Mémoires d'Hadrien*, Carlo Cecili, l'auteur, Italien, de langue française, de *L'Épave* antérieur au monde a réécrit une autobiographie du roi David. (La Table ronde, 370 p., 35 F.)

**Littérature étrangère**

**WILLIAM S. BURROUGHS** : *Le Miroir blanc*. — Un assemblage de textes du grand écrivain américain éprouvés depuis quinze ans dans des formes indépendantes. « Cui-Us » et « Föld-Us », deux de ces textes et courts-romans, sont traduits par Mary Beach et Claude Pélieu-Washington. (Bourgois-Seuil, collection « Fiction et Cie », 200 p., 39 F.)

**R. M. RILKE** : *Correspondances*. — Le troisième volet de la grande édition française des œuvres complètes de Rilke. Cette édition est établie et annotée par Philippe Jaccottet. Les traductions sont de Blaise Bida, Philippe Jaccottet et Pierre Klossowski. (Le Seuil, 638 p., 65 F.)

**FREDERICA WAGMAN** : *Magie blanche*. — C'est une romance américaine soumise par Philip Roth nous avait donné un premier roman très trouble sur l'inceste familial *Playing House on the Lake* révisé. En voici la suite traduite de l'anglais par Jean Roch-Michel. (Sephen, 252 p., 30 F.)

**Mémoires**

**NICOLAS NABOKOV** : *Correspondances*. — Les mémoires d'un grand compositeur, né en Russie en 1903, émigré après la révolution. Maitre à la fois d'un homme, ami de Spavinski, Prokofiev, Diaghilev, Balanchine, Cartier-Bresson et cousin de l'écrivain. Traduit de l'anglais par Claude Nabokov. (Laffont, 404 p., 59 F.)

**Témoignage**

**CARLOS FRANQUI** : *Le Journal de la révolution catalane*. — Par ses souvenirs, ses articles, ses lettres, ses bulletins de guerre, ses interviews et autres discours, l'ancien directeur du journal clandestin « *Revolucion* » apporte sa contribution à l'histoire de l'insurrection. (Seuil, coll. « Combats », 584 p., 95 F.)

**Documents**

**DANIEL AUROUSSEAU** et **MARIE LABORD** : *Parole de bandit*. — Cinq jeunes délinquants, amour d'un miroir, « vident leur sac ». Un témoignage inhabituel sur le nouveau « milieu ». (Le Seuil, coll. « Combats », 240 p., 35 F.)

**SERASTIAO BASTOS** : *Ma forêt au bord du grand fleuve*. — Une vie en cœur de l'« Enfer vert » amazonien, racontée avec lyrisme. Récit recueilli par Claude Mossé. (Robert Laffont, coll. « Vécu », 286 p., 35 F.)

**Histoire**

**JACQUES DEBU-BRIDEL** : *Vingt Mille siècles de chasse à la pierre*. — La vie préhistorique étudiée à partir des sites. Préface du professeur Georges Deland. (Gd. France-Empire, coll. « Les premières mains du monde », 240 p., 34 F.)

**ABDALLAH LAROUTI** : *Algérie et le Sahara*. — Le thème chrétien sur le Sahara occidental défendu par l'un des meilleurs spécialistes algériens. (Éditions SEROT, 19, rue du Point, Casablanca, 148 p., 9 diachans ou 10 F.)

**COMMANDANT SI AZZEDINE** : *On nous appelle fellaghas*. — Le témoignage d'un des chefs du célèbre commando Ali Khodja qui dirigea de lourdes pertes aux troupes françaises avant d'être arrêté. Un document sur les techniques de guérilla utilisées par l'armée de libération nationale algérienne. (Ed. Stock, 346 p., 59 F.)

**ROBERT REZETTE** : *Les Enchères espagnoles au Maroc*. — Sur la scène méditerranéenne du système colonial, quelques gamins espagnols ont réussi à la grande lueur de fond de la décolonisation. C'est sur ce thème qu'il a écrit son livre. (Nouvelles éditions latines, 188 p., 35 F.)

**Romans**

**PIERRE MOUSTIERS** : *Un oripeau de sa vie*. — Grand prix du roman de l'Académie française pour le *Parol* en 1969, prix des Maisons de la presse en 1971 pour *l'Hiver d'un gentilhomme*, l'auteur s'attaque ici à un sujet malheureusement trop actuel : l'agressivité des jeunes à l'égard des vieillards. (Le Seuil, 190 p., 32 F.)

**ARIEL DENIS** : *Variations sur un*

## ÉCHOS ET NOUVELLES

**Édition**

**LA GRANDE REVOLUTION** — 1280-1789 — DE PIERRE KROPPKE, publiée pour la première fois en 1969 aux Éditions Stock, fait l'objet d'une réédition, par le même éditeur, avec la préface de l'auteur, militante ouvrière internationale à la fin du siècle dernier.

**DANS SA COLLECTION « TEXTES À L'APPUI - HISTOIRE CLASSIQUE »** — François Maspero publie sous la direction de « Religion et culture » la collection « Les religions antiques » la leçon inaugurale de la chaire d'études comparées des religions antiques donnée par Jean-Pierre Vernant le 15 décembre 1975.

**LE XVIII<sup>e</sup> EN 10-15** — Un recueil de textes littéraires français du dix-huitième siècle vient de paraître dans la collection de poche « 10-15 ». Le choix en a été établi par Jacques et Colette Beaufort et Jean-Michel Pascal. Il porte moins sur des œuvres très célèbres et traditionnellement acceptées que sur des textes parfois assez longs et méconnus.

**LE COLLOQUE TENU À CERGY-LE-VAL** du 29 juin au 3 juillet 1976 autour de « Robbe-Grillet : analyses et débats », sous la direction de Jean Bédaride et en présence de l'auteur, vient de faire l'objet d'une publication en deux volumes dans la collection de poche 10/18.

**POUR LE SOIXANTE-DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE DENIS DE ROUGEMONT, les Éditions La Bibliothèque, à Nanchet, publient dans leur collection *Études et témoignages*, sous le titre : « Denis de Rougemont, l'écrivain européen », un ensemble d'études et de témoignages réunis par André Renard et Henri Schwab, où l'on retrouve les noms de Jean Mol, François Bondy, René Clair, Lawrence Durrell, Frédéric Dard, Roland Jaccard, Jean Fourastié, Roger Caillois, Pierre Emmanuel, Marcel Raymond, Jean Starobinski, etc.**

**CHEZ FRANÇOIS MASPERO, un nouveau volume de la série « *Doctes et officiels* » est consacré à « *Anthologie économique* », ses contours et ses problèmes, sous la direction de François Pouillon (160 pages, 30 F). D'autre part, Robert Gresswell et Maurice Goddard consacrent un important ouvrage de méthodologie aux « *Outils d'enquête et d'analyse anthropologiques* » (« Bibliothèque d'anthropologie », 332 pages, 40 F).**

**DANS LA COLLECTION « TEL »**, chez Gallimard, paraissent deux nouvelles éditions d'ouvrages désormais classiques : « *Jean-Jacques Rousseau, la transparence et l'obstacle* » de Jean Starobinski, et les « *Problèmes de linguistique générale* » d'Émile Benveniste récemment réédités. (464 pages, 29 F, et 386 pages, 21 F).

**Manifestations**

**LE TRADITIONNEL PÉLAGI-NAÏE LITTÉRAIRE DE MÉRIGNAC** aura lieu le 10 octobre, à 15 h. Le souvenir d'Émile Zola sera célébré cette année par M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, et M. Jean-Claude Camain, professeur à l'université de Limoges.

**L'UNION DES ÉCRIVAINS**, dans un communiqué, se déclare profondément indignée à l'annonce du séquestre des locaux des instituteurs français réunis et de la revue « *Europe* » par un récent raid fasciste, assure les camarades des E.E. et de l'« Europe » de sa totale solidarité à l'occasion de cet inqualifiable attentat, et dénonce le caractère intolérable des atteintes, de plus en plus fréquentes, portées à toutes les formes et représentations libres de la culture.

**Librairie**

**LA LIBRAIRIE ENTEENTE** (12 bis, rue Honoré-Chevalier, Paris-9<sup>e</sup>), spécialisée dans les domaines de l'écologie, l'anthropologie, le tiers-monde et tous problèmes de sociétés, a décidé, à partir du lundi 11 octobre et jusqu'au 31 décembre, à titre d'essai, une remise de 10 % sur tout achat comptant de plus de 50 F et de 15 % sur ceux de plus de 150 F.

**Poésie**

**« ARBRES »**, un recueil de poèmes de Jacques Prévert, paraît chez Gallimard avec des gravures de Georges Ribemont-Dessaignes.

**DANS LE CADRE DU 100<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE MAX JACOB, deux prix de poésie viennent d'être remis à la main de la commune d'Issy de la Seine, l'un, réservé à un poète habitant Montmartre, a été décerné à Jean-Luis Vallès pour l'ensemble de son œuvre. L'autre, attribué à la poétesse belge Alice Galloy, également pour l'ensemble de son œuvre.**

**LE CONCOURS PORTIQUE DE LA RENAISSANCE AQUITAINE** est ouvert. Plusieurs prix de poésie classiques sont proposés aux candidats, entre autres le prix de la main de la ville de Pau, et dans la section recherche le prix de la Mairie de Pau. Cette section vise à encourager l'expression de la poésie et de tout ce qui permet de renouveler de la magie verbale.

**Secrétariat** : Mme Suzanne Vincent, 14, bd. des Pyrénées, 64 000 Pau. Les manuscrits seront reçus jusqu'au 15 octobre.

**LE II<sup>e</sup> FESTIVAL DE POÉSIE DE CAMBRIDGE** aura lieu en avril 1977. Y participeront un certain nombre de poètes importants dont le Grec Yannis Ritsos, les Américains Robert Creeley, Robert Duncan, Gary Snyder et les Anglais Douglas Oliver, Peter Riley, Charles Tomlinson, entre autres. Le secrétariat du Festival est situé au 74, Ellis Street (Russell Square) Londres S.W.3 4 J.A.

**LE GRAND PRIX — LA COUBONNE D'OR DU FESTIVAL DE LA POÉSIE DE STRUDA (Macédoine)** pour l'année 1976 vient d'être remis au poète français Eugène Guillevin. Parmi les lauréats précédents de ce festival, qui a lieu chaque année au mois d'août, on compte des poètes prestigieux : Pablo Neruda, W. B. Yeats, Eugène Montale, Leopold Sedar Senghor.

**Pris**

**LE XXIV<sup>e</sup> PRIX LITTÉRAIRE DU SALON DE L'ENFANCE** a été attribué au manuscrit d'Odette Sorensen, pour son livre « *La Pêche sous les arbres* ». Le jury était composé de dix jeunes filles âgées de dix à douze ans.

**Revue**

**LES CARIERS DES AMIS DE PANAIT STRAIT ont publié leurs numéros 2 (avril) et 3 (septembre), poursuivant ainsi leur parution aux dates prévues. Le numéro 2 contient notamment un document inédit : l'« *Autobiographie* » du grand écrivain roumain. Le numéro 3 reproduit, de l'ouvrage d'Al. Oprescu « *Panait Istrati, un écrivain en exil* », un chapitre inédit, le chapitre 15, sur la vie de Panait Istrati, 25000 Valence.)**

**LA REVUE « OBLIQUES »**, créée en 1972, inaugure une librairie-galerie au 33, rue de l'Éclat-de-Ville, 75004 Paris. Elle souhaite constituer un lieu de rencontres et d'échanges d'idées (conférences, débats, expositions, présentation de livres par leurs auteurs), proposer un véritable petit centre de documentation en regroupant les documents, les fichiers et tous les livres disponibles concernant un thème traité par la revue, et offrir aux abonnés de la revue une remise de 20 % sur tous leurs achats de livres.

**DIALECTIQUES : d'une revue à une collection**

Depuis trois ans, la très active revue *Dialectiques*, animée par David et Danièle Kaisergruber (17 bis, rue Legendre, 75017 Paris), a pris, en une quinzaine de numéros, une place importante dans les débats théoriques et politiques suscités par le marxisme et le pluriel des questions essentielles de la philosophie et des sciences humaines aujourd'hui. Après des volumes consacrés notamment à Gramsci, à la linguistique, au cinéma, à l'histoire, aux sciences sociales, où l'on pouvait remarquer, outre les signatures de nombreux jeunes chercheurs, celles de J.-T. Desanti, Jean Thibaudau, Roman Jakobson, Lucie Irigaray, Georges Duby, Jean Ellenstein, Nicos Poulantzas, etc. Voici un numéro spécial centré sur l'œuvre de Louis Althusser (184 pages, 30 F), et qui embrasse de première classe ni éloges, ce numéro est conçu comme un débat à l'occasion d'un débat particulièrement riche, auquel participent, d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie, des philosophes et des historiens des anthropologues et des linguistes. C'est dans le même esprit de recherche interdisciplinaire que la collection « *Dialectiques* », aux éditions Compens (diffusion FPU), entend poursuivre la revue de la revue. Deux titres viennent de paraître : *Métaphores et Concepts*, de Claudine Normand, à la recherche d'un nouveau type de discours théorique, et le *Statut marxiste de la philosophie*, de Georges Labrie, qui affirme : « Pour un marxisme, pas de philosophie... ». Il se trouve suivi de *Lire Jarry*, de Michel Arrivé, et de *Textes inédits de Nicolas Boulchère*, présentés par Jean Ellenstein.

150



سازمان اسناد و کتابخانه ملی

# LA SAISON DES ROMANS

## Claude Aubin : sous les ponts d'Amsterdam

★ LE MARIN DE FORTUNE, de Claude Aubin. Ed. du Seuil, 360 p., 39 F.

UN « livre », un « roman », c'est quoi ? D'abord une petite phrase, qui arrive comme ça, peut-être mouillée de pluie, banale et humble : « A Amsterdam, c'était la nuit... ». Et la première petite phrase ouvre les vannes, libère le flot de la parole, résume des jours et des nuits. Au bout du voyage on croise le Marin de fortune, de Claude Aubin. Cet écrivain-là n'a guère eu souci d'anorser son raft du côté du quel Contil. Bourlingueur, obéissant par l'« escape », voué à l'éternel provisoire, il serait plutôt un fana-treux du petit monde des jetées.

A Amsterdam, c'était la nuit... quelqu'un a dit ça. Quelqu'un qui a froid, est transi, éreinté. Quelqu'un qui s'appelle Claude, comme Claude Aubin. Cela serait tentant, mais justement trop aisé, de ne voir là qu'une autobiographie à peine dissimulée. Claude X... a quitté les Cévennes, en France, dans sa vieille 2 CV, qui semble devoir, à tout instant, mourir dans un gargouillis de ferraille et de bouillons. Claude est un passionné de la mer, des ports, de tout ce qui est « ouverture », chance de rupture avec le quotidien.

Il vient prendre possession de la Johanna, « son bateau ». Les bateaux, c'est la vie de Claude. Quand il découvre sa Johanna, il a un choc au cœur. La Johanna n'est vraiment qu'un tas de ruines ou presque. C'est pourtant le coup de foudre. Avec Henry, avec Willem, il va se mettre à l'ouvrage, donner forme à son rêve, du moins, il va essayer. Car « prendre le large » n'est pas simple. Et Claude va croiser dans le fameux bidonville flottant de l'Amstel, « le petit Hongkong », des dizaines de candidats à l'« escape », des dizaines de cinglés qui décapent, cloquent, visent, brosent d'innombrables carcasses des heures durant, puis s'effondrent sur des couchettes sales, et rouvrent les cartes fabuleuses sur lesquelles de « magiques itinéraires s'entrelient ».

Partir, c'est mourir un peu, murmure-t-il. C'est mourir pas mal. Claude le sait, qui ressasse, éreinte, va à confesse dans un style, tour à tour émouvant et burlesque, de bulles de bande dessinée, avec une voix grimpée. Quand il ne brasse pas ses souvenirs, ses échecs, ses lamentables obsessions, Claude fait l'amour avec Kathy, « femme de marin », mais qui n'a pas la vertu des femmes de marins.

Kathy cuisine des frites pour Claude, pour les copains du « petit Hongkong ». Elle va et vient, son sac à la main. Elle sautille au-dessus des flaques d'eau. Puis elle s'allonge, et Claude peut écouter dans ses yeux les carillons d'Amsterdam.

Le Marin de fortune est, entre autres choses, un merveilleux chant d'amour à Amsterdam, où Claude Aubin, après mille mémoires, mille vagabondages, mille initiations à la vie multiforme, a débarqué un jour, en quête, lui aussi, « du lieu et de la formule ». Comme tous les « paumés » que nous ne cessons de croiser dans les bistrottes enfumées, mal-

famées, rêvant de grands départs qui n'arrivent jamais. Car il n'y a pas d'Edorado. Il y a seulement la vie, rude et glorieuse, tendre et violente, qui coule comme l'eau sous les ponts d'Amsterdam, qui coule tout au long de ces trois cents pages « périées » où se dit l'infortune des marins qui rêvent et crévent à quel point.

ANDRÉ LAUDE.

## Pierre Maldonado : il pleut sur Nantes...

★ LE SEPTIÈME CERCLE, de Pierre Maldonado. Ed. Lattès, 244 pages, 32 F.

IL pleut sur Nantes où rôde l'ombre de Jacques Vaché, et se promène le souvenir de Lola... Pierre Maldonado, qui est professeur dans cette ville, a publié un premier roman très attachant. Des gens perdus, blessés, fêlés, y évoluent sous une pluie lancinante, qui accuse les traits de la solitude, et transperce les illusions.

Maldonado évoque cette ville comme une femme, attirante et lointaine, dangereuse et navrée, dont se défile le visage dans la grisaille des matins, dans le flou des soirées. Elle ressemble à Kate, une des actrices du drame : « Vous ne pouvez pas en vouloir à Kate. Pas plus que vous n'auriez pu en vouloir à la pluie, à la maladie, à la mort... ». Vargas, le narrateur, parcourt, les rues de Nantes... A la recherche de quel secret ?

L'intrigue est bien nouée, bien menée, mais elle importe peu. L'auteur se défend d'avoir écrit un roman policier. Il définit son livre comme un « roman noir ». « Les romans, dit-il, ont une couleur, c'est tout. » Il a raison. Ce qui rend séduisant « le Septième Cercle », c'est une atmosphère, la qualité d'un regard, la couleur de discret désespoir qu'il donne aux matins...

### L'art du raccourci

Maldonado, comme Raymond Chandler, dont il reconnaît l'influence, possède l'art de suggérer les sentiments. Il lui suffit de décrire un geste fragile, vulnérable, ou les teintes que prend l'oubli. Il écrit d'une manière sobre, laconique, l'histoire d'un homme, dont l'humour amer, la lassitude n'ont pas éteint la curiosité, ni la tendresse désolée qu'il porte aux autres. « L'état du monde est stationnaire, dit Vargas... Les gens perdent leur identité, les policiers se trompent et nous trompent, on tue des enfants... » Tout est dit, dans ce raccourci, ou dans celui-ci : « Il avait vingt-cinq ans. A cet âge, la vie semble un jeu et la mort une tricherie. »

Vargas est un détective de la vie, encore passionné par les gens : par l'énigme qu'ils incarnent et la déchirure qu'ils dissimulent.

FRANÇOIS BOTT.

(1) Voir le Monde des livres du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

## Claire Gallois : le choc du malheur

(Suite de la page 19.)

Le corps de la mère délire quand son enfant est en grand danger. Il se raconte des histoires d'effacement et des histoires d'accouchement. Il les revit, dans une horreur ou une joie venues du centre de l'être.

Les romans de Claire Gallois sont hantés par le mystère de la maternité, heureux du massacre : c'est une gageure de vouloir communiquer une expérience aussi intime, aussi incompréhensible, puis qu'elle entraîne à la fois un bouleversement tumultueux des profondeurs obscures et les éclats d'une lucidité qui franchissent les étroites limites de la vie individuelle, tend à être comme une conscience de l'espèce. Nous sommes loin ici de ce mouvement contemporain qui se propose de dramatiser la fonction maternelle et

d'en faire un simple objet de technique. Claire Gallois, qui ne se soucie pas de militer parmi nos aspirantes à une liberté égalitaire, s'acharne au contraire à dire ou à chanter la finitude dans son expérience la plus tragique — un tragique qui n'est pas loin du sacré.

Par là, par ce franchissement, Claire Gallois s'est emparée d'un domaine peu gais. Ce qui arrive au petit Jérôme, cette infirmité qui le menace après un brutal accident, — et on ne le saura qu'aux dernières pages, — se répercute dans le corps et l'esprit de la mère avec la violence et l'amplication d'un écho énorme, où la raison est assourdie.

Ce beau livre est un livre fort, où l'émotion, admirablement contrôlée par l'écriture, inspire un chant profond.

JOSANE DURANTEAU.

## Jean-Marc Lovay : un étrange univers

★ LES RÉGIONS CÉRÉALIÈRES, de Jean-Marc Lovay. Gallimard, 432 p., 49 F.

LA voiture gouvernementale, qui l'a déposé à la gare, s'élance. Seul, par des chemins détournés, le narrateur, L., gagne le centre d'un des innombrables « domaines » agricoles désaffectés qui jalonnent les régions céréalières. Quelle est la mission de cet arpenteur-archiviste ? Contrôler l'entretien d'équipements inutilisables qu'une bureaucratie lointaine maintient sous forme de musées ? Effectuer diverses mensurations pour découvrir que les chiffres officiels du centre d'archives sont invérifiablement faux ? Fiction sous le signe de Kafka et de Borges, chronique nourrie de chroniques, nomenclature maniaque, ressassement morbide : c'est un premier roman fascinant de froidure et d'étrangeté indéfinissable.

L'abstraction fantomatique du récit est compensée par une sorte de galeté noire, un pittoresque à rebours qui surgit de détails désuets ou férocement cocasses. On découvre l'univers parcellaire des porcheries expérimentales, des entrepôts de tonnes fermement cloisonnés, des manoirs d'appoint, des séjours à l'hibernation, des hangars à chausures usagées... Autour des domaines, une faune insolite, pingouins, sucurs, oiseaux-tambours, hérons à gros ventre, lapins géants piluleurs de silos, s'ébat dans un paysage désolé de marécages gélés, de plaines arides et de vallonnements pierreux.

Égaré dans ces « espaces immenses et vertigineusement vides », L. rencontre quelques rares personnages anonymes, définis par la fonction dérisoire à laquelle ils sont préposés. Bien heureux quand il ne voit pas ses hôtes grognant et peu communicatifs défilés par les épidémies. De domaine en domaine, à l'affût d'éléments non répertoriés, cherchant à réinterpréter l'ancienne « relation

animal-individu », mesurant, scrutant inlassablement les murailles d'enceinte et les espaces funéraires, le narrateur, débordé par son investigation, est en proie à une interrogation éperdue où il finira par s'engloutir.

Vers le milieu du roman la tension, jusque-là éparpillée, se précise. L'espace se circonscrit autour d'un « domaine secondaire » à la topographie complexe, le 8012. Cette fois, Blout, le chauffeur de la voiture officielle, n'est pas reparti. Il mène des recherches parallèles dans l'espoir d'être agréé par le centre d'ar-

chives et peut-être de se substituer à L. Au rythme lent des saisons, Blout et le narrateur s'épient dans un fuyant face-à-face, chacun soupçonnant l'autre d'être chargé de le surveiller. Tandis que L. parvient au terme de sa dérive et de son délire et que, postulant un emploi de gardien au 8012, il se laisse doucement engluier dans l'objet de son étude, Blout, à son tour, sent croître en lui l'ambition grisante et l'angoisse du chercheur. Tout peut recommencer.

MONIQUE PETILLON.

Si vous aimez  
LES LIVRES  
si vous ne savez plus...  
où les mettre...  
Pour vous faciliter l'achat  
à des prix IMBATTABLES  
MAISON DES BIBLIOTHÈQUES  
Catalogue illustré gratuit  
150 modèles de rayonnages, étagères, bibliothèques,  
des Russes, des Contemporains, des Styles, de la Renaissance  
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES  
75014 PARIS - 61, rue Froidevaux - Tél. 633.73.33  
Nouveaux livres, journaux, revues, cartes, répertoires, annuaires, etc.

## Le rêve le plus long de l'Histoire BENOIST-MÉCHIN



## Alexandre le Grand

ou le rêve dépassé

(316-323 avant Jésus-Christ)

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

## magazine littéraire

n° 117

Dossier

## Heidegger aujourd'hui

Des articles de Jean-Paul Délé, Jean-Marie Benoist, F. Laruelle, Youssef Ishaghpour, E. Legrand, Erasmus Schiffrer, Robert Minder.

Un entretien de Heidegger. Rencontres avec Heidegger, par Frederick Townericki.

et la rentrée universitaire

Sabir à Kébir Hadoua.

Le bon plaisir de Claude Manceaux.

S.F. parousa.

En vente en kiosque : 7,50 F.

MAGAZINE LITTÉRAIRE  
46, rue des Saints-Pères,  
75007 PARIS - Tél. 1 544-34-31

## Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

### L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Deux hauts fonctionnaires — MM. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au secrétariat d'Etat aux universités, et André Casadevall, recteur de l'académie de Créteil — viennent de démissionner pour protester contre l'absence de politique universitaire du gouvernement. Dans une longue interview, ils s'expliquent. M. Jean-Louis Quermonne : « Ne pas définir une stratégie universitaire serait pour l'Etat une faute politique grave. » M. André Casadevall : « Quand il faut choisir entre être pour ou contre l'Université, je rejoins mon camp... »

— Des suggestions pour les loisirs des enfants : musique, danse, théâtre, arts plastiques.  
— Propositions pour l'éducation sexuelle.

### Egalement au sommaire :

Former les maîtres à l'audiovisuel. Rentrée rendue en Belgique. La nationalisation de l'enseignement privé en Algérie. Les formations universitaires de deuxième cycle à caractère professionnel. La formation continue à La Rochelle-Carpe. Les métiers de la police.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)  
France : 50 F - Etranger : 68 F  
« Le Monde de l'éducation »  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

## On m'appelle Rastignac.

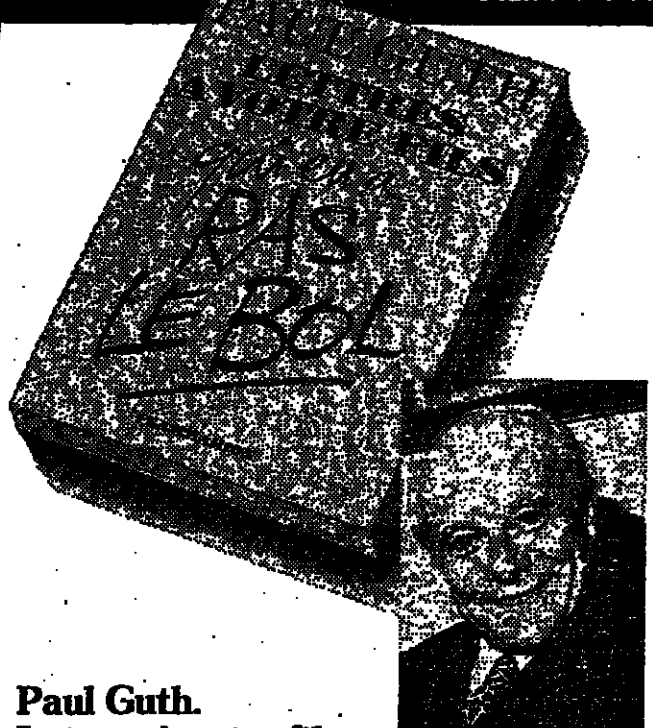
« Je traîne une image détestable d'aristocrate et de « jeune loup » sans scrupules. Et si j'étais quelqu'un d'autre ? »

Dans la collection « L'ESSENTIEL », découvrez le vrai Rastignac et les fascinants personnages de la Comédie Humaine de BALZAC.

« L'ESSENTIEL », plusieurs romans en un seul volume. Les grands classiques sont tellement plus passionnants que les best-sellers.  
Editions MENÉGES

## UN TRAITE DE PAIX ENTRE VOUS ET VOS ENFANTS.

Flammarion



Paul Guth.  
Lettres à votre fils  
qui en a ras le bol.  
Chez Flammarion.

224 pages, 30 F.







# Les leçons de Roman Jakobson

**R**OMAN JAKOBSON fête, le 11 octobre prochain, ses quatre-vingts ans. Son œuvre domine le développement de la linguistique au vingtième siècle, et ses travaux ont incité notamment l'anthropologie, avec Claude Lévi-Strauss, et la psychanalyse, avec Jacques Lacan, à s'engager dans des voies nouvelles. Mais qui, dans le public, fut-il « cultivé », à lui ses écrits ? C'est pourquoi les « Six Leçons sur le son et le sens », qui

paraissent aux éditions de Minuit, présentent un intérêt exceptionnel. Prononcées en 1942 à New-York, dans des circonstances que rappelle Roman Jakobson au cours de l'introduction qu'il a bien voulu nous accorder lors d'un récent passage à Paris, elles ne constituent pas seulement un témoignage historique sur l'un des moments-clés de cette « grande aventure de l'esprit » évoquée par Claude Lévi-Strauss dans sa préface. Elles apparaissent aujourd'hui comme le « discours de la

méthode » structurale : la plus lumineuse introduction aux réflexions qui ont bouleversé depuis toute une l'ensemble des sciences humaines. Destinées à un public « profane », on peut y suivre pas à pas, au fil d'un exposé nourri d'exemples concrets, l'incomparable clarté et de maîtrise, le cheminement vivant d'une pensée novatrice.

ROGER-POL DROIT.

## Entretien

### Il reste beaucoup à faire...

● Dans quelles circonstances avez-vous prononcé ces six leçons ?

— Je suis arrivé aux États-Unis en juin 1941. Deux ans auparavant, j'avais dû quitter la Tchécoslovaquie à cause des événements, et entre-temps j'avais vécu au Danemark, en Norvège et finalement en Suède, tout en continuant à donner des conférences.

Peu après mon arrivée à New-York, deux de mes amis m'ont invité à prendre part à l'Ecole libre des hautes études, qui se créait. C'étaient Henri Grégoire, le grand spécialiste de Byzance et de la poésie épique médiévale, et le philosophe Alexandre Koyré, qui travaillait à la Sorbonne. Il était venu lire les vieux manuscrits latins de la bibliothèque de l'université. Il y avait là bien d'autres savants connus : Henri Focillon, Jacques Maritain, Jacques Hadamard et Claude Lévi-Strauss, parmi d'autres.

On m'a proposé d'être professeur de linguistique générale : j'ai donc préparé ces six leçons, en essayant de préciser le plus clairement possible mes idées sur la phonologie telle que je la voyais à l'époque. Depuis la fin des années 30, j'étais parvenu à ce que je considérais comme la

solution au problème des phonèmes, c'est-à-dire leur analyse en éléments différenciels. (1) J'avais continué à beaucoup penser à ces questions, tout en vivant en « transit », à Copenhague, à Oslo. En Suède, j'ai publié, en 1941, un petit livre sur le langage enfantin et l'aphasie (2), qui était une introduction à mon interprétation du système organisé des sons du langage comme moyen communicatif. Dans ces leçons, je voulais être plus complet, tout en tâchant d'être simple, car je ne m'adressais pas à une assemblée de spécialistes, mais à un public plus vaste où il y avait des universitaires européens, mais aussi de nombreux non-Yorkais qui n'étaient pas du tout linguistes. J'étais d'ailleurs très heureux d'avoir parmi mon auditoire des savants d'autres disciplines, qui me posaient ensuite des questions. De là a surgi une coopération très étroite, surtout, et j'en suis fier, avec Claude Lévi-Strauss.

Enfin, je dois dire que si l'on dispose de ce texte, c'est que je n'étais senti un peu gêné, à ce moment-là, d'avoir perdu l'habitude de faire des cours en français. Alors il m'est arrivé une chose presque unique dans ma vie : au lieu simplement de parler, j'ai rédigé mon cours, pour le préparer.

● Si vous deviez aujourd'hui prononcer à nouveau ces six leçons, y a-t-il des points essentiels que vous modifieriez en fonction de vos vues actuelles ?

— Depuis la dernière guerre, le développement international de la phonologie a été considérable. Mais je crois qu'il reste beaucoup à faire. Une question essentielle me semble avoir été laissée de côté : celle des oppositions phonologiques dans l'espace. Tant qu'on n'aura pas étudié la diffusion géographique des langues, en travaillant sur des atlas phonologiques, on ne pourra résoudre totalement la question des phénomènes universels. Or, à côté des problèmes du langage poétique, ce sont surtout les recherches sur la typologie des langues et sur leurs lois universelles qui m'ont intéressé.

Je termine actuellement un livre portant sur les éléments ultimes de la langue. Je pense que je pourrai y donner quelques nouvelles réponses à pas mal de questions esquissées dans mes six leçons. Et aussi, ce que je trouve beaucoup plus intéressant, en poser de nouvelles.

● Vous avez souvent insisté sur le fait que le système de la langue fonctionne sans être consciemment maîtrisé ou perçu par celui qui parle. Tout en lui donnant une plus grande portée, vous avez montré comment cette idée était déjà présente chez Bandeuille, chez Chomsky, chez Kravtchenko, chez Ferdinand de Saussure, chez Franz Boas et Edward Sapir, etc. Comment concevez-vous, à présent, la question de ce que vous appelez le subliminal, c'est-à-dire de ce qui est au-dessous du seuil de la conscience ?

— Je vois maintenant que ce problème n'a eu nullement le rôle d'une attitude consciente des sujets parlants, et de la communauté parlante. En particulier, on peut remarquer chez les enfants qui acquièrent leur première langue les éléments d'une attitude profondément consciente : une attitude « géniale », comme le disait déjà le penseur américain Charles Sanders Peirce.

Il faut signaler également, comme je l'ai souligné souvent dans mes conférences américaines, cette fonction spéciale assumée par la langue quand elle devient elle-même l'objet, ou le thème, du discours (ce que les logiciens ont appelé le *métalangage*). Là aussi doit être mis en lumière la participation du conscient.

D'une manière plus générale, je crois que le rôle du subliminal

et le rôle du conscient, loin de s'exclure mutuellement, se complètent et s'influencent réciproquement. Car il y a deux éléments : sans le subliminal, la langue est morte, et sans le conscient, le système risque de s'écrouler. Le plus intéressant, c'est donc l'interaction de ces deux éléments.

● En 1942, vous affirmiez que « la langue est l'unique système composé d'éléments qui sont en même temps significatifs et vides de signification ». Depuis, d'autres systèmes de ce type ont été découverts : « en amont », si l'on peut dire, du langage, la biologie moléculaire a mis en évidence le code génétique, et « en aval », l'anthropologie structurale a montré que l'ensemble des mythes pouvait être analysé selon un type de fonctionnement analogue. Quelles perspectives ouvrent par cette convergence des recherches ?

— C'est une immense question ! Il est vrai que l'idée qui dominait les débuts de mon travail (à savoir que les éléments différenciels sont le seul facteur qui n'a pas de signification en lui-même, mais sans lequel l'organisation des significations est impossible) est restée trop étroite, même si elle était d'abord nécessaire. J'ai eu l'occasion de dire depuis lors que je vois des points très proches, d'une similitude étonnante, entre l'organisation du code génétique et celle du langage (3). Et d'autre part, effectivement, l'anthropologie nous enseigne, grâce aux travaux de Lévi-Strauss surtout, et d'autres aujourd'hui, que l'on retrouve des phénomènes très similaires dans les manifestations les plus diverses de la vie culturelle.

On ne peut en tirer de conclusion hâtive. Mais il est certain que l'on aperçoit bien qu'il y a plusieurs moments après l'origine de la vie : le premier stade, c'est l'apparition de la sexualité, qui demande un couple au lieu d'un organisme unique. La seconde étape de ce développement, qui est aussi une révolution biologique, c'est l'apparition de l'homme parlant, l'*homo loquens*, dont la langue demande et crée en même temps la société. Après vient un autre stade, celui de l'homme écrivain et lisant, que l'on doit étudier dans son rapport avec le précédent.

● Peut-on imaginer qu'il soit un jour possible de dégager une « continuité » qui trait de biologique au culturel ? Ou bien n'est-ce qu'un rêve ?

— Les rêves paraissent souvent au public, aussi bien qu'aux savants de diverses disciplines, dangereux. Mais si l'on reconnaît que ce sont des rêves, je crois qu'ils constituent un élément constructif, dans n'importe quel domaine, de toute pensée scientifique.

### Les « quanta » de la langue

★ Six leçons sur le son et le sens, de Roman Jakobson. Préface de Claude Lévi-Strauss. Éditions de Minuit, coll. « Essais », 124 pages, 22 francs.

L'œuvre de Roman Jakobson porte sur la critique, parfois sévère, des nombreux travaux de phonétique entreprise depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle.

★ Destin de J.-P. Cagnat.

Les sons sous leur aspect linguistique, c'est-à-dire dans leur rapport au sens. On se trouve alors confronté à de très vieilles interrogations sur le « mystère du mot » : comment le sens, l'idée, se trouvent-ils « incorporés » au son, à la matière phonétique ? Si le fait de cette union est absolument clair, dit Jakobson, sa structure reste fort peu connue. Une suite de sons se trouvant être le véhicule du sens, mais comment les sons remplissent-ils cette fonction de véhicule ? Quels sont exactement les rapports entre les sons et le sens à l'intérieur du mot et de la langue en général ? La réponse nécessite, comme l'histoire des sciences en offre maints exemples, d'adopter une démarche résolument réductrice : « ... il s'agit d'écarter le plus petit, l'ultime élément phonologique chargé d'une valeur significative, ou — en termes métaphoriques — il s'agit de trouver les quanta de la langue. »

Que veut dire « mec » ? Leur recherche part une nouvelle fois d'une constatation apparemment simple : la faculté primordiale des sons, n'est-ce pas celle qui leur permet de différencier les significations ? On appelle phonèmes ces sons munis d'une valeur distinctive, capables de différencier les mots entre eux. Jakobson, comme toujours, prend un exemple lumineux : « Faisons-nous qu'un Français qui ne connaît pas les expressions argotiques, entende soudain pour la première fois le mot *mec*. Il se demande ce que ce mot peut signifier, mais il admet que c'est un mot français, parce que tous ses phonèmes existent en français. La monosyllabe *mec* comporte trois phonèmes, et le français possède un nombre de mots qui ne se distinguent du mot *mec* que par leur premier phonème, *bec*, *sec*, *chèque*, ou bien par leur second phonème, *noque*, *maque*, *manque*, ou enfin par leur troisième phonème, *mer*, *messe*, *mèche*. Le Français en question ne sait pas ce que le mot *mec* signifie, mais il sait que ce mot se distingue des autres mots mentionnés et que par conséquent, selon toute probabilité, il est supposé avoir une autre signification que ces mots. » Et cet homme fort bien élevé entend soudain prononcer, en tchèque, *mach* (« mousses »), le caractère étrange de la consonne finale, sa prononciation très particulière, lui indiquent peut-être qu'il s'agit d'un mot étranger. Mais il se peut qu'il n'entende même pas cette différence, extérieurement à sa langue, et perçoive *mèche*, ou *mec*.

En 1942, vous affirmiez que « la langue est l'unique système composé d'éléments qui sont en même temps significatifs et vides de signification ». Depuis, d'autres systèmes de ce type ont été découverts : « en amont », si l'on peut dire, du langage, la biologie moléculaire a mis en évidence le code génétique, et « en aval », l'anthropologie structurale a montré que l'ensemble des mythes pouvait être analysé selon un type de fonctionnement analogue. Quelles perspectives ouvrent par cette convergence des recherches ?

— C'est une immense question ! Il est vrai que l'idée qui dominait les débuts de mon travail (à savoir que les éléments différenciels sont le seul facteur qui n'a pas de signification en lui-même, mais sans lequel l'organisation des significations est impossible) est restée trop étroite, même si elle était d'abord nécessaire. J'ai eu l'occasion de dire depuis lors que je vois des points très proches, d'une similitude étonnante, entre l'organisation du code génétique et celle du langage (3). Et d'autre part, effectivement, l'anthropologie nous enseigne, grâce aux travaux de Lévi-Strauss surtout, et d'autres aujourd'hui, que l'on retrouve des phénomènes très similaires dans les manifestations les plus diverses de la vie culturelle.

On ne peut en tirer de conclusion hâtive. Mais il est certain que l'on aperçoit bien qu'il y a plusieurs moments après l'origine de la vie : le premier stade, c'est l'apparition de la sexualité, qui demande un couple au lieu d'un organisme unique. La seconde étape de ce développement, qui est aussi une révolution biologique, c'est l'apparition de l'homme parlant, l'*homo loquens*, dont la langue demande et crée en même temps la société. Après vient un autre stade, celui de l'homme écrivain et lisant, que l'on doit étudier dans son rapport avec le précédent.

● Peut-on imaginer qu'il soit un jour possible de dégager une « continuité » qui trait de biologique au culturel ? Ou bien n'est-ce qu'un rêve ?

— Les rêves paraissent souvent au public, aussi bien qu'aux savants de diverses disciplines, dangereux. Mais si l'on reconnaît que ce sont des rêves, je crois qu'ils constituent un élément constructif, dans n'importe quel domaine, de toute pensée scientifique.

Le coup de génie de Jakobson, c'est de mettre en évidence la place tout à fait particulière occupée

par le phonème parmi tous les signes existants. Ce qui distingue le phonème et lui donne une originalité unique, c'est qu'il n'a pas en lui-même de signification propre, à la fois positive et fixe. Éléments producteur de tout sens, il est dépourvu de sens. « Signe différentiel pur et vide », il n'existe qu'en s'opposant : « Ainsi *sang* se distingue de son, sein, ça, seau, son, si, su, etc. »

Tiendrait-on là les « quanta de la langue » ? Pas encore, Jakobson fait un pas de plus, et décompose à leur tour les phonèmes. Car il restait à savoir comment ceux-ci s'organisent entre eux : à ne s'opposer pas à *u* comme le grand *au* petit, ou le beau au laid. En analysant deux exemples précis (le système vocalique du turc, le système consonantique du français) Jakobson montre que l'on peut ramener la multiplicité des combinaisons possibles à un très petit nombre d'oppositions binaires fondamentales, simples et indécomposables : les éléments différenciels. Leur entrecroisement, leur faisceau permettra de restituer les caractéristiques de chaque phonème. Ainsi, en français, cinq oppositions (présence ou absence de nasalité, par exemple) suffisent à constituer les quinze consonnes qui, pour une large part, servent à différencier la presque totalité des mots.

Quitter la multiplicité confuse des phénomènes pour construire la structure abstraite réglant leur apparition, c'est le principe même de la méthode structurale. En l'appliquant, Roman Jakobson ouvre à l'ensemble des sciences humaines une ère où elles se développent encore aujourd'hui. — R.-P. D.

par le phonème parmi tous les signes existants. Ce qui distingue le phonème et lui donne une originalité unique, c'est qu'il n'a pas en lui-même de signification propre, à la fois positive et fixe. Éléments producteur de tout sens, il est dépourvu de sens. « Signe différentiel pur et vide », il n'existe qu'en s'opposant : « Ainsi *sang* se distingue de son, sein, ça, seau, son, si, su, etc. »

Tiendrait-on là les « quanta de la langue » ? Pas encore, Jakobson fait un pas de plus, et décompose à leur tour les phonèmes. Car il restait à savoir comment ceux-ci s'organisent entre eux : à ne s'opposer pas à *u* comme le grand *au* petit, ou le beau au laid. En analysant deux exemples précis (le système vocalique du turc, le système consonantique du français) Jakobson montre que l'on peut ramener la multiplicité des combinaisons possibles à un très petit nombre d'oppositions binaires fondamentales, simples et indécomposables : les éléments différenciels. Leur entrecroisement, leur faisceau permettra de restituer les caractéristiques de chaque phonème. Ainsi, en français, cinq oppositions (présence ou absence de nasalité, par exemple) suffisent à constituer les quinze consonnes qui, pour une large part, servent à différencier la presque totalité des mots.

Quitter la multiplicité confuse des phénomènes pour construire la structure abstraite réglant leur apparition, c'est le principe même de la méthode structurale. En l'appliquant, Roman Jakobson ouvre à l'ensemble des sciences humaines une ère où elles se développent encore aujourd'hui. — R.-P. D.

## Repères

Outre les nombreux articles parus dans diverses revues, quatre volumes de Roman Jakobson sont disponibles en français : — « ESSAIS DE LINGUISTIQUE GÉNÉRALE », tome I et tome II, coll. « Arguments » (Éd. de Minuit). — « LANGAGE ENFANTIN ET APHASIE », coll. « Arguments » (Éd. de Minuit). — « QUESTIONS DE POÉTIQUE » (Éd. de Seuil).

● Trois volumes, sur sept prévus, des « Selected Writings » de Roman Jakobson ont déjà été publiés par les éditions Mouton (La Haye), dans leurs diverses langues originales. Une bibliographie de ses écrits jusqu'en 1971 a paru chez le même éditeur.

● Des numéros spéciaux ont été consacrés à Roman Jakobson par les revues « Poétique » (n° 7), « Critique » (n° 222) et « L'Arc » (n° 69).

● Elmar Holenstein a consacré à son œuvre une étude d'ensemble (Seizher, coll. « Philologie », 1975).

● « LE MONDE DES LIVRES » du 16 octobre 1976 a publié une double page consacrée à Roman Jakobson, avec la participation de Claude Lévi-Strauss, Roland Barthes, Nicolas Ruwet et Jean Verrier.

**romans STOCK**

**Agustin Gomez-Arcos MARIA REPUBLICA**

« Un roman admirable et terrible. Inimitable pur après la pure beauté. »

Claude Mauriac / *Le Figaro*

« Il y aurait quelque chose d'insoutenable dans le paroxysme de cette peinture sang, or et nuit... si elle n'apparaissait pas tout de suite dans son symbolisme fulgurant. »

Yves Fierenne / *Le Monde*

**Armand Farrachi PAYSAGES D'AGONIE**

« Proust réécrit par Beckett. »

Claude Mauriac / *Le Figaro*

« Trois beaux poèmes en prose qui appartiennent à la fois à la forme la plus pure, la plus classique et à celle de demain. »

Annie Dubouton / *Les Nouvelles Littéraires*

**Guy Suares HAIM**

« Un livre d'entraînés et d'âme, où l'écriture se fait substance, rythme, pulsation. »

André Chénid

**DADA**

Revue publiée de 1916 à 1922 par Tristan TZARA

Réimpression intégrale (fac-similé)

35 F franco

CENTRE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE Université de Nice 117, rue de France 06000 NICE

Bernard Feillet interroge

**MARCEL LEGAUT**

Patience et passion d'un croyant

collection « Les Interviews » dirigée par Jacques Duquesne et Claude Salas

**le Centurion**

سكيا والاصل



Je m'en f... !

## SPORTS

### FOOTBALL

# Grandeur et décadence des clubs

## II. — LA RETRAITE DE SEDAN

De notre envoyé spécial PIERRE-MARIE DOUTRELAN

Le football professionnel français, ce n'est pas seulement Saint-Etienne. C'est encore une trentaine d'autres clubs qui se débattent dans des problèmes financiers peu ordinaires. Surtout les clubs moyennes ou petites. Si Laval a réussi son entrée en première division (le Monde daté 7-8 octobre), Sedan, de nouveau, rime avec défaite.

Sedan. — « Alors Pompidou descend de la D.S., me voit et s'écrie : « Cher monsieur le maire, comment va votre équipe de football ? »

Quatre-vingts ans, plein d'autorité cabotine, M. Gauchard, ancien maire de Sedan, se remorque. « Et même de Gaulle... Savez-vous ce qui lui a fait le plus de plaisir ? Que je lui présente nos footballeurs. »

M. Gauchard ne tarit pas d'anecdotes. Avoir été maire de Sedan, quelle aventure ! Tous ces succès sportifs qui couraient jusqu'aux portes de l'hôtel Matignon. Tous ces succès militaires qui ne cessent d'attirer une cohorte d'historiens, de généraux en retraite et d'anciens combattants. « Aucun maître de petite ville ne peut raconter autant d'histoires que moi. Tant pis si Sedan rime avec défaite. Même le sport, aujourd'hui, va mal, ici. »

Après un quart de siècle de campagnes glorieuses, le football sédanois a baissé en retraite. L'équipe professionnelle se retrouve reléguée en 3<sup>e</sup> division parmi les amateurs. Attablé dans son bar les Soirées, Alex Rank, l'armateur à glace, gardien de la formation de « footballeurs ouvriers » qui, vers 1955, damait le pion aux professionnels de Reims, hoche la tête : « Qu'est-ce qui arrive à ce pauvre Sedan ? »

Curiosité légitime : l'aventure sédanoise, la réussite d'une toute petite ville parmi les Goliath du football, le drame professionnel terrassé par saint Georges amateur, la légende, plus sourdante, bien sûr, que la réalité, composent une page merveilleuse de l'histoire du sport français.

### A la baguette

La belle histoire commence en 1953. Il était une petite ville de 15 000 habitants ; ils étaient deux anciens ouvriers, les frères Laurant, qui quelques années plus tôt avaient créé une draperie ; il était un ancien instituteur, Louis Dugaingues, plein d'idées sur le football. Les trois hommes se jurèrent que la petite ville aurait une grande équipe. Ils imaginèrent « le demi-professionnalisme ». Les joueurs travaillaient aux draperies Laurant, s'entraînaient à l'aube et, au crépuscule sous la direction de Dugaingues et touchaient un salaire à moitié versé par l'usine, à moitié par le club. En tout, 700 F par mois pour la saison 1953-1954.

Sedan joua vite les terrains. Demi-finaliste de la Coupe en 1954 et éliminé sur un coup du sort : « Ah ! cette balle de Cusani sur la barre à la 89<sup>e</sup> minute, alors que Marseille ne menait que 2 à 1 ! », malgré un de ces nombreux supporters qui, depuis cette époque, ne passent pas une journée sans venir au siège du club. Champion de France de deuxième division en 1955. Vainqueur de la Coupe de France en 1956 et en 1961. Le triomphe Jean Costeau lui-même écrit à un ami sédanois : « Savez-vous la signification de moi amateur dans le Laurant ? » « C'est qui aime ce qu'il fait. » Voilà pourquoi vos jeunes amateurs se couvrent de gloire. »

D'autres raisons expliquent la réussite sédanoise, qui continuera jusqu'en 1973. D'abord la présence d'un trio peu commun à la tête du club : les Laurant et Dugaingues. Quel cercle ! Trois personnages roublards, massifs, cabochards, qui menaient les joueurs à la baguette. « Fallait pas que le Dugaingues nous voie fumer avant un match », dit en tremblant encore le grand Rozak.

Les Laurant surveillaient « jusqu'aux petites aventures des garçons ». Après tout, Sedan, c'était eux, leur argent, leur temps. Dugaingues était directeur commercial des draperies et presque tous les joueurs y travaillaient. L'entreprise faisait les fins de mois du club, dont elle gardait secrète la comptabilité.

Persone n'y voyait rien à dire. Les supporters ronronnaient de chauvinisme. La presse sportive tartinait sur « le miracle ». Pompidou choyait le maire de Sedan. Les cafetiers faisaient mousser la

bière et les pompistes manquaient de super-calcinants les jours de match.

Même les joueurs s'en trouvaient bien. Certes, tous salaires confondus, on était loin des ponts d'or faits à Nice et des dessous-de-table versés à Marseille. Cependant, Sedan vivait et faisait vivre ses footballeurs d'un système astucieux. Dugaingues et les Laurant s'y prenaient comme personnes pour dévaliser partout en France des jeunes talents, les attirer à Sedan, les y faire évoluer à bon compte, en leur payant deux ou trois ans et les revendre fort cher aux grands clubs. Vingt, trente, cinquante millions anciens, pour les Marseillais, Lorientais, Saint-Etienne, etc.

L'argent allait pour l'essentiel au club, qui avait ainsi une trésorerie meilleure que bien des équipes de grandes villes. Quant aux joueurs transférés, ils avaient en la vie dure à Sedan une fois partis ailleurs en « vedettes », ils touchaient là-bas le pécule.

### Un coup de poing de trop

« Les Laurant et moi, on a juté un truc bien. Mais c'est fini. » Louis Dugaingues a dû prendre les libertés avec les principes de vie qu'à grande coupe de gueule il enseignait aux joueurs. Le voilà épaissi, fidèle à la cigarette de l'entraîneur qu'il n'est plus et « tirant à épaule sur sa pelle-ci », comme s'il était sur le banc de touche. « On va se prendre une coupe. »

M. Louis s'oblige « à la sévérité » quand il analyse les dix raisons de la chute de Sedan. « L'argent a mis le football français en folie. On a senti qu'on n'avait plus les moyens de s'opposer à la même table que Saint-Etienne et Marseille. Comment verser aux joueurs des salaires de 1, 2 ou 3 millions de francs anciens ? Et puis, il y a eu surtout cette affaire de contrat à temps. »

Jusqu'en 1967, lorsqu'un club vendait une vedette, il recevait le gros du gâteau, et le joueur la petite part. L'institution du contrat à temps a renversé la proportion. Coup dur pour Sedan, dont plus du tiers du budget provenait des recettes de transfert. Les frères Laurant durent gérer le club avec davantage de parcimonie, au moment même où leur entreprise, comme toute l'industrie textile, traversait une conjoncture difficile. De surcroît, depuis belle lurette le système des footballeurs-ouvriers avait périclité. Les joueurs n'en voulaient plus. Les syndicats non plus. En 1965, les autres ouvriers craignaient les chaussures des footballeurs, dit un témoin de l'époque héroïque. Aujourd'hui, les syndicats protestent quand l'usine recrute un joueur. « Même paie, dans même rocade », exigent-ils.

Bon gré mal gré, Sedan vira vers un professionnalisme au petit pied. Des difficultés financières de plus en plus grandes, donc des joueurs de moins en moins bons et au bout du compte des résultats sportifs décevants. Le toréador brilla bientôt entre les Laurant et Dugaingues. M. Louis, un soir de match, mit son poing dans la figure d'un des MM. Laurant. Ceux-ci, à la première bonne occasion, réduirent à M. Louis ses fonctions de directeur commercial. Les joueurs, peu de temps après, exigèrent et obtinrent un autre entraîneur que ce M. Louis, « vraiment trop sévère ». Seulement, sans lui, ils jouèrent moins bien.

### La politique contre le football

Le public affila les joueurs et quand il en eut assez de les huer, il chahuta un soir MM. Laurant. Le lendemain, par un communiqué sec, la bonne ville de Sedan apprenait que les MM. Laurant démissionnaient de toutes leurs fonctions au club. Ce dard de sévère se passa en mai 1975. Un an après, Sedan descendait en troisième division.

« La vraie place de Sedan, c'est la seconde division », dit M. Pierrot.

nouvel président du club. Il faut avoir un budget de 400 millions anciens au moins pour tenir en première division. Sedan, cette année, devra faire avec moins de 100 millions. Ah ! si au moins la municipalité nous aidait. Mais c'est bête. »

Voilà que l'avenir du football sédanois engage la bataille des municipales. M. Charpentier, maire de la ville, à la tête d'une coalition de gauche, excommuniée l'adversaire au nom des grands principes. Non au football sacrifié, non à l'opium des peuples, oui au sport pour tous.

Dans l'autre camp, les coups sont aussi appuyés. Quel scandale, monsieur ! Pas un centime pour le football et 50 millions par an pour la Maison des Jeunes et de la Culture. Une officine de basse politique, celle-là, où se défilent que des chameaux « avec plus de cheveux que de talent ». Et cette nouvelle maison des syndicats ! 150 millions quelle œuvre. A Sedan, on aura des idées politiques, mais on n'aura plus de football.

An soir du dimanche 3 octobre, Sedan se retrouve troisième de la troisième division. Le football sédanois survira, peut-être à la politique.

FIN

## POUR ETRE "CHEZ VOUS" en week-end, en vacances..

Commencez par acheter : RESIDENCES SECONDAIRES ET PRINCIPALES

Vous trouverez votre résidence de vacances, votre maison de campagne, votre terrain à bâtir

En vente chez votre marchand de journaux



Edité par : CONSTRUCTION NEUVE ET ANCIENNE, 8, rue de Richelieu - 75001 Paris

de Burberrys à Lanvin

le nouveau MASCULIN RIVE-GAUCHE L'ESCUR au centre Maine Montparnasse

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER CHEMISES - PULLS PANTALONS - JEANS SPORTSWEAR COSTUMES - IMPERS PARDESSUS

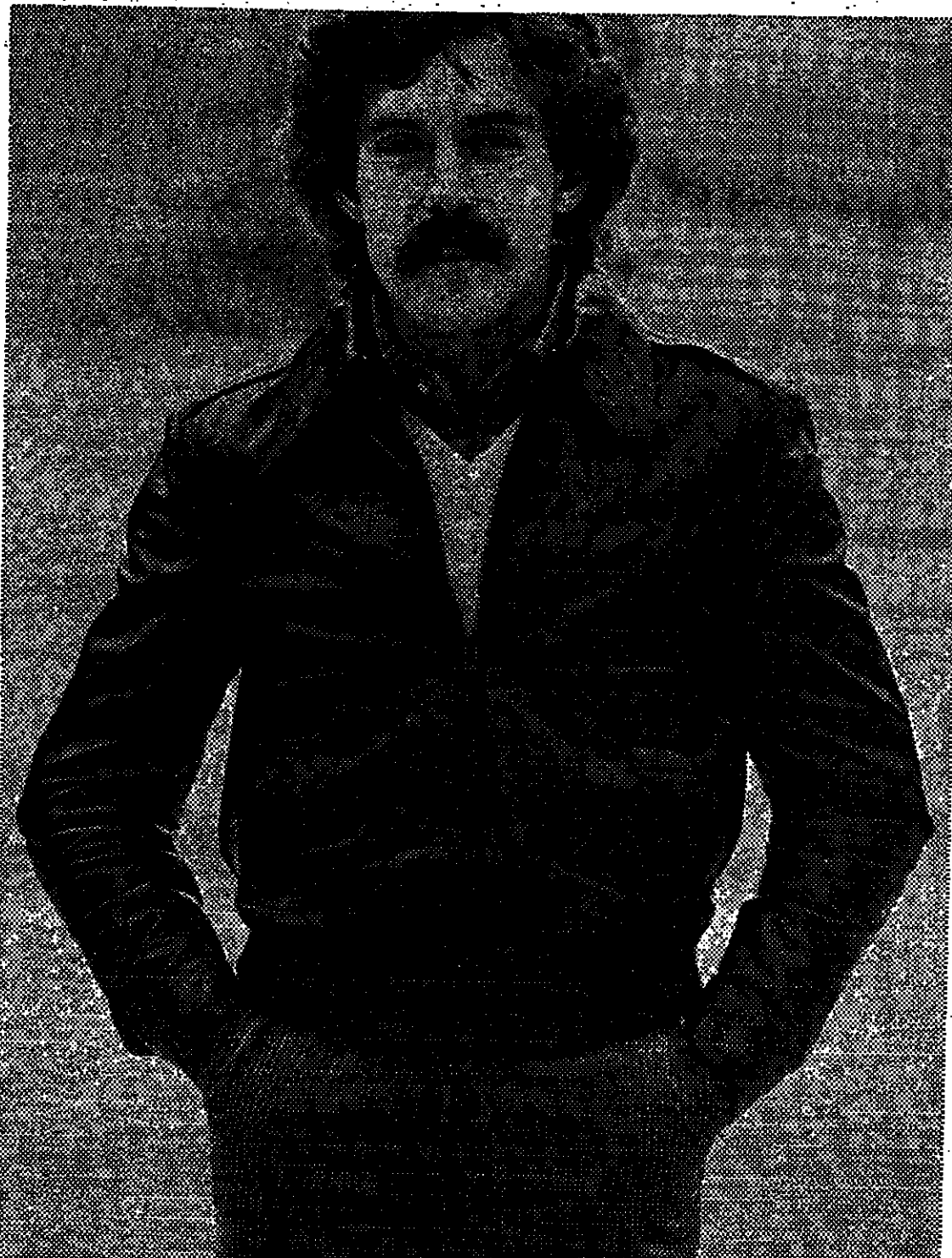
Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITE ABANDONNEE

79, av. des Terres - 75017 Paris tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

## Une autre raison d'aimer notre style: son prix.



Blouson de cuir : 395 f

A l'occasion de la quinzième du cuir, le Galfa Club a sélectionné pour vous ce blouson de cuir en mouton glacé, intérieur matelassé, Coloris marron.

Dites le avec des FLEURS PRÉCIEUSES BRILLANT-CRISTAL-ROCHE 46 rue HOPITAL PARIS 13

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL

Galeries Lafayette Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

dépayé - studio g.

## RELIGION

### Les hésitations de l'Église catholique du Québec

(Suite de la première page.)

Cette imprégnation n'est pas qu'un souvenir. Dans les restaurants de Montréal, il arrive encore de trouver sous son assiette des asperges qui comportent — au milieu de publicités sur les assurances, le logement ou l'automobile — cette phrase inattendue : « Bénis-moi, Seigneur, ainsi que la nourriture que je vais prendre et le bon vin que je vais boire. »

Qu'il s'agisse d'une invitation déguisée à commander une bouteille de vin, ou plus simplement à prier, le fait est là, il n'étonne personne : la religion est encore partout. Le phénomène de sécularisation a bien atteint la vie québécoise, mais on le retrouve en filigrane à tout bout de champ.

M. Claude Ryan, directeur du *Devoir*, que l'on appelle familièrement « le pape » et dont les éditoriaux conservent un impact certain, cite avec complaisance le fait suivant : il y eut en 1975 une grève de dix-huit mois dans les établissements United Aircraft (Pratt and Whitney) : elle touchait cinq mille six cents employés et provoqua des incidents graves (blessés, dégâts matériels, etc.). Devant l'échec des négociations, on en vint à faire appel à un comité de sages qui, sur sept participants, comprenait deux évêques, un prêtre, trois laïcs chrétiens militants et un juif : il vint à bout du conflit. « Voici une preuve, commente M. Ryan, que dans une situation désespérée, c'est vers les hommes d'Église que l'on se retourne encore et qu'ils sont capables de jouer un rôle de truit d'union. »

Des prêtres, il en est encore beaucoup au Québec, mais si ce pays a connu, plus que tout autre, des départs retentissants, particulièrement nombreux chez les religieux (10 à 15 % environ). Les vocations, comme presque partout, se sont taries, et l'âge moyen du clergé dépasse cinquante ans. C'est dire que la grande majorité de ces prêtres sont de tendance conservatrice, comme le sont d'ailleurs nombre d'évêques. Les catholiques québécois s'accrochent à regretter la prudence de leur épiscopat et son peu de personnalité. « Absence de leadership », telle est l'expression qui revient le plus souvent sur les lèvres. Le libéralisme des évêques est sans doute bénéfique, mais il entraîne une trop grande discrétion et une absence dans les grands débats de l'heure. Ils parlent, souvent bien — car leurs experts ont des idées avancées, — mais agissent peu. « L'Église croit à la magie du verbe », déplore un membre de l'Action catholique.

#### Confessionnalisme d'Etat

Les éléments les plus combattifs du clergé — outre les théologiens, dont nous reparlerons — sont apparemment les « prêtres laïcs » que l'on appelle en Europe les prêtres rendus à l'Etat laïc. Ils ont renoncé à leur sacerdoce pour des raisons diverses : désaccord doctrinal ou moral, désir de se marier, besoin d'évangéliser en dehors des canaux traditionnels, etc. Ces hommes pleins de zèle on les retrouve à des postes inattendus. Ainsi, dans le diocèse de Sherbrooke, troisième ville du Québec, trois d'entre eux animent à l'université le centre de pastorale scolaire. Précision significative : l'évêque de Sherbrooke est le chancelier de cette université, dont le recteur est un laïc.

#### La peau de chagrin des pratiquants

La province du Québec couvre une superficie trois fois grande que la France. Elle compte près de 7 millions d'habitants dans le vieillissement de la population est très sensible depuis 1961.

Dans les sept diocèses de l'inter-Montréal, qui représentent plus de 55 % de la population totale du Québec, 81 % des habitants sont catholiques, dont 70 % sont francophones. L'Église anglicane représente 4 %.

De 1961 à 1971 le nombre des « sans religion » est passé de 100 000 à 130 000 personnes à 76 000. Ils résident presque tous dans les villes.

Puis, caractéristique : le mariage civil n'a été instauré qu'en avril 1969 ; une quinzaine de milliers de ces unions ont été enregistrées depuis. L'augmentation des motifs de divorce a provoqué une multiplication du nombre de divorces : 500 demandes environ par mois à Montréal.

Le taux de pratique religieuse était de 61 % à Montréal en 1961, de 39 % en 1971. Il a baissé sensiblement depuis.

puisque à Québec quatre prêtres laïcs enseignent à la faculté de théologie dite de Laval. Sans problème, d'ailleurs. En revanche, à l'université de Montréal — à la fois d'Etat et confessionnelle, — l'archevêque a retiré leurs fonctions de professeurs de la faculté de théologie à deux prêtres laïcs. L'affaire a fait grand bruit et est allée jusqu'à Rome. Un dossier de deux cent soixante-dix pages, tiré à six cents exemplaires, va au fond du problème : la révision du statut canonique de l'Université. Il semble, en effet, que ce soit le seul moyen de résoudre un conflit opposant le corps professoral, syndiqué et jaloux de ses libertés, à l'autorité religieuse. Ce conflit met en évidence le caractère anachronique et bâtarde d'un enseignement d'Etat qui se trouve en même temps sous la coupe de l'Église. Inévitablement, le jour viendra où l'Église devra tirer toutes les conséquences du régime officiel de séparation, qui existe surtout sur le papier.

#### Fair-play

Pour trouver une instance où l'Église — cette fois par l'intermédiaire de ses laïcs — exerce une influence conservatrice, il n'est que d'aller au siège de l'Association des parents catholiques du Québec. Forte de quarante-cinq mille membres groupés dans les paroisses et dans les écoles, elle propage « les principes du droit naturel » et dispose d'une presse florissante. En 1966, elle a réuni cent mille signatures — le Québec ne compte que 5 millions d'habitants — pour obtenir le financement des institutions privées. De fait, en 1969, l'Etat a accordé des subventions telles que les parents n'ont plus à payer que 20 % des frais de scolarité. Depuis cette date, l'enseignement privé connaît une renommée notable. Les parents apprécient la dimension modeste de ces établissements, ainsi que le caractère plus humain de l'éducation qui y est dispensée.

Quant à l'école publique, qui est rattachée — le — paradoxalement, confessionnelle, elle n'est pas vue d'un très bon œil par l'Association des parents. Celle-ci voudrait, surtout, obtenir une meilleure formation des professeurs de religion et obtenir pour cela la création d'un centre privé pour catéchistes. Dans le système actuel, en effet, la hiérarchie ne pourrait contrôler suffisamment les qualifications des professeurs de religion.

Mme Adeline Mathieu, présidente de l'Association, se montre sévère à l'égard des innovations scolaires : « Je ne sais pas, dit-elle, que chacun joue au pope. Il faudrait un peu plus d'humilité dans la recherche. Les théologiens ne doivent pas s'ériger en absolu. Teilhard de Chardin fut un modèle de modestie et d'obéissance. Le Québec doit veiller à conserver ses valeurs. Un peuple ne survit pas à l'abandon de ses valeurs. »

A l'achet de l'Église du Canada français, il convient de signaler l'effort remarquable, en quantité et en qualité, accompli dans le domaine de la catéchèse. Comme aux Pays-Bas, les catéchistes ont provoqué des querelles entre conservateurs et progressistes et ont été dénoncés à Rome. Mais ces difficultés se sont aujourd'hui apaisées : l'épiscopat a, grosso modo, tenu bon.

Ce qui n'empêche pas certains laïcs de continuer leurs critiques. Elles ressemblent étrangement à celles que l'on entend en France : « Les nouveaux catéchistes ont fait la part trop belle à la sociologie, à la psychologie. La méthode anthropologique est pour le moins équivoque. L'enseignement est insuffisamment fidèle à la doctrine. Il manque de rigueur et de charpente. »

Au Québec, l'intégrisme à proprement parler est moins virulent qu'en France. Il est plus respectueux des convictions opposées aux siennes. On ne boycotte pas les réunions, on n'insulte pas les adversaires. Le fair-play est dans les moeurs. Les extrémistes ne font pas recette.

Les hommes d'Église ont un tout autre style que dans les pays latins. Les propos tenus par les clercs sont moins compassés. Le style est plus direct, la confiance faite à l'interlocuteur plus grande, les contacts plus francs. Evitons de prétendre qu'il s'agit là de qualités venues des Anglo-Saxons, car il faut tenir compte des pressions sociologiques, économiques et linguistiques dont souffre le Québec de la part des Etats-Unis et des susceptibilités qu'elles entraînent.

HENRI FESQUET.

Prochain article :

LA PEUR DE L'AVENIR

## RENAULT-JOURNAL

# LE CHOIX RENAULT, UNE GAMME TOTALE.

### 3 MODELES RENAULT 4

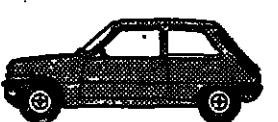


**Renault 4 L**  
782 cm³ 4 CV, 27 ch DIN à 5000 t/mn, 6,5 l\* - 8,3 l\*\*\*  
14 900 F\*

**Renault 4 TL**  
782 cm³ 4 CV, 27 ch DIN à 5000 t/mn, 6,5 l\* - 8,3 l\*\*\*  
16 900 F\*

**Renault 4 safari**  
782 cm³ 4 CV, 27 ch DIN à 5000 t/mn, 6,5 l\* - 8,3 l\*\*\*  
15 900 F\*

### 6 MODELES RENAULT 5



**Renault 5**  
845 cm³ 5 CV, 36 ch DIN à 5500 t/mn, 6,3 l\* - 8,1 l\*\*\*  
17 900 F\*

**Renault 5 TL**  
956 cm³ 5 CV, 44 ch DIN à 5500 t/mn, 6,1 l\* - 8,6 l\*\*\*  
9 l\*\*\* - 20 000 F\*

**Renault 5 TS**  
1289 cm³ 7 CV, 64 ch DIN à 5500 t/mn, 6,6 l\* - 9,3 l\*\*\*  
10 l\*\*\* - 23 700 F\*

**Renault 5 GTL**  
1289 cm³ 7 CV, 42 ch DIN à 5000 t/mn, 4,7 l\* - 6,7 l\*\*\*  
8,7 l\*\*\* - 21 800 F\*

**Renault 5 Alpine**  
1397 cm³ 8 CV, 93 ch DIN à 6400 t/mn, 5,6 l\* - 8 l\*\*\*  
10,7 l\*\*\* - 32 000 F\*

**Renault 5 société**  
956 cm³ 5 CV, 44 ch DIN à 5500 t/mn, 6,1 l\* - 8,6 l\*\*\*  
9 l\*\*\* - 18 510 F\*

### 2 MODELES RENAULT 6



**Renault 6 L**  
845 cm³ 5 CV, 34 ch DIN à 5000 t/mn, 6,5 l\* - 8,8 l\*\*\*  
18 500 F\*

**Renault 6 TL**  
1108 cm³ 6 CV, 47 ch DIN à 5300 t/mn, 6,5 l\* - 9,2 l\*\*\*  
9,2 l\*\*\* - 20 000 F\*

### 2 MODELES RODEO



**Renault 4 Rodéo**  
845 cm³ 5 CV, 34 ch DIN à 5000 t/mn, 7,6 l\* - de 18 870 F à 23 200 F\*

**Renault 6 Rodéo**  
1108 cm³ 6 CV, 47 ch DIN à 5300 t/mn, 7,6 l\* - de 22 380 F à 28 400 F\*

### 7 MODELES RENAULT 12

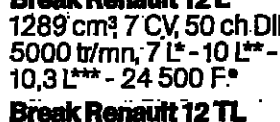


**Renault 12 L**  
1289 cm³ 7 CV, 50 ch DIN à 5000 t/mn, 7 l\* - 10 l\*\*\*  
10,3 l\*\*\* - 23 100 F\*

**Renault 12 TL**  
1289 cm³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6,8 l\* - 9,5 l\*\*\*  
9,8 l\*\*\* - 24 500 F\*

**Renault 12 TS**  
1289 cm³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6,8 l\* - 9,3 l\*\*\*  
10,6 l\*\*\* - 26 100 F\*

### 4 MODELES RENAULT 16



**Break Renault 12 L**  
1289 cm³ 7 CV, 50 ch DIN à 5000 t/mn, 7 l\* - 10 l\*\*\*  
10,3 l\*\*\* - 24 500 F\*

**Break Renault 12 TL**  
1289 cm³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6,8 l\* - 9,5 l\*\*\*  
9,8 l\*\*\* - 26 000 F\*

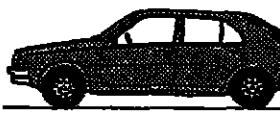
**Break Renault 12 TS**  
1289 cm³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6,8 l\* - 9,3 l\*\*\*  
10,6 l\*\*\* - 27 800 F\*

**Break Renault 12 société**  
1289 cm³ 7 CV, 54 ch DIN à 5250 t/mn, 6,6 l\* - 9,5 l\*\*\*  
9,8 l\*\*\* - 20 280 F\*

### 2 VERSIONS AUTOMATIQUES

**Renault 12 automatique et Break Renault 12 automatique**  
1289 cm³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 7,6 l\* - 10,8 l\*\*\*  
10,4 l\*\*\* - 27 800 et 28 800 F\*

### 2 MODELES RENAULT 14



**Renault 14 L / 14 TL**  
1218 cm³ 7 CV, 57 ch DIN à 6000 t/mn, 6,4 l\* - 8,9 l\*\*\*  
9,1 l\*\*\* - 14 l\*\*\* 24 000 F\*

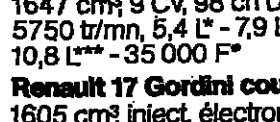
### 4 MODELES RENAULT 15-17



**Renault 15 TL**  
1289 cm³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6,8 l\* - 9,3 l\*\*\*  
10,6 l\*\*\* - 28 300 F\*

**Renault 15 GTL**  
1289 cm³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 6,8 l\* - 9,3 l\*\*\*  
10,6 l\*\*\* - 29 800 F\*

### 1 MODELE RENAULT 30 TS



**Renault 17 TS coupé**  
1647 cm³ 9 CV, 98 ch DIN à 5750 t/mn, 5,4 l\* - 7,9 l\*\*\*  
10,8 l\*\*\* - 35 000 F\*

### 1 VERSION AUTOMATIQUE

**Renault 15 GTL automatique**  
1289 cm³ 7 CV, 60 ch DIN à 5500 t/mn, 7,6 l\* - 10,8 l\*\*\*  
10,4 l\*\*\* - 34 000 F\*

### 3 MODELES ALPINE



**Alpine Berlinette 1600 SX**  
1647 cm³ 95 ch DIN à 6000 t/mn, 5,3 l\* - 8,8 l\*\*\*  
13,5 l\*\*\* - 49 900 F\*

**Alpine A 310**  
1647 cm³ 95 ch DIN à 6000 t/mn, 6,2 l\* - 8 l\*\*\*  
67 900 F\*

**Alpine A 310 V6**  
2664 cm³ 150 ch DIN à 6000 t/mn, 7,6 l\* - 9,2 l\*\*\*  
17,2 l\*\*\* - 76 900 F\*

### 2 VERSIONS AUTOMATIQUES

**Renault 16 TL automatique**  
1565 cm³ 9 CV, 66 ch DIN à 5000 t/mn, 7,2 l\* - 9,7 l\*\*\*  
10,5 l\*\*\* - Essence super 27 200 F\*

### 2 VERSIONS AUTOMATIQUES

**Renault 16 TL automatique**  
1647 cm³ 9 CV, 68 ch DIN à 5000 t/mn, 7,0 l\* - 11,1 l\*\*\*  
10,7 l\*\*\* - 30 100 F\*

**Renault 16 TX automatique**  
1647 cm³ 9 CV, 90 ch DIN à 6000 t/mn, 7,6 l\* - 10,3 l\*\*\*  
11,2 l\*\*\* - 35 500 F\*

### 3 MODELES RENAULT 20



**Renault 20 L / TL / GTL**  
1647 cm³ 9 CV, 90 ch DIN à 5750 t/mn, 7,2 l\* - 10 l\*\*\*  
20 L 32 800 F 20 TL 33 700 F\* 20 GTL 36 900 F\*

### 2 VERSIONS AUTOMATIQUES

**Renault 20 TL et GTL automatique**  
1647 cm³ 9 CV, 90 ch DIN à 5750 t/mn, 8 l\* - 11,2 l\*\*\*  
11,7 l\*\*\* - 20 TL 36 700 F\* 20 GTL 39 900 F\*

### 1 MODELE RENAULT 30 TS



**Renault 30 TS 6 cyl.**  
2664 cm³ 15 CV, 125 ch DIN à 5000 t/mn, 8,9 l\* - 11,8 l\*\*\*  
17,0 l\*\*\* - 42 200 F\*

### 1 VERSION AUTOMATIQUE

**Renault 30 TS automatique**  
2664 cm³ 15 CV, 125 ch DIN à 5000 t/mn, 9,6 l\* - 12,8 l\*\*\*  
15,4 l\*\*\* - 45 300 F\*

### 3 MODELES ALPINE



**Alpine Berlinette 1600 SX**  
1647 cm³ 95 ch DIN à 6000 t/mn, 5,3 l\* - 8,8 l\*\*\*  
13,5 l\*\*\* - 49 900 F\*

**Alpine A 310**  
1647 cm³ 95 ch DIN à 6000 t/mn, 6,2 l\* - 8 l\*\*\*  
67 900 F\*

**Alpine A 310 V6**  
2664 cm³ 150 ch DIN à 6000 t/mn, 7,6 l\* - 9,2 l\*\*\*  
17,2 l\*\*\* - 76 900 F\*

### 6 MODELES FOURGONNETTES

**Renault 4 fourgonnette et break (4 CV)**  
782 cm³ 4 CV, 27 ch DIN à 5000 t/mn, 6,9 l\* - 8,3 l\*\*\*  
de 14 850 F à 16 800 F\*

**Renault 4 fourgonnette et break (5 CV)**  
845 cm³ 5 CV, 34 ch DIN à 5000 t/mn, 7,0 l\* - 8,4 l\*\*\*

**Renault 4 fourgonnette et break Renault 4 long**  
1108 cm³ 6 CV, 34 ch DIN à 5000 t/mn, 7,4 l\* - 9,3 l\*\*\*  
de 16 290 F à 18 700 F\*

### 6 MODELES ESTAFETTES

**Estafette normale**  
1289 cm³ 7 CV, 35 ch DIN à 4500 t/mn, 12,8 l\* - 15,4 l\*\*\*  
23 310 F\*

**Estafette Alouette**  
1289 cm³ 7 CV, 35 ch DIN à 4500 t/mn, 12,8 l\* - 15,4 l\*\*\*  
27 900 F\*

**Estafette microcar**  
1289 cm³ 7 CV, 35 ch DIN à 4500 t/mn, 12,8 l\* - 15,4 l\*\*\*  
de 30 400 F à 33 500 F\*

**Estafette plateau**  
1289 cm³ 7 CV, 35 ch DIN à 4500 t/mn, 12,8 l\* - 15,4 l\*\*\*  
de 22 920 F à 24 450 F\*

**Estafette fourgon long**  
1289 cm³ 7 CV, 35 ch DIN à 4500 t/mn, 12,8 l\* - 15,4 l\*\*\*  
28 310 F\*

**Estafette fourgon court**  
1289 cm³ 7 CV, 35 ch DIN à 4500 t/mn, 12,8 l\* - 15,4 l\*\*\*  
23 850 F\*

Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à : \* 90 km/heure, \*\* 120 km/heure et, \*\*\* sur essai de type urbain.  
\* Prix clés en main au 1<sup>er</sup> juillet 1976

1500 cc



سكندرية

# AUX ACHETEURS D'UN VEHICULE D'OCCASION LA GARANTIE OR OFFRE UN VÉRITABLE GAGE DE SECURITE

Partir aussi tranquille qu'avec une voiture neuve. Voilà ce que propose la garantie OR de Renault à ses clients. Une garantie unique appliquée partout en France sur des véhicules soigneusement sélectionnés. Une garantie de 3 à 6 mois quelle que soit la marque du véhicule. 6 000 voitures Renault garantissent la sécurité accordée par la garantie OR de Renault.

# LA RENAULT 5 GTL EN TETE DU PALMARES DE LA SOBRIETE

REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT

# Renault-journal

OCTOBRE 1976

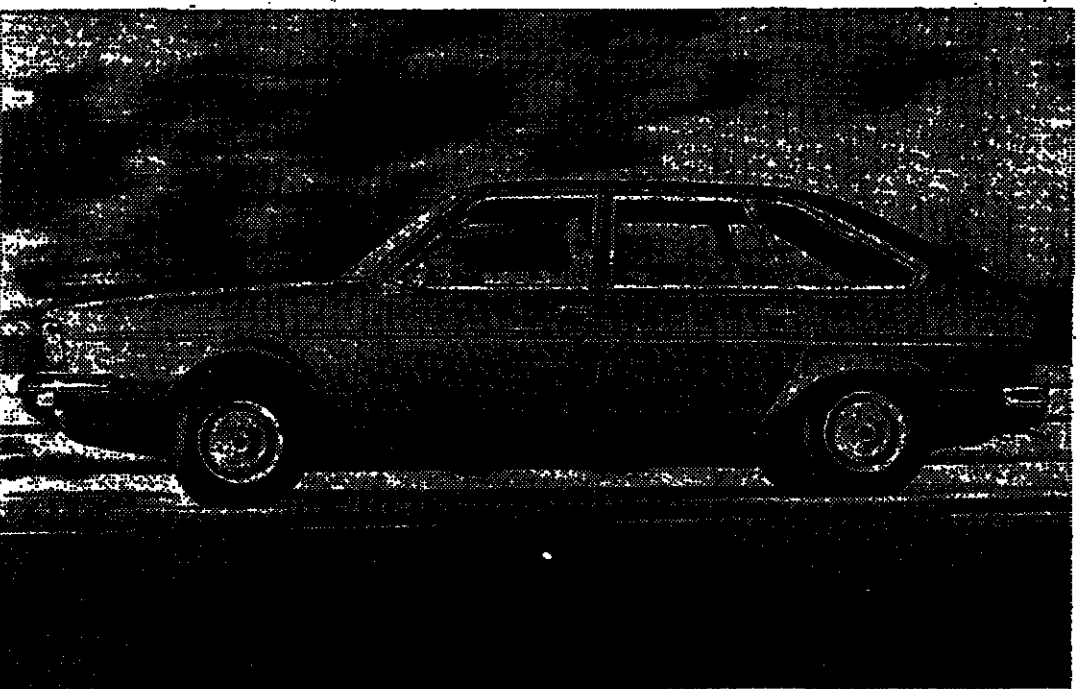
63<sup>e</sup> SALON DE L'AUTOMOBILE

EDITIONS PUBLICIS

# NETTE DOMINATION DE LA RENAULT 20

## 1<sup>ere</sup> A L'INDICE ENERGETIQUE

## 1<sup>ere</sup> A L'INDICE D'HABITABILITE



La Renault 20, née en 1976, bénéficie des recherches les plus actuelles. 90 ch DIN à 5 750 tr/min, le km départ arrêté en 35,6 s, c'est mieux que certains de ses concurrents de cylindres multiples. C'est aussi pour garantir de franches accélérations, c'est idéal pour rouler à haut régime sans fatigue. Ajoutez à cela son goût pour la sobriété et l'économie. La Renault 20 ne consomme que 7,1 l aux 100 km (à vitesse stabilisée à 90 km/h). Voilà ce qui explique qu'un rapport consommation / performance, le célèbre « indice énergétique », la Renault 20 se classe bonne première de sa catégorie.

Mais avec la Renault 20, l'espace intérieur tient toutes les promesses de la carrosserie : largeur aux coussins, place pour les jambes, plancher plat à l'arrière, car la Renault 20 est une traction avant, alors réglable qui respecte les exigences de confort « naturels » du corps.

La Renault 20 propose 7 positions différentes des sièges.

Tous les bagages trouvent leur place dans un vaste coffre de 400 dm<sup>3</sup>, 1 400 dm<sup>3</sup> en escamotant les sièges arrière. Voilà tout ce qui justifie une 1<sup>re</sup> place à l'indice d'habitabilité dans sa catégorie.

Les Renault 20 TL et GTL peuvent être équipées en option d'un toit ouvrant électrique et de vitres teintées avec pare-brise feuilleté, ainsi que de la boîte de vitesses automatique à commande électronique brevétée Renault.

La Renault 20 GTL est équipée en série de la direction assistée, de la condamnation électromagnétique des portes et de lève-vitres électriques.

En définitive, en 1976, il y a une grande brèche qui est, à la fois, audace et sage, confortable et sûre, luxueuse et économique. C'est la Renault 20, traction avant, 90 ch DIN, née en 1976.

\* Consommation : 70 l aux 100 km à 90 km/h stabilisé ; 11 l aux 100 km sur l'essai de type urbain.

# LE CHAMPION D'EUROPE DE FORMULE 2 EST FRANÇAIS

Grâce au moteur 6 cylindres Renault, les 4 premières places du championnat d'Europe de Formule 2, voitures, moteurs et pilotes sont français. Le V6, 2 litres, Renault-Gordini est à l'honneur et Eli est ainsi récompensé de ses efforts en faveur de la compétition automobile.

1<sup>er</sup> Jean-Pierre Jabouille 3<sup>e</sup> Patrick Tambay  
2<sup>e</sup> René Arnoux 4<sup>e</sup> Michel Leclère

# A CHACUNE SA PERSONNALITE



Renault 5 GTL : 4,7 l aux 100 km à 90 km/h, vitesse stabilisée.

# LES RENAULT 5 SONT 6

Depuis sa naissance, la Renault 5 est une fidèle abonnée aux performances inhabituelles. Aujourd'hui, les Renault 5 sont 6, 6 versions bâties sur la même plateforme d'acteurs qui ont le monde envié. Beaucoup tentent de lui ressembler mais la Renault 5 est la première qui a eu la bonne idée de se faire à la fois compacte et maniable — 3,50 m de long, 4,57 m de rayon de braquage — pour mieux se jouer de la circulation urbaine et suffisamment puissante et confortable pour affronter la route en toute tranquillité. Intelligemment vaste et pratique — 4/5 places et une grande troisième porte — elle rend un maximum de services.

De la personnalité, la Renault 5 en a à revendre. Et maintenant que les Renault 5 sont 6, il ne reste plus qu'à choisir :

	<b>Renault 5 : 1700 F*</b> Le plus « léger au plancher » Pour elle sont les avantages fondamentaux de la Renault 5. Pour sa mesure à la disposition du plus grand nombre et lui faciliter la vie, un prix d'achat exceptionnellement réduit par Renault : 17 900 F, clés en main.
	<b>Renault 5 TL : 20 000 F*</b> Le plus « content » Tout le monde connaît cette petite silhouette agressive. De monde, de la simplicité, de confort et pourtant elle est si pratique avec ses 5 places, sa grande troisième porte et son coffre à transformation.
	<b>Renault 5 GTL : 21 800 F*</b> Le plus « économe » Des protections latérales pour économiser sa consommation et, surtout, un moteur peu gourmand du tout : 7 CV - 1200 cm <sup>3</sup> et seulement 4,7 l aux 100 km à 90 km/h. (6,7 l à 120 km/h stabilisé, 9,7 l en cycle urbain), et un intérieur raffiné.
	<b>Renault 5 TS : 23 700 F*</b> Le plus « énergique » Energique et brillante. Une vraie 1300 mais plus vive, plus agile. Aussi à l'aise sur la route et les longs parcours que dans les embouteillages de la grande ville. 120 km/h, une flexion, et un équipement digne de ses performances.
	<b>Renault 5 Sécurité : 25 500 F*</b> Le plus « sécurisé » Fournit l'habitacle, l'économie, l'infatigabilité. La Renault 5 « Sécurité » bénéficie d'une TVA de 20 % réductible par les familles. L'habitacle de la voiture spécialement aménagée permet un chargement maximum. Une véritable affaire.
	<b>Renault 5 Alpine : 32 000 F*</b> Le plus « amusant » De tous les Renault 5, c'est celui qui a le plus de caractère. Elle est faite pour la performance. Accélération, vitesse, tenue de route en font une « petite bombe » pour le plus grand plaisir des véritables amateurs.

Les Renault 5, comme toutes les Renault, sont équipées de ceintures à crochets et bénéficient de la nouvelle assurance « Lésage ».

\* Prix clés en main en 1976.

# Avec la 7 CV du bonheur, Renault innove encore.

# RENAULT AU SALON DES EFFORTS APPRECIÉS SUR TROIS POINTS CLÉS

Quelques jours à peine après les déclarations gouvernementales relatives à la situation économique du pays, il est frappant de constater à quel point les efforts entrepris par Renault, bien avant l'officialisation de la tendance, avaient pris la bonne direction. Trois points-clés effectivement ressortent avec force dans la politique du plus grand constructeur français. Efforts sur l'économie et tout ce qui peut s'y rattacher. Efforts sur la sécurité et toutes les conséquences économiques. Efforts enfin sur la sobriété.

• **Avantage de sécurité.**  
Renault œuvre pour apporter annuellement à ses clients « de sécurité » à ses clients : 4 roues indépendantes, châssis-coques à zone de déformation, tous ces éléments sont le fruit de ces efforts.

• **La nouvelle garantie « Lésage ».**  
La nouvelle garantie « Lésage » est valable pour tous les véhicules de la gamme Renault. Elle s'applique aussi bien en France qu'à l'étranger. Elle prend en compte les principaux pays européens. En prenant l'initiative de cette nouvelle garantie « Lésage », Renault se situe en précurseur d'une nouvelle notion de Service.

# LA RENAULT 4 A SEDUIT 103 PAYS

En France, il suffit de disposer au départ de 298 F, avec dépôt de garantie de 700 F pour partir au volant d'une Renault 4 L neuve.

Des Renault 4, on en voit partout à travers le monde, des confins de la Lapérouse aux plus ordonnées des côtes africaines. Il faut dire que la réputation des Renault 4 n'est plus à faire. Partout où les conditions de circulation sont particulièrement rigoureuses, la Renault 4 est à son aise. Partout où l'on a besoin d'une automobile pratique et pourtant confortable, économique et pourtant robuste, la Renault 4 répond « présent ».

Depuis 10 ans, la Renault 4 a permis aux « Routes du Monde », dont cette année voit célébrer le dixième anniversaire, de partir avec la réputation des Renault 4. Elle a permis de réaliser de vastes horizons ou, grâce à la Renault 4, réaliser leur rêve.

Aujourd'hui, la Renault 4 reste plus que jamais d'actualité avec ses versions classiques : la Renault 4 L et la Renault 4 TL.

Châssis, carrosserie, commercial, étudiant, sportive, bonne routière, la Renault 4 est une vraie voiture capable de s'adapter à toutes les situations, sans jamais se prendre au sérieux.

Une vraie voiture pour 298 F. Une vraie voiture pour tous. Cela commence avec un prix étudié pour être le plus accessible possible : Renault 4 L, 14 900 F\* - Renault 4 Sécurité, 15 900 F\* - Renault 4 TL, 16 900 F\*. C'est le prix en main au 10/10/76.

Une solution « sur mesure » : le financement « spécial Leasing Renault 4 L ». Pour 298 F par mois\*, vous partez au volant d'une Renault 4 L neuve.

\* Dépôt de garantie : 700 F. Loyers mensuels : 1<sup>er</sup> mois : 298 F, 2<sup>e</sup> à 12<sup>e</sup> mois : 288 F, 13<sup>e</sup> à 24<sup>e</sup> mois : 278 F. Option d'achat : 15 900 F. (Barèmes au 10/10/76).

# ni crédit, ni location. un financement moderne LE LEASING

Vous voulez acheter une voiture neuve. Deux possibilités s'offrent à vous. Première solution : le paiement comptant. Deuxième solution : le crédit (20 % comptant et 80 % mensuel). La DILAC, organisme de financement du groupe Renault, a mis au point des systèmes de crédit perfectionnés et d'une mise en œuvre très simple. Votre vendeur Renault saura vous conseiller, vous guider.

Mais savez-vous qu'il existe une troisième solution ? Le « leasing ». Ni crédit, ni location, le « leasing » est un système apparenté à la location-vente. Il vous permet d'utiliser immédiatement, sans versement initial autre qu'un dépôt de garantie, la voiture de vos rêves ou... de vos besoins. Vous n'avez à supporter qu'un faible loyer mensuel pendant la durée de votre contrat. À l'expiration de celui-ci, vous pourrez choisir entre deux options, en toute liberté. Soit acheter votre voiture pour un montant généralement égal à votre dépôt de garantie ; dans ce cas, aucune nouvelle sortie d'argent. Soit renoncer à cet achat, rendre la voiture et récupérer votre dépôt de garantie initial. Avant de décider du mode de financement de votre prochaine voiture, réfléchissez bien et faites-vous confirmer les avantages du « leasing » Renault-Bail par votre Vendeur Renault.

Exemples de financement « leasing » de la gamme Renault :

	Dépôt de garantie*	48 loyers mensuels
Renault 12 TL 24 500 F	4 900	563
Renault 16 TL 31 200 F	5 440	626
Renault 20 TL 33 700 F	6 740	775

\* Versement comptant ou valeur de reprise de votre voiture actuelle.

# Une nouvelle façon de voir et de vivre l'automobile est née avec la Renault 14.



On parle beaucoup ces temps-ci du changement de comportement de l'automobiliste. Il faut bien reconnaître que, en raison des limitations

cherche d'une voiture « plus grande - à l'intérieur - qu'à l'extérieur » semble avoir abouti.

La Renault 14 révèle un habitacle étonnamment spacieux pour une voiture de 4 m de long. Les dimensions intérieures sont surprenantes : 1,35 m de largeur aux coussins. Nous retrouvons là les mêmes recherches d'habitabilité poursuivies par Renault sur les autres modèles de sa gamme.

Dans la Renault 14, tout est mis en œuvre pour parvenir à une sécurité active maximum : adoption de la traction avant, freins à disques à l'avant, double circuit de freinage avec initiation de pression sensible à la charge. La version TL se voit équipée en outre d'un dispositif d'assistance.

Disponible en 2 versions : L et TL, différenciées par le niveau d'équipement. Les 2 versions bénéficient à égalité de tous les avantages fondamentaux du modèle. La TL peut en outre recevoir un toit ouvrant largement dimensionné.

sionné qui transforme la voiture en une véritable « couverture ».

Sécurité, habitabilité, maniabilité, une position de conduite excellente, un tableau de bord parfaitement lisible et très complet. Mais oui, le bonheur automobile existe. Pour l'obtenir, il faut faire appel à des valeurs nouvelles infiniment plus simples, plus vraies. Renault l'a compris. La Renault 14 en est la preuve.

# DERNIERE HEURE

**La Renault 14 grand prix de l'esthétique industrielle**

L'Institut Français d'Esthétique Industrielle a attribué son Grand Prix 1976 à la Régie Renault « pour la politique volontariste qu'elle a su affirmer en matière d'esthétique industrielle dans la création de ses produits. La Renault 14 conciliant parfaitement cet effort ».

RENAULT PRECONISE ELF

# CARNET

## Réceptions

— A l'occasion de leur départ, l'ambassadeur de Bulgarie et Mme Ivan Roussinov ont donné une réception mercredi 6 octobre.

— A l'occasion du XVII<sup>e</sup> anniversaire de la République démocratique allemande, l'ambassadeur de la République démocratique allemande et Mme Dr. Werner Fleck ont donné une réception mercredi 6 octobre.

— Le colonel Tarek Montasser, attaché militaire près de l'ambassade de la République arabe d'Egypte, a donné une réception mercredi 6 octobre.

## Naissances

— M. Daniel J. Goffin et Mme. née Michèle Roger, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille Alexandra, le 30 septembre 1976. Ecoles départementales A. Chéroux, 4, route de Fontainebleau, 94400 Vitry-sur-Seine.

— M. et Mme Dominique Langer, Roger et Simon, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976.

## Fiançailles

— M. et Mme Maurice Frenaux sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille Christiane, avec Mlle Martine Menetrey, radiologue, 60001 Auchy-la-Montagne, 28330 Authon-du-Parc.

— M. et Mme Renaud Heim, M. Jean Sieradzki et Mme. née Françoise Roger-David, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants Diane et Jean-François.

## Mariages

— M. et Mme Jean Chafanel, M. et Mme Gérard Versey, sont heureux de faire part de mariage de leurs enfants Jeanne et Patrick. La bénédiction nuptiale leur sera donnée le vendredi 15 octobre 1976, à 15 h 30, en l'église Saint-Thomas d'Aquin, Paris-7<sup>e</sup>, 207 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, 8 bis, rue Michelet, 92150 Suresnes.

## Blaize SENGHOR

— Mme René Senghor, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Gustave Gulliet, le président et Mme L'opold Sédar Senghor et leurs enfants, familles Senghor et Gulliet, M. Amadou-Maïmoun S. Sow, directeur général de l'UNESCO, et ses épouses, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. Stale SENGHOR, ambassadeur, délégué permanent du Sénégal auprès de l'UNESCO, à Paris, commandeur de l'ordre national du Lion Sénégalais, officier de l'ordre national du Mérite français.

Un registre de condoléances sera ouvert à la salle des Actes de l'UNESCO, le 6 octobre 1976, de 8 heures à 18 heures. La levée du corps aura lieu le 11 octobre, à 15 h 30, à l'hôpital Necker.

— M. Stale SENGHOR, né le 23 mai 1932 à Joal, marié à une Française, était comme son oncle, un intellectuel africain de culture française, et le plus grand poète de sa génération. Il a été directeur de l'IDHEC (Institut des hautes études cinématographiques), il a fondé l'Union cinématographique africaine à Dakar. En 1968, conseiller à l'ambassade du Sénégal en France, il était nommé délégué permanent de son pays auprès de l'UNESCO. Devenu ministre plénipotentiaire, il était, en 1970, élu membre du conseil exécutif de cette organisation et il en a été le vice-président. Président de l'Association pour la promotion du cinéma africain, il a participé à la réalisation de courts métrages, dont « Le Grand Magal à Touba », et d'un film, « l'Herbier », qui a représenté le Sénégal au Festival de Cannes en 1962.

— Grasse, Paris, Grenoble, Périgueux, Drouille, M. et Mme Jean Arro, son épouse, M. et Mme Alain Arro et leurs enfants, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Pierre Maligne et leurs enfants, Mlle Marie-Thérèse Hagmann, ne dévouée collaboratrice. En toutes leurs familles, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

— M. et Mme Jean ARRO, administrateur de société, survenu le 1<sup>er</sup> octobre 1976 à l'âge de soixante-trois ans en sa propriété « Les Roches Saint-Jean », quartier les Aspres, à Grasse. La cérémonie religieuse a été célébrée le 6 octobre 1976, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Boule, par le Révérend Père de Sèze S.J.

## Décès

— M. et Mme Alain Grotteray, M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.


— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

— M. et Mme Bernard Lecier et Louis ENJAY, Mlle Claude Grotteray, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur fille, le 4 octobre 1976, dans sa quarante-quatrième année.

**"A l'aube de l'art."**  
A Paris,  
la nouvelle collection  
d'Ilias Lalaounis.



**Ilias LALAOUNIS**  
Les bijoux d'art ont une histoire.

PARIS, 364 RUE SAINT-HONORE  
(ALA HAUTEUR DE LA PLACE VENDOME)  
ATHENS • MYKONOS • RHODES • CORFUS  
GENEVE • ZURICH • BERNE

## SOLDES

Les vendredis 8 et 15 octobre de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h au 15, Faubourg St-Honoré

**LANVIN**  
Tailleur-Chemisier  
Paris

LISTE DE MARIAGE  
**JOAILLIER ORFÈVRE HORLOGER**  
**LOISEAU AYCARDI**  
3 rue de la Harpe - PARIS 5<sup>e</sup> - 01 42 33 59

9, Fg St-Honoré  
260-14-14  
**torrente**  
**HOMME**  
TOUT LE SPORTSWEAR  
Costumes à partir de 830 F.

**ELYSÉES SOIERIES**  
65, Champs-Élysées Paris  
Le grand spécialiste à Paris de  
**L'EXTRA-LONG**  
Costumes faits main  
Pardessus et imperméables  
**Aquascutum**  
LONDON  
Chemises, encolures 36 à 48  
15 formes de col  
3 longueurs de manches  
Pyjamas - Pyjamas  
et une foule de jolies choses  
pour LUI  
Ouvert sans interruption  
de 9 h 30 à 19 h.

  
24, faubourg Saint-Honoré. Boîtes cavalières.  
Box noir, marron, gris, rouge Hermès. 1200 F.

  
Pour que l'utile soit beau.  
**HERMÈS**

**STARK and SONS** **tailors** **COLLECTION NOUVELLE**  
16, RUE DE LA PAIX - 1<sup>er</sup> ETAGE  
Costumes, pardessus  
Grande mesure et prêt à porter

سازمان اسناد و کتابخانه ملی



Je m'excuse

... LE MONDE — 9 octobre 1976 — Page 29

**Un événement dans le monde du salon cuir :**  
Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir.  
Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir".  
Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

# CUIR CENTER

**Une opération prix vérité sur le cuir**  
En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent).  
Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

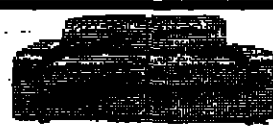
## 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000  
à 6.000 f.



Copacabana

Un salon  
cuir "texas" 5 places  
Prix d'ouverture



3950 f.  
quantité limitée

le canapé 3 places 230 x 70 x 80  
+ le canapé 2 places 170 x 70 x 80



Sully



Atlanta

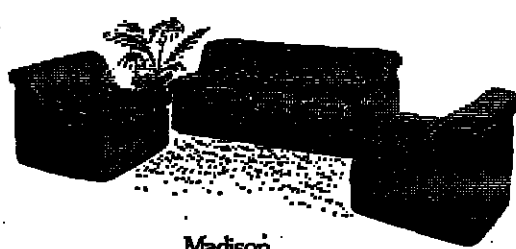


San Francisco



Baltimore

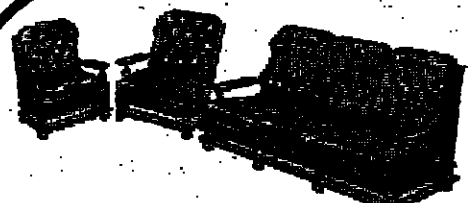
de 6.000  
à 9.000 f.



Madison



Houston



Chenonceaux



Epsom



Bahia



Amboise

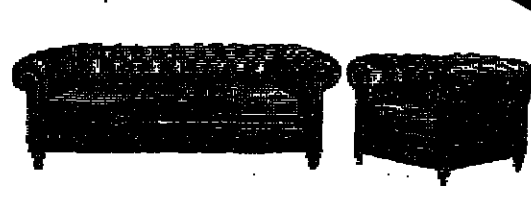


Nebraska

de 9.000  
à 11.000 f.



Chambord



Balmoral



Chinon



California



Néveda



Miami

de 11.000  
à 15.000 f.



Cheverny



Edimbourg



London

de 15.000  
à 20.000 f.



Louisiana



York



Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir.

Grandes facilités de paiement.  
Nos prix s'entendent toutes taxes comprises.  
Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

# CUIR CENTER



176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS  
Ouvert : lundi de 14 h à 19 h 30 - samedi de 10 h à 19 h 30.  
mardi, mercredi, jeudi, vendredi sans interruption de 10 h à 22 h  
Tél. 373.36.13/35.68/35.69 - Parking dans l'immeuble  
RER : Nation - METRO : Alexandre Dumas - Philippe Auguste

LE CUIR DEFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DEFIE LES PRIX

## RADIO-TÉLÉVISION

VU

### L'enfant joué

C'était terrifiant, cette vie en pièces, mercredi, sur FR3. Il s'agit, nous dit-on, d'une histoire vraie, celle de Jack Jaguine, auteur du scénario — Pierre Vaneck à l'écran — d'une gamine, elle doit avoir douze ou treize ans, qu'il élève seul dans le Midi. Il travaille, il écrit des pièces de théâtre, enfin il essaye. Les courses, le ménage, la vaisselle et, à la sortie de l'école, silencieuse ou tapageuse, la présence d'Agathe, la responsabilité d'Agathe, lui pèsent un peu. Mais enfin il s'y est fait. Ils se sont faits à l'absence d'Anna Karina. Qui les a quittés. Et qui revient, pour repartir. Avec la petite. Elle est seule à présent et elle a besoin. Elle veut la reprendre.

Seulement, voilà, une petite fille, ce n'est pas un jouet, ce n'est pas un chat, ce n'est pas une tablette de chocolat. On ne peut pas la reprendre. Elle veut qu'on la lui donne. Et le père, désolé, impuissant, maladroite, assailli à cela, à ces déchirements, ces désespoirs, ces tiraillements entre une femme-enfant, solide au fond, et une enfant-femme fragile encore, brisée déjà. En miettes. C'était bien vu, ou plutôt suggéré, effleuré, d'une inconscience, d'une insupportable cruauté.

L'instinct maternel (ou paternel, d'ailleurs) ne va pas de soi. Françoise Dorin a mille fois raison (!). Il faut aussi le dire, le répéter. En cas de conflit, l'enfant doit aller au plus clément, à celui, elle ou lui, qui pourra en toute maturité répondre à cette formidable demande affective, à cette exigente banquette quotidienne. C'est chose admise à présent, sauf, hélas ! trop souvent par les intéressés. Au chapitre de l'enfance, homme ou femme, personne ne peut rien revendiquer. On n'a pas de droits, on n'a que des devoirs. Si les associations de parents divorcés — ce thème de Daniel Mucamann plaide en leur faveur — réclament le droit de faire leur devoir, comment ne pas s'en féliciter. Mieux vaut tard.

CLAUDE SARRAUT.

(1) Va voir, vieux, papa tranquille. (R. Lacroix).

VENDREDI 8 OCTOBRE

— M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, est l'invité de France-Inter à 18 heures.  
— Les Mormons s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.  
— MM. Pierre Duteil et Jean Elieinstein participent à « Apostrophes » sur Antenne 2 à 21 h. 30.

TRIBUNES ET DEBATS

— Georges Brassens reçoit Jean-Pierre Elkabbach pour le « 12-14 » de France-Inter.  
— Guy Druet est le rédacteur en chef du « Journal Intérieur » sur RTL à 13 heures.  
— DIMANCHE 10 OCTOBRE  
— Mme Brigitte Gros, sénateur

VENDREDI 8 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Week-end » de N. Coward, avec J. Marsan, M. Dalmeida. Une famille dérangée, réunit autour d'une ancienne actrice, reçoit ses invités de façon également dérangée.  
22 h. 20. Arcana : Musique et informatique, par M. Le Bour. 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

20 h. 30. Feuilleton : La poupée sanglante ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Les communistes français changent-ils ?). Avec MM. Pierre Duteil (l'ère du matin) et Jean Elieinstein (le P.C.).

Jean Elieinstein

le P.C.

Les communistes vus par un communiste.

22 h. 45. Ciné-club : « Fils du héros », de L. Stevens (1962) avec J. Mason. Une deuxième série, une famille d'immigrants et une famille de pêcheurs se disputent la possession d'un île de la côte de Caroline. Les immigrants reviennent en majorité pour rester.  
A découvrir. Le film est inédit en France.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi (faits divers), L'oubli et le pardon.

SAMEDI 9 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Jane Birkin) ; 21 h. 30. Série : Matt Helm ; 22 h. 30. En direct du Bolchoï ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE 2 : A 2

20 h. 30. Comédie-Française : « La Poudre aux yeux », de Labiche, mise en scène de J. Charon.  
21 h. 40. Magazine : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 30. Cabarets, cafés-théâtres : Drôle de baraque ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Jazz : Nouvelle-Orléans bien-aimée

DIMANCHE 10 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu. À 17 h. 20. Film : « Pili de Carotte », de H. Gaudant (1972), avec Ph. Noiret, M. Chauvigné, F. Cohn, P. Frankour.  
20 h. 30. Film : « Trop tard pour les héros », de R. Aldrich (1968), avec M. Caine, Cl. Robertson, H. Fonda, H. Andrews.  
Vers 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu. À 14 h. 50. Dessin animé : « Olivier Twist », réal. H. Sutherland.  
20 h. 30. Variétés : Réclat ; 21 h. 30 (R.J.) Feuilleton : La dynastie des Forsyte ; 22 h. 30. Documentaire : Côte d'Ivoire (deuxième partie), réal. B. Bouthier ; 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine : L'homme en question, de P.-A. Bouteau et G. Guégan.



LA CONCURRENTE!  
**FORD FIESTA**  
5CV.  
17.900 F\*  
Légendaire robustesse et sécurité.

3,56 mètres, traction avant, moteur transversal.  
\*Prix au 9/976.

## CULTURE

### L'héritier de Saussure

(Suite de la première page.)

Aussi précoce que Ferdinand de Saussure, dont bien des traits le rapprochent, Benveniste fut, à vingt ans, agrégé de grammaire ; à trente ans, professeur au Collège de France, où il succéda à son maître, Antoine Meillet, lui-même élève de Saussure. La publication, en 1935, de sa thèse de doctorat d'Etat : « L'origine de la formation des noms en indo-européen », inaugura la première ligne directrice de ses travaux. Elle se poursuivra avec « Les langues primitives » (1948), « L'histoire des mots » (1962), jusqu'à deux volumes consacrés au « vocabulaire des institutions indo-européennes » (1969).

L'indo-européen, on le sait, est cette « langue » préhistorique, reconstituée, située par hypothèse aux environs du troisième millénaire, avant notre ère, que la grammaire comparée (inventée par l'Allemand Franz Bopp) a permis de reconstituer et d'expliquer, d'après les recoupements et les correspondances entre les diverses langues qui en sont issues (hittite, indo-iranien, grec, italique, celtique, germanique, slave, etc.).

L'originalité de Benveniste, dans ce domaine, a d'abord été de rompre, à la suite de Saussure, avec la conception « figée » de l'indo-européen héritée du dix-neuvième siècle, pour retrouver sa diversité d'origine, retracer son devenir et révéler ses structures. Mais les prolongements de ses recherches ont été de loin le seul cadre de la grammaire comparée. A partir de méthodes analogues à celles pratiquées — dans des domaines éloignés ou voisins — par Marcel Mauss, Louis Gernet ou Georges Dumézil, Benveniste, en analysant les significations fondamentales dont la langue porte témoignage, a éclairé l'organisation économique, sociale, politique, religieuse, de cette culture archaïque qui influence encore la nôtre. Certes, les modes de vie, les rapports sociaux, les catégories de la pensée mis au jour par l'étude du vocabulaire indo-européen diffèrent des nôtres. Mais il suffit, par exemple, de lire la remarquable analyse que donne Benveniste des noms de parenté pour y trouver les fondements d'un ordre social patriarcal qui, dans l'ensemble, est encore en vigueur : l'institution indo-européenne du mariage apparaît, dès l'origine, comme l'appropriation d'une femme « donnée par le père et emmenée par le mari », et dont seule importe la condition de mère...

Un grand  
comparatiste

La linguistique générale constituait le second pôle des préoccupations de Benveniste. Là aussi — peut-être là surtout — son apport fut, et demeure, décisif. Groupés en deux recueils, ses textes consacrés aux « Problèmes de linguistique générale » (tome I, 1966 ; tome II, 1974) constituent une somme de réflexions d'une telle importance qu'on ne peut l'évoquer en quelques mots sans la trahir.

Comme Saussure, qui fut lui aussi un grand « comparatiste », Benveniste a poursuivi une recherche fondamentale sur ce qui distingue la langue de tout autre objet de science. S'il soutient (contre Saussure) que le signe linguistique n'est pas arbitraire, mais nécessaire, Benveniste prolonge les interrogations de son grand prédécesseur. La spécificité de la langue humaine, sa relation profonde à la culture et à la société, lui fait de la linguistique la principale voie d'accès à la compréhension des phénomènes symboliques, et lui impose en même temps la tâche de définir la place particulière de la langue dans l'ensemble des systèmes de signes qui ont inspiré des articles désormais classiques. Qu'ils soient consacrés, par exemple, au code de communication des abeilles d'après les observations de von Frisch, aux catégories d'Aristote, ou à la fonction de la langue dans la découverte freudienne, ils ont en commun cette rigoureuse clarté qui n'appartient qu'aux plus grands.

D'un point de vue apparemment plus « technique », mais non moins essentiel pour le développement de la théorie linguistique, l'accent a été mis par Benveniste, d'une manière tout à fait originale, sur la place de « l'homme dans la langue ». En examinant le statut de la « subjectivité », la nature des pronoms, les relations de personne et de temps dans le verbe, il a jeté les fondements d'une théorie de l'énonciation, qui prend pour objet « l'acte même de produire

un énoncé », et non plus seulement le texte de cet énoncé. Ce problème de l'énonciation constitue aujourd'hui, avec la théorie du récit à laquelle il participe, l'une des branches les plus prometteuses de la linguistique.  
« Un homme seul dans sa pensée pendant presque toute sa vie, ne pouvant consentir à ensei-

gner ce qu'il juge faux ou illusoire, tant qu'il faut tout refonder... » Ce portrait que Benveniste traçait de Saussure il y a plus de vingt ans pourrait être le sien. Comme le maître genevois, Benveniste « appartenait désormais à l'histoire de la pensée européenne ».

ROGER-POL DROIT.

### Repères

Emile Benveniste est de ces hommes dont la vie, toute entière vouée à une œuvre, disparaît derrière celle-ci. Aussi sa biographie peut-elle se résumer presque entièrement à l'énumération des principales étapes de sa carrière, sans que cette liste de dates soit capable d'évoquer l'image d'un homme, général et modeste, qui reçut quelques honneurs sans les solliciter.

1902 : né à Alençon, en Normandie.  
1922 : agrégé de grammaire.  
1927 : directeur d'études à l'Ecole des hautes études, où il enseigna jusqu'en 1969.

1935 : thèse de doctorat : « L'origine de la formation des noms en indo-européen » (Ed. Maisonneuve).

1937 : professeur au Collège de France (chaire de grammaire comparée), où il enseigna jusqu'en 1969.

1945 : « Noms d'agent et noms d'action en indo-européen » (Ed. Maisonneuve).

1950 : élu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres au fauteuil de Joseph Vendryès.

1962 : « Hittite et Indo-Européen » (Ed. Maisonneuve).

1966 : « Problèmes de linguistique générale » (Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, tome I).

1969 : une maladie grave et subite oblige Emile Benveniste à renoncer à ses cours et à tous ses travaux. Cédant à la mort, il sera désigné par la Société linguistique de France, président de l'Association internationale de linguistique, directeur de l'Institut d'études iraniennes de l'université de Paris, directeur de la Revue d'études arméniennes.

1974 : mort à Paris le 3 octobre. Emile Benveniste était également secrétaire de la Société linguistique de France, président de l'Association internationale de linguistique, directeur de l'Institut d'études iraniennes de l'université de Paris, directeur de la Revue d'études arméniennes.

En 1975 ont été publiés à son intention deux volumes d'hommages : « Langue, discours, société », sous la direction de Julia Kristeva, Jean-Claude Milner, Nicolas Ruwet (Ed. du Seuil) et « Mélanges linguistiques offerts à Emile Benveniste », publiés par la Société linguistique de France.

## SOCIÉTÉ

### Libres opinions

#### Drogues « dures » et drogues « douces »

par le professeur GABRIEL NAHAS (\*)

La grande presse paraît avoir adopté une nouvelle nomenclature des drogues : illeses, qui sont partagées entre les « dures » — héroïne et la « douce » — marijuana. Cette nomenclature est importée des Etats-Unis, qui deviennent dans le domaine de l'intoxication au cannabis (hashisch ou marhuana), et dans ce domaine seul, la société exemplaire, admirée par les nouveaux sociologues de la toxicomanie. Ceux-ci prétendent que le cannabis est une drogue privilégiée, injustement bannie de l'usage courant par des régimes répressifs, et qu'elle devrait être « décriminalisée » par une société éclairée. Drogue privilégiée car elle serait la seule que l'homme pourrait utiliser avec sécurité et contrôler à sa volonté.

Pourtant, il est évident que sa consommation régulière produit une tolérance considérable qui se traduit par la nécessité d'augmenter la dose afin d'obtenir l'effet désiré et, pour certains, la tendance à utiliser d'autres stupéfiants. Comme toute substance euphorisante, elle entraîne une grande assuétude. Comment expliquer autrement l'extraordinaire progression du nombre de fumeurs journaliers de cannabis qui, aux Etats-Unis, en l'espace de dix ans, est passé de quelques milliers à plus d'un million ? Comment expliquer autrement que le cannabis ait été décrit dans toutes les conventions internationales sur les stupéfiants, comme une drogue socialement dangereuse, à éliminer de la consommation courante, et cela sur l'insistance des pays du Moyen-Orient, où cette drogue est largement utilisée ?

De plus, les recherches scientifiques en cours ne permettent pas de qualifier le cannabis de drogue « douce ». S'il est vrai qu'il agit à de rares intervalles, il ne présente que peu de danger, il est de même pour l'importation qu'il stupéfie, y compris l'opium et l'héroïne. Mais son utilisation quotidienne, qui paraît bien tolérée par certains, présente des risques graves. Indépendamment de leur effet psychodépressif, déviateur de la pensée et du comportement, les substances propres au cannabis, contrairement à l'alcool, s'accumulent dans l'organisme, où elles empêchent la formation des acides nucléiques, supports essentiels de la mémoire et de la division cellulaire normale. Il s'est également avéré que le cannabis est plus cancérigène que le tabac, qu'il produit chez l'animal des malformations congénitales. Les lymphocytes, cellules sanguines chargées de la défense immunitaire contre les infections, sont anormaux chez les fumeurs de hashisch, ce qui pourrait diminuer leur résistance à la maladie. Ces fumeurs présentent aussi des cellules germinales très altérées, ce qui crée la possibilité d'un danger génétique pouvant s'étaler sur plusieurs générations. De telles altérations cellulaires ne sont pas présentes chez les consommateurs modérés d'alcool ou les fumeurs de tabac étudiés parallèlement.

Qui classerait, aujourd'hui, le tabac inhalé journalièrement dans la catégorie des drogues douces, ou on le considérerait jusqu'en 1964 ? C'est à cette date, après plusieurs décennies de travaux scientifiques effectués dans les pays les plus développés du monde, que l'on put établir une association statistique entre son usage régulier et le cancer du poulmon ou l'infarctus du myocarde. Il faudra un délai analogue avant d'établir la pathologie complète du cannabis chronique et son rôle dans le développement des nombreuses maladies qui frappent l'homme et sa descendance, même lorsqu'il ne se drogue pas.

Si certains régimes se préparent à décriminaliser l'usage du cannabis, cela ne peut être sous le fallacieux prétexte qu'il s'agit d'une drogue « douce ». Cette notion fait fi de toutes les données médicales, historiques et scientifiques, qui ont décrit l'effet dévastateur à long terme de cette drogue sur toutes les fonctions vitales. Mais, fait plus grave, elle encourage les jeunes, des écoliers aux étudiants, à expérimenter ce stupéfiant, et pour certains d'entre eux à devenir les cobayes qui permettront aux toxicologues de décrire plus en détail la pathologie humaine produite par l'intoxication chronique avec le cannabis, qui ne sera plus alors « la plus douce des drogues illeses ».

(\*) Directeur de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, expert auprès de la commission des stupéfiants de l'ONU.



Journal de l'ISO

## ARTS ET SPECTACLES

### Cinéma

#### « Les Naufragés de l'île de la Tortue »

DE JACQUES ROZIER

En quinze ans, Jacques Rozier a réalisé trois films de long métrage : *Adieu, Philippine*, *Du côté d'Orou* et celui-ci, *Rascapé*, de la nouvelle vague, Jacques Rozier est, comme Jean-Luc Godard, un cinéaste qui n'est jamais entré complètement dans le système. Il tourne ses films en quelques semaines, à partir d'une simple idée, et il passe des mois, sinon des années, à les monter. Et ces films racontent essentiellement le plaisir de filmer. Ainsi, *Les Naufragés de l'île de la Tortue* est le récit de l'aventure même du tournage. Une aventure commencée avec Pierre Richard, qui s'appelle d'ailleurs ici Jean-Arthur Bonaventure et qui est employé dans une agence de voyages parisiennes. Il a pour ami Joli Dupontier, dit Gros Nono, qui est joué par Maurice Risch. L'équipe du film est allée tourner à la Guadeloupe, mais comment, en venir aux Antilles ? Par le chemin des écoliers.

#### Un régal de psychodrame comique

Bonaventure, pour donner une leçon à une maîtresse jalouse, lui invente une rivalité qu'il nomme Lisette Benoit. Mais Lisette Benoit existe, et c'est une Antillaise. Pris à son propre piège, Bonaventure la ramène dans son appartement, dans son lit, ce qui nous vaut, au tournage, une scène improvisée qui est un

#### La « robinsonnade »

Il est vrai que pour la conquête des moultins à vent, Bonaventure, chargé de piloter une demi-douzaine de vacanciers venus de France attirés par la « robinsonnade », se surpasse. Le car tombe en panne, la nuit, bien avant d'arriver au port d'embarquement pour l'île déserte. On couche dehors, on se réveille froids, affamés. Bonaventure entraîne tout son monde tirant les bagages, à travers des sentiers de charbon et une jungle tourmentée. Il récite une ode à une cascade et vante les charmes de la nature. Les acteurs ont l'air fatigués. Ils n'ont pas tourné devant des transparences. Et le film, vu de Paris, ne devait pas se présenter de cette façon. Ensuite on s'embarque sur un rafiot et, finalement, ce n'est pas le confort. Mais la caméra est toujours là et ne perd pas un détail de ceux qui surgissent à mesure que le film avance avec le bateau. Sur ce bateau, il y a Pierre Barouh qui joue le rôle du voyageur mécontent. Il râle tellement que, sans doute, il ne joue pas. A ce point, les choses ont dû se compliquer. En fait, la situation inventée par Rozier pour tourner avec la situation réelle du tournage (une équipe de films, empêtrée dans un voyage en mer) qu'on a l'impression de la vivre en même temps. Le débarquement s'avère difficile, sinon impossible. Bonaventure veut

que chacun se jette à la mer, comme Robinson, et gagne la côte à la nage. Pierre Barouh récrimine de plus belle et les dialogues sonnent de plus en plus vains. Bonaventure se jette à l'eau pour donner l'exemple. Après, il faudra le rechercher et on ne le reverra presque plus. Le film a tourné pour certaines difficultés. D'où l'ellipse de la vie dans l'île. De ces difficultés, Rozier, qui trouve toujours quelque chose à filmer, a pointé tout parti pour terminer son histoire en queue de poisson, mais dans une satire définitive des voyages organisés et des paradis tropicaux. Réussit-il ? Pas vraiment ? Quelle importance ? Il y a une liberté, une disponibilité telle jusqu'à dans les moments les plus difficiles, qu'on a l'impression de voir l'œuvre se créer sous nos yeux. Ce film, c'est cela : le phénomène de la création, sans Pierre Richard, qui est d'une drôlerie irrésistible. JACQUES SICLIER.

\* A.B.C. Saint-Germain Village, Mafman, Saint-Lazare, Pasquier, Montparnasse - Pathe, Cambodge, Cléry-Pathe.

### Théâtre

#### « ELISABETH UN » à Chaillot

Avant que le spectacle ne commence, une voix informe le public sur la situation de Chaillot, sur la suppression de son budget de création, et l'invite à se joindre aux protestations du personnel. Dans cette salle, cet immense édifice, cette machine, on se trouve au cœur des contradictions d'une politique culturelle chaotique, dont les départs, fondoyants, les hésitations, les arrêts brusques, les changements d'orientation et les ralentissements entraînent plus sûrement la marche des théâtres que ne le ferait l'indifférence. La grande salle de Chaillot, par la nouveauté de sa scénographie, elle existe, conception, à soulever bien des polémiques. Cependant elle existe, et son utilisation reste à « inventer ». Sur ce point l'accord est total entre ceux qui y travaillent et ceux pour qui elle existe, les spectateurs virtuels. Pour retrouver son importance passée, Chaillot doit expérimenter plus que des idées nouvelles. Plus que des rapports scène-public. C'est la vocation de la grande salle, mais Jack Lang, qui en a été le promoteur, n'a pas eu le temps de donner à Chaillot la place qu'il méritait. Louis Perinetti, qui lui succède, s'est trouvé des premiers moments empêtré dans une série de difficultés techniques et financières qui ne lui ont pas permis le loisir de déterminer sa ligne d'action. Tout ici est à découvrir, tout est à « inventer ». La première, et la seule, création de la saison 1976-1977 mon-

### En bref

#### Théâtre

##### « Le Sauvage »

Le Centre culturel du Marais, c'est — et son nom l'indique — un endroit ouvert.

Alors on est un peu déçu par le *Sauvage* de Maurice Guitard, qui inaugure cette deuxième saison, déjà de venir le soir pour s'enfermer dans un silence noir, à rendre sourd, puis dans le cercle vicieux et monotone de trois états que l'on a voulu « psychanalyser ». Une fosse et un parcours plein d'obstacles, une planche en diagonale, très haut, comme une branche d'arbre au-dessus de la terre ferme : là évoluent deux femmes (dont une visiblement plus folle que l'autre) et un homme qui scande sur sa passerelle « connu-contrôle-codifié-homologué » et autres mots robots. Ils communiquent parfois, s'aiment, croient, s'emparent leurs obsessions. En tout cas, ils finissent seuls et l'on s'en va triste. — Cl. D.

\* Centre culturel du Marais, 21 h.

##### « Histoire d'une révolte »

Une pièce de Lope de Vega, *Fuente Ovejuna*, a pour sujet la révolte, en 1476, des habitants d'une petite ville paysanne d'Espagne, qui ne supportent pas les exactions du seigneur. *Histoire d'une révolte* est une adaptation simplifiée. La compagnie La Chemin, conduite par Jean Le Bonnic, souhaite retrouver une expression dramatique vivante, poétique, divertissante, proche de

Cette fin, des macarons sur lesquels est indiqué le titre de la pièce sont piqués au revers du veston des spectateurs, actives et sœurs jouent du tambour, de la flûte, s'adressent directement à la salle, la font taper des mains, dansent.

Tout cela est cordial, coloré. Peut-être, aujourd'hui, attendons-nous du théâtre quelque chose de plus neuf. Une soirée joue une scène importante entièrement déshabillée. Il s'agit là d'une mode qui gagne bien des théâtres, et dont les raisons ne sont pas claires. Ordonner à une femme de se montrer nue au public, à ses camarades de la troupe, n'est pas forcément le meilleur moyen de servir une pièce qui salue la liberté. — M. C.

\* Théâtre de la Plaine, 20 h. 30.

#### Variétés

##### Alain Barrière

La carrière d'Alain Barrière est, on le sait, jalonnée de chansons à succès (*Elle était si folle*, *Ma vie*, etc.) bien construites sur des staves, avec des mots simples, une couleur tendre, mélancolique. La voix un peu cassée qui s'empare par à-coups. Barrière est ainsi depuis plus de douze ans l'interprète direct d'une certaine chanson française, une romance non dépourvue de poésie populaire dont Paul Delmet fut peut-être à la fin du siècle dernier, la plus illustre représentation. Le mérite d'Alain Barrière est de maintenir ce genre enraciné dans la tradition à un bon niveau. — C. F.

\* Olympia, 21 h. 15.

### Formes

#### Peindre son poids de chair

Les créatures ne touchent, pour dire je ne sais trop quel autre être, l'expressionnisme de Maurice Roche, en ce qu'il « dérange, démontre, crée », m'exerce aussi proche que l'émotion refoulée d'un Mondrian. Après l'exposition de la galerie Artel en février dernier, voici donc deux œuvres virantes de chair et de sang, offertes à un public moins averti mais peut-être plus réceptif, plus vibrant (1). Et qui réagit.

On sait, on ne sait pas, que Maurice Roche vient de l'Art sacré, dont il a été le co-fondateur, et qu'il y a un peu plus de dix ans, à la suite d'une crise tourmentée, sa manière a changé brusquement, que les formes ont éclaté. C'est encore l'homme éternel qu'il peint, mais décalqué, sacrifié à rebours. A l'adoration a succédé l'indignation. D'où cet étonnant jeu de massacre qui se rate parfois, ni les *Mangroves d'homme*, ni les *généralistes* et les *embouteillés* congestionnés et couverts de déconformations, ni les maîtres et les non-maîtres, ni les ecclésiastiques, ni la *République*. Parmi ces quelques chapitres roches, on voit aussi l'*Homme malade*, et celui qui a une ocellée démesurée, et les *Peines mortelles* de *Grandes eaux de France*, ce qui est à proprement parler l'anti-Venus. Sans oublier une série d'églises : la façade

baroque se métamorphose progressivement en être vivant, elle se désarticule, s'étire, s'anime, se met en route. L'Eglise de la rédemption est devenue l'Eglise des angoisses.

Ce n'est pas du tout un art de dérision. S'il s'en prend au désordre, cet anarchisme — anarchisme dans l'abécédaire — le fait avec un profond respect. Il se joue et ne triche jamais. Pour lui « peindre c'est déchirer un peu de sa chair pour l'étaler sur la toile ». Seulement il faut vite s'ajouter qu'il peint dans la joie, dans la joie de peindre, qui est un exorcisme. Quelle que soit en effet la démesure de sa colère, transmise par une dimension métaphysique, sa projection picturale, avec des moyens de peinture, et de très bon peintre, arrache l'artiste au désespoir. Sans ses qualités plastiques, ce « message » (en français tel qu'on l'écrit) ne m'intéresserait pas.

Ces couleurs violentes, qui, fondues, créent la forme et la démontrent en même temps, et les rouges, les bleus prédominants, sont savamment marqués. A force de malaxer les chairs et de les meurtrir, le peintre se dirige vers l'informel et c'est alors, commodément, que l'informel exprime une ressemblance plus frappante.

Son effet tonique choque et ravigore.

Deux nouveaux lieux de rencontre se sont ouverts à Paris pour ceux qui demandent à l'art, à ses transcriptions visuelles ou verbales, plus un enrichissement qu'une distraction.

La revue *Obliques* (au pluriel) qui, en dépit des lieux qui l'ont vu naître, le théâtre Oblique (au singulier), en est tout à fait indépendante, a désormais sa librairie-galerie, en face de l'île Saint-Louis, dont la sépare, avec la Seine, une grande échappée lumineuse (2). Elle pourrait se contenter d'y présenter

ses huit numéros-dossiers parus à ce jour et les gravures et dessins originaux des artistes qui les ont illustrés ou même en ont fait l'objet : Hans Bellmer, Paolo Boni, Fred Deur, Jan Lebusse, Gregory Mazarovsky (textes d'un magistral duo concernant avec Michel Butor), Jean-Luc Parant, etc. On attend d'elle d'organiser autour de son activité propre des expositions, des conférences, des débats, un petit centre de documentation avec les fichiers et les livres relatifs à un thème déjà traité, ou à venir, tels Arnaud et Sade. Un refuge pour qui cherche des incursions valables. Bonne chance, Roger Boderie !

Bonne chance aussi à la douzaine de peintres, sculpteurs, graveurs, auteurs de tapisseries, qui se sont groupés pour avoir leur galerie à eux, *Art D'aujourd'hui* (3). J'en connais quelques-uns dont j'ai dit à l'occasion le bien que j'en pense, Annapia Annoni, Jean Canon, Gilles Suckard, Max Papan, par exemple. Tous l'équipe figure dans l'acrostiche inaugural, où on remarquera tout de même l'île Signori ou Pierre Sater, en attendant que leurs expositions personnelles les mettent tous en valeur les uns après les autres. Ce qui leur est commun, c'est l'amour du métier, la fidélité à la figuration, des autres sans rupture.

De l'andane, on risque d'en trouver davantage chez un nouveau venu (pour moi), Eric Hallberg (4). Il colle autour d'anneaux solidement structurés, par-dessus plus, une atmosphère colorée, spécialement dans ses paysages — Colorado, Venise, dans l'isthme, plaine de Gousserville et son ciel bousculé, la rivière Test à Houghton avec ses volumes décomposés... — mais aussi ses auliers, ses fenêtres, entre autres un cheval, des volles et des chaises en moulin gris-bleu. De beaux dessins complètent l'ensemble.

JEAN-MARIE DUNOYER.

### A L'HOTEL DROUOT

#### EXPOSITION LE 9

S. 1. — Tableaux modernes, bijoux or et plat, stèles, meubles anc. et st. Rare ens. Majorelle.

S. 4. — Peinture, émail, 19e, 17e.

#### VENTE A VERSAILLES

HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS  
BOITES - MINIATURES - BIJOUX  
OBJETS D'ART - LAINES DE 10 et 15  
et REVOLUTIONNAIRES  
DIMANCHE 10 OCTOBRE à 14 h.  
M. Chappell, 100, rue de la Harpe  
850-22-23  
Experts M.M. Boutevin et Dechart, 260-34-69

M. F. et J. MARTIN - C. P. as.  
10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h.  
DIMANCHE 10 OCTOBRE  
HOTEL DES CHEVAUX-LEGERS  
10 h. - 12 h. - 14 h. - 16 h. - 18 h.  
France, sur Chêne, Cils des Indes  
14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.  
Exposition vendredi et samedi

### INSTITUT

● L'Académie française, qui a entamé, jeudi, la lecture « E » dans la révision de son dictionnaire, a accepté le legs Paul Morand. L'auteur d'*Ombre* et le maître de la Compagnie l'appartenance de trois pièces s'is à l'étage situé au-dessus de celui qu'il occupait au Champ-de-Mars, ainsi que ses livres et un mobilier de grande valeur. Cet héritage permettra de créer un prix décerné tous les deux ans à un écrivain d'âge indéfini, mais de talent certain. M. Maurice Rheims en surveillera l'exécution des clauses.

### Gie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS

#### Ventes aux enchères publiques

##### DROUOT - RIVE GAUCHE

GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE  
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Téléc 270-906

Seul indication particulière, les expositions ont lieu la veille des ventes de 11 heures à 15 heures

#### LUNDI 11 OCTOBRE (Exposition le 9 octobre)

S. 1. - Tableaux mod. Bijoux or et platine. Stèle, meub. anc. et style. Rare ensabl. par Majorelle, Tapie d'Orléans. M. L. Lecoq, M. Camard.

S. 4. - Peinture, émail, 19e, 17e. Mobilier. 19e. M. le Blanc.

#### MERCREDI 13 OCTOBRE (Exposition le 12 octobre)

S. 1. - Objets d'art et d'ameubl. princip. du 19e. M. Ader, Picard, Tajan, M.M. J. et J. Lacoste.

S. 2. - Livr. anc. mod. M. Ader, Picard, Tajan, M. L. Lecoq.

#### JEUDI 14 OCTOBRE (Exposition le 13 octobre)

S. 2. - Meubles, Objets d'art. M. Lecomte, Poulain.

S. 12. - Bon mod. S.C.P. Lancia, Guillois, Buffard, Taffeur.

#### VENREDI 15 OCTOBRE (Exposition le 14 octobre)

S. 1. - Tableaux anc. Meubles. Objets d'art. M. Deforme.

S. 4. - Meub. mod. M. Bondu.

S. 6. - Bijoux. Objets de vitrine. Argentier anc. et mod. M. Ader, Picard, Tajan, M.M. H.-D. et J.-F. Fromaget.

S. 17. - Objets de Chine. Porcel. cloisonnés, C. des Indes, Biscuits. Bijou turquoises. — M. Lema, Chavet.

#### EN VILLE, 27, quai Anatole-France (7e)

JEUDI 14 OCTOBRE à 10 h. 30 (Exposition le 13 octobre)

Bisseries, Cheminées et consoles | Tajan, M.M. B. et J.-P. Dille.

en marbre blanc. M. Ader, Picard.

Etudes annonçant les ventes de la semaine :

— Ader, Picard, Tajan, 12, rue Favart (75002), 742-58-23

— LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 073-99-78

— BONDU, 14, rue Drouot (75009), 770-36-16

— CHALVET DE RECY, 22, rue Drouot (75009), 770-83-04

— DELORE, 3, rue de Fonthillière (75008), 285-57-53

— GODEAU, SOLANET, AUDAP, 32, rue Drouot (75009), 770-15-53, 770-47-58, 285-17-58

— LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement REEDS-LAURIN), 1, rue de Lille (75007), 280-34-11

— LEMAY, HAVETTE, 10, rue Rossini (75008), 770-38-29

— LOUDMER, FOULAIN, 30, place de la Madeleine (75008), 073-99-40

— PESCHETEAU, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-83-38

#### 6 MOIS D'EXCLUSIVITE

ELYSEES POINT SHOW VO  
3 HAUSMANN VF  
3 SECRETAN VF

le film le plus acclamé de toute l'histoire du cinéma



#### AUTANT EN EMPORTE LE VENT

CLARK GABLE  
VIVIAN LEIGH  
LESLIE HOWARD  
OLIVIA DE HAVILLAND

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN

UN FILM DE VICTOR FLANDRIN







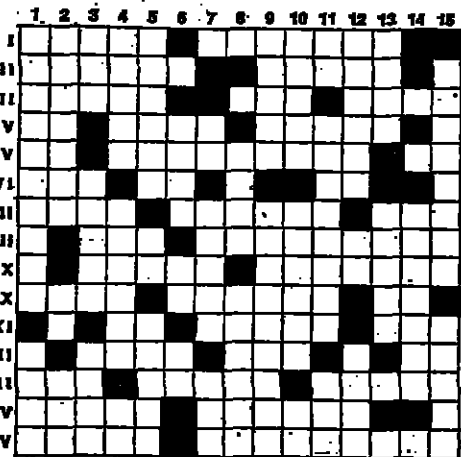
# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1581

HORIZONTALEMENT

I. Ce qui vient après ça, c'est une autre paire de manches !  
 II. Se déplace ventre à terre ; Sembler heureux comme un poisson dans l'eau. — III. Un peu de vert sur fond jaune ; Second terme d'une fa-  
 chuse progression ; Assemblé le do-  
 maine visuel d'un pessimiste. — IV. Quelque chose de glacé ; Diminutif d'un prénom. — V. Parti-  
 cipe ; Supplément ; Un peu de tout. — VI. En Belgique ; Fin de participe. — VII. Habile les dé-  
 pendances d'une la-  
 cienda ; Père d'un voyageur ; Un point dans le temps. — VIII. Sédulité ; XIII. Félité ; Profession-  
 nellement penchées sur les menus pro-  
 blèmes de l'antenne. — IX. Un garçon dans le vent ; Jeu d'enfant. — X. Tomba à l'eau ; Quelque chose de piquant ; Paisible créature. — XI. Croustille ; Ne portait pas une robe claire ; Envoyé ailleurs. — XII. Un partisan du retour à la terre ; Complète un décor pro-  
 pagnol ; Abréviation. — XIII. Cé-  
 sar par rapport à lui-même ; Fausse couche ; Participe mal-  
 gré lui à notre bien-être. — XIV. Faire en sorte de ne pas oublier ; Questionnaire par rapport à Pâques. — XV. Peut prendre



instinctivement la méfiance de l'acheteur ; Expédier sans espoir de retour ; D'un auxiliaire. — 5. Mot en lien str ; Début de série ; Mieux apprécié quand il est intelligent. — 6. Crée la garde ; Désigne un prélat ; Sert dans l'auxiliaire. — 7. Fréquent ; Temps de neige ; Possessif. — 8. Lac ; Bête à cornes. — 9. Le secret de la vraie puissance ; On le digère ; laborieuse. — 10. Peu dis-  
 posé à l'action ; Se dissimulent plus ou moins aisément ; Chef d'atelier. — 11. Symbole ; Més plus bas que terre ; Petite insu-  
 lion qui devient une motte. — 12. S'épanouissent dans les lan-  
 des ; Pin de participe ; Travail de sauter. — 13. Il fut toujours admis qu'il manquait de clair-  
 voyance ; Grand quand il est vit. — 14. Oblige à travailler sur le dos. — 15. Addition dont le ré-  
 sultat n'est pas toujours positif ; N'est donc pas demeuré indifférent.

Solution du problème n° 1580

HORIZONTALEMENT

I. Macarons. — II. Rides ; Raid. — III. Râ ; Etelle. — IV. Omer ; Gnon. — V. Dés. — VI. Romarin. — VII. Par ; As. — VIII. Et. — IX. Mâ ; Or ; SS. — X. Attendu.

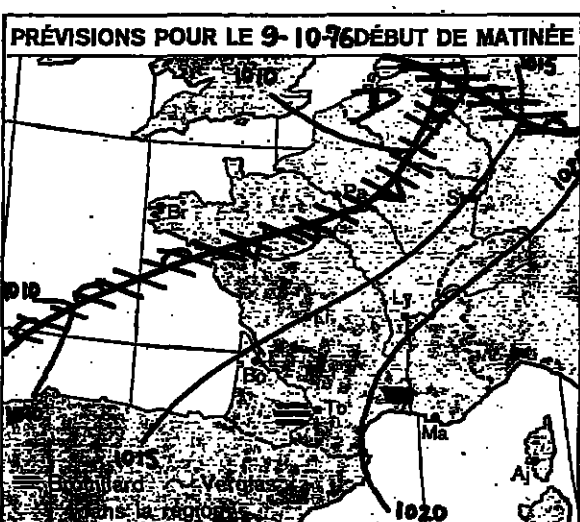
VERTICALEMENT

1. Histoire vécue ; Travail qui permet de trouver le résultat d'un certain nombre de multiplications. — 2. N'est pas de ce monde ; Allez ! (à Londres) ; Territoire étranger. — 3. Apprécié ou détes-  
 tés ; Fidèle réplique d'une image divine ; Passent pour ne pas avoir l'ouïe fine. — 4. Sa pureté éveille

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 8 OCTOBRE A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9-10 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre vendredi 8 octobre à 8 heures et le samedi 9 octobre à 24 heures :

Les hautes pressions qui recon-  
 vrent la Méditerranée et le sud de l'Europe entraînent sur notre pays un flux de sud à sud-ouest. Des perturbations circulant au large du Portugal à la Baltique touchent progressivement nos régions du Nord-Ouest et du Nord.

Samedi 9 octobre, de la Bretagne et de la Vendée aux frontières du Nord et du Nord-Est, le temps sera nuageux, passagèrement couvert avec quelques pluies ou averses. Les vents, de sud à sud-ouest, seront assez forts par moments, avec des rafales sur les côtes.

Sur le reste du pays, les périodes ensoleillées prédomineront, après la disparition de quelques nuages bas résistants près du golfe du Lion et de quelques brouillards dans l'intérieur. Les vents, faibles ou modérés, souffleront du secteur sud. En général, les températures subi-  
 ront peu de changement.

Vendredi 8 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1024 millibars, soit 763 milli-  
 mètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Ajaccio, 22 et 12 degrés ; Biarritz, 26 et 14 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Brest, 17 et 10 ; Caen, 18 et 8 ; Charbourg, 16 et 9 ; Clermont-Ferrand, 27 et 11 ; Dijon, 22 et 11 ; Grenoble, 25 et 10 ; Lille, 20 et 5 ; Lyon, 24 et 10 ; Marseille, 24 et 11 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 20 et 10 ; Nice, 24 et 15 ; Paris - Le Bourget, 25 et 9 ; Pau, 26 et 11 ; Perpignan, 22 et 15 ; Rennes, 20 et 10 ; Strasbourg, 23 et 12 ; Tours, 23 et 14 ; Toulouse, 23 (min.) ; Poitiers-Pierre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 13 degrés ; Amsterdam, 20 et 8 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 21 et 12 ; Bonn, 24 et 12 ; Bruxelles, 21 et 8 ; Îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 15 et 9 ; Genève, 21

et 7 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 18 et 9 ; Madrid, 21 et 10 ; Moscou, 4 et 2 ; New-York, 22 et 16 ; Palma-  
 de-Majorque, 26 et 12 ; Rome, 25 et 15 ; Stockholm, 15 et 9 ; Téhéran, 26 et 15.

## SCIENCES

### M. Bignier est nommé directeur du programme Spacelab

Le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA), réuni à Paris les 7 et 8 octobre, a nommé M. Michel Bignier directeur du programme Spacelab. M. Bignier aura donc à suivre et à contrôler la construction du laboratoire orbital européen. Un premier exemplaire de ce laboratoire, où pourront séjourner quatre astronautes, devrait être mis en orbite en 1980 par la navette spatiale américaine. Son départ allait être aussi l'un des sept membres du directoire de l'ESA.

M. Bignier succède à ce poste à M. Bernard Deloître, qui en avait démissionné le 22 juin der-  
 nier. A la même époque, M. Bignier quitta le Centre national d'études spatiales (CNES), dont il était directeur général, à la suite d'un conflit avec les syndicats. Son départ allait être suivi d'un bouleversement profond des organes dirigeants du CNES.

Avant la réunion du conseil de l'ESA avait eu lieu, les 4 et 5 oc-  
 tobre, celle de son comité du programme scientifique. Deux nouveaux projets ont été approu-  
 vés. Sous réserve d'une conclu-  
 sion favorable des négociations actuellement en cours avec la

NASA, l'ESA participera au financement du grand télescope spatial que l'organisme américain prévoit de lancer en 1983. La part européenne sera de 80 millions d'unités de compte (soit au cours actuel 102 millions de dollars). Cela représente 16 % du coût total et 15 % du temps d'observation sera alloué aux astronomes européens. Le second projet, Geosail, est plus mo-  
 derne. L'ESA a construit un satellite d'étude de la magnéto-  
 sphère, Geos, qui doit être lancé en 1977 par une fusée amé-  
 ricaine. Un modèle de quali-  
 fication a été construit et qualifié. Le projet Geosail consiste à lancer ce modèle au cours du second vol spatial de la fusée européenne Ariane.

(M. Michel Bignier est né à Paris le 8 février 1928. Après des études à l'Ecole polytechnique et à l'Ecole nationale supérieure des télécommuni-  
 cations, il fut à partir de 1953 ingénieur aux centres d'études de Brest, puis de Colomb-Béchar. En 1962, il est directeur des affaires internationales au CNES. Il sera par la suite inspecteur général, directeur général adjoint, puis en 1972 direc-  
 teur général de cet organisme. Il démissionne le 18 juin 1976 de ce dernier poste.)

## loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULÉS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

PAYER, TOUS COMBIS COMPRE, A PAYER									
TERMINA- TION	FINALES A NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER		TERMINA- TION	FINALES A NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	
			SERIE A	SERIE B				SERIE A	SERIE B
1	1	1 2 3	30	30	6	72 608	3	20 000	10 000
	81	1 2 3	90	90		1 2	2 000	1 000	
	461	1 2 3	280	130					
	4 991	1 2 3	690	1 090					
	21 291	1 2	1 030	1 030		57	1 2 3	50	60
	71, 121,	1 2 3	130	130		347	1 2 3	250	100
	82 501	1 2 3	5 030	5 030		4 077	1 2 3	500	1 000
		3	5 030	5 030		4 117	1 2 3	1 000	2 000
		1 2	1 030	1 030		6 227	1 2 3	1 560	1 060
		1	20 030	10 030		21 297	3	1 000	1 000
2	72 641	1 2 3	2 030	1 030	7	82 507	1 2	180	160
						3	5 000	5 000	
						1 2	1 000	1 000	
						1 2 3	8 000	5 000	
						1 2 3	8 000	5 000	
						3	20 000	10 000	
						1 2	2 000	1 000	
3	21 292	3	1 000	1 000	8	8	1 2 3	30	30
		1 2	100	100		21 298	3	1 030	1 030
		1 2 3	5 000	5 000		3	5 030	3 030	
		1 2	5 000	5 000		21 198	1 2 3	5 030	5 030
			20 000	10 000		82 508	3	5 030	5 030
						1 2	1 030	1 030	
4	1 594	1 2 3	500	1 000	9	39	1 2 3	60	80
	21 294	3	1 000	1 000		1 979	1 2 3	500	1 000
		1 2	100	100		3 729	1 2 3	500	1 000
		3	5 000	5 000		82 509	3	5 000	5 000
		1 2	1 000	1 000		1 2	1 000	1 000	
						21 299	3	200 000	100 000
						3	7 000	4 000	
5	45	1 2 3	60	60	0	180,	1 2 3	250	100
	775	1 2 3	250	100		240	1 2 3	250	100
	785	1 2 3	250	100		440	1 2 3	250	100
	8 275	1 2 3	500	1 000		580	1 2 3	250	100
	8 835	1 2 3	500	1 000		21 299	3	1 000	1 000
	21 295	3	1 000	1 000		1 2	100	3 000	
		1 2	100	100		3	5 000	5 000	
	82 505	1 2 3	5 000	5 000		53 600	1 2 3	5 000	5 000
		1 2	1 000	1 000		82 500	3	5 000	5 000
		3	8 000	5 000		1 2	1 000	1 000	
6	466	1 2 3	250	100	76	02 600	1 2 3	8 000	5 000
	866	1 2 3	250	100		37 990	2	20 000	10 000
	5 136	1 2 3	500	1 000		1 3	2 000	1 000	
	7 766	1 2 3	500	1 000		2	20 000	10 000	
	21 296	3	1 000	1 000		1 3	2 000	1 000	
		1 2	100	100					
	82 506	3	5 000	5 000					
		1 2	1 000	1 000					
		1 2 3	8 000	5 000					
		1 2 3	8 000	5 000					
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2 3	8 000	5 000						
	1 2								



صكنا عن الامم

# 26000 AVIS VALENT MIEUX QU'UN.

MARS/JUIN 1976, 26000 RESPONSABLES  
CONSULTES POUR DEFINIR LES BESOINS  
DE LA REGION NORD/PAS DE CALAIS.

LE 9 OCTOBRE 1976, SYNTHESE DE  
DES CONSULTATIONS AUX ETATS GENERAUX.

Lens - Cambrai - Arras - St-Omer - Douai - Montreuil - Boulogne  
Lille - Béthune - Valenciennes - Calais - Dunkerque

De ces 13 villes, au printemps dernier, le Conseil  
Régional du Nord/Pas de Calais a organisé des  
réunions de consultation. 26.000 responsables  
ont été consultés sur les besoins de la région.  
Les responsables économiques et sociaux ont  
parlé afin de définir en commun et de la manière  
la plus large possible les besoins et les objectifs de  
la région Nord/Pas de Calais.

Aujourd'hui, au terme de cette vaste consultation,  
la région (ensemble à vivre) a vivement demandé  
l'incident des Etats Généraux.  
Le 9 octobre, en l'absence de la  
le Conseil Régional, le Comité Economique et Social  
invitant les représentants de ces 26.000 élus et  
responsables à préparer la synthèse des besoins du  
Nord/Pas de Calais.

LE CONSEIL REGIONAL DU NORD/PAS DE CALAIS  
PREND LA PAROLE: POUR VOUS LA DONNER

LE PAYS FRANC

REGION NORD/PAS DE CALAIS  
CONSEIL REGIONAL  
COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés", 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,93
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés", 2 col. et +	28,00	32,60
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés", 2 col. et +	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi offres d'emploi

**IMPORTANT CARTEONAGE PROVINCE**  
**RECHERCHER COLLABORATEURS**  
**COLLABORATRICES** Exclusifs  
 pour développer nos ventes à Clientèle Industrielle  
 — Contrats à haut niveau  
 — Expérience commerciale et impression demandée.  
 Adresser lettres manuscrites avec C.V. et photo à :  
 SAVAS AVIGNON 2634, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARITAIRE**  
**PAR GROUPE BANCAIRE IMPORTANT**  
**MAISON BERGHOUPAN**  
**RECHERCHER COLLABORATEURS**  
 pour SIEGES PARIS  
**JEUNE COMPTABLE H. ou F.**  
 BONNE FORMATION DE BASE  
 — Autonomie et sens de l'organisation (elle devra coordonner l'activité de 5 secrétaires)  
 — Capacité d'initiative  
 — Sens des contacts.  
 Adr. C.V. détaillé, photo et prétent. à : M. T. 184 à  
 COTTESSIE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE**  
 recherche pour son  
**Service FORMATION à PARIS**  
**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE**  
 chargée de l'Intendance des actions de formation  
 Ce poste exige :  
 — Autonomie et sens de l'organisation (elle devra coordonner l'activité de 5 secrétaires)  
 — Capacité d'initiative  
 — Sens des contacts.  
 Adr. C.V. détaillé, photo et prétent. à : M. T. 184 à  
 COTTESSIE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**Centre chirurgical Marie**  
 Lannelongue, 127, r. de Tolbiac  
 (13<sup>e</sup>) spécialiste chirurgie pul-  
 monaire et cardio-vasculaire,  
 ch. infirmières D.E. passées,  
 infirmières D.E. service hospi-  
 talisation et réanimation.  
 Tél. pour r.v. infirmière gé-  
 néral : 70-229, poste 354.

**REDACTEUR-TRADUCTEUR**  
**TECHNIQUE**  
 Electr.-Mécan. Anglais Indispens.  
 Conviendrait à Ingénieur retraité.  
 Ecr. avec C.V. à M. DETRE,  
 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Société Parisienne recherche**  
**OU ELECTRICIENS**  
 débutants, connaissances en  
 alarme, ou prise de son, ou  
 prise de vue, manutention  
 agréée. Se prés. lundi 11, de  
 9 h à 12 h, magasin S.O. 22,  
 rue Perdonnet, PARIS 13.

**Société location véhicules**  
**RESPONSABLES AGENCE**  
 formation commerciale, techni-  
 que, d'ingénierie, d'ingénierie,  
 ch. infirmières D.E. manuscrit à  
 M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Libre de suite - Minimum 35 a.**  
 Anglais parlé et écrit  
 Connaissance informatique et export  
 Adresser C.V. et prétentions à :  
 M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**STE INSTALLATIONS ELEC-**  
**TRIFIQUES ET TELEPHONIE**  
 d'importance nationale  
 recherche  
**UN INGENIEUR**  
 Minimum 15 ans d'expérience  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**STE des Services Ch. candidat**  
 niveau ESC-HEC pour  
 responsabilité commerciale  
 administrative régionale. Postes à  
 Nantes, Lille, Nancy, Strasbourg.  
 Envoyer C.V. photo à :  
 M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

**Minimum 15 ans d'expérience**  
 professionnelle  
 pour  
**DIRECTION AGENCE**  
 à MARSEILLE.  
 Nécessaire avoir occupé un em-  
 ploi similaire. Poste d'avenir.  
 Ecrire avec C.V. et prétentions  
 à : M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas,  
 12011 Paris, qui transmettra.

## L'immobilier

### appartements vente appartements vente appartements vente

**Paris rive droite**  
 MARAIS, 4 pces, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, cuisine sur grand balcon, 110 m<sup>2</sup>, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**SAINT-GERMAIN (20<sup>e</sup>)**  
 Part. 2 p. 67 m<sup>2</sup> + loges, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**MARAI**  
 2 p. 67 m<sup>2</sup>, loc. ch. loc. aménagé, 1<sup>er</sup> étage, 110.000 F. Tél. 68-25-27. S'adresser à M. DETRE, 7, rue Alexandre-Dumas, 12011 Paris, qui transmettra.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.

**BOULOGNE** imm. récent 15, rue du CHATEAU Beau living avec balcon, 2 ch. ch. loc. (pos. part.), 270.000 F. Voir samedi, 14-19 h.









150

JUSTICE

POLICE

LES MAGISTRATS RESPONSABLES DES AFFAIRES CRIMINELLES GRAVES SONT DÉCHARGÉS DES AUTRES rappelle M. Guichard

M. Boudet, député de l'Orne (ref.), s'étant inquiété, au cours des questions au gouvernement, que « la justice (soit) rendue trop lentement », dans les cas de rapt d'enfants ou de prises d'otages, M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, lui a répondu jeudi 7 octobre, à l'Assemblée nationale.

« Dans les domaines où la criminalité revêt des formes particulièrement odieuses, il s'impose que les auteurs des faits soient déjoints très vite devant les tribunaux de jugement. C'est pourquoi les parquets ont reçu les instructions suivantes : les affaires criminelles les plus graves doivent être confiées à des magistrats déchargés de toute autre tâche ; priorité doit leur être donnée dans les cours d'assises ; les ministères publics devront faire preuve de fermeté dans leurs réquisitions ».

« D'autre part, la loi du 6 août 1975 dispose que les juges d'instruction peuvent se transporter sur tout le territoire national, ce qui facilite le recours aux commissions rogatoires. Enfin, la président de la chambre criminelle de la Cour de cassation a reçu de nouveaux pouvoirs propres à mettre fin aux pourvois dilatoires ».

« Ces mesures ont déjà donné des résultats et, tout en ménageant les droits de la défense, elles paraissent parfaitement compatibles avec l'exercice de la justice ».

Sept jeunes gens qui avaient distribué à Albi, en octobre 1975, des tracts d'un complot de soldats ont été condamnés, le jeudi 7 octobre, par le tribunal d'instance de cette ville à 500 francs d'amende chacun, soit la peine minimum prévue.

A LA COUR DE CASSATION

Le délit d'ingérence est constitué même en l'absence de manœuvres frauduleuses

M. Marcel Planchet, entrepreneur de travaux publics, maire de Saint-Malo, est définitivement condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis pour ingérence dans des opérations immobilières incompatibles avec sa qualité de maire. La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Raoul Combédien statuant sur le rapport du conseiller Vergne, a en effet rejeté, le 7 octobre, le pourvoi que cet officier public avait formé contre l'arrêt de la cour de Rennes du 11 juillet 1976, qui lui avait infligé cette peine et l'avait, en outre, déclaré à jamais incapable d'exercer une fonction publique.

Plaidant pour M. Planchet afin d'obtenir la cassation de l'arrêt de la cour de Rennes, M<sup>re</sup> Arnaud Lyon-Caen avait suggéré aux magistrats de la Cour suprême de revenir sur leur jurisprudence datant du début du siècle concernant l'interprétation de l'article 175 du code pénal qui punit le délit d'ingérence. Selon cette jurisprudence, une simple prise d'intérêt dans des affaires dont un maire a la surveillance suffit à caractériser le délit d'ingérence.

L'avocat estime que l'article 175 du code pénal ne correspond plus au développement de l'urbanisme et qu'il deviendrait, dans ces conditions, impossible pour un maire d'acheter un terrain sur le territoire de sa commune sans encourir de poursuites. Aussi conviendrait-il, selon lui, pour motiver une condamnation, d'exiger la preuve de manœuvres frauduleuses tendant à obtenir des profits illicites.

Tel n'était pas l'avis de M. Fernand Davenas, avocat général, qui a conclu au rejet du pourvoi en faisant remarquer que la rigueur de la jurisprudence en matière d'ingérence n'avait rien de dément malgré la complexité actuelle des fonctions municipales, « le zélisme n'ayant jamais été un caractère de l'État ». Un intérêt, même minime, suffit selon le ministre public à caractériser le délit.

« Je m'empresse de dire, ajouta M. Davenas, que les opérations auxquelles s'est livré M. Planchet n'ont aucun caractère frauduleux et qu'il est un honnête homme, mais il est regrettable qu'il ait mélangé ses activités profession-

nelles avec ses activités communales ».

Pour rejeter le pourvoi la Cour suprême précise que le délit est consommé dès que l'officier public a pris ou reçu un intérêt dans une affaire dont il avait l'administration ou la surveillance, même si l'auteur n'exerce que de simples pouvoirs de préparation ou de propositions, de décision pressa par d'autres ».

La condamnation de M. Planchet va conduire à l'élection du nouveau maire. Cependant, conformément aux dispositions du code d'administration communale, des élections partielles seront nécessaires pour compléter le conseil municipal. Le code d'administration communale précise : « Si y a lieu de compléter le conseil municipal, il est procédé aux élections complémentaires dans le quinquaine de la vacance, et le nouveau maire est élu dans la quinquaine qui suit ».

Les policiers en civil ont participé massivement à la « journée de réflexion »

D'après les organisateurs, la « journée de réflexion » organisée le mercredi 6 octobre par les syndicats de policiers en civil (« le Monde » a daté 7-8 octobre) a été suivie selon les régions par 95 à 98 % des inspecteurs. Lors de la prise du travail, ceux-ci ont remis leur médaille de police et leur arme administrative à leurs chefs de service. Une exception toutefois : à Grenoble, les inspecteurs de la police judiciaire ont continué normalement leur enquête sur les « brigades rouges », tandis qu'un groupe de l'Office central de répression du banditisme se tenait prêt à apporter son concours en cas de besoin.

Des délégations ont été reçues par les responsables de la police. A Paris, trois cents inspecteurs ont accompagné au ministère de l'Intérieur les responsables syndicaux qui ont remis une motion à M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale. Dans le même temps, un rassemblement de mille cinq cents manifestants silencieux avait lieu dans la cour de la préfecture de police.

Le refus par les pouvoirs publics d'accorder aux policiers une parité indiciaire avec les fonctionnaires de la gendarmerie a été au centre de cette journée, à l'Assemblée nationale, dans une question au gouvernement, M. Edouard Frédéric-Dupont, député de Paris (R.I.), s'est inquiété de la manière dont le gouvernement comptait « remédier à cette évolution regrettable ». « A la fin de juin et au début de juillet, l'ancien premier ministre avait promis, à une demande, cet alignement », a répondu M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, ajoutant que « l'alignement complet, c'est-à-dire statutaire et indiciaire, ne pourrait être décidé qu'ultérieurement en raison de la complexité de la question ». Rappelant qu'une commission, que présidera M. Pierre Baudou, conseiller d'Etat, va étudier ce problème, le ministre a précisé : « J'ajoute que les réformes de structures auxquelles nous entendons procéder ont pour objectif non seulement l'alignement, mais aussi la transformation en un corps unique des différents commandements existant actuellement, ainsi que la mise à l'étude de la régionalisation des commandements de police ».

La catastrophe du C.E.S. de la rue Edouard-Pailleron

LE PROCÈS DES DEUX JEUNES INCULPÉS A ÉTÉ RENVOYÉ AU 2 MARS 1977

Le procès des deux adolescents qui provoquèrent, le 6 février 1976, l'incendie du C.E.S. de la rue Edouard-Pailleron, (vingt personnes, dont seize enfants y trouvèrent la mort), Patrick et Marc, âgés alors de quatorze et quinze ans, a été appelé, mercredi 6 octobre, au tribunal pour enfants de Paris, à huis clos.

L'association des familles de victimes, partie civile, a demandé le report de l'instance à une date ultérieure, afin que ce procès ne soit jugé trop longtemps avant celui des responsables de la construction de l'édifice. Cet autre dossier, pour lequel sept personnes ont été inculpées, est actuellement entre les mains de M. Alain Vernier, juge d'instruction, qui a subordonné à M. Jean Sabatrolles, nommé à la cour d'appel de Paris.

Les défenseurs et le parquet ne s'étant pas opposés à cette remise, les débats ont été renvoyés aux 2 et 3 mars 1977.

FAITS DIVERS

LE CERVEAU D'UNE JEUNE AMÉRICAINE ASSASSINÉE A ÉTÉ CONGELÉ A - 200°

Le cerveau de Patricia Wilson, une jeune Américaine de quinze ans assassinée le dimanche 20 octobre à Berkeley, a été congelé à - 200° dans une capsule spéciale placée en chambre froide.

C'est le père de la jeune fille assassinée, Robert Wilson, auteur de plusieurs romans de science-fiction, qui a décidé de faire conserver le cerveau de sa fille dans l'espoir qu'un jour la science permettra de le faire revivre.

En Corse

LE F.L.N.C. REVENDIQUE DEUX NOUVEAUX ATTENTATS

Deux attentats ont été commis en Corse dans la nuit du mercredi 6 octobre. Le premier a détruit un pylône de la ligne carbo-sarade, à Santa-Maria-Poggio, à 35 kilomètres au sud de Bastia. Cette ligne transporte le courant électrique depuis le sud de la Sardaigne jusqu'à la côte toscane en passant par la Corse. La deuxième explosion a abattu un pylône téléphonique de la région de La Porta, à 50 kilomètres au sud-ouest de Bastia, privant quatorze communes de téléphone.

Ces deux attentats ont été revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), qui, à propos de la deuxième explosion, précise qu'il « a voulu ainsi protester contre le mauvais fonctionnement du téléphone ».

« Un restaurant de Lyon, « Le Goût de canon », a été saigné, mercredi 6 octobre, par une explosion. Il s'agit d'un attentat, selon les premières constatations des enquêteurs. Le restaurant était surtout fréquenté par des militants anarchistes et d'extrême-gauche ».

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/6  
**78**

2500  
REVISABLE

2000  
FD

90%  
15

CF

1974

Immeubles

Nombre d'app.

Maisons individuelles

Garages particuliers

Garages en sous-sol ou box

Parkings en surface

Gare

RER, Station

Autoroute ou péage

A B C D E F

1 60

2 MAGNY-EN-VEAUX L'ISLE-ADAM CHANTILLY SENLIS

3 PONTAISE TAVERNY

4 MEUDON MONTMORENCY ST-DENIS BOISIGNY MEAUX

5 ST-GERMAIN NANTERRE CLAMART ROGENTIS/MARNE LAGNY

6 VERSAILLES 78 92 93 94 95 77

7 TRAPPES PALAISEAU ANTONY CRETEIL BOISSY-ST-LEGER

8 CHEVREUSE ARPAJON MENNECY MELUN NEMOURS

C/5 7.500 80% 1977 30

RÉSIDENTE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine - un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours sf mar. et merc. de 10 à 12 h, de 14 à 19 h. T. 757-05-75. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

C/6 3775 80% 1976 7

FLORILEGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du M-Fock, à Fontenay-sous-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux, dans un site agréable, élégante et discrète résidence du st. au 5 p. Appt primable 1 % patron. Bur. vente sur pl. sf mar. et mercr. 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

D/4 3.350 80% 1977 107

MARCEL SEMBAT 57 - 57, bd Marcel-Sembat, St-Denis - A 500 m du métro, 2 immeubles d'excellente qualité offrant quelques appartements de 2 à 5 pièces. Prêt spécial à 3 % sur 15 % de l'acquisition et prêt bancaire. Appartement témoin tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercr.) SERCO 14, rue Mogellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

C/2 4300 80% 1977 26

RÉSIDENTE LA CROIX DES VIGNES - 92, av. des Bonshommes, L'Isle-Adam. Dans un parc boisé face à l'Oise, 2 petits immeubles. Appartements de standing : studios, 3, 4 et 5 pièces. Visite sur place : samedi et dimanche, 92, av. des Bonshommes, 95-L'Isle-Adam. 15, rue Sainte-Anastase 75003 Paris - 272-16-73

LA HENIN

crédits immobiliers

16, rue de la Ville l'Evêque 75008 Paris - tél. 260-35-15

COGEFIMO

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat :

cde

Comptoir des Entrepreneurs

6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### CIRCULATION

#### Le pont de Sully-sur-Loire est fermé pour cinq mois

De notre correspondant

Une crise municipale vient d'éclater, à Sully-sur-Loire (Loiret), à la suite de la fermeture à la circulation de l'unique pont routier sur la Loire pour cause de travaux, depuis le mardi 5 octobre. Le pont doit rester fermé pendant cinq semaines. Onze conseillers municipaux viennent d'adresser leur démission. Le maire, M. Dautin, ne figure pas parmi les démissionnaires.

Orléans. — Le pont restera néanmoins ouvert aux piétons et aux cyclistes. Une manifestation de protestation contre cette fermeture avait réuni, le 2 octobre, trois cents personnes sur le pont de Sully.

Trois solutions avaient été examinées par la direction départementale de l'équipement : fermer totalement le pont pendant cinq semaines, échelonner les travaux sur une durée de cinq mois tout en maintenant la circulation sur une partie de la chaussée, aménager le pont S.N.C.F. voisin, où le trafic est très réduit. C'est la première solution qui a finalement été retenue, provoquant la colère des habitants de Sully.

Un comité de défense a été constitué, qui estime que l'on aurait pu différer les travaux ou aménager le pont ferroviaire, pont chaque matin. — R. G.

solution rejetée par les services de l'équipement en raison de son coût.

Neuf mille cinq cents véhicules en moyenne empruntent chaque jour le pont de Sully. Ils devront désormais utiliser les ouvrages de Châteauneuf-sur-Loire et de Gien, situés chacun à une vingtaine de kilomètres, ou bien laisser leur véhicule à l'entrée du pont de Sully et le franchir à pied. De l'autre côté du fleuve, les entreprises doivent, en principe, organiser le ramassage des travailleurs.

Selon le comité de défense, qui a recueilli près de deux mille signatures (la commune de Sully compte cinq mille habitants), huit cents personnes venant des bourgs voisins franchissent le pont chaque matin. — R. G.

(PUBLI-CITÉS)

#### AVIS PUBLIC DE CANDIDATURE

Le département du Pas-de-Calais projette de construire à Arras un immeuble administratif d'environ 5.500 m<sup>2</sup>, destiné à abriter le siège du Conseil Général (salle de délibération, salle de commissions, bureaux), certaines activités sociales de la préfecture (notamment restaurant du personnel) et 300 places de parking.

Des concepteurs seront mis en compétition sur le plan national, en nombre limité, conformément au décret du 28 février 1973 et à l'arrêté du 29 juin 1973.

Les concepteurs intéressés par cette compétition sont invités à faire acte de candidature et à présenter leurs références auprès du préfet du Pas-de-Calais (Direction des Affaires Départementales et des Finances) au plus tard le 18 octobre 1976, le cachet de la poste faisant foi.

Toute information générale sur le projet peut être recueillie auprès de l'organisme chargé de la programmation : B.R.E.A., 53, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly, tél. 637-26-90

### POINT DE VUE

#### L'autoroute, l'usager et le contribuable

par ANTOINE VEH (\*)

Il n'est pas surprenant que, dans le climat sensible créé par l'apogée des décisions municipales, la querelle du péage urbain, ouverte ou relancée à propos de l'autoroute A-4, donne lieu aux arabesques de la surcharge et de la démagogie auxquelles on assiste depuis quelques semaines. A tort ou à raison, l'usager d'aujourd'hui, dans un débat obscurci et passionné, un peu de clarté et de sérénité.

Le problème posé est celui de la participation, des usagers au financement des autoroutes urbaines. Il a trois aspects, selon qu'on le considère sur le plan des options politiques, sur celui des contraintes financières, sur celui enfin des modalités d'application.

Sur le plan des choix politiques, la volonté de réduire les inégalités implique nécessairement une participation accrue des usagers au financement des autoroutes urbaines. Il en est en tout cas ainsi dans l'agglomération parisienne, où l'usage d'une voiture particulière confère, dans la grille des migrations quotidiennes, un avantage de commodité et de confort substantiel par rapport à celui des transports collectifs. Personne ne saurait contester que la contrainte de trajets souvent pénibles entre domicile et lieu de travail est plus légère pour l'automobiliste que pour le voyageur de l'autobus, du métro ou du train de banlieue. C'est bien chercher à réduire les inégalités que d'en tenir compte.

Les réalités financières militent dans le même sens. La commission des transports du VII<sup>e</sup> Plan a exprimé le vœu que les ressources financières de l'Etat et des collectivités locales susceptibles d'être, au cours des prochaines années, consacrées aux transports urbains soient entièrement affectées au développement, longtemps retardé, des transports collectifs. On notera que ce rattrapage est d'ailleurs indispensable à l'automobile individuelle si l'on veut que celle-ci puisse continuer d'assumer la majorité des déplacements, sans

être frappée de paralysie progressive par la saturation de la voirie. A contrario, cela signifie qu'il faut de nouvelles ressources additionnelles, la réalisation de nouvelles autoroutes d'accès ne pourra être financée. Certains ne manquent pas d'observer que l'automobile est déjà lourdement taxée. Qu'il en soit, dans un pays où la pression fiscale est toujours considérée comme excessive, au sein de quelques années budgétaires très difficiles, on imagine mal qu'un effort supplémentaire puisse être attendu du contribuable pour financer le développement de ce réseau de transports collectifs.

Enfin, convient-il que les modalités de cette contribution soient acceptables, et qu'à cet effet elles n'entraînent pas l'impôt le plus élémentaire. C'est dans cette optique que la création d'un péage sur une seule des radiales de la région, mesure manifestement discriminatoire, a soulevé une émotion légitime. Cela ne saurait en rien condamner le principe du péage urbain, sous réserve que celui-ci soit appliqué dans des conditions équitables. C'est-à-dire tous azimuts, sur l'ensemble des radiales autoroutières. Cela étant, le péage n'est pas la seule modalité possible d'une participation financière des usagers, et l'on peut également songer, comme l'a recommandé la commission des transports du VII<sup>e</sup> Plan, à des centimes additionnels sur le prix du carburant, à des vignettes d'agglomération ou à des abonnements, ces différentes formules pouvant du reste être combinées.

L'essentiel demeure, à ce stade, de ne pas compromettre l'équipement autoroutier nécessaire à la région parisienne en adoptant l'attitude néfaste, mais peu réaliste, des marchands d'illusions.

(\*) Président de la commission des transports du VII<sup>e</sup> Plan, membre du conseil régional d'Ile-de-France.

### QUESTION...

#### La S.N.C.F. : frein à la hausse

Après la décision de M. Raymond Barre de bloquer les tarifs publics jusqu'en 1981, prochain et d'en limiter la hausse à 5,5 % pendant l'année 1977, la question de principe reste posée de savoir qui, en définitive, paiera le déficit des sociétés nationales qu'aggrave une telle décision ?

M. Guy Teilhard, administrateur C.G.T. de la S.N.C.F. et membre de la commission des transports terrestres de la commission supérieure des transports, donne ci-dessous son point de vue sur la situation de la S.N.C.F. face au blocage de ses tarifs.

La question est posée, en effet, de savoir qui paiera, en fait, le blocage des tarifs ? et aussi de savoir si le blocage actuel des tarifs est vraiment « anti-inflationniste » ? Pour répondre correctement à cette série de questions, il est d'abord nécessaire de souligner nous semble-t-il, car l'opinion publique l'ignore le plus souvent — qu'une gestion particulièrement rationnelle des transports est-elle le support de transferts économiques et sociaux importants et décisifs. Alors, convenait-il de bien voir et de faire savoir que ces transferts s'exercent avant tout au profit des plus gros chargeurs des trains complets de marchandises, au profit des poids lourds, et par conséquent au détriment des voyageurs et des automobilistes ; ceux-ci paient la part de charges fixes (et autres) — imputables aux camions gros porteurs, aux grandes sociétés industrielles et commerciales utilisatrices du rail et de la voie d'eau.

Ainsi, et comme le confirme la commission des transports du VII<sup>e</sup> Plan, le secteur des transports est-elle le support de transferts économiques et sociaux importants et décisifs. Alors, convenait-il de bien voir et de faire savoir que ces transferts s'exercent avant tout au profit des plus gros chargeurs des trains complets de marchandises, au profit des poids lourds, et par conséquent au détriment des voyageurs et des automobilistes ; ceux-ci paient la part de charges fixes (et autres) — imputables aux camions gros porteurs, aux grandes sociétés industrielles et commerciales utilisatrices du rail et de la voie d'eau.

De surcroît, ce n'est pas d'aujourd'hui que la S.N.C.F. connaît des blocages de ses tarifs, expédients nés des nombreux plans de stabilisation ou « anti-inflation » de la V<sup>e</sup> République, le plus souvent sous la houlette de M. Valéry Giscard d'Estaing.

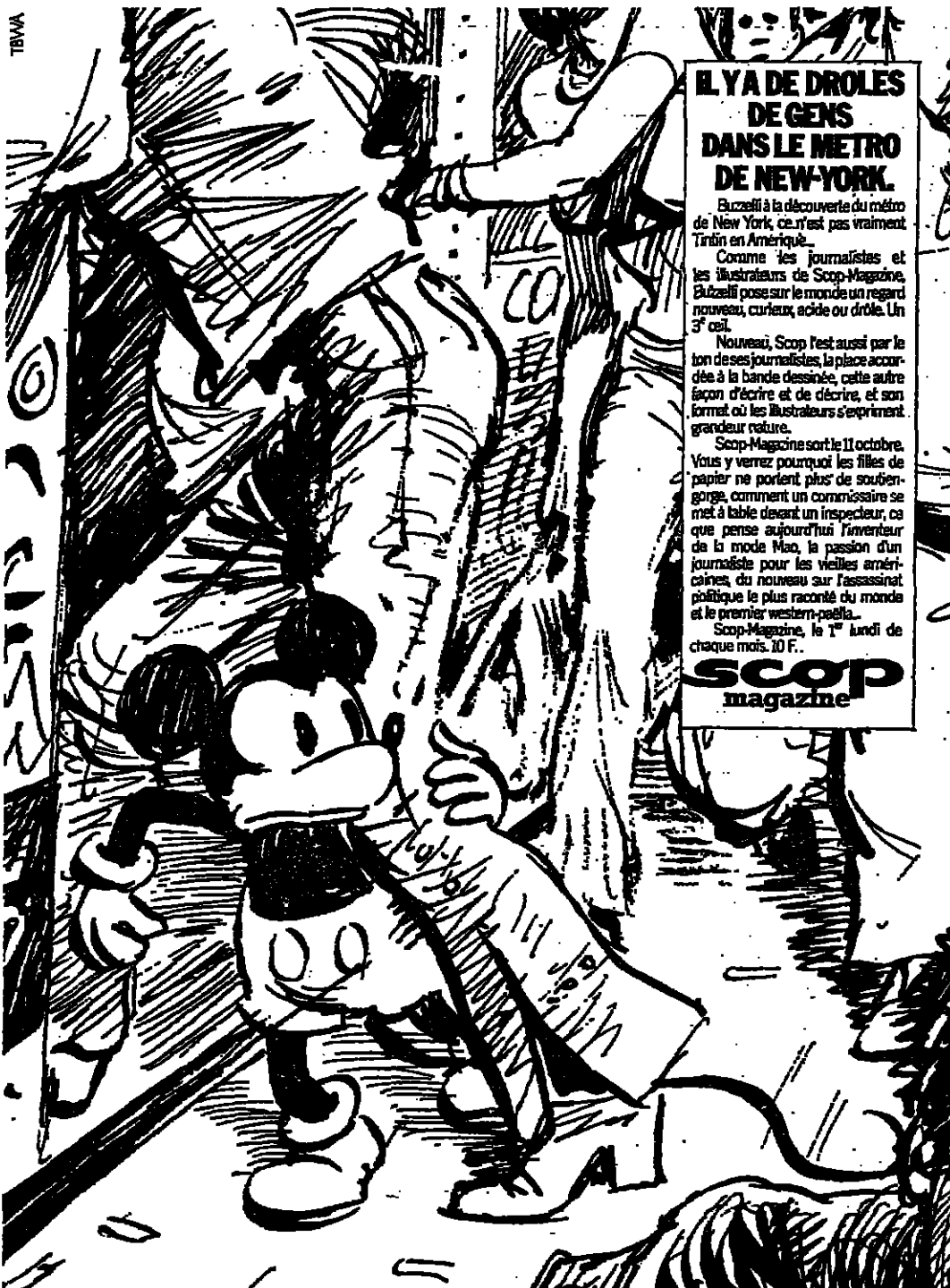
Les activités de la S.N.C.F. sont donc bien délibérément orientées vers le soutien des surprofits de l'industrie, de l'industrie et financière qui domine l'économie française et dont les gaspillages sont la source fondamentale de l'inflation.

En agissant comme il le fait à l'égard de la S.N.C.F., le pouvoir ne s'attaque nullement aux causes profondes et structurelles de l'inflation. Les compensations versées automatiquement ne font que nourrir une inflation finalement profitable à la grande bourgeoisie tandis qu'elle affaiblit progressivement la Société nationale, qui voit ses charges, et du même coup ses dépendances et la tutelle étatiques, peser d'un poids toujours plus lourd.

Si le gouvernement voulait effectivement réduire l'inflation, d'autres mesures seraient à prendre dans le cadre de la S.N.C.F. : en bloquant les tarifs qui pèsent sur la consommation populaire, les voyageurs notamment ; en augmentant et en adaptant les divers tarifs marchands en fonction des possibilités, qui sont connues ; en protégeant l'entreprise nationale, en cessant de l'utiliser à des fins conjoncturelles pour les fausses solutions d'austérité, en assurant l'avenir du grand service public (investissement, modernisation) et de ses personnels.

C'est-à-dire en limitant les transferts par la S.N.C.F. d'importantes ressources populaires à une minorité de gros usagers des transports industriels, en commençant à réorienter le financement public dans les transports ; au lieu d'aller à l'exportation du capital, de favoriser des investissements et des doubles emplois, d'accorder des subventions ou des « compensations-transferts » aux grands groupes dominants.

...RÉPONSE



**LE NEWS-MAGAZINE**  
QUI A UN 3<sup>e</sup> ŒIL

#### IL Y A DE DROLES DE GENS DANS LE METRO DE NEW-YORK.

Buzzelli a la découverte du métro de New York, ce n'est pas vraiment Tintin en Amérique.

C'est une véritable enquête de la presse américaine, Buzzelli pose sur le monde un regard nouveau, curieux, acide ou drôle. Un 3<sup>e</sup> œil.

Nouveau Scop l'est aussi par le ton de ses journalistes, la place accordée à la bande dessinée, cette autre façon d'écrire et de lire, et son format où les illustrations s'expriment grandeur nature.

Scop-Magazine sort le 10 octobre. Vous y verrez pourquoi les filles de papier ne portent plus de sous-jupes, comment un commissaire se met à table devant un inspecteur, ce que pense aujourd'hui l'interieur de la mode Mac, la passion d'un journaliste pour les vieilles américaines, du nouveau sur l'assassinat politique le plus récent du monde et le premier western-peña.

Scop-Magazine, le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois, 10 F.

scop magazine

### Limousin

M. ROGER RONCIER, REPRÉSENTANT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU LIMOUSIN. — M. Roger Roncier, président de la chambre de commerce et d'industrie de Brive, a été élu le 5 octobre à la présidence du comité économique et social du Limousin avec 35 voix sur 35 votes exprimés.

#### Qualité de la vie

VILLES HISTORIQUES D'EUROPE. — Une déclaration appelant les élus locaux à s'engager dans la restauration et la conservation du patrimoine historique et architectural a été adoptée par le conseil de l'Europe, à laquelle participait l'Union européenne des villes et régions. Le conseil a également recommandé la mise en œuvre de programmes de coopération entre les villes historiques.

Remise en cause du gigantisme, d'une source de gaspillage et de déperdition, l'Union européenne des villes et régions a adopté une déclaration de principes, tels sont les thèmes développés par les élus, qui demandent à chaque Etat d'accorder des aides pour la réhabilitation des quartiers menacés de disparition et qui ont affirmé leur opposition au processus de ségrégation sociale inscrite dans le développement des quartiers riches et paucres.

LES MILLIARDS DE L'ENVIRONNEMENT. — Aux Etats-Unis, environ 35 milliards de dollars, soit 150 milliards de francs, seront dépensés en 1976 pour la défense de l'environnement, estime le

### FAITS ET PROJETS

Conseil pour la qualité de l'environnement, organisme consultatif rattaché à la Maison Blanche. Cette somme représente 161 dollars par habitant. Le Conseil estime aussi que les programmes de lutte contre la pollution ont permis, ces dernières années, la création de trois cent mille à quatre cent mille emplois.

#### Transports

PAN AM, COMPAGNIE INTERNATIONALE AMÉRICAINE. — La compagnie américaine Pan American vient, pour la première fois, de recevoir l'autorisation de transporter des passagers à l'intérieur des Etats-Unis. Le Bureau de l'aéronautique civile (CAB) a autorisé la compagnie à exploiter la ligne Boston-Détroit. Jusqu'à présent, Pan Am ne pouvait prendre au départ de ces villes que des passagers se rendant en Europe. Contrairement à Pan Am, l'autre grand transporteur international américain, exploite de nombreuses lignes à l'intérieur du pays. — (A.F.P.)

NICE - NEW-YORK AUX COULEURS DE T.W.A. — La compagnie américaine T.W.A. inaugure, le vendredi 5 novembre, une ligne Nice - Genève - New-York à raison de deux vols par semaine, le vendredi et le dimanche, au départ de Nice.

OUVERTURE DE ROISSY-EN 1981. — La deuxième aérogare de l'aéroport Charles-de-Gaulle sera mise en service au printemps de 1981. Les travaux

de construction, interrompus au début de 1975, en raison de la crise du transport aérien engendrée par la récession économique mondiale, reprendront dans le courant de l'année prochaine. L'aérogare n° 2, qui sera principalement occupée par Air France, sera située dans la partie sud-est de l'aéroport, près de la deuxième piste terminée récemment. Elle sera composée d'un ensemble de huit mini-aérogares, disposées face à face, deux par deux.

### DÉFENSE

#### FRANÇAIS ET BRITANNIQUES ÉCHANGERONT DES INFORMATIONS DANS LE DOMAINE NAVAL

A l'occasion de la visite officielle, mardi 5 et mercredi 6 octobre à Paris, de M. Frederick Mulley, ministre britannique de la défense, la Grande-Bretagne et la France ont convenues, en vertu d'un accord, d'échanger des informations sur la situation navale dans le monde.

Les deux pays devraient se communiquer les renseignements qu'ils recueillent sur les navires militaires en mer ou font des escales à l'étranger, sur les mouvements d'autres navires. La France a déjà conclu des accords similaires avec des rivaux de l'Océan Indien, du Pacifique et de la Méditerranée.

La France a tendance, aujourd'hui, à multiplier ces accords bilatéraux qui lui permettent notamment dans le domaine naval, d'obtenir des informations sur la situation géostratégique dans le monde et de cesser, ainsi, de trop dépendre de sources de renseignements des Etats-Unis.

M. Yves Bourgeois, ministre de la défense, et son homologue britannique sont également convenus d'examiner les conditions dans lesquelles la Grande-Bretagne et la France pourraient, à long terme, remplacer leurs avions de combat par un modèle commun. La décision des Britanniques de lancer en accord avec l'Italie et la République fédérale d'Allemagne — la construction du bi-réacteur M.R.C.A. (multirôle Combat Aircraft) et le choix de la France en faveur du Mirage-2000 sont, ont estimé les deux ministres, contraires aux intérêts des Européens de conserver une puissante industrie aéronautique, puisant ces deux mesures accablent les risques d'une compétition interne à l'Europe.

### CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Institut Technique de Prévision Economique et Sociale

292, rue Saint-Martin, 75141 PARIS CEDEX 03

L'Institut Technique de Prévision Economique et Sociale reprendra ses cours le mercredi 20 octobre 1976.

Créé au sein du Conservatoire National des Arts et Métiers, par arrêté du Ministre de l'Education Nationale, en date du 9 juillet 1972, l'Institut a pour but de former ou perfectionner aux techniques modernes de gestion prévisionnelle et de prévision économique et sociale que d'organiser des séminaires spécialisés.

Le programme de formation s'étend sur deux ans. Il est sanctionné par un diplôme. La liste des diplômés est publiée au « Journal officiel ».

Les cours ont lieu les mardi, mercredi, vendredi, de 18 h. 15 à 20 h. 30.

Renseignements : I.T.P.E.S., 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03, tél. 887-37-38, poste 523 ;

Inscriptions au Secrétariat : 2, rue Costé, 75003 Paris, Bureau 253.

Journal de l'ISO



Journal de l'ISD

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## MONNAIES ET CHANGES

### FIN DE LA CONFÉRENCE DE MANILLE

## De nouveaux déséquilibres monétaires sont en vue

En tant que président de séance, M. Mohamed Imady, ministre syrien de l'économie, a déclaré, vendredi 8 octobre à 9 h 45, heure locale (2 h 45 à Paris), l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, qui se tenait depuis lundi dernier à Manille. Cette réunion avait rassemblé quelque cinq mille délégués représentant cent vingt-sept des cent vingt-neuf pays qui sont actuellement membres de ces deux institutions.

Au cours de la conférence de presse traditionnelle qu'il a donnée à la fin des travaux, le directeur général du F.M.I., M. Johannes

Witteveen, a notamment déclaré : « Nous sommes dans une période de transition. Nous allons concentrer notre action sur les problèmes de la liquidité internationale et essaierons de maintenir la reprise économique en réduisant le chômage. Enfin, nous veillerons aux ajustements des balances des paiements ».

Au-delà de ces généralités, l'assemblée générale aura été marquée par un certain nombre de discussions et de prises de position émanant parfois de réunions tenues en dehors de la séance. Voici les principales :

**FLOTTEMENT DES MONNAIES.** — Le représentant de la France, M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, n'a pas été le seul à dénoncer les dangers d'un flottement incontrôlé. Le ministre belge des Finances, M. Willy De Clercq, s'est, pour sa part, prononcé en faveur d'une « gestion plus systématique du système des changes flottants ». Pour sa part, M. Clappier avait réitéré que le Fonds monétaire exerce, dans l'avenir, sa « surveillance » sur les politiques de change, conformément à ce que prévoient les accords conclus en janvier dernier à la Jamaïque.

Cependant, le secrétaire américain au Trésor a réaffirmé la thèse des délégués traditionnels des États-Unis : que chaque pays commence à mener chez lui les politiques anti-inflationnistes appropriées, et une certaine stabilisation des changes suivra d'elle-même. Pour appuyer son propos, M. William Simon a demandé au Fonds monétaire de ne pas mettre de hâte excessive à la définition des « règles de conduite » que les pays membres devront, en principe, suivre dans l'avenir.

**VENTES D'OR.** — Il semble qu'un accord sera bientôt conclu sur la vente d'or pour financer les besoins financiers des pays en développement. Les ventes d'or, les adjudications du Fonds monétaire ont lieu actuellement toutes les six semaines et qui portent sur 750 000 onces (environ 24 tonnes). M. Bernard Clappier a précisé que l'administrateur français au conseil du Fonds monétaire révisait « de tels schémas » pour faire prévoir le point de vue arrêté en commun par les pays de la C.E.E. (lesquels ont officiellement demandé à la définition des « règles de conduite » que les pays membres devront, en principe, suivre dans l'avenir).

**REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE L'OCDE.** Cette réunion a fait l'objet de nombreux commentaires dans les couloirs de la conférence : M. Mohamed Yeghaneh (Iran), qui la présidait, a confirmé que le

## EUROPE

### La Commission de Bruxelles envisage une taxe pour résorber les excédents laitiers

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne vient de proposer aux États membres d'imposer aux producteurs de lait de la C.E.E., au cours des trois prochaines années, un prélèvement de « corresponsabilité » dont le montant serait fixé, après chaque campagne, entre 2 % et 4 % du prix indicatif du lait.

Pour la prochaine campagne, qui débutera le 1<sup>er</sup> avril 1977, elle suggère que ce prélèvement soit égal à 2,5 % du prix indicatif. Les producteurs des régions de montagne ne seraient pas assujettis à cette nouvelle taxe. Corrélativement, afin de maintenir des relations de concurrence à peu près équitables entre les différents types de lait, elle propose l'application d'une taxe du même ordre sur les matières grasses végétales produites ou importées dans la C.E.E. (l'huile d'olive seule en serait dispensée). Cette proposition sera examinée par les ministres de l'Agriculture lors de leur prochaine session, les 25 et 26 octobre.

C'est en juillet (le Monde du 9 juillet) que la Commission, soucieuse de freiner la progression des excédents de poudre de lait et de beurre, avait présenté les lignes directrices du plan d'assainissement du marché laitier avec, comme mesure centrale, l'association des producteurs aux dépenses engagées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour soutenir le marché. Faute de connaître les effets de la sécheresse sur la nouvelle production, elle n'avait pas chiffré alors le montant de la cotisation à réclamer aux producteurs.

Selon M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, la production de lait dans la C.E.E. excède de 10 % les besoins. Son objectif est de la réduire de 5 % et d'accroître la consommation de 5 %. Le plan

d'assainissement, soumis maintenant à l'avis des gouvernements, prévoit que les recettes obtenues grâce au prélèvement de « corresponsabilité » (environ 1,5 milliard de francs en 1977, selon M. Lardinois) seront employées, en priorité, pour rechercher de nouveaux débouchés de la production laitière.

La Commission propose ainsi que le FEOGA contribue (pour 50 % du prix) au financement du programme de distribution de lait dans les écoles. Elle y met cependant comme condition que les États membres participent, sur leur propre budget (au moins pour 25 %), à cet effort. — Ph. L.

[La réaction des milieux laitiers français à ce projet est assez décevante, car on fait remarquer que la taxe de « corresponsabilité », qui revient à une taxe de réabsorption des excédents, serait appliquée, alors que la collecte — autrement dit le revenu des producteurs — a baissé de 15 à 20 % selon les régions du fait de la sécheresse.]

**École Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale**  
Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

**ÉCOLE SUPÉRIEURE DES TRANSPORTS**  
— Formation de Cadres responsables des transports

**ENOES**

62 r. Miromesnil 75008 Paris  
Tél. 522.10.37 - 15.07 - 26.76

## A L'ÉTRANGER

## Une nouvelle récession en Grande-Bretagne ?

(Suite de la première page.)

Simultanément, l'Institut d'émission britannique a pris une autre disposition destinée à freiner le développement du crédit : les banques commerciales devront constituer auprès de lui des « dépôts spéciaux » d'un montant égal à 2 % de leurs engagements. Le dispositif mis en place vise, comme en France le plan Barre, à réduire l'expansion de la masse monétaire, faite de quel le Fonds monétaire risquerait de faire des difficultés pour accorder le crédit de 3,9 milliards de dollars dont Londres aura besoin pour rembourser ses créanciers étrangers (les banques centrales des États-Unis, d'Allemagne fédérale, de France...), qui, au début du mois de juin dernier, lui ont avancé, pour six mois, 5,3 milliards de dollars.

Un objectif avait été formulé, à titre indicatif, par le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, pour la croissance annuelle de la masse monétaire : 12 %. Il semble qu'au cours des prochains mois, on ait atteint les 20 %. Encore ce dernier chiffre ne donne-t-il pas une vue complète de la réalité. Les experts britanniques, fort justement, usent d'un autre concept, plus rigoureux : celui d'« expansion du crédit intérieur » (« domestic credit expansion »). Disons, pour simplifier, qu'à l'augmentation de la masse monétaire intérieure, on ajoute le

montant du déficit extérieur qui, d'une façon ou d'une autre, est nécessairement financé par des crédits consentis par l'étranger. Les inspecteurs des finances de la rue de Rivoli devraient, à leur tour, adopter ce mode d'évaluation. C'est ainsi que leur intention est de permettre à l'opinion d'y voir un peu plus clair.

Toutes les difficultés se présentent à la fois. En même temps que la livre subit les inévitables conséquences d'une politique monétaire et budgétaire inadéquates (le déficit du secteur public dépasse 10 milliards de livres sterling), elle est également la victime des ventes effectuées par les détenteurs de balances sterling, dont Londres a si impudemment, en accordant une garantie de change, favorisé un nouvel essor entre 1968 et 1974. Est-on à la veille de l'effondrement de ce qui reste

se tailler un grand succès personnel en trouvant, devant les délégués du parti conservateur réunis à Brighton, l'accueil et les formules propres à frapper l'opinion sur l'ampleur du désastre qui est en train de se produire. (Voir page l'article de Jean Wetz.)

Mais les mesures d'urgence qui viennent d'être prises en vigueur outre-Manche rappellent ou dévalent rappeler aux hommes politiques, aux hommes d'affaires, aux syndicalistes, les graves menaces que font peser les difficultés monétaires sur la reprise qui donne déjà, depuis l'été, de sérieux signes de ralentissement. Comme l'écrit vendredi matin le Financial Times, l'évaluation du rôle de l'argent à un tel niveau sape complètement la stratégie du gouvernement britannique en matière de développement industriel.

La vérité est qu'une monnaie faible retire toute autonomie réelle à un pays pour définir les objectifs à moyen et même à court terme de sa politique économique. La Grande-Bretagne freine, l'Italie fait de même. La faiblesse de la livre et de la lire, risque de contraindre le gouvernement de M. Raymond Barre à renforcer son programme s'il ne veut pas voir le franc entraîné vers la pente descendante, ce qui lui ôterait « toutes chances » de ralentir la hausse des prix. Les conditions ne sont-elles pas en train d'être réunies pour faire tomber à nouveau l'économie des pays industrialisés dans la récession ?

PAUL FABRA.

## AFFAIRES

### Elf-Aquitaine va acquérir 35 % du capital de la filiale industrielle de l'Institut Pasteur

La société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) va acquérir 35 % des actions de l'Institut Pasteur Production (I.P.P.), filiale industrielle et commerciale à part entière de l'Institut Pasteur.

C'est la SANOFI, entreprise chargée de gérer les intérêts du groupe pétrolier dans les domaines de l'hygiène et de la santé (pharmacie, cosmétologie, produits vétérinaires), qui procédera à cette prise de participation. Cette dernière s'effectuera par une augmentation de capital de l'I.P.P. qui passerait de 53 à 80 millions de F. Ce capital est actuellement de 35 millions, mais sera prochainement porté à 53 millions après cession à l'I.P.P. de l'usine du Val de Reuil, propriété de l'Institut Pasteur. L'I.P.P. conservera avec sa maison-mère des liens privilégiés qui lui assureront la priorité d'accès à la recherche pastorière et à la recherche pharmaceutique, le bénéficiaire du concours industriel et commercial de la SANOFI. La signature de l'accord de principe intervient jeudi 7 octobre, sans que l'on ait encore de nouvelles surprises. Créée au début de 1973,

l'I.P.P. était très éprouvée par les difficultés financières de sa maison mère, l'Institut Pasteur. Bien que son chiffre d'affaires ait plus que doublé en quatre ans — il dépassait en 1976 150 millions de francs en 1973 (contre 70 millions en 1973) — l'I.P.P. était en pénétrant déficit (au 31 décembre 1975 il atteignait 14,6 millions de francs). Du rapprochement avec l'Institut Pasteur (groupe Rhône-Poulenc) avait été un moment envisagé. Mais cette solution avait dû être écartée, l'opération nécessitant l'apport de 1 milliard de francs, devenant le seul partenaire possible dans la mesure où il dépend entièrement de la S.N.E.A. dont l'Etat est actionnaire à 70 %.

L'opération aura l'avantage de renforcer la liaison entre la recherche biologique menée à l'Institut Pasteur et la recherche pharmaceutique. Les échanges entre la SANOFI et l'I.P.P. devraient apporter une aide précieuse aux développements futurs alliant chimie et biologie. — A. D.

## Certaines universités ont une allure insolite.

Si les universités sont les lieux privilégiés où des gens qui en savent plus sont au service de ceux qui voudraient bien en savoir davantage. Alors, Lafarge est aussi une université.

En 150 années, nous avons acquis un savoir-faire sur les procédés de fabrication du ciment, les outils de production et leur rentabilité. Avec 878 LAFARGE CONSEILS ET ETUDES nous avons acquis la disposition des besoins internationaux du marché.

Études géologiques et économiques, études de procédés, conceptions d'usines, mises en service, assistance technique et de gestion, formation du personnel, plus de 250 résumés dans 57 pays, 110 interventions techniques, 25 engagements d'assistance technique en cours.

Expérience, savoir-faire, technologie : voici ce que nous pouvons transmettre. Sans oublier ce que nous continuons d'apprendre tous les jours.



LAFARGE

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
heures	4 7/8	5 7/8	5 1/4
mois	5 3/8	5 7/8	5 1/4
3 mois	5 3/8	5 7/8	5 1/4
6 mois	5 3/8	5 7/8	5 1/4

(PUBLICITE)

Nous possédons une organisation susceptible de résoudre tous problèmes financiers et immobiliers en Suisse et à l'étranger.

N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONSULTER  
ALPHAVALOR S.A.

6, rue Charles-Monod 1002 Levenant Suisse

**FLAMBO**

**systemes d'organisation**

Le savoir-faire est le ciment de nos activités.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## AUTOMOBILE

### La région Renault souhaite développer sa coopération avec le groupe Peugeot

M. Bernard Vernier-Pallier, président de la région Renault, a précisé, le 6 octobre, les perspectives à moyen et long terme de la Région.

Après avoir réaffirmé sa confiance dans la « pérennité de l'industrie automobile », qui continuera à tenir une place très importante en France et dans le monde, le président de la région Renault a affirmé qu'il s'efforcerait de développer, parallèlement au secteur automobile, la branche véhicules industriels (Saviem et Berliet) afin de porter celle-ci à la hauteur de la concurrence, ce qui ne sera pas facile.

Quant aux autres secteurs de diversification, la région cherchera pour l'essentiel à consolider et à développer les domaines où elle

est « compétente », sur le plan des techniques, des produits ou des marchés.

Afin de réduire les coûts de production (accrue à une concurrence vigoureuse), la région souhaite également « maintenir et si possible développer » sa collaboration avec le groupe Peugeot. L'absorption de Citroën par ce dernier empêcherait certes les deux groupes de se continuer, mais les deux entreprises ont des intérêts communs dans ces différents secteurs. La direction « véhicules industriels » deviendra une filiale spécialisée dont le conseil de surveillance sera présidé par M. Vernier-Pallier.

Par ailleurs, trois directions fonctionnelles (financière, des affaires générales, de la planification et du développement) auront pour but de « distiller les objectifs stratégiques et la politique d'ensemble du groupe Renault ».

Enfin, la suite du départ de M. Vernier-Pallier sera assurée par M. François Zanotti, à titre nommé président du conseil de surveillance de Berliet.

### Renforcement de l'intégration de Saviem et de Berliet

La réorganisation de la direction du secteur « véhicules industriels » de la région Renault, dirigée depuis le départ de M. Christian Benoit par M. François Zanotti, se poursuit (« Le Monde » du 28 septembre).

Afin de « renforcer la politique de coopération » entre les deux filiales de la Région, Saviem et Berliet, précise un communiqué, cinq directions opérationnelles ont été créées au sein de la Société de développement des industries du véhicule industriel, filiale de la Région, qui couvre les deux firmes.

Une direction opérationnelle « véhicules industriels » sera dirigée par M. Vincent Grib, président du conseil de surveillance de la Saviem. Elle aura pour objectif « la réalisation d'une gamme commune d'organes et la conception de gammes de véhicules industriels distinctes au

plan commercial mais utilisant le plus grand nombre possible de composants identiques ». Quatre autres directions opérationnelles (automoteurs et autobus, affaires militaires, équipements spéciaux et activités internationales) coordonneront les activités des deux firmes dans ces différents secteurs. La direction « activités internationales » deviendra une filiale spécialisée dont le conseil de surveillance sera présidé par M. Vernier-Pallier.

Par ailleurs, trois directions fonctionnelles (financière, des affaires générales, de la planification et du développement) auront pour but de « distiller les objectifs stratégiques et la politique d'ensemble du groupe Renault ».

Enfin, la suite du départ de M. Vernier-Pallier sera assurée par M. François Zanotti, à titre nommé président du conseil de surveillance de Berliet.

## TÉLÉPHONE

### L.M.T. et C.G.E. livreront chacun un central temporel aux P.T.T.

Le secrétariat d'Etat aux P.T.T. a décidé de passer commande dès le début de 1977 de deux prototypes de centraux de commutation électronique temporels de grande capacité. La société S.L.E. Citel (filiale du groupe C.G.E.) fournira un « E 12 », et la Matériel téléphonique (L.M.T.), qui est passé en mai dernier du giron d'I.T.T. dans celui de Thomson-CSF, son « C.T.T. ». Ces deux centraux seront livrés dans leur version « centre de transit » et non comme « central d'abonnés ».

La décision des P.T.T. ne constitue pas à proprement parler une surprise (le Monde du 30 juillet et du 16 septembre). En passant ces deux commandes, M. Sépère et ses services ont voulu faire plaisir à tout le monde. A la C.G.E. qui a eu pendant de longs mois des craintes quant à l'avenir de son système. Mais aussi et surtout à L.M.T. dont les ingénieurs s'étaient inquiétés du sort réservé à leurs recherches

sur la commutation temporelle après le rachat de leur société à I.T.T. par Thomson.

Le communiqué du ministère est muet sur un point : le choix du calculateur qui accompagnera ces centres de transit. En fait, il semble que le E 12 serait livré avec un C30 de l'ex-C.I.T. et le C.T.T. avec l'ordinateur 3202 mis au point par les filiales françaises d'I.T.T.

En fait, les ambiguïtés qui pèsent depuis des mois sur la politique industrielle du téléphone subsistent en grande partie. Le réseau français va avoir le triste privilège d'abriter la plus grande diversité de matériels dans le monde. Qu'en est-il de deux systèmes électromécaniques qui représentent encore jusqu'en 1980 la majorité des commandes des P.T.T. ? Deux centraux spatiaux : le Metacocta d'I.T.T. et l'Aze d'Ericsson. Un temporel de petite capacité, le E 10, et maintenant les deux grands centraux temporels E 12 et C.T.T. Soit sept types de matériels retenus au nom du principe de la concurrence. — J.-M. Q.

### Vers une moralisation des ventes de voitures d'occasion

En moyenne, on achète en France deux voitures d'occasion par vie. Pourtant, et la vente de ces dernières fait l'objet de contrats et de garanties multiples, ceux des véhicules d'occasion restent jusqu'à présent assésés à un prix hasardeux, dont la bonne foi et l'honnêteté du vendeur (professionnel ou particulier) constituent la seule caution. L'accord signé entre l'Institut national de la consommation (INCC) et la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile, qui regroupe quarante-cinq mille négociants et garagistes, constitue donc un premier pas appréciable vers une moralisation du marché des véhicules d'occasion.

Cet accord, conclu après plus d'un an de discussion, prévoit pour l'essentiel l'élaboration d'un contrat-type que l'acheteur pourra exiger du professionnel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977. Le contrat-type pourra ou non être assorti d'une clause de garantie contractuelle, laquelle sera à un carnet de garantie précisant notamment son domaine (pièces main-d'œuvre, transport...), sa durée et ses conditions (embrayon courant, par exemple). Dans tous les cas les contrats (ou bons de commande) type comporteront :

- Des mentions concernant la désignation du véhicule : l'année de sa sortie (« modèle 73 » par exemple), le kilométrage marqué au compteur au moment où le professionnel a acquis le véhicule et, s'il est connu, le kilométrage réel de celui-ci, ainsi que le nombre de ses précédents propriétaires. Une fiche signalétique sera également remise à l'acheteur décrivant les organes de sécurité (direction, freins, etc.) du véhicule.
- Des mentions portant sur les conditions de paiement.
- Des mentions concernant la valeur de la reprise, les responsabilités respectives du vendeur et de l'acheteur, le contrôle de sécurité effectué par le garagiste, les contestations, etc.

L'accord signé entre l'INCC et la C.S.N.C.R.A. précise, en outre, les objectifs communs que les deux organisations s'efforcent de réaliser au-delà de la mise en place des contrats-types. Il s'agit notamment d'obtenir des constructeurs automobiles l'installation de compteurs plombés de six chiffres, permettant d'éviter la manipulation ou la remise à zéro des compteurs, de lutter pour l'adoption d'une réglementation sur la circulation des « épaves », de mettre au point un « carnet d'entretien » des automobiles, sur lequel seront mentionnées toutes les réparations effectuées par un garagiste, d'améliorer la fiche signalétique du véhicule et enfin d'établir des commissions d'arbitrage chargées de résoudre les litiges entre acheteurs et vendeurs.

Ces objectifs sont fondamentaux. S'ils ne sont pas atteints, les contrats-types qui viennent d'être mis sur pied risquent de demeurer un avantage certes appréciable (dans la mesure où ils combinent un vide total de la réglementation), mais plus formel qu'efficace. Les bons de commande-types n'engagent en effet que la bonne foi du vendeur. Celui-ci précise, par exemple, dans le contrat, le kilométrage indiqué au compteur lorsqu'il a repris la voiture à un particulier, mais il ignore si celui-ci correspondait bien au kilométrage réel, ce qui, en l'absence de com-

ptabilité, est pratiquement impossible à déterminer avec certitude. Espérons que l'obligation légale de révéler au client la volonté de l'acheteur à user de ce contrat.

En l'absence de commissions d'arbitrage, les recours possibles de l'acheteur, en cas de refus du vendeur d'user du contrat-type ou de son non-respect, sont limités à la seule chambre syndicale. Celle-ci peut certes éliminer du nombre de véhicules le négociant pris en faute, mais la sanction reste faible. Enfin, l'accord signé par l'INCC ne concerne ni les filiales des constructeurs, ni les négociants non affiliés à la C.S.N.C.R.A., ni surtout les ventes de particulier à particulier, lesquelles représentent quand même un bon tiers des transactions.

Cet accord va cependant indiscutablement dans la bonne voie, en permettant de « rééquilibrer » le dialogue entre acheteur et vendeur de voitures d'occasion. C'est le premier accord de ce type signé entre l'INCC et une branche professionnelle. En dépit des réticences du patronat, l'INCC compte en négocier d'autres. L'organisme parapublic reprendra ainsi aux objectifs que lui a assignés la commission consommation du VII<sup>e</sup> Plan au cours de ses travaux. — V. M.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

• LA SODIMA, GROUPE COOPÉRATIF LATVIER dont la marque est Yoplait, vient de reprendre la société Saint-Robert, filiale du groupe Parrier, par l'intermédiaire de cinq coopératives implantées dans l'Est. Les quatre usines de Saint-Robert sont elles-mêmes dans cette région : Lunéville, Magnières, Blamont et Veselize. Son chiffre d'affaires pour le dernier exercice connu a été de 185 millions de francs dont 87,7 % sont réalisés dans les fromages, 27,7 % dans le lait de consommation et 15,4 % dans les beurres.

Cette opération confirme le renforcement de la SODIMA dans la distribution de produits de marque et le désengagement de Parrier des produits laitiers.

• LETZ, LE FABRICANT ALLEMAND D'APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES dont le siège est à Weizel, en Basse, vient d'annoncer un modeste bénéfice de 316 000 DM (817 000 F) pour l'exercice de 1975, après trois années déséquilibrées et un déficit accumulé de 11,4 millions de deutschemarks (22,3 millions de francs). Le capital de Letz (40 millions de deutschemarks ou 78,5 millions de francs) est contrôlé à 51 % par la société suisse Wild, pour 42,5 % par la famille Letz et pour 6,75 % par la société Letz-Trade-Unit.

Le chiffre d'affaires de Letz, en 1975, s'est élevé à 22,5 millions de deutschemarks (43,4 millions de francs), dont 130 millions de deutschemarks pour les instruments optiques (microscopes, notamment), les deux tiers du total provenant de la vente des appareils photographiques Letz.

### Prix

- L'INDICE DES PRIX CALCULÉ PAR LA C.G.T. a augmenté, pour les mois d'août et de septembre, de 2,1 % par rapport à juillet 1976, et de 12,7 % par rapport à la même période de l'année dernière. Ont le plus augmenté les postes « habitation » (3,7 %), « habillement » (2,4 %).
- AUX ETATS-UNIS, les prix de gros ont augmenté de 0,9 % en septembre, après avoir baissé de 0,1 % en août. Il s'agit de la plus forte hausse enregistrée depuis octobre 1975. Les prix de gros agricoles ont augmenté de 1,9 %, après avoir diminué de 2,9 % en août. (A.F.P.)

Les Français viennent à la location de voitures chez

**europcar**

645.21.25

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### cedis

#### Lettre aux actionnaires (extraits)

Au 30 juin, le chiffre d'affaires de votre société s'est établi à 3 milliards 556 370,91 F toutes taxes comprises, un augmentation de 11,2 % sur celui de 1975. Après 18 279 889 F d'amortissements contre 18 774 525 F et 8 555 525 F de provisions pour hausse de prix s'élève à 5 505 002 F contre 7 500 000 F au 30 juin 1975.

Après les supermarchés Suma de Mulhouse - Pierrefontaine (Haut-Rhin) et Lure - Mortard (Haute-Saône), ceux de :

- Morteau (Doubs),
- Le Valdonon (Côte-d'Or),
- Belfort-Chazelles (Territoire de Belfort),
- Pontaléon-de-Dijon (Côte-d'Or),

ont été convertis dans le calendrier prévu.

Ils seront suivis par :

- Richelieu (Haut-Rhin), en octobre, puis
- Baume-les-Dames (Doubs), en novembre.

L'hypermarché Mammouth de Lons-le-Saulnier (Jura), est ouvert depuis le 6 octobre. Ainsi, la surface des nouveaux magasins sera bien

supérieure à celle de l'année dernière. Rappelons enfin que notre septième centre Maseau - Jarcin est aussi ouvert, début janvier, la neuvième filiale de l'hypermarché Mammouth de Montceau-les-Mines, et que dans Belfort - Jarcin fonctionnent de façon satisfaisante depuis un an et demi. Cette activité connaît un rythme constant.

Dans ces conditions, le chiffre de l'exercice se situera à l'habillage d'une fourchette de 2 milliards 400 millions à 2 milliards 600 millions. Nous ne manquons ni en chiffre ni en notre peine afin que cedis poursuive son expansion : nous avons réussi un appel devant la Commission nationale d'arbitrage commercial témoignant de notre optimisme. Nous venons, en effet, d'obtenir du ministre du Commerce de l'Emploi et de l'Industrie l'autorisation d'acquiescer à notre Mammouth de Dijon-Champagne la galerie marchande de 2 000 mètres carrés de surface de vente prévue en 1974.

Ainsi, nos huit hypermarchés Mammouth seront dotés de centres commerciaux, chacun formant un ensemble homogène et attractif.

Par ailleurs, nous possédons un certain nombre de parcelles de construction pour assurer dix-neuf mètres carrés de surface de vente nouvelle pour 1977.

### LA ROCHETTE CENPA

Au cours du premier semestre 1976 l'industrie papetière a continué de ressentir les effets de la crise. Bien qu'une certaine reprise d'activité se soit manifestée à partir du deuxième trimestre, les résultats ont continué à se détériorer du fait de la dégradation persistante des prix de vente et de l'augmentation continue des charges.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé, pour le premier semestre 1976, à 445 millions de francs, en regard de 403 millions de francs pour la période correspondante de 1975, soit une hausse de plus de 11 %.

Le résultat de la société au 30 juin 1976 se solde par une perte de 3 millions de francs, après une provision de 18,4 millions de francs au compte d'amortissements, ceux-ci ayant été calculés au maximum des possibilités. Au 30 juin 1976, le bénéfice net s'élevait à 4,9 millions de francs, après 16 millions de francs d'amortissements et 5 millions de francs de provision pour impôt.

Ces résultats ne sont pas des résultats consolidés et ne tiennent pas compte des plus-values ou moins-values pouvant résulter de cessions d'actifs ni des modifications de provision pour fluctuation des cours ou dépréciation des titres des filiales.

La situation économique actuelle rend difficile la prévision sur les résultats du second semestre.

### CROUZET

Amélioration de la rentabilité du premier semestre 1976 par rapport à celui de 1975

Distribution d'actions gratuites : 1 pour 3

Le résultat d'exploitation au 30 juin 1976 s'élève à 10 127 000 F contre 1 777 000 F pour la même période de 1975.

Le bénéfice net au 30 juin 1976 est de 3 505 000 F après déduction de 18 445 000 F de dotation sur amortissements (dont 10 000 000 F d'amortissements de dépenses de recherche - développement - études par la Société).

— De 1 844 000 F de dotation sur provisions.

— De 5 888 000 F de provisions pour impôt sur les bénéfices.

— De 780 000 F de provision pour réserves de participation.

Le bénéfice net à fin 1976, donc dans les mêmes conditions était de 1 689 000 F.

Par ailleurs, le conseil d'administration du 22 septembre dernier a décidé, en vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale du 25 juin 1976, de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves comptées dans l'affectation gratuite de nouvelles actions pour tous anciens.

Les actions nouvelles créées porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

### A LOUER CENTRE EL BEUF

sans pos de porte, magnifique

Local Commercial

1.500 m2

pour commerces et toutes activités

Location directe par le propriétaire.

Sur place 17, r. C-Randoing

16 (35) 770-01-79 ou 770-01-55.

### IMMINDO S.A.

Les loyers encaissés au premier semestre de 1976 totalisent 7 278 000 F (hors primes à la construction) contre 6 794 000 F pour la même période de l'année 1975.

La situation prévisionnelle de fin 1976 au 30 juin 1976 fait apparaître un bénéfice de 1 707 000 F.

Ces résultats permettent d'espérer une augmentation du chiffre de l'exercice de 1976.

Par ailleurs, il est précisé qu'IMMINDO S.A. entreprend actuellement la réalisation de deux nouveaux programmes d'habitat situés à Paris dans les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements.

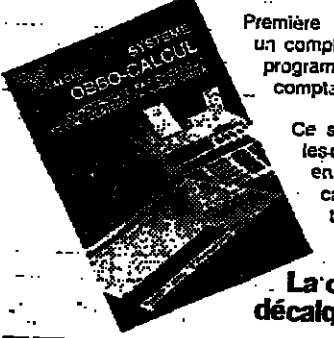
### COMPAGNIE ELECTRO-FINANCIERE

Le résultat des opérations de l'exercice 1975 s'élève, avant impôt, à 15 016 000 F. L'ensemble est constitué par les revenus de portefeuille, qui ont atteint 11 millions 2 000 francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale de répartir aux actionnaires une somme globale de 13 680 000 F.

Le dividende correspondant sera de 16 F par action, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 8 F, soit un revenu global par action de 24 F.

## Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un calculateur électronique, le calculateur programme OBO type MEGA 7600 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par OBO-CALCUL décalque en régime électronique

Vous ne levez parvenir gratuitement "L'information du décalque"

M. Société Adresse

16.

OBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9<sup>e</sup> - 878.25.50 et 25.06

# EMPRUNT NATIONAL 1976

TAUX ACTUEL 10.60%

pour les moyennes et petites entreprises & l'artisanat

150



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 7 OCTOBRE

### Léger redressement

Les valeurs françaises se sont légèrement redressées jeudi à la Bourse de Paris, où, en dépit de l'appel à la grève lancé par la C.G.T., la C.F.D.T. et P.O., la cote a été soutenue par les cours du pétrole. Les valeurs étrangères ont compté des valeurs par ailleurs cotées à terme n'ont pu être inscrites.

La grande majorité des participations ont gagné une partie du terrain cédé la veille, notamment : les pétroles, la construction, l'électricité, le bâtiment, l'automobile, la mécanique. Parmi les valeurs les mieux traitées, citons B.S.N., Polier, Saclier-Dupont, Matra, Dismar, Aquitaine Française des Pétroles, Pétroles B.P. et U.C.B.

Toute trace de baisse n'a cependant pas disparu. P.F.M., G.T.M., Marine-Wendel, Métallurgie de Normandie, Babcock et Presses de la Cité se sont repliés dans des proportions non négligeables.

Bien que le volume des transactions à terme ait été faible, le marché a été soutenu par le cours de mardi (45,8 millions de francs), les opérations d'arbitrage ont permis d'obtenir un jour de grève générale. De toute évidence, et ne serait-ce qu'en raison des difficultés de transport, une partie de clientèle habituelle du palais Brémontier n'est pas venue.

Le marché, après quatre séances consécutives de baisse, s'est montré mieux disposé, mais cette tendance pourra-t-elle se maintenir ?

Les valeurs étrangères, les titres d'or sont restés fermes, tandis que les américaines étaient plus soutenues. Les allemandes se sont également redressées.

Sur le marché de l'or, le lingot s'est apprécié de 1,85 francs à 187,50 francs, et le napelée a progressé de 1,90 franc à 225 F.

## LONDRES

Nouveau repli

Le renouveau de l'effondrement du marché, qui a débuté vendredi matin, s'est poursuivi hier, l'indice des valeurs industrielles a baissé de 2,90, soit de 1,10 point, à 290,7. Le volume des transactions a été de 1,10 million de titres, soit de 1,10 million de francs.

Le marché, encore lourd à l'issue de la première partie de la séance, a fait front avec un calme relatif à la plus mauvaise nouvelle de la journée : la hausse des prix de gros, qui des perspectives estimées à 0,5 % en septembre (le Monde a daté 7-8 octobre), s'est finalement établie à 0,5 %.

La déception fut grande, mais les statistiques hebdomadaires favorables des ventes au détail (+1,4 %) permirent de limiter les dégâts.

Sur cette, après la séance, les opérations d'arbitrage ont permis d'obtenir un jour de grève générale. De toute évidence, et ne serait-ce qu'en raison des difficultés de transport, une partie de clientèle habituelle du palais Brémontier n'est pas venue.

Le marché, après quatre séances consécutives de baisse, s'est montré mieux disposé, mais cette tendance pourra-t-elle se maintenir ?

## NEW-YORK

Redressement

Après six séances consécutives de forte baisse, la Bourse américaine a finalement réagi, et jeudi l'indice Dow Jones s'est inscrit à 983,09, en hausse de 5,40 points.

Le volume des transactions a été de 1,10 million de titres, soit de 1,10 million de francs.

Le marché, encore lourd à l'issue de la première partie de la séance, a fait front avec un calme relatif à la plus mauvaise nouvelle de la journée : la hausse des prix de gros, qui des perspectives estimées à 0,5 % en septembre (le Monde a daté 7-8 octobre), s'est finalement établie à 0,5 %.

La déception fut grande, mais les statistiques hebdomadaires favorables des ventes au détail (+1,4 %) permirent de limiter les dégâts.

Sur cette, après la séance, les opérations d'arbitrage ont permis d'obtenir un jour de grève générale. De toute évidence, et ne serait-ce qu'en raison des difficultés de transport, une partie de clientèle habituelle du palais Brémontier n'est pas venue.

Le marché, après quatre séances consécutives de baisse, s'est montré mieux disposé, mais cette tendance pourra-t-elle se maintenir ?

## INDICES QUOTIDIENS

(NYSE Base 1926 = 100, 1975-76)  
Valeurs françaises : 290,7  
Valeurs étrangères : 185,1  
Cote des Agences de Change (Base 100 = 25 oct. 1975)  
Indice général : 63,9

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE** : Avant son redressement, la situation financière de la Compagnie Française de Raffinage, qui a été déclarée en faillite le 15 septembre 1976, était désastreuse. Le bilan de la Compagnie, qui a été déclaré en faillite le 15 septembre 1976, était désastreuse. Le bilan de la Compagnie, qui a été déclaré en faillite le 15 septembre 1976, était désastreuse.

**RAFFINERIES DE SAINT-LOUIS** : La situation financière de la Raffinerie de Saint-Louis, qui a été déclarée en faillite le 15 septembre 1976, était désastreuse. Le bilan de la Raffinerie, qui a été déclaré en faillite le 15 septembre 1976, était désastreuse.

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 236,20

## BOURSE DE PARIS - 7 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	101,00	101,00	France (L.)	385	385	Lyons-Albion	100	100	Union Abit	154	154
4 %	101,00	101,00	SAN (SIC) S.A.	385	385	Paris-Baschong	100	100	Un. Ind. France	127	127
5 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
6 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
7 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
8 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
9 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
10 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
11 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
12 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
13 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
14 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
15 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
16 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
17 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
18 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
19 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
20 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	101,00	101,00	France (L.)	385	385	Lyons-Albion	100	100	Union Abit	154	154
4 %	101,00	101,00	SAN (SIC) S.A.	385	385	Paris-Baschong	100	100	Un. Ind. France	127	127
5 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
6 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
7 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
8 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
9 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
10 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
11 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
12 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
13 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
14 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
15 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
16 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
17 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
18 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
19 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
20 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			

## COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	101,00	101,00	France (L.)	385	385	Lyons-Albion	100	100	Union Abit	154	154
4 %	101,00	101,00	SAN (SIC) S.A.	385	385	Paris-Baschong	100	100	Un. Ind. France	127	127
5 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
6 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
7 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
8 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
9 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
10 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
11 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
12 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
13 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
14 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
15 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
16 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
17 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
18 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
19 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
20 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	101,00	101,00	France (L.)	385	385	Lyons-Albion	100	100	Union Abit	154	154
4 %	101,00	101,00	SAN (SIC) S.A.	385	385	Paris-Baschong	100	100	Un. Ind. France	127	127
5 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
6 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
7 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
8 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
9 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
10 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
11 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
12 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
13 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
14 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
15 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
16 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
17 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
18 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
19 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			
20 %	101,00	101,00	Préfecture S.A.	385	385	San. Marc. Gré	275	275			

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. PROCHE-ORIENT  
— La guerre civile au Liban.  
— La guerre civile au Liban.
- 4-6. EUROPE  
— BELGIQUE : les élections municipales du 10 octobre pourraient avoir des conséquences politiques.
- 8-9. AMERIQUES  
— « Virage à droite ou à gauche ? » (II), par Charles Vanhecke.
10. ASIE  
— THAILANDE : le juge militaire va prendre des « mesures immédiates » pour empêcher la « mainmise des communistes » sur le pays.
10. AFRIQUE  
— RHODESIE : la négociation du plan Kissinger se heurte à l'opposition de M. Smith.
- 12-17. POLITIQUE  
— « Quelle confiance ? », un point de vue de M. Roger-Gérard Schwartenberg.
18. OUTREMER  
— NOUVELLE-CALÉDONIE : la nouvelle majorité de l'Assemblée territoriale demandera l'autonomie interne.

**LE MONDE DES LIVRES**  
Pages 19 à 24

LE FOUILLETON de R. Pol-Delpech : « La Maison de l'écriture » de R. Pol-Delpech.  
LA SAISON DES ROMANS : Claude Aubin : Jean-Marie Lory ; Pierre Maldonado.  
FIGURES AMERICAINES : La Fayette et Washington : Pauline Rockwell.  
LITTÉRATURE STRANGÈRE : Des nouvelles de Joyce Carol Oates.  
SCIENCES HUMAINES : Les leçons de Roman Jakobson.

25. SPORTS  
— FOOTBALL : « Grandeur et décadence des clubs » (II), par Pierre-Marie Doutré.
26. RELIGION
- 31-33. ARTS ET SPECTACLES  
— CINÉMA : les Nouveautés de l'été de la Tortue, de J. R. R. Tolkien.  
— THÉÂTRE : Elizabeth Un à Chailot.
34. SCIENCES  
— M. Rignier est nommé directeur du programme Spacelab.
38. MÉDECINE  
— Le projet de budget donne la priorité à la prévention, à l'humanisation des hôpitaux et à la formation des personnels.
39. ÉDUCATION  
— L'enseignement catholique agricole connaît des difficultés financières.
39. JUSTICE  
— C.E.S. EDOUARD-PAILLERON : le procès des deux jeunes inculpés est renvoyé au mois de mars 1977.
39. POLICE  
— Les policiers en civil ont participé massivement à la « journée de réflexion ».
39. FAITS DIVERS
40. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS  
— POINT DE VUE : « L'autoroute, l'usage et le contrôle », par Antoine Veil.
- 41-42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE  
— FIN DE LA CONFÉRENCE DE MANILLE : de nouveaux déséquilibres monétaires sont en vue.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (30)  
Annonces classées (26 et 27) ;  
Annonces classées (28) ;  
« Journal officiel » (29) ;  
Lettres (31) ;  
Météorologie (32) ;  
Mots croisés (33) ;  
Beurser (34).

« LE MONDE DU TOURISME  
ET DES LOISIRS »  
paraîtra  
dans notre prochain  
numéro

Le numéro du « Monde »  
daté 7-8 octobre 1976 a été tiré  
à 619 952 exemplaires.

A B C D E F G

### Au Sénat

## Le cumul des peines en matière d'accidents du travail : le gouvernement est battu par sa majorité et soutenu par la gauche

Le Sénat a adopté jeudi 7 octobre, en seconde lecture, le projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail. Une quinzaine d'articles sur les quelques quarante qui composent le projet restent en discussion entre les deux Assemblées. Les sénateurs ayant de nouveau modifié le texte, une commission mixte paritaire a été convoquée pour le 14 octobre au point de vue de la rédaction des dispositions législatives. Parmi celles-ci, M. LAURENT-RIEU (Union centriste), rapporteur de la commission des affaires sociales, a signalé le problème du cumul des peines en cas d'accident du travail consécutif à une méconnaissance des règles d'hygiène et de sécurité. Le Sénat, par respect d'un principe important de notre droit pénal, a voulu interdire ce cumul et revenir à la règle de l'application de la plus forte peine prononcée. L'Assemblée nationale, estimant que le nouveau projet, destiné à améliorer la prévention, ne devait pas réduire l'effet dissuasif du cumul des sanctions.

Le rapporteur a insisté, au cours de son intervention, sur la très grande importance de la prévention des accidents du travail en agriculture. En une seule année,

il y a eu dans ce secteur plus de huit cents accidents mortels et le pourcentage moyen des victimes d'accident est d'un salarié agricole sur quatre, par an.

« En dépit de ce projet », a souligné M. BEULLAC, ministre du travail, le gouvernement a voulu d'abord aligner les garanties offertes aux salariés agricoles sur celles des autres catégories. Il a voulu aussi que les victimes de fautes professionnelles soient mieux indemnisées. Il a voulu, surtout, améliorer la prévention des accidents. Les salariés ont désormais un droit à la formation-sécurité. Immédiates et gratuites, les machines seront mieux contrôlées ; les produits et substances, plus soigneusement étiquetés ; les conditions de travail, mieux surveillées. À l'aspect réglementaire, le projet prévoit une inspection du travail sera renforcée.

L'ensemble du projet a été en suite voté à main levée.

A. G.

### Le « tour de Bretagne » du secrétaire général du P.C.

## Ceux qui luttent contre le plan Barre-Giscard sont dignes de la France, déclare M. Marchais

De notre correspondant

Rennes. — Durant quatre jours, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, effectuait un « tour de Bretagne ». Jeudi 7 octobre, dans la soirée, il a tenu un meeting à Fougères (Ille-et-Vilaine) en présence de deux mille cinq cents participants. Dans cette ville très éprouvée par la crise de la chaussure, le secrétaire général du P.C. s'est tout d'abord félicité du succès de la journée d'action suivie par « des dizaines de travailleurs ». L'exemple de la Bretagne illustre bien, à son avis, les promesses non tenues du « gouvernement » : « Les salaires sont les mêmes, les prix sont plus élevés, les services publics sont dégradés », a-t-il dit. « Le problème n'est pas de savoir les défauts ou les qualités de tel ou tel, mais de savoir pour qui et pour le compte de qui ce pouvoir agit... »

Le secrétaire général du P.C. a ensuite rappelé les mesures proposées par le parti communiste. « C'est que luttent contre le plan Barre-Giscard ne sont pas de mauvais Français, a-t-il lancé, ce sont ceux qui sont dignes de la France ».

M. Marchais a affirmé que la « mise en scène » de M. Jacques Chirac à nour objet essentiel de

retenir l'électorat gaulliste qui « échappe chaque jour un peu plus à l'U.D.F.R. du fait de sa giscardisation ». Il a renouvelé son appel aux gaullistes en affirmant que l'indépendance de la France est un des « combats majeurs » du parti communiste. Il a également « tendu la main » aux travailleurs chrétiens.

Le secrétaire général du P.C. était attendu vendredi 8 octobre à Rennes, Lorient et Concarneau, samedi 9 il traitera des problèmes de culture régionale à Quimper, de la réparation navale et des arsenaux à Brest. A Morlaix, il abordera le thème de l'agriculture. A Dinan, il a été reçu par M. Dimanche 10, à Saint-Brieuc, l'achèvement de la tournée bretonne. Georges Marchais défilera un plan de développement pour cette région.

Venez visiter nos 5 étages d'exposition

Le plus grand choix de marques de Paris.  
Neuf et occasion toutes marques  
Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

**hamm** Pianos  
Orgues  
Instruments de musique

135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél : 544 38-86  
Parking - Prés gare Montparnasse

**REVENUS ÉLEVÉS**  
Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

**SOBI**

### EN AVION CUBAIN SÉRIÉSE AU LARGÉ DE LA BARBADE SOIXANTE-TREIZE MORTS

L'hypothèse d'un sabotage n'est pas exclue

Un DC 8 des lignes aériennes cubaines est tombé en mer, le mercredi 6 octobre, à quelque cent kilomètres de la Barbade. Il y avait soixante-treize passagers à bord ; il n'y a aucun survivant. Une équipe d'enquête internationale s'est mise en route pour aller à la recherche de l'avion. Le DC 8 faisait demi-tour quand il a été aperçu par un avion de chasse cubain. Un message d'urgence a été envoyé à l'aviation cubaine, mais sans succès. L'hypothèse d'un sabotage n'est pas exclue. Un homme, espagnol et en anglais, a téléphoné au quotidien Miami Herald pour déclarer que le groupe d'aviation cubain de Condor avait placé une bombe magnétique à l'intérieur de l'appareil. (U.P.I., Reader.)

### ARRÊTÉS, SUR LA CANEBIÈRE A MARSEILLE

## Les sept voleurs des toiles de Picasso dérochées au Palais des Papes à Avignon font partie d'un réseau international

Le service régional de la police judiciaire à Marseille a annoncé, jeudi 7 octobre, l'arrestation des auteurs du vol, au mois de janvier dernier, de cent dix-huit toiles de Picasso exposées au Palais des Papes à Avignon (le Monde du 3 février). Sept personnes ont été appréhendées dans la soirée du 6 octobre par les policiers qui leur avaient tendu un piège en simulant le rachat des œuvres d'art. Tous les tableaux ont été retrouvés intacts. L'un des voleurs, Theodoros Timmers, vingt ans, de nationalité belge, est mort quelques instants après son incarcération à l'hôtel de police de Marseille.

Le jeune homme venait d'être interrogé une première fois par les policiers et conduit dans une cellule, quand un gardien l'a découvert inanimé sur le sol. Une autopsie a été ordonnée par le parquet et le médecin-légiste, le docteur Vuille, a conclu qu'il s'agissait d'une mort naturelle ; Theodoros Timmers aurait succombé à une crise cardiaque.

L'arrestation des sept malfaiteurs, qui, selon M. Pervaud, un thien, feraient partie d'un réseau international de trafic d'objets

### Tandis que M. Jean d'Ormesson devient directeur général de la société de gestion du « Figaro »

Le conseil de surveillance du Figaro s'est réuni le mercredi 6 octobre sous la présidence de M. André Aron, député de la Seine (non inscrit). Celui-ci a fait ratifier le projet de modification du statut de la société de gestion, dont les membres sont répartis en cinq : M. Jean d'Ormesson (qui le présidera), Raymond Aron et Xavier Marchetti. Le nouveau directeur comprend : M. Robert Hersant qui le présidera probablement, et Yann Clerc (l'un et l'autre membres du précédent conseil), et qui, désormais, sont les deux représentants de la rédaction. M. Gabilly, A. Boussemart et C. Grimaldi.

D'autre part, si M. Robert Hersant demeure P.-D.G. de la société du Figaro, M. Jean d'Ormesson prend le titre de directeur général du Figaro et M. Raymond Aron celui de directeur politique. Enfin, M. Max Clos — dont le nom apparaît au générique du journal — est directeur de la

réaction et M. Xavier Marchetti, codirecteur.

Dans le Figaro du vendredi 8 octobre, M. Jean d'Ormesson écrit notamment : « Engagé dans une modernisation de ses structures techniques dont dépend son avenir, le Figaro réorganise et simplifie ses structures administratives et ses organes directeurs ».

La ligne générale du journal sera fixée par un comité que le président en tant que directeur général du Figaro et où se donneront naturellement à Raymond Aron de jouer un rôle tout particulier. (1).

Précisant que le directeur de la rédaction sera désormais à la tête de la gestion, M. d'Ormesson déclare que la prise de contrôle du Figaro par M. Robert Hersant depuis un peu plus d'un an, a été « une véritable révolution », « une véritable révolution » et « la qualité du journal ».

La modification du statut entraîne, par ailleurs, celle du conseil de surveillance où M. Grimaldi et C. Grimaldi, « passé » à la direction, sont remplacés par M. M.-P. Hamelet et L. Chauré. Fournissant son programme d'impression et de diffusion par le Figaro, le Figaro devrait être imprimé à Lyon à partir de la semaine prochaine et à Nancy à la fin du mois d'octobre.

(Comme on pouvait le prévoir, M. Robert Hersant affirme de plus en plus son autorité sur le Figaro, sans se préoccuper des accords antérieurs, et notamment de ceux qui ont été conclus entre l'ancien propriétaire, M. Grimaldi, et la Société des rédacteurs.)

La nouvelle composition de ce conseil de surveillance, plus M. Robert Hersant, marque en effet une nouvelle orientation des structures mises en place au « Figaro » en 1971.)

(1) Il serait créé un comité politique composé de M. Jean Messant, Raymond Aron et Robert Hersant. (N.D.L.R.)

### Ancien représentant en Europe du général Barzani

## M. ISMET CHERIFF VANLY EST VICTIME D'UN ATTENTAT A LAUSANNE

(De notre correspondant)

Berne. — Une personnalité kurde établie en Suisse, M. Ismet Chériff Vanly, a été victime d'un attentat jeudi 7 octobre peu après midi à son domicile, à Lausanne. Blessé à la tête par deux coups de feu tirés à bout portant, il est inconnu qui avait sonné à la porte sans prétexte de lui remettre un paquet de dames. M. Chériff Vanly a été immédiatement transporté au Centre hospitalier universitaire vaudois où il a subi une intervention chirurgicale dans l'après-midi. Bien que son état demeure critique, il serait désormais hors de danger.

A la suite de l'accord d'Alger de mars 1975 entre l'Irak et l'Iran, qui avait contraint les partisans du général Barzani à déposer les armes, M. Vanly avait activement participé à la réorganisation du Parti démocratique du Kurdistan. Dernièrement, il avait pu brièvement « oindre » à la « réactionnaire Bagdad-Téhéran-Ankara ». — J.-C. B.

### VINGT ÉTUDIANTS IRANIENS JUGÉS PAR DÉFAUT EN APPEL

Les vingt étudiants iraniens condamnés chacun, le 3 février dernier, par la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et 1 franc de dommages et intérêts envers la directrice de l'agence parisienne de la Radio-Télévision française (36, rue La Boétie), ont été jugés jeudi 7 octobre, en appel, par défaut. Ils avaient fait l'objet d'une mesure d'expulsion aussitôt après le prononcé du jugement de première instance (« le Monde » du 5 février).

Les vingt jeunes gens avaient été prévenus en flagrant délit de violation de domicile et de séquestration de personnes pour avoir occupé durant plusieurs heures, le 27 janvier, les locaux de cette agence, en y relevant quinze membres du personnel. Ils avaient voulu protester, par cette manifestation, contre les exécution sommaires qui venaient d'être pratiquées en Iran.

L'arrêt de la cour d'appel sera rendu le 21 octobre.

**PIANOS LABROUSSE**  
41, bd des Batignolles (17) - 387-50-2  
31, rue de Rivoli (6) - 272-61-24  
221, av. de Saint-Mandé (75) - 822-13-44  
101, av. de Saint-Lazare (16) - 502-46-31

vous proposent aussi les  
**pianos RAMEAU**  
héritier de la tradition française

Spécialité 150